



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**FEVRIER - MARS 2022**

**N°212**

**TOME I**

## **SOMMAIRE**

**RAA DE FEVRIER – MARS 2022**

**N°212**

### **TOME I**

#### **PAGES**

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** (*Conseil du 22 mars 2022*)

**2**

### **TOME II**

**PARTIE 2 : DECISIONS** (*Conseil du 22 mars 2022*)

**2**

**PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES** (*février - mars 2022*)

**472**

**PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS** (*février - mars 2022*)

**508**

## **PARTIE 1 - DELIBERATIONS**

	<b>PAGES</b>
AMENAGEMENT DURABLE	<b>10</b>
ANIMATION DU TERRITOIRE	<b>90</b>
ATTRACTIVITE	<b>114</b>
CYCLES DE L'EAU	<b>133</b>
ENVIRONNEMENT	<b>165</b>
RESSOURCES	<b>226</b>
SOLIDARITES	<b>286</b>
HORS COMMISSION	<b>333</b>

## PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE	PAGE
<b>M2022-59</b>	Transports en commun - Stratégie d'investissement patrimonial sur le réseau - Approbation	11
<b>M2022-60</b>	Exonération du droit de stationnement des taxis 2021 - Approbation	14
<b>M2022-67</b>	Maîtrise Foncière - Délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la Commune de Montpellier concernant les parcelles cadastrées LR 33, 34, 48, 79, 81 et 134 - Retrait partiel de la délégation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et délégation à l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie sur les copropriétés du Pic Saint-Loup et de l'Espérou - Approbation	17
<b>M2022-68</b>	Convention d'occupation temporaire de l'Eco-cirque lieu-dit "Rastouble" à Montpellier - Remise gracieuse - Approbation	20
<b>M2022-69</b>	Ville de Montpellier - Modification n°14 du PLU de Montpellier - Approbation	23
<b>M2022-70</b>	Avis sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC) - Avis favorable sous réserve - Émission	31
<b>M2022-71</b>	Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Avenant n°7 à la concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Approbation - Autorisation de signature	36
<b>M2022-72</b>	Commune de Pérols - Bilan de la concertation préalable à la modification de la ZAC Ode acte 1 - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation	40
<b>M2022-73</b>	Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols - Dispense d'évaluation environnementale	49
<b>M2022-74</b>	Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château des Evêques de Montpellier et de son parc - Commune de Lavérune - Avis	51
<b>M2022-75</b>	Réalisation d'un giratoire sur la RM5 - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Pignan - Approbation	54
<b>M2022-76</b>	Commune de Cournonterral - Objectifs et modalités de concertation préalable au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme dans le cadre de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et halle de sports - Approbation	57



<b>N°DELIB</b>	<b>AMENAGEMENT DURABLE (SUITE)</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-77</b>	Commune de Pignan - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan - Déclaration d'intérêt général, objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation	62
<b>M2022-78</b>	Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et le ministère de l'Intérieur - Autorisation de signature	66
<b>M2022-79</b>	Convention entre SNCF Réseau, l'État, la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole relative au financement complémentaire de l'étude préliminaire à la création d'un ouvrage et à la suppression du passage à niveau n°39 à Castelnau-le-Lez - Approbation	70
<b>M2022-80</b>	Concession d'Aménagement - Pignan - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint-Estève - Avis du Conseil de Métropole sur la modification du programme d'équipements publics de la ZAC - Convention de participation de l'aménageur - Approbation	73
<b>M2022-81</b>	Tramway Ligne 3 - Doublement de la voie unique actuelle entre Boirargues et le Parc des expositions - Création de deux nouvelles stations de desserte des secteurs du chemin du Mas Rouge et des Hauts de Lattes - Aménagement d'une communication sur la Place Ernest Granier vers le futur dépôt de Grammont - Approbation	76
<b>M2022-82</b>	Tramway Ligne 5 - Convention de financement et de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat et TaM pour les travaux des résidences ACM Habitat Val de Croze 7 & 8 à Montpellier - Autorisation de signature	79
<b>M2022-83</b>	Programme Savoir Rouler à Vélo auprès d'élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Modification de la Délibération n°M2021-617 - Approbation	82
<b>M2022-84</b>	Convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement au bénéfice de l'Association de Promotion de la Pratique Pédagogique de la Moto de l'Hérault - Autorisation de signature	84
<b>M2022-85</b>	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Nouveaux Statuts - Approbation	87
<b>N°DELIB</b>	<b>ANIMATION DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-105</b>	Appel à projets auprès des opérateurs artistiques et culturels dans le cadre de la Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle - Lancement - Règlement - Approbation	91
<b>M2022-107</b>	Partir en livre 2022 - Création de deux résidences-mission - Approbation	95
<b>M2022-108</b>	Convention de co-organisation entre le musée Fabre, le MO.CO et Artpress de la biennale "Après l'école, biennale artpress des jeunes artistes" édition 2022 - Autorisation de signature	98
<b>M2022-109</b>	Gratuité d'accès au musée Fabre - 12 et 13 mars 2022 - Collections permanentes et exposition "La Beauté en partage" - Approbation	101
<b>M2022-110</b>	Gratuité d'accès à l'exposition temporaire "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" à l'occasion de la Nuit européenne des Musées - Approbation	104

<b>N°DELIB</b>	<b>ANIMATION DU TERRITOIRE (SUITE)</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-111</b>	Adhésions aux associations TRIPLANCAR, OCCITANIE MUSEES et BOUCLIER BLEU FRANCE - Approbation	107
<b>M2022-112</b>	Délégation de Service Public relatif à la gestion et l'exploitation de Planet Ocean - Avenant n°3 - Autorisation de signature	110
<b>N°DELIB</b>	<b>ATTRACTIVITE</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-53</b>	Soutien au peuple ukrainien - Versement d'une aide d'urgence au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) - Approbation - Autorisation de signature	115
<b>M2022-120</b>	Accord de consortium Agence Spatiale Européenne (ESA) Business Incubation Center (BIC) Sud France - Renouvellement - Autorisation de signature	118
<b>M2022-121</b>	Actualisation du document type "Contrat d'Accompagnement" du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	121
<b>M2022-122</b>	Contrat-type d'incubation "French Tech Tremplin" - Approbation	124
<b>M2022-123</b>	Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	127
<b>M2022-124</b>	Réinvestissement du Parc d'Activités Économiques "Lauze-Marcel Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération des études réalisées - Poursuite de la démarche de réinvestissement - Approbation	130
<b>N°DELIB</b>	<b>CYCLES DE L'EAU</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-54</b>	Vœu relatif à la création d'un Forum de l'eau	134
<b>M2022-62</b>	Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise de la compétence de distribution d'eau potable de la commune de Murviel-lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	137
<b>M2022-97</b>	Ressources en eau - Convention de Recherche et Développement partagé relative à l'observation quantitative et qualitative de la ressource karstique du Lez, associant le laboratoire Hydrosiences, la Métropole et la Régie des Eaux - Année 2022 - Autorisation de signature	140
<b>M2022-98</b>	Plan de Gestion de la Ressource en Eau Lez-Mosson - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Syble et la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) du Salet sur la restitution d'un débit supplémentaire à la source du Lez pour assurer la pérennité des usages aval existants - Période 2022-2024 - Autorisation de signature	143
<b>M2022-99</b>	Convention opérationnelle de gestion environnementale des mesures compensatoires liées la Création de l'Usine de Production d'Eau Potable (UPEP) Valedau entre la Régie des Eaux, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie - Approbation	146
<b>M2022-100</b>	Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au projet de Chaire Eau et Agriculture - Attribution d'une subvention correspondant à la deuxième année d'exécution de la convention - Approbation	150

<b>N°DELIB</b>	<b>CYCLES DE L'EAU (SUITE)</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-101</b>	Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Montpellier - Autorisation de signature	153
<b>M2022-102</b>	Adhésion à la démarche "Territoires bio pilotes" de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique - Approbation	156
<b>M2022-103</b>	GEMAPI - Étude de la contribution des eaux souterraines aux crues de la Mosson - Convention de recherche et développement avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - Avenant n°1 - Autorisation de signature	159
<b>M2022-104</b>	GEMAPI - Forum d'Information sur les Risques Majeurs ' IRISES ' - Convention de partenariat entre Idéal Connaissances et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	162
<b>N°DELIB</b>	<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-55</b>	Stratégie de collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchet - Approbation	166
<b>M2022-56</b>	Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Arrêt du bilan de la concertation - Arrêt du projet de PCAET Solidaire 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole	182
<b>M2022-86</b>	Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Approbation - Autorisation de signature	191
<b>M2022-87</b>	Programme d'Agriculture Urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson soutenu par le dispositif Quartiers Fertiles de l'ANRU - Convention cadre de partenariat entre ACM Habitat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	194
<b>M2022-88</b>	Projet régional associatif Filières Légumineuses à Graines d'Occitanie (FILEG) visant à développer une filière légumineuse en Occitanie - Adhésion - Approbation	197
<b>M2022-89</b>	Qualité de l'air - Adhésion à l'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air - Approbation	200
<b>M2022-90</b>	Adhésion à la charte d'engagement EcoWatt - Approbation	203
<b>M2022-91</b>	Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Classement du Réseau - Approbation	206
<b>M2022-92</b>	Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°7 - Autorisation de signature	210
<b>M2022-93</b>	Concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente - Avenant de prorogation du contrat de concession de la Ville de Montpellier et des conventions afférentes - Autorisation de signature	214
<b>M2022-94</b>	Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Attribution de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	217
<b>M2022-95</b>	Extension des consignes de tri - Plan Boost ECT des éco-organismes Citeo/Adelphe - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	220

<b>N°DELIB</b>	<b>ENVIRONNEMENT (SUITE)</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-96</b>	MRBC Montpellier ReBuilding Center - Convention d'attribution de subvention d'investissement 2021 - Avenant - Approbation - Autorisation de signature	223
<b>N°DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-63</b>	Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation	227
<b>M2022-64</b>	Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	236
<b>M2022-126</b>	Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature	240
<b>M2022-127</b>	Fonds de concours de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour le programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture - Convention - Approbation - Autorisation de signature	243
<b>M2022-128</b>	Taux d'imposition des taxes directes pour 2022 - Adoption	246
<b>M2022-129</b>	Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2022 - Adoption	249
<b>M2022-130</b>	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2022 - Adoption	251
<b>M2022-131</b>	Concession Cambacérès à Montpellier - Garantie de deux emprunts contractés par la SA3M - Approbation	254
<b>M2022-132</b>	Tarifs du Montpellier International Business Incubator (MIBI) - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation	258
<b>M2022-133</b>	Tarifs du musée Henri Prades - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation	262
<b>M2022-134</b>	Tarifs du Parking Le Vicarello - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation	268
<b>M2022-135</b>	Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature	271
<b>M2022-136</b>	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	274
<b>M2022-137</b>	Rémunération et compensation des astreintes - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation	277
<b>M2022-142</b>	Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation	280
<b>M2022-143</b>	Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation	283
<b>N°DELIB</b>	<b>SOLIDARITES</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-58</b>	Plan "France Relance" - Contrat de relance du logement 20202 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole concernées - Autorisation de signature	287

<b>N°DELIB</b>	<b>SOLIDARITES (SUITE)</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-65</b>	Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2022 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Attributions de subventions à diverses associations en charge de la réalisation des actions 2022 - Approbation - Autorisation de signature	290
<b>M2022-66</b>	Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2022 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature	294
<b>M2022-113</b>	Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2021 - Approbation	307
<b>M2022-114</b>	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan 2021	311
<b>M2022-115</b>	Délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Conventions 2022-2027 - Autorisation de signature	315
<b>M2022-116</b>	Construction de 19 logements sociaux à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Conventions - Autorisation de signature	319
<b>M2022-117</b>	Construction de 32 logements sociaux - Résidence "Saint-Vincent" - route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez - Abrogation de la décision MD2020-529 - Attribution de subventions à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	323
<b>M2022-118</b>	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 85 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	326
<b>M2022-119</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	329
<b>N°DELIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-57</b>	Candidature Capitale Européenne de la Culture 2028 - Création de l'association ' Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture ' - Approbation	334
<b>M2022-61</b>	Coopération interterritoriale - Contrat de Réciprocité entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	338
<b>M2022-106</b>	Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Attribution de subventions - Premier semestre 2022 - Approbation	344
<b>M2022-125</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Soutien aux manifestations" - Approbation - Autorisation de signature	348
<b>M2022-138</b>	Organisme Extérieur - Société Publique Locale (SPL) L'Or Aménagement - Création du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) LOA <sup>2</sup> - Adhésion de la SPL au GIE - Approbation	354
<b>M2022-139</b>	Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation	357
<b>M2022-140</b>	Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation	361
<b>M2022-141</b>	Composition des commissions métropolitaines - Approbation	367

<b>N°DELIB</b>	<b>HORS COMMISSION (SUITE)</b>	<b>PAGE</b>
<b>M2022-144</b>	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	369
<b>M2022-145</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	372
<b>M2022-146</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	381
<b>M2022-147</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	384
<b>M2022-148</b>	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" et "Contrat de Ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	388
<b>M2022-149</b>	Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022	392

## **AMENAGEMENT DURABLE**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jackie GALABRUN-BOULBES, Laurent JAOU, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Joël VERA



## Aménagement durable - Transports en commun - Stratégie d'investissement patrimonial sur le réseau - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Les enjeux autour des mobilités sont aujourd'hui majeurs et la Métropole en a fait une des priorités du mandat 2020-2026. La Métropole développe de façon très volontariste une stratégie mobilités, adoptée lors du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021, qui permet d'inverser les paradigmes pour réussir la transition climatique et sociale, en apportant des solutions accessibles à tous, en préservant la santé et en améliorant le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole.

L'ambition est forte avec plus d'un milliard d'euros d'investissement dédiés aux mobilités dans le but d'offrir une alternative crédible à l'automobile. Les projets d'infrastructures tels que la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France, la mise en place de 5 lignes de bus à haut niveau de service « *bustram* », associés aux mesures déjà engagées (gratuité des transports, réseau cohérent et sécurisé de pistes cyclables, aides à l'achat de vélo électrique, etc.), permettront de faire baisser la part de la voiture particulière dans les déplacements des habitants.

Au-delà de ces projets de développement, le maintien du patrimoine du réseau existant de transports en commun est primordial et nécessite des moyens importants, d'autant plus importants que le réseau se développe. Les politiques publiques attachées aux transports urbains doivent effectivement mettre en avant les projets neufs sans pour autant négliger le patrimoine transport qu'il convient, *a minima* de maintenir et, au mieux, de moderniser au regard des nouveaux enjeux de mobilités du territoire.

L'absence d'anticipation en la matière serait susceptible de provoquer à terme des incidents d'exploitation pouvant causer à la fois des désagréments pour les voyageurs et des dégâts matériels aux impacts financiers conséquents.

Les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) de taille comparable mobilisent des moyens d'entretien du réseau importants. Par ailleurs, la Chambre Régionale des Comptes a également relevé récemment que les investissements sur le réseau de transports TaM nécessitaient d'être réévalués, et ce notamment dans le cadre du contrat de délégation de service public 2018-2024.

L'ambitieux projet de mobilités doit se fonder sur un solide patrimoine d'infrastructures et de matériels roulants à la hauteur des enjeux. Une véritable stratégie patrimoniale doit par conséquent être mise en œuvre et sanctuarisée financièrement afin de maintenir le système de transports de la Métropole. Le patrimoine transports dépassant désormais 2 milliards d'euros, il est plus que nécessaire de mettre en œuvre une stratégie d'investissements et de maintenance à hauteur de celui-ci.

Trois thématiques structurent la démarche patrimoniale :

Tout d'abord, **l'entretien et la modernisation du réseau nécessite des investissements lourds**. Cette volonté se traduit déjà par des actes concrets puisque 70 millions d'euros supplémentaires d'ici 2024 vont être mobilisés pour renforcer le programme d'entretien et de modernisation du patrimoine. Des audits sur la signalisation ferroviaire ou sur les carrefours routiers en traversée de plateforme sont lancés et d'autres sont à venir sur les systèmes d'alimentation électrique, les lignes aériennes de contact, le réseau ferré vieillissant, les plateformes, les bâtiments ... Afin de mieux maîtriser les coûts de gestion et d'entretien du réseau ferré, des opérations lourdes de changement de rails vont être engagées. Dès l'été 2022 et ensuite en 2023, les secteurs autour de la Gare Saint-Roch, de la place Ernest-Granier, de Moularès ou du Corum seront traités. Plus de 20 millions d'euros sont prévus pour ces travaux.

Ensuite, des **actions très significatives de modernisation et de traitement des systèmes attachés à l'exploitation** vont être mises en œuvre. Diverses thématiques sont concernées : les bornes d'informations visuelles, les systèmes d'aide à l'exploitation, la vidéo, la signalisation ferroviaire... 18 millions d'euros sont prévus à cet effet.

Enfin, le **parc de matériel roulant doit évoluer** pour relever le challenge du « zéro émission carbone » et celui de la gratuité, mais aussi être maintenu pour être à la hauteur des ambitions.

Un programme ambitieux d'acquisition de 77 rames de tramway est lancé. Il se développe ainsi : 22 rames pour la ligne 5, 30 rames pour le renouvellement de la ligne 1, 8 rames pour améliorer la qualité du service et la réserve et 17 rames pour être à la hauteur des ambitions de la gratuité des transports. 275 millions d'euros sont prévus pour cette modernisation du matériel roulant tramway.

Le parc matériel va par ailleurs s'enrichir de 60 BusTrams électriques permettant d'aller plus en avant dans l'objectif de « zéro émission de carbone ». Sont prévus pour cela 45 millions d'euros.

Le verdissement du parc de bus de l'ensemble du réseau est en cours de réflexion avec une étude sur la faisabilité et l'acquisition de bus électriques.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la stratégie d'investissement patrimonial proposée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183581-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Laurent JAOUL, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Joël VERA

## **Aménagement durable - Exonération du droit de stationnement des taxis 2021 - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est en charge de la gestion des taxis sur son territoire depuis sa création. Ainsi, elle accompagne leur activité, nécessaire au lien social (une large part de l'activité des taxis métropolitains est réalisée via du transport médicalisé), en les associant notamment dans le cadre d'une Commission Métropolitaine des Taxis, lieu d'échanges privilégié.

Le contexte sanitaire a grevé sensiblement l'activité professionnelle des taxis. Montpellier Méditerranée Métropole a donc dans un premier temps exonéré de redevance les taxis de Montpellier et de Castelnau-le-Lez pour les trois derniers trimestres 2020.

La crise se prolongeant, les bases d'une nouvelle exonération ont été discutées en Commission Métropolitaine des Taxis.

Ainsi dans le but de les aider à faire face à cette situation sanitaire, il est proposé que les taxis du territoire fassent l'objet d'une exonération de la redevance de stationnement 2021.

A titre d'information, pour 2021, le montant de l'exonération s'élève à 62 k€.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'exonération du droit de stationnement des taxis pour l'année 2021 ;
- De dire que la baisse de recettes est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182439-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOUL, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Agnès SAURAT

## **Aménagement durable - Maîtrise Foncière - Délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la Commune de Montpellier concernant les parcelles cadastrées LR 33, 34, 48, 79, 81 et 134 - Retrait partiel de la délégation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et délégation à l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie sur les copropriétés du Pic Saint-Loup et de l'Espérou - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2019-696 du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » et la désignation de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) concessionnaire de l'opération.

Afin de permettre à la SA3M de mener à bien le projet sur le volet foncier et après un premier portage immobilier par la Métropole, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé lui ont été délégués sur l'ensemble du périmètre de la concession conformément aux dispositions de l'article L.213-3 du Code l'urbanisme par décision du 12 mars 2020.

Le 23 juillet 2021, la convention de Projet de Renouvellement d'Intérêt National (PRIN) Mosson a été signée par la Métropole et son concessionnaire.

Les copropriétés « *Le Pic Saint Loup* », située 72 avenue de Louisville, cadastrée LR 33-34-79-81, composée de 86 logements et « *L'Espérou* », située 136 avenue de Louisville, cadastrée LR 48 et 134, composée de 112 logements, présentent un état très dégradé. Une intervention spécifique au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour leur recyclage est engagée.

Pour mener à bien cette intervention spécifique, une convention pré-opérationnelle entre la Métropole, l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et la SA3M a été décidée par le Conseil de Métropole le 2 décembre 2021.

Il s'agit pour l'EPF Occitanie d'acquérir, porter, puis démolir 198 logements et caves, environ 1 500 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux, d'activités et de réserves, des stationnement ou garages en sous-sol. Un budget initial de 10 M€ est prévu au contrat visant à répondre aux opportunités foncières et immobilières se présentant et nécessaires pour le futur projet, amorcer les acquisitions par voie d'expropriation, assurer la gestion intercalaire des biens acquis.

Pour optimiser les moyens d'action de l'EPF sur ces deux copropriétés, notamment les délais de maîtrise foncière, il est proposé de lui déléguer le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé directement sur ces deux copropriétés.

En conséquence, il est proposé de retirer préalablement la délégation du droit de préemption et du droit de préemption urbain renforcé dont bénéficie actuellement la SA3M en ce qu'elle porte sur les parcelles cadastrées LR 33, 34, 48, 79, 81 et 134, sur la Commune de Montpellier, pour les déléguer sur ces mêmes parcelles d'assiette des copropriétés « *Le Pic Saint Loup* », et « *L'Espérou* » à l'EPF Occitanie conformément à la convention délibérée le 2 décembre 2021 par le Conseil.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé à la SA3M sur les parcelles LR 33, 34, 48, 79, 81 et 134 sur la Commune de Montpellier ;
- D'approuver la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé à l'EPF d'Occitanie sur les parcelles LR 33, 34, 48, 79, 81 et 134 sur la Commune de Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L.213-3 du Code l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183541-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Agnès SAURAT

## Aménagement durable - Convention d'occupation temporaire de l'Eco-cirque lieu-dit "Rastouble" à Montpellier - Remise gracieuse - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'occupation temporaire d'un terrain situé dans le secteur d'Odysseum, au lieu-dit Rastouble, sur la parcelle cadastrée RA n° 1 d'une superficie de 9 888 m<sup>2</sup> sur la commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole a établi une convention d'occupation temporaire avec l'Eco-cirque Bouglione 100 % humain.

Cette convention initiale en date des 25 août et 6 octobre 2020 a été reconduite par quatre avenants successifs avec une redevance s'élevant à 40 € par jour d'occupation jusqu'au 31 décembre 2021, comme indiquée ci-dessous :

Objet	N° et date de Décision	Période	Nbre de jours	Montant à 40 €/j
Convention initiale des 25/08/2020 et 06/10/2020	N°2020-725 21 septembre 2020	Du 21/10/2020 au 21/01/2021	93	<u>3 720 €</u>
Avenant n° 1 du 15/01/2021	N°2021-024 14 janvier 2021	Du 22/01/2021 au 31/03/2021	69	<u>2 760 €</u>
Avenant n° 2 du 15/03/2021	N°2021-144 5 mars 2021	Du 01/04/2021 au 30/05/2021	61	<u>2 440 €</u>
Avenant n° 3 du 24/06/2021	N°2021-504 16 juin 2021	Du 01/06/2021 au 30/09/2021	122	4 880 €
Avenant n° 4 du 23/09/2021	N°2021-843 14 septembre 2021	Du 01/10/2021 au 31/12/2021	92	<u>3 680 €</u>

Or, dans le contexte de crise sanitaire, d'octobre 2020 à fin décembre 2021, la situation financière de l'Eco-cirque durant cette occupation, s'est trouvée en grande difficulté. L'Eco-cirque n'a pas pu recevoir les recettes escomptées en raison de l'interdiction de toutes manifestations, des contraintes du pass sanitaire, du nombre de représentations réduit et de la chute des ventes de places et de réservations.

De fait, la Métropole souhaite soutenir le spectacle vivant et ne pas pénaliser davantage la situation financière de l'Eco-cirque.

Il est proposé de renoncer au recouvrement d'une partie du montant dû, de la convention initiale ainsi que l'avenant n°1, n°2 et n°4, étant précisé que l'avenant n° 3, a été réglé par l'Eco-cirque pour un montant de 4 880 €.

L'annulation de la redevance proposée s'élève à 12 600 € correspondant à 315 jours d'occupation temporaire et aux décisions métropolitaines n° 2020-725, n° 2021-024, n° 2021-144 et n° 2021-843.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la remise gracieuse relative à l'occupation prévue dans la convention d'occupation temporaire et ses avenants, pour un montant global s'élevant à 12 600 € ;
- De renoncer purement et simplement au montant de la recette ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-181458A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

# Aménagement durable - Ville de Montpellier - Modification n°14 du PLU de Montpellier - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La maîtrise du développement urbain de la Ville de Montpellier implique des adaptations de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration étroite avec la Ville de Montpellier, a engagé le projet de modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ce projet intègre des modifications visant :

- L'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la Ville de Montpellier et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création, modification ou suppression d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...);
- Des corrections de formes relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

## Modifications du PLU

Le projet de modification tel que soumis à avis simple du Conseil municipal, notifié aux personnes publiques associées et soumis à enquête publique identifiait 33 points d'évolution :

**Modification n°1 : HOPITAUX-FACULTES – Campus Arnaud de Villeneuve – mail Guilhem VII :** modification du tracé de l'emplacement réservé C150, suppression d'une emprise au sol maximale des constructions et suppression d'une transparence architecturale sous bâtiment pour permettre la création d'un « Learning Center Santé » ;

**Modification n°2 : HÔPITAUX-FACULTES – Cité universitaire de la Voie Domitienne :** suppression de l'indice de hauteur « e » sur une partie du secteur de zone 3U1-lew, correspondant à l'emprise de la cité universitaire, afin de compléter l'offre en hébergement étudiant sur ce site ;

**Modification n°3 : HÔPITAUX-FACULTES – Centre Hospitalier Universitaire (CHU) – Institut de Formation aux Métiers de la Santé (IFMS) :** suppression de l'indice de hauteur « e » sur une partie du secteur de zone 3U1-lew pour permettre la reconstruction de l'Institut de Formation aux Métiers de la Santé ;

**Modification n°4 : HÔPITAUX-FACULTES – Secteur Agropolis :** modification du caractère de la zone et de l'article 2 du règlement de la zone 4U4 pour autoriser les changements d'affectation des bâtiments existants et permettre le déploiement du projet Med Vallée ;

**Modification n°5 : HÔPITAUX-FACULTES – Place de la Voie Domitienne :** réduction d'une section de l'emplacement réservé C 145 pour requalification des espaces publics, cette section étant devenue inutile ;

**Modification n°6 : PORT MARIANNE – ZAC Consuls de Mer et abords :** augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions (de 41,50m NGF à 56m NGF) sur le lot de la ZAC situé à l'angle de l'avenue Etienne Antonelli et du chemin de Moularès afin d'affirmer une intensité urbaine autour de la place du Rabbin-Schilli et correction d'une erreur matérielle concernant la hauteur réglementaire le long de l'avenue Albert-Dubout ;

**Modification n°7 : PORT MARIANE – ZAC Cambacérès :** modification de l'article 7 du règlement du secteur de zone 14AU-1w afin de permettre une implantation des bâtiments en lien avec le plan guide de la ZAC ;

**Modification n°8 : PORT MARIANNE - ZAC Parc Marianne – Lots 27 et 28 :** création de deux emprises au sol maximales des constructions en secteur de zone 1U10w, à l'extrémité Est de la ZAC, autorisant des hauteurs maximales de 54 m NGF (lot 27) et 47 m NGF (lot 28) et création d'un Espace Vert Protégé (EVP), afin de créer un ensemble urbain cohérent autour de la place Mattéo-Manuguerra ;

**Modification n°9 : PORT MARIANNE - ZAC Parc Marianne – secteur Mas de Barlet :** augmentation de la hauteur maximale de 47 à 54 m NGF sur une bande située le long de l'avenue Nina-Simone et d'une partie de la rue du Mas Rouge afin de ménager des espaces perméables au sol ;

**Modification n°10 : PORT MARIANNE - Parc Marianne – secteur mas Combelle :** augmentation de la hauteur maximale de 51 à 54 m NGF sur l'emprise constructible du mas Combelle afin de ménager des espaces perméables au sol ;

**Modification n°11 : PORT MARIANNE – ZAC Parc Marianne – Avenue Raymond Dugrand :** augmentation ponctuelle de la hauteur maximale de 30 mètres NGF à 31mètres NGF sur le secteur situé à l'extrémité ouest du parc Charpak pour prendre en compte les « émergences de toitures » ;

**Modification n°12 : PORT MARIANNE – Quartier Blaise Pascal – Rue Lépine :** création d'un secteur de zone 2U9-2w à l'angle des rues Louis-Lépine et Denis-Papin pour permettre, le cas échéant, l'évolution de la résidence Leonard-de-Vinci ;

**Modification n°13 : PORT MARIANNE – ZAC Jardins de la Lironde :** création d'un secteur de zone 10AU-1w, rue Le Titien, en compensation de l'abandon d'un autre projet de logements au sein de la ZAC ;

**Modification n°14 : CROIX D'ARGENT – rue Lepic :** création d'un secteur de zone 2U1-13fw à l'angle de l'avenue Lepic et de la rue du 56<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie pour renforcer l'offre immobilière de la Cité Créative, marquer l'entrée du quartier EAI depuis le centre-ville et animer la place du 56<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie ;

**Modification n°15 : CROIX D'ARGENT – Parc Montcalm :** modification du périmètre du secteur de zone 3U1-1fw, création de l'emplacement réservé R57 de 23 ha pour parc et équipements publics afin de sanctuariser et d'étendre le parc Montcalm, et création d'un secteur de zone 4U1-6w avec suppression de l'indice de hauteur « f » sur l'ancien mess des officiers pour permettre le réinvestissement patrimonial et la surélévation du bâtiment afin d'accueillir une programmation d'activités liée aux industries culturelles et créatives ;

**Modification n°16 : CROIX D'ARGENT- ZAC Ovalie :** création d'un périmètre de hauteur maximale (de 27m à 43m) à l'angle de l'avenue Paul-Valéry et de la rue de Bugarel afin de ménager des espaces perméables au sol et réduction ponctuelle des emplacements réservés C102 et C105 ;

**Modification n°17 : CROIX D'ARGENT – Rue Michel Colucci – Avenue Villeneuve d'Angoulême :** création de deux secteurs de zone 2U1-1cw et 2U1-1fw, création de l'emplacement réservé R58 pour équipement public et réduction de l'emplacement réservé C26 pour création d'une voie nouvelle afin de permettre l'implantation d'un programme comprenant a minima un groupe scolaire et une crèche ;

**Modification n°18 : MOSSON – Grand Mail :** création d'un secteur de zone 2U1-22fw pour permettre la résidentialisation de la résidence Saint Guilhem I ;

**Modification n°19 : MOSSON – Rue de Cos – Avenue de l'Europe – Avenue de Heidelberg :** création d'un secteur de zone 2U1-23w et suppression de l'indice de hauteur « f » afin d'engager le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;

**Modification n°20 : MOSSON – Avenue des Moulins :** création de deux secteurs de zone 2U1-24w et 2U1-25w et modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « Avenue des Moulins - Mas de Campagne » afin de ménager les espaces perméables et préserver le couvert boisé ;

**Modification n°21 : CEVENNES – Quartier Beausoleil, Avenue de Lodève :** création de deux périmètres de hauteur graphiques à 30 mètres et 36 mètres et suppression de l'indice de hauteur « f » afin de ménager des espaces perméables au sol ;

**Modification n°22 : CENTRE – Secteur Liberté-Chaptal :** modification des emprises des périmètres de hauteur graphiques dans le secteur 2U1-18w et modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « Liberté-Chaptal » pour prendre en compte le paysage urbain du site et son environnement bâti ;



**Modification n°23 : CENTRE – rue Saint Vincent de Paul – rue de l'Abbé de l'Epée** : création d'un secteur de zone 2U1-26cw pour permettre la construction d'une opération portée par le bailleur social ACM ;

**Modification n°24 : CENTRE – rue Saint Vincent de Paul** : création d'un secteur de zone 2U1-27cw et extension du secteur de zone 2U1-1dw le long de l'avenue Saint-Vincent-de-Paul en vue de développer la mixité urbaine et sociale du secteur ;

**Modification n°25 : CARACTERE GENERAL – Servitude de mixité sociale** : modification des conditions particulières relatives à la création de logements locatifs sociaux et de logements en accession dite « abordable » au sein de l'article 2 du règlement pour prendre en compte les nouveaux objectifs du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 ;

**Modification n°26 : CARACTERE GENERAL – Servitude de taille de logement** : création des conditions particulières relatives à la taille des logements au sein de l'article 2 du règlement pour toutes opérations supérieures à 1800 m² de surface de plancher à destination de logements ;

**Modification n°27 : CARACTERE GENERAL – Stationnement dans les zones d'activité** : modification de l'article 12 du règlement des zones 4U1, 4U2, 4U3, 4U4, 4AU1, 4AU3, 4AU4, 4AU5 et 4AU6 visant à minorer les exigences minimales relatives au stationnement dans les zones d'activités, pour prendre en compte la diminution du besoin et pour favoriser l'essor des modes actifs et le soutien au covoiturage ;

**Modification n°28 : CARACTERE GENERAL – Stationnement autour des stations de la ligne 5 du tramway** : instauration de la règle spécifique de stationnement à proximité d'une station de tramway autour des 27 futures stations de la ligne 5 de tramway pour faire correspondre la règle relative au stationnement avec le futur niveau de desserte ;

**Modification n°29 : CARACTERE GENERAL – Article 7 du règlement** : précision apportée à la règle d'implantation des constructions en limites séparatives sur le domaine public afin d'éviter certaines incohérences d'aménagement et de dissiper toute ambiguïté s'agissant de la configuration des terrasses concernées par cette disposition ;

**Modification n°30 : CARACTERE GENERAL – Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM)** : suppression de l'emplacement réservé R11 pour le contournement ferré Nîmes-Montpellier, son objet ayant été réalisé ;

**Modification n°31 : PORT MARIANNE – ZAC République** : correction du document graphique d'application de la servitude de mixité sociale sur le quartier République pour donner suite à un oubli matériel ;

**Modification n°32 : CARACTERE GENERAL – Zone 4AU5** : correction des documents graphiques du règlement n°18 et 24 concernant la zone 4AU5 pour donner suite à un oubli matériel ;

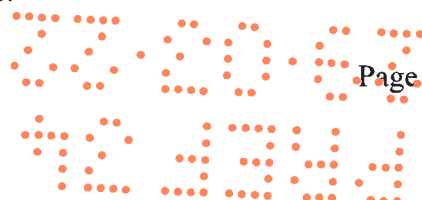
**Modification n°33 : CARACTERE GENERAL- Zone 1U1** : suppression de la mention "Faubourg gare" du titre du paragraphe 8 de l'article 11 de la zone 1U1, celle-ci étant sans objet.

### Déroulement de la procédure

Par délibération n°V2021-242 en date du 26 juillet 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification n°14 du PLU, conformément à la Charte de gouvernance du PLU, ainsi qu'un avis favorable au titre de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme, concernant les évolutions relatives aux ZAC créées à l'initiative de la Ville de Montpellier.

Le projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier a été notifié, le 29 juillet 2021, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 du Code de l'urbanisme (Préfets de Région et de Département, aux Présidents du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, de la Chambre de métiers et de la Chambre d'agriculture) ainsi qu'au Maire de la Ville de Montpellier conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2021DKO208 en date du 29 septembre 2021, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 et suivants du Code de l'urbanisme.



Par arrêté n°MAR2021-0085, en date du 30 septembre 2021, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 22/10/2021 au 22/11/2021 inclus, afin de recueillir les observations et propositions du public quant au projet de modification n°14 du PLU de Montpellier.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 7 février 2022, un avis favorable au projet de modification n°14 du PLU.

En ce qui concerne les personnes publiques associées destinataires des dossiers de modification n°14 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- Par courrier du 26 août 2021, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de modification n°14 du PLU ;
- Par courrier du 22 septembre 2021, la Préfecture de l'Hérault - Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a émis sept remarques principales sur le projet de modification n°14 :
  - Une première remarque d'ordre général concernant la suppression des limitations des règles de hauteur des constructions ou l'augmentation des hauteurs maximales autorisées, invitant Montpellier Méditerranée Métropole à mener une étude globale sur la Ville de Montpellier permettant de définir les nouvelles normes de hauteurs par quartiers et ainsi de préserver une harmonie du paysage urbain et de garantir les perspectives sur les vues lointaines dans le grand paysage ;
  - Une remarque concernant la suppression, sur le site de l'institut de formation aux métiers de la santé (IFMS), de l'indice de hauteur limitant la hauteur maximale à 15 mètres pour porter la hauteur maximale à 21 mètres (point n°3), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à veiller à ce que le dernier niveau de la future construction n'émerge pas de la ligne de crête afin de ne pas modifier la silhouette paysagère ;
  - Une remarque concernant la modification du règlement des zones 4AU1 et 4AU2 du PLU (point n°4), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à composer sur le secteur d'Agropolis entre la préservation des enjeux paysagers, naturels et écologiques du site tout en prenant en compte les risques inondation et feux de forêt ;
  - Une remarque concernant l'augmentation de la hauteur maximale autorisée sur le dernier lot non commercialisé de la ZAC Ovalie (point n°16), émettant un avis réservé au motif qu'un immeuble de grande hauteur sur ce secteur porterait atteinte à la perception du massif de la Gardiole ;
  - Une remarque concernant l'augmentation de la hauteur maximale autorisée sur le site de l'ancienne gendarmerie située avenue de Lodève (point n°21), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à justifier du respect des dispositions de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) du château de la Piscine et de l'avenue de Lodève, et à justifier que la hauteur portée à 36 mètres ne porte pas atteinte à la silhouette paysagère de ce secteur situé en crête ;
  - Une remarque concernant l'évolution du classement du secteur de la rue Saint-Vincent-de-Paul (points n°23 et 24), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à veiller à ce que les projets développés sur ce secteur ne portent pas atteinte aux monuments historiques proches et à la végétation présente sur la parcelle ;
  - Une remarque concernant la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, déclarée d'utilité publique le 29 juillet 2021, invitant Montpellier Méditerranée Métropole à supprimer les emplacements réservés sur le tracé initial à l'occasion de cette procédure de modification.



En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique, 118 observations ont été formulées, soit qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, soit qu'elles aient fait l'objet d'un courrier ou d'un courriel adressés au Commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- Des remarques concernant le devenir de la résidence Leonard-de-Vinci (point n°12) ;
- Des remarques concernant les conditions d'urbanisation d'un îlot au sein du quartier Jardins de la Lironde (point n°13) ;
- Une remarque portant sur l'évolution du zonage à l'angle de l'avenue Lepic et de la rue du 56e Régiment d'Artillerie (point n°14) ;
- Des remarques concernant le projet de surélévation de l'ancien mess des officiers et du devenir du parc Montcalm (point n°15) ;
- Des remarques concernant l'impact négatif qui serait induit par la modification de la règle de hauteur maximale des constructions dans la ZAC Ovalie et une remarque demandant de modifier ponctuellement la règle d'implantation des constructions, à l'angle du boulevard Paul-Valéry et de la rue de Bugarel (point n°16) ;
- Une remarque concernant l'emprise de l'emplacement réservé R58 créé et le devenir de l'emplacement réservé C26 dans le quartier Croix d'Argent (point n°17) ;
- Des remarques concernant les impacts négatifs sur la qualité de vie, la circulation, l'ensoleillement, la patrimoine architectural, historique et paysager qui seraient induits par les évolutions des règles de hauteur et d'emprise sur le site de la ZAC Beausoleil et contestant l'objectivité et la sincérité des études d'inter-visibilité permettant d'établir les différentes insertions paysagères liées aux suppressions des limitations des règles de hauteur (point n°21) ;
- Des remarques concernant la création d'une servitude de grands logements (point n°26) ;
- Des remarques relatives à la minoration des exigences minimales de stationnement au sein des zones d'activités (point n°27) et à la modération des règles de stationnement dans les périmètres desservis par la ligne 5 du tramway (point n°28).

En outre, des remarques d'ordre général sortant du cadre de l'enquête, sans rapport avec un point précis de la modification n°14, ont été formulées.

Chacune de ces observations a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le commissaire-enquêteur.

Par conséquent, et conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier afin de tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole propose :

- De retirer le point de modification n°14 ;
- De modifier le point de modification n°15, en excluant, de l'emprise de l'emplacement réservé R57, le mess, la gendarmerie et en y adjoignant celle de l'emplacement réservé C187. L'emplacement réservé représente ainsi une superficie de 23 hectares. Il s'agit, complémentaiement, de réduire la hauteur maximale des constructions sur le mess, en la portant de 35 à 25 mètres ;
- De compléter le point de modification n°16 en supprimant l'implantation obligatoire des constructions le long de l'avenue de Vanières ;
- De modifier le point de modification n°17, en réduisant l'emprise de l'emplacement réservé R58 ;

- De modifier le point de modification n°21, en réduisant, d'une part, l'emprise du périmètre de hauteur maximale de 30 mètres pour ne conserver que la partie ouest la plus éloignée des constructions existantes et, d'autre part, de réduire la hauteur maximale des constructions admises dans cette emprise en la portant de 30 à 25 mètres.

Au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MAR2021-0085 en date du 30 septembre 2021 ;
- des avis formulés par le département de l'Hérault, l'Etat et la Ville de Montpellier ;
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique ;
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification n°14 du PLU ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier tel que modifié après enquête publique ;
- De tenir le dossier de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 5 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le **28 MARS 2022**

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

  
**Michaël DELAFOSSE**



Publiée le : **30 MARS 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : **29 MARS 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Dossier PLU Montpellier - Modification n°14.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC) - Avis favorable sous réserve - Émission

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Préfet de Région sollicite l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC), comme le prévoit le Code de l'environnement (article R.515-4) pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) concernés par un « *bassin de production des ressources minérales primaires* ».

### Le schéma régional des carrières vise à définir :

- Les conditions générales d'implantation des carrières ;
- Les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires ;
- Les orientations relatives à la logistique ;
- Les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité.

Le SRC n'a pas vocation à identifier les carrières dont l'activité pourrait être prolongée ou engagée. Cependant, les autorisations préfectorales accordées aux exploitants de carrières devront être compatibles avec le SRC. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) doit également être compatible avec le SRC.

### Les enjeux pour la Région et la Métropole

Les ressources minérales, non renouvelables mais indispensables au marché du Bâtiment Travaux Publics (BTP), doivent faire l'objet d'une exploitation raisonnée en limitant leurs impacts sur l'environnement (biodiversité, agriculture, paysage, eau) et sur le cadre de vie (poussières, bruit, qualité de l'air).

Le projet de SRC Occitanie développe particulièrement la question des granulats, qui représentent 86% de la production de matériaux en Région (2ème ressource la plus consommée en France après l'eau). Il s'intéresse également aux autres types de matériaux exploités en Région, dont les roches ornementales ou de construction (ROC) considérées comme des gisements d'intérêt régional. L'Occitanie compte 491 carrières et consomme chaque année 40 millions de tonnes de granulats, soit entre 6 et 7 tonnes par an et par habitant.

Au sein de la Métropole, 5 communes accueillent des carrières en exploitation : Villeneuve-lès-Maguelone (roche massives), Pignan (roche massives), Castries (roche massives), Beaulieu (deux carrières d'exploitation de ROC). Ces carrières couvrent une partie des besoins de la Métropole, fortement consommatrice de granulat compte tenu de sa production de logements et d'infrastructures ces dernières années (les bassins de Nîmes, Montpellier et du Biterrois concentrent 33 % de la consommation régionale).

### Etat des lieux et scénario retenu par le projet SRC

Le territoire régional ne souffrait pas de difficultés majeures d'approvisionnement jusqu'à 2019. Pour assurer l'approvisionnement à 2031, le projet de SRC établit plusieurs scénarios au regard de différents critères : croissance démographique, grands projets (Ligne à Grande Vitesse, routes, stade, ...), évolution des modes de construction et d'utilisation des ressources secondaires, ... L'analyse comparative des scénarios a conduit les services de l'Etat à privilégier le scénario « *tendanciel* ».

Ce scénario se base sur une évolution liée à l'augmentation de la population selon le scénario central de l'INSEE (+0,6% entre 2019 et 2031), avec un maintien de la consommation annuelle par habitant (entre 6 et 7 tonnes). Le scénario retenu intègre les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui vise à valoriser 80 % des déchets inertes en sortie de chantier à partir de 2025 (un objectif supérieur à celui de la loi transition énergétique et croissance verte de 2015). La mise en œuvre des mesures du projet de SRC devraient permettre de couvrir 12 % du besoin régional par les ressources secondaires en 2031 (contre 10% actuellement *a priori*).

La Métropole note que le gisement de matériaux secondaires semble avoir sous-estimé, dans la mesure où la loi Climat et Résilience de 2021 aura pour effet d'augmenter le nombre d'opérations en renouvellement urbain et par conséquent les déchets de chantier. De plus, le recours aux matériaux alternatifs ne semble pas avoir été suffisamment développé, en particulier le bois, sachant que l'Occitanie est la deuxième région forestière de France. D'après le projet de SRC, une augmentation de la part du bois dans la construction serait prévisible à l'horizon 2031, « *mais difficile à quantifier compte tenu des dynamiques de construction différenciée entre régions* ». De la même manière, le réemploi de la terre crue sur site mériterait d'être davantage développé afin de réduire les besoins en ressources primaires et de promouvoir les circuits-courts.

Selon le scénario retenu par le projet de SRC, l'approvisionnement régional connaîtra un déficit progressif pour atteindre 15 millions de tonnes en 2031. Pour couvrir les besoins régionaux, le renouvellement, l'extension ou la création de carrières apparaissent indispensables. Sans que le projet de SRC ne les localise, il fixe les orientations qu'elles devront respecter.

## **Orientations du projet de SRC**

Le projet de SRC définit 6 orientations déclinées en objectifs et mesures opérationnelles :

### 1. Vers un approvisionnement économe et rationnel

- Mettre en place d'un outil de suivi de la production et des besoins en ressources primaires et secondaires ;
- Privilégier les renouvellements et extensions à l'ouverture de nouvelles carrières ;
- Justifier de nouvelles autorisations au regard du besoin ;
- Optimiser les surfaces exploitées (exploitation en profondeur privilégiée, aménagement du site, ...) ;
- Prévoir au sein des documents d'urbanisme locaux l'accès aux gisements et les zones d'extensions possibles, quand il s'agit de gisements d'intérêt régional (carrières de Beaulieu), ou de granulats d'intérêt particulier.

La Métropole note que le projet de SRC ne présente aucune définition des « *granulats d'intérêt particuliers* ». Il est donc indispensable d'en préciser les contours pour que les territoires puissent prévoir leur accès au sein des documents d'urbanisme.

### 2. Favoriser le recours aux ressources secondaires

- Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou de recours aux ressources secondaires ;
- S'appuyer sur la « *nouvelle filière responsabilité élargie du producteur* », qui doit favoriser la création de points de reprise des déchets sans frais pour éviter les dépôts sauvages ;
- Développer les filières de réemploi et de recyclage ;
- Prévoir le foncier nécessaire aux installations de recyclage dans les documents d'urbanisme, en priorité de prévoir le foncier sur des espaces déjà artificialisés (plateformes logistiques de matériaux, installations de recyclage ou carrières déjà autorisées).

Sur son territoire, la Métropole est déjà fortement engagée dans le développement du recyclage des matériaux de chantier et le soutien de cette filière d'avenir, à travers trois dispositifs cadres :

- Le schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) ;
- Le « *pacte d'engagement 2030* », signé en septembre 2021 avec les représentants des sociétés d'ingénierie et de travaux publics du territoire, dont l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction d'Occitanie (UNICEM). Ce pacte vise notamment à développer la filière de recyclage et de valorisation des matériaux de déconstruction, dans une logique d'économie circulaire et de circuit-court ;
- La contractualisation avec un centre privé, situé à Grabels pour la valorisation des matériaux de déchets inertes issus des Points Propreté. En 2020, près de 17 000 tonnes de déchets inertes y ont été triés et en grande partie réutilisés, par exemple en remblai routier.

### 3. Respecter les enjeux environnementaux du territoire

- Le projet de SRC définit 3 niveaux de sensibilité environnementale avec des orientations associées :
  - o Niveau 1 (réserves naturelles nationales (Estagnol à Villeneuve-lès-Maguelone), cœur du Parc National des Pyrénées, ...) : interdiction de nouvelle carrière dans ces espaces ;
  - o Niveau 2 (cœur du Parc national des Cévennes, espaces naturels sensibles (plusieurs sites sur la Métropole), réserves biologiques, ...) : principe d'incompatibilité et nécessité pour les porteurs de projets de se rapprocher des gestionnaires des espaces concernés ;
  - o Niveau 3 (Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), Plan National d'Action (PNA), ...) : précautions particulières en lien avec les gestionnaires des espaces concernés.
- Encourager les exploitants à réaliser un suivi écologique des carrières.

La Métropole note que seuls les enjeux de niveau 1 sont reportés dans la carte des gisements potentiellement exploitables. Il n'est pas acceptable que les zones Natura 2000 et les ZNIEFF soient classées en niveau 3 seulement alors qu'elles sont intégrées dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) pour définir la trame verte et bleue à l'échelle régionale. De plus, le SCoT révisé a étendu les réservoirs de biodiversité de SRCE sans que cela soit pris en compte par le projet de SRC.

Dans le cas des carrières existantes de Beaulieu (identifiées en gisement d'intérêt régional) et en ZNIEFF de type 1 (Mares et bois des carrières de Beaulieu), leur éventuelle extension devront faire l'objet d'études approfondies (correspondant au niveau 2) et en premier lieu, l'analyse démontrant l'absence de localisation alternative hors ZNIEFF.

Par ailleurs, s'agissant des impacts sur la qualité de l'air des carrières et installations de traitement des matériaux, il apparaît que les orientations et objectifs du projet ne présentent aucune disposition spécifique en la matière.

La Métropole demande donc que le SRC prévoit des mesures pour les installations existantes et à créer de manière à limiter les émissions nuisibles pour le voisinage.

### 4. Favoriser une remise en état concertée et adaptée

- Définir les conditions de remise en état dans le dossier de demande d'autorisation ;
- Mettre en place d'une concertation sur les projets de remise en état des carrières, entre l'exploitant et les acteurs du territoire de manière à prévoir une remise en état adaptée au lieu.

### 5. Recourir à une offre de transport à moindre impact sur l'environnement

- Favoriser l'implantation des carrières et plateformes de recyclage au plus proche des bassins de consommation ;
- Pérenniser au sein des documents d'urbanisme, les infrastructures permettant de transporter les ressources primaires par le fer ou la voie d'eau (Port de Sète, Canal du Rhône à Sète) ;
- Prendre en compte dans les documents d'urbanisme les enjeux de report modal, en identifiant le foncier disponible pour les plateformes de transit et stockage de matériaux.

### 6. Mettre en place une gouvernance du Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie neutre et représentative des différents acteurs

- Installer un observatoire des matériaux ;
- Suivre les indicateurs et évaluations du SRC dans les 6 ans à compter de son approbation.

La Métropole partage les orientations décrites dans les parties 4, 5 et 6.

### **Avis de Montpellier Méditerranée Métropole**

La Métropole demande que les orientations relatives aux zones à enjeux environnementaux de niveau 2 (principe d'incompatibilité et nécessité pour les porteurs de projets de se rapprocher des gestionnaires des espaces concernés) s'appliquent également aux zones de niveaux 3 (sauf pour les PNA où les mesures applicables au niveau 3 restent adaptées).



Elle demande aussi que les installations d'exploitation et de traitement des matériaux prévoient des mesures pour limiter les nuisances à proximité des habitations.

De plus, la Métropole demande des précisions sur les « *granulats d'intérêt particuliers* ».

Elle demande enfin la réévaluation du potentiel en ressources secondaires et alternatives.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'émettre un avis favorable sur ce projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC), sous réserve qu'il prenne en compte les observations présentées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 29 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184772-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Avenant n°7 à la concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

### **Contexte**

Le projet Ode à la Mer est l'un des projets phare de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de la volonté de reconstruire d'abord la ville sur la ville, de recycler le territoire et de contribuer activement à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique qui impose de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Il vise un objectif de reconquête urbaine de la périphérie commerciale située le long de l'entrée sud de la Métropole depuis les plages, constituée par l'avenue Georges-Frêche, dite « *avenue de la mer* » sur les Communes de Lattes et Pérols.

Déjà inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 et précisé au SCoT de 2019 le projet Ode à la Mer s'étend sur 288 Ha et porte un vrai défi urbain, celui d'engager la mutation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole, site mono-fonctionnel, conçu pour et autour de la voiture individuelle selon le modèle péri-urbain prévalant dans les années 1960 à 1980. Il s'agit de la faire évoluer vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense autour des stations de la ligne 3 de tramway, intégrant la réalisation d'environ 900 000 m<sup>2</sup> surface de plancher (sdp) diversifiés composés de logements, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, ainsi que des formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et à l'évolution des modes de distribution qui en résultent.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence aménagement de l'espace, pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence développement économique pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La Collectivité a décidé, par délibération du Conseil communautaire n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer, dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement. Le contrat de concession d'aménagement de la Route de la Mer a été signé le 5 décembre 2011 et notifié le 19 décembre 2011. Depuis cette date, 6 avenants au contrat de concession ont été approuvés et signés.

### **Présentation de l'avenant 7 à la concession d'aménagement Ode à la Mer**

Le SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole a été révisé et approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019. Il présente une vision prospective à l'horizon 2040 pour le développement du bassin de vie selon des projections démographiques. La volonté de préserver les espaces naturels et agricoles notamment à forts enjeux (espaces agricoles de projet, trame verte et bleue, espaces littoraux ...), est une dimension prépondérante de ce SCoT.

L'opération d'aménagement durable et innovant Ode à la Mer, fondatrice de la démarche nationale EcoCité « *De Montpellier à la Mer* » initiée par le SCoT de 2006, met en œuvre un parti d'aménagement ambitieux et très vertueux sur le plan environnemental intégrant la restauration des continuités hydrauliques et de biodiversité. Ainsi, le SCoT de 2019 a identifié la restauration d'une continuité écologique par la démolition de bâtis existants sur la zone commerciale du Fenouillet, participant ainsi aux objectifs de prévention des risques d'inondation qui impactent ce site.

Un collectif de propriétaire dont les biens sont impactés par la renaturation du site a intenté un recours contentieux contre le SCoT. A la demande du Tribunal, une médiation a été organisée entre la Métropole et les propriétaires.

Après 4 mois de dialogues constructifs, un accord amiable de cession de leur bien immobilier a été trouvé pour 4 des 5 propriétaires concernés. Ainsi, la Métropole a acquis ou est en passe d'acquérir, plusieurs locaux commerciaux situés sur les parcelles AI n°67, 68, 73 et 58, sis commune de Pérols, dont une partie est occupée. Dans l'attente de leur démolition dans le cadre de la renaturation du site qui doit s'opérer, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite en confier la gestion à l'aménageur permettant ainsi la mobilisation de ce bâti au service de l'opération pouvant notamment faciliter la relocalisation de certains occupants. Aussi, il est proposé de confier cette nouvelle mission à la SA3M.

Tel est l'objet de l'avenant 7 à la concession d'aménagement Ode à la Mer. La SA3M, concessionnaire, se verrait confier les missions suivantes sur les immeubles, propriétés de la Métropole, dans le périmètre de l'opération :

- La perception des recettes de loyers et charges auprès des locataires ainsi que la responsabilité des relations avec ceux-ci ;
- L'entretien, la gestion, et la maintenance incombant aux propriétaires desdits immeubles ;
- Elle devra informer l'Autorité concédante au travers du CRAC conformément à l'article 17 de la concession.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la remise en gestion à l'aménageur des biens acquis par Montpellier Méditerranée Métropole sur le périmètre de la concession ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°7 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183716-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 7 au contrat de concession
- Annexe 5 au contrat de concession : liste immeubles

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Commune de Pérols - Bilan de la concertation préalable à la modification de la ZAC Ode acte 1 - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

### **Bilan de la concertation préalable à la modification de la ZAC Ode acte 1 Contexte et objectifs globaux de l'opération Ode à la Mer**

Le projet Ode à la Mer est l'un des projets phare de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de la volonté de reconstruire d'abord la ville sur la ville, de recycler le territoire et de contribuer activement à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique qui impose de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Il vise un objectif de reconquête urbaine de la périphérie commerciale située le long de l'entrée sud de la métropole depuis les plages, constituée par l'avenue Georges-Frêche, dite « *avenue de la mer* » sur les Communes de Lattes et Pérols.

Déjà inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 et précisé au SCoT de 2019 le projet Ode à la Mer s'étend sur 288 hectares et porte un vrai défi urbain, celui d'engager la mutation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole, site mono-fonctionnel, conçu pour et autour de la voiture individuelle selon le modèle péri-urbain prévalant dans les années 1960 à 1980. Il s'agit de la faire évoluer vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense autour des stations de la ligne 3 de tramway, intégrant la réalisation d'environ 900 000 m<sup>2</sup> Surface de Plancher (SdP) diversifiés composés de logements, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, ainsi que des formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et à l'évolution des modes de distribution qui en résultent.

Le cadre opérationnel de l'opération Ode à la Mer s'inscrit dans une concession d'aménagement confiée en 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole) à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue SA3M). La mise en œuvre de cette opération d'envergure, par nature complexe, s'opère sur un temps très long selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement complémentaires, par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou secteurs à taxe d'aménagement majorée). Ainsi deux ZAC ont été créées en 2013 sur une partie du territoire de projet, la ZAC Ode Acte 1 couvrant notamment le secteur de l'Ecopole (12,5 Ha) destinée initialement à recevoir un projet comprenant des programmes tertiaires et à usage de commerces, et la ZAC Ode Acte 2 sur un secteur plus vaste intégrant une grande partie de la problématique de renouvellement urbain (111 Ha) de l'opération Ode à la Mer. Sur la partie non bâtie de la ZAC Ode Acte 1 (secteur de l'Ecopole), l'opérateur commercial Frey avait été retenu pour réaliser un projet de 75 000 m<sup>2</sup> de surface de vente commerciale dont 70% devaient être réservés pour le transfert de commerces déjà présents sur le secteur Ode à la Mer. La promesse de vente relative au centre commercial dénommé « *Shopping Center* » est devenue caduque le 30 juin 2020.

En 2020 le nouvel exécutif de la Métropole a formulé le souhait d'implanter le nouveau stade Louis-Nicollin au cœur du projet Ode à la Mer considérant que le choix de ce lieu était à la fois un atout pour le projet du stade et pour le projet Ode à la Mer.

Lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021 et conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les objectifs poursuivis par l'opération ainsi que les modalités de concertation du public préalables à la modification de la ZAC Ode acte 1 ont été approuvés.

Pour rappel, la procédure de modification de la ZAC Ode acte 1 a pour objet de modifier son dossier de création, son dossier de réalisation et son programme d'équipements publics. Le périmètre de la ZAC Ode Acte 1 est d'environ 36 ha incluant une partie déjà aménagée et bâtie dans le cadre de l'ancienne ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport (environ 23 Ha) et une partie restant à développer (secteur de l'Ecopole, environ 12,5 Ha). C'est sur cette dernière partie seulement que les objectifs de la ZAC et le programme de construction évoluent nécessitant de mettre en œuvre une procédure de modification de la ZAC dans les formes prescrites pour la création d'une ZAC, conformément aux dispositions de l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme.

## Bilan de la concertation préalable à la modification de la ZAC Ode acte 1

### Modalités de la concertation mise en place au titre des dispositions du Code de l'urbanisme

Conformément aux modalités arrêtées par la délibération du 28 juillet 2021, la concertation relative à la modification de la ZAC s'est déroulée de la façon suivante :

- **La délibération du 28 juillet 2021 a été affichée** au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier), en Mairie de Lattes et en Mairie de Pérols du 20 août 2021 au 22 octobre 2021 ;
- Le dossier a été **mis à disposition** au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Lattes et à la Mairie de Pérols aux heures d'ouverture habituelles accompagné, dans chacune des collectivités, d'un registre destiné à recueillir les observations du public jusqu'au 28 février 2022 ;

Il comprenait :

- La délibération n° M2021-334 du 28/07/2021 - Modification de la ZAC Ode acte 1 - Objectifs et modalités de la concertation ;
- Le plan de situation ;
- Le périmètre de la ZAC ;
- Le plan des orientations urbaines et paysagères à l'échelle de la ZAC ;
- Le plan des orientations urbaines et paysagères à l'échelle de l'opération ode à la mer ;
- La notice explicative des enjeux et objectifs du projet ;
- Le registre destiné à recueillir les observations du public ;

Le dossier a été complété par les études suivantes :

- L'état initial de l'environnement ;
- L'état initial de la qualité de l'air ;
- L'état initial de l'étude acoustique ;
- L'étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables ;
- Ce dossier a également été **mis en ligne** sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public](http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public)), de la Mairie de Pérols ([www.ville-perols.fr](http://www.ville-perols.fr)) et de la Mairie de Lattes ([www.ville-lattes.fr](http://www.ville-lattes.fr)) à partir du 30 août 2021 et jusqu'au 28 février 2022 ;
- Une **réunion publique** s'est déroulée le 31 août 2021 à la salle du théâtre des 3 vents.

Le public a pu, en plus des **registres** à sa disposition à la Métropole et dans les Mairies de Lattes et de Pérols, adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :

- Par **voie postale** au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Par **courrier électronique** à l'adresse suivante : [perolszacode1@montpellier3m.fr](mailto:perolszacode1@montpellier3m.fr).

**Deux annonces** présentant le projet et annonçant les modalités de concertation ont été publiées :

- Dans l'édition du *Midi Libre* du 22 août 2021 pour annoncer l'ouverture de la concertation préalable ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 11 février 2022 pour annoncer la clôture de la concertation préalable le lundi 28 février au soir.

Des **articles** présentant le projet et annonçant ces modalités de concertation ont été publiés dans l'édition de septembre 2021 du journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le magazine municipal de Pérols – édition août-septembre-octobre 2021, ainsi que dans *Lattitude*, le magazine d'informations de la Ville de Lattes, dans son édition d'octobre 2021.

Parallèlement, lors de sa séance plénière du 3 mars 2021, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a décidé de l'organisation d'une **concertation préalable sur le projet de stade Louis-Nicollin** et a désigné deux garantes chargées de définir et d'accompagner le processus de concertation. Son objectif était d'informer le public et de lui permettre de s'exprimer sur l'opportunité du projet, sur ses caractéristiques et sur ses impacts.

Cette concertation s'est déroulée du **30 août au 15 octobre 2021**. Un dossier de concertation lié au projet du stade a été mis à la disposition du public dans ce cadre. Ainsi il y a eu, entre le 30 août et le 15 octobre 2021, chevauchement entre la procédure de concertation propre au projet du stade, organisée par la CNDP, et celle organisée au titre de la modification de la ZAC, préalable à la réalisation du projet d'urbanisation dans le cadre de la ZAC Ode Acte 1 qui va accueillir ce nouveau stade.

A la suite de la concertation organisée du 30 août au 15 octobre 2021, Sophie GIRAUD et Nicole KLEIN, les garantes nommées par la CNDP ont rédigé leur bilan qui a été mis en ligne sur le site dédié : <https://www.stadelouisnicollin.fr/bilan-des-garantes/>. Ce document sera joint au dossier d'enquête publique lié au projet du stade.

### **Bilan quantitatif de la concertation**

A l'issue de la concertation, 17 contributions ont été enregistrées :

- 1 courrier a été reçu par voie postale ;
- 7 courriers électroniques ont été reçus sur l'adresse électronique ;
- 3 observations ont été inscrites sur le registre mis à disposition à la Mairie de Pérols ;
- 6 observations ont été portées au registre mis à disposition à la Mairie de Lattes, dont une délibération du Conseil municipal de Lattes en date du 14 septembre 2021 et un courrier annexé au registre ;
- Aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole.

La **réunion publique** liée à la modification de la ZAC Ode acte 1 s'est tenue le 31 août 2021 à 17h. Elle s'est déroulée dans le même lieu et juste avant la réunion publique liée au projet du stade (qui s'est déroulée à 18h) pour permettre au public d'assister aux deux réunions publiques organisées conjointement car les objets, bien que distincts, sont intimement liés.

Environ 150 personnes étaient présentes. Après une introduction de Sophie GIRAUD, garante de la concertation, Christian ASSAF, Vice-Président de la Métropole délégué aux politiques sportives, Jean-Pierre RICO, Maire de Pérols et Laurent NICOLLIN, président du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC), Jean-Pierre MASSINES, Directeur projet Stade Louis-Nicollin a exposé le contexte et les objectifs du projet. Laurent COMBES, directeur opérationnel de la SERM-SA3M, a ensuite présenté le projet urbain Ode à la Mer et les enjeux, objectifs et caractéristiques du projet de modification de la ZAC Ode acte 1. Enfin, Mathias FRAPPA, chef de projet du stade Louis-Nicollin, a expliqué les principales caractéristiques du projet de stade. La séquence de présentation a été suivie d'un temps d'échanges, lors duquel 3 participants ont exprimé leur avis sur le projet et posé des questions aux intervenants présents.

Ces questions rejoignent les thématiques détaillées ci-dessous.

**En termes quantitatifs**, on peut noter qu'il y a eu assez peu de mobilisation dans le cadre de cette concertation préalable liée à la modification de la ZAC. Ceci est probablement dû au fait que la concertation liée au projet de stade, qui a permis l'enregistrement de 451 contributions, a répondu en parallèle à beaucoup de préoccupations formulées. L'ensemble de ces contributions a fait l'objet d'une analyse détaillée dans le cadre du bilan de la concertation établie par les garantes et rendu public le 16 novembre 2021.

Il peut également être noté une plus large participation d'habitants de la Commune de Lattes que d'habitants de la Commune de Pérols, Commune qui accueille sur son territoire le projet de stade et de la ZAC Ode acte 1. Ceci est dû au fait que les impacts de cette ZAC seront plus perceptibles sur Lattes que sur Pérols, compte tenu d'une plus grande proximité du territoire habité.

### **Bilan thématique des observations reçues et réponses qui peuvent être apportées**

De façon synthétique, les observations et remarques formulées sur le projet de modification de la ZAC Ode acte 1 portent sur les thématiques détaillées ci-dessous. Des éléments de réponse sont apportés, en sachant que la concertation avec le public va se poursuivre dans le cadre des dispositions du Code de l'environnement.



**- Choix du site d'Ode à la Mer pour la construction du stade / Absence de concertation sur cette localisation**

Des contributions font part de désapprobations sur le choix du site d'Ode à la Mer pour construire le nouveau stade de football. Une contribution fait part d'une concertation qu'elle juge inopportune car l'emplacement du stade a été acté et ne sera pas modifié même si des avis négatifs sont exprimés sur le sujet. Le choix de Cambacérès, qui avait été à un moment envisagé, notamment dans le SCoT de 2019, est cité dans des observations comme apparaissant plus propice à cet équipement. Le Conseil municipal de Lattes a également tenu à marquer, dans sa délibération du 14 septembre 2021, une critique sur l'absence de concertation de la Commune lors du choix de cette implantation, et son regret sur l'absence d'association de la Commune aux travaux du groupe de travail préalable.

*Dans le SCoT de 2019, le choix du site de Cambacérès est envisagé comme **l'un des sites** pouvant accueillir le futur stade. La réflexion sur le site d'implantation du nouveau stade du MHSC a été élargie, à la suite de l'élection du nouvel exécutif, à d'autres emplacements potentiels situés dans le même secteur géographique du territoire de la Métropole (Odysseum, Saporta Lattes et Ode à la Mer). Le choix d'Ode a emporté l'adhésion du Club et de la Métropole, considérant que ce lieu était à la fois un atout pour le projet du stade et pour le projet Ode à la Mer. L'implantation du stade Louis-Nicollin sera de nature à engendrer une dynamique nouvelle liée aux sports et aux loisirs pour ce quartier qui bénéficie déjà de la proximité de l'Arena, du Parc des expositions, du siège d'Asics et des plages. Le projet du stade Louis-Nicollin, conçu comme un projet multifonctionnel, un futur lieu de vie, pourra ainsi s'inscrire pleinement dans l'objectif de régénération urbaine porté par le projet Ode à la Mer. Cette situation répond aussi aux objectifs du Club, désireux que le stade s'inscrive dans un environnement urbain qu'il contribuera à animer durablement à travers un projet innovant, plutôt que d'édifier un simple équipement sportif.*

*Le programme du stade étant conçu pour une attractivité étendue bien au-delà de la Métropole, il s'accompagne d'une forte ambition pour maîtriser son accessibilité qui justifie, elle aussi, sa localisation. En effet, le stade Louis-Nicollin bénéficiera d'une desserte diversifiée en matière d'infrastructures de mobilité. À la présence immédiate de l'aéroport Montpellier Méditerranée, s'ajoutent la proximité de la gare TGV Sud de France, ainsi qu'un dense réseau routier, notamment l'autoroute A709, l'avenue Georges-Frêche et la RM66 à 2 fois 2 voies. De nombreux aménagements routiers sont d'ores et déjà programmés dans le cadre du grand projet de reconquête urbaine Ode à la Mer. Le projet de stade Louis-Nicollin en bénéficiera.*

*Mais pour autant, c'est le tramway et les modes actifs qui seraient privilégiés pour assurer les derniers kilomètres d'accès au stade, par une gestion limitée et adaptée des stationnements à proximité de l'équipement. Ainsi la ligne 3 de tramway préexistante serait confortée tant dans son infrastructure que dans son exploitation, et des parkings seront identifiés hors du site, le long des axes de transport en commun. Les cyclistes profiteront, quant à eux, d'une infrastructure en site propre, le long de l'avenue Georges-Frêche, qu'il conviendra de mieux relier au réseau existant et de compléter par des équipements et des services, notamment pour la sécurisation du stationnement des deux roues.*

*Aujourd'hui, le projet d'aménagement urbain développé par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole est compatible avec l'ensemble des documents d'urbanisme réglementaires dont le Schéma de Cohérence Territoriale et le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols.*

**- Conditions de circulation et stationnement**

Des inquiétudes ont été énoncées sur l'impact automobile du projet sur ce secteur déjà saturé. Le fait de rajouter l'équipement stade à des équipements déjà existants (Arena, parc des expositions) génère des appréhensions en terme de circulation et de stationnement.

*Il est rappelé que la Métropole souhaite donner une large part aux transports en commun et aux circulations douces à l'échelle de la Métropole ainsi que dans le cadre du projet Ode à la Mer et du projet du stade. La mise en place de la gratuité des transports en commun et le pack billet stade-navette les jours de matchs ont vocation à accroître la part d'usagers des transports en commun, déjà aujourd'hui à 40% environ lors des matchs à la Mosson.*

*Des mesures sont en cours de réflexion pour favoriser le report modal, notamment le doublement de la capacité du dernier tronçon de la ligne 3 du tram, la mise en œuvre d'un billet unique comprenant stationnement au P+tram, un service spécifique renforcé à l'occasion des matchs (gestion dynamique du réseau, mobilisation de rames supplémentaires...), la mise en place d'un réseau de navettes depuis plusieurs parkings mutualisés de l'agglomération (Zénith, Aréna, aéroport...) et depuis des villes plus éloignées pour accéder aux parkings d'échange de la Métropole.*

*Le Club et la Métropole travaillent également sur des mesures incitatives à la mobilité partagée. La politique ambitieuse de mobilité développée par la Métropole proposera des dispositions en ce sens (vélos électriques partagés, véhicules partagés...). Les études de définition du projet et les mesures adaptées pour limiter ses effets, notamment en matière d'insertion environnementale, de nuisances aux riverains, de circulation et de stationnement, d'insertion paysagère et d'architecture vont se poursuivre. Elles permettront également de mieux clarifier l'impact, en termes d'affluence supplémentaire, du projet de stade en mode « évènementiel ».*

*Enfin, pour répondre aux craintes en termes de mobilités, un Comité de suivi des études associant les représentants des Communes de Lattes et Pérols et de Montpellier Méditerranée Métropole sera mis en place. Cette instance aura vocation à suivre l'avancement des études, la mise en œuvre des mesures de prise en compte des effets et la définition des aménagements complémentaires à mettre en place. Ce travail participatif avec les acteurs du territoire et les citoyens permettra d'enrichir les actions envisagées au plan des mobilités.*

#### **- Tranquillité : nuisances sonores et sécurité**

Les riverains s'inquiètent des nuisances qui seront générées en matière de bruit et de sécurité. Ils précisent que la zone est déjà située dans le secteur du Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport et craignent les nuisances liées aux événements qui se dérouleront dans le stade. Ils sont également inquiets que la sécurité, lors des matchs de football, ne soit pas assurée aux abords du stade. Le Conseil municipal de Lattes a également fait part de ses appréhensions concernant la sécurité les jours de matchs et le besoin de mobiliser des forces de police, forcément coûteux pour les collectivités compétentes.

*La Métropole rappelle que les études d'impact actuellement menées traitent de l'ensemble des thématiques nécessaires aux conditions d'implantation du projet dans son environnement. À ce titre, une étude acoustique permettra de mieux mesurer les éventuelles nuisances sonores occasionnées par le projet. En tout état de cause, le choix d'un stade fermé répond à la double préoccupation du Club de maintenir une ambiance « chaudron » à l'intérieur de l'enceinte et de limiter la propagation du bruit à l'extérieur.*

*De plus, une étude de sécurité publique permettant de traiter de l'ensemble des enjeux de sûreté dans le cadre d'un match de football est en cours avec l'ensemble des services concernés sous la direction de la Préfecture de l'Hérault.*

#### **- Préservation des paysages et de la biodiversité**

Des contributions font part de leur regret d'artificialiser des terres aujourd'hui naturelles dans ce secteur déjà fortement urbanisé et notent un projet à fort impact sur l'environnement.

*L'objectif de cette vaste opération qu'est Ode à la Mer est de réinvestir l'espace existant qui présente aujourd'hui une très forte imperméabilisation, un risque naturel hydraulique, une mono-fonctionnalité, une très faible densité et des formes commerciales désuètes et/ou en perte de vitesse. Il s'agit de réinvestir l'existant et de relever le défi urbain de la transformation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole, d'opérer la mutation vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense autour des stations de tramway, intégrant logements diversifiés, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et de distribution.*

*Cette reconquête urbaine permettra de créer une nouvelle polarité métropolitaine résiliente, apportera une réponse aux enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols, pour redonner ses droits à la nature : retrouver et sécuriser les écoulements hydrauliques naturels et les continuités écologiques.*

*Ainsi, le projet Ode à la Mer prévoit, sur 288 ha aménagés, plus de 50 ha d'espaces naturels préservés ou renaturés. Il faut notamment citer le projet de reconquête, après acquisition et démolition de bâtiments commerciaux existants, d'un corridor écologique et d'écoulement hydraulique (12 Ha) sur la partie sud du secteur du Fenouillet, ainsi que l'acquisition effective dans le cadre de la concession Ode à la Mer et la sanctuarisation d'une réserve naturelle de biodiversité, le Marais de l'Estanel à Lattes (7,5 Ha).*

*Plus spécifiquement sur le projet de ZAC Ode acte 1, la partie nord proposera, en ce sens, une zone dite « d'hyper-nature ». Celle-ci sera préservée et valorisée, dans le cadre de la mise en œuvre progressive du schéma directeur hydraulique du Négue-cats comme une zone humide paysagère au cœur de laquelle s'écoule un affluent de ce ruisseau. Cette partie constitue à l'échelle du grand territoire un trait d'union fort, une continuité potentielle intéressante pour la trame bleue et la trame verte.*

#### **- Inondabilité du quartier et des quartiers existants à l'aval**

Certains habitants ont fait part de leurs inquiétudes par rapport à l'artificialisation des terres de la ZAC Ode acte 1 et des conséquences à l'aval, notamment sur le secteur des cabanes de Pérols.

*Le secteur Ode à la Mer fait l'objet d'une vigilance accrue depuis 2003 en matière de trafic, bruit, archéologie, sensibilité environnementale et hydraulique, du fait des projets qui ont précédé le projet de stade et de l'autorisation de construction d'un centre commercial. Il en résulte que le schéma hydraulique du Négue-cats et plus généralement de la Lironde et des rives du Lez sont aujourd'hui suffisamment dimensionnés pour faire face à une crue majeure sur les bassins versants considérés (Lez, Lironde et Négue-cats).*

*L'aléa submersion marine est l'un des facteurs pris en compte pour l'établissement du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) des Communes de Pérols et de Lattes. Les prescriptions applicables dans les différents zonages associés du PPRI réglemente les occupations du sol possibles. Le projet d'Ode acte 1 respecte bien évidemment les dispositions réglementaires de ce PPRI.*

*L'étude d'impact sur l'environnement et la prise en compte des documents réglementaire de gestion des étangs précisera bien tous ces éléments.*

#### **- Surfaces commerciales envisagées dans la programmation de la ZAC Ode acte 1**

Une personne a manifesté son inquiétude par rapport à son transfert, initialement envisagé vers le projet Shopping Promenade. Une autre contribution évoque une future concurrence avec les commerces du centre-ville de la programmation commerciale envisagée sur le projet de la ZAC Ode acte 1.

*Les surfaces commerciales sur le périmètre global de la concession d'aménagement Ode à la Mer occupent actuellement 200 000 m². Environ la moitié des commerces déjà présents sur le secteur seront conservés, soit sur leur emplacement actuel, soit sur d'autres emplacements : la SA3M, concessionnaire de l'opération est en contact régulier avec les enseignes présentes pour travailler sur des solutions de relocalisation. Il n'y aura pas de commerces supplémentaires qui pourraient concurrencer le centre-ville.*

*Sur le périmètre de la ZAC Ode acte 1, le projet de stade de football occupera une parcelle de +/- 8 ha initialement dédiée à l'implantation d'un centre commercial. La superficie restante sera mobilisée pour proposer des solutions de transfert aux enseignes existantes des zones commerciales du Fenouillet et Solis-Soriech. Ces transferts permettront également de renaturer le Fenouillet et de requalifier d'autres espaces commerciaux du périmètre de la concession (Solis-Soriech).*

*Il s'agit bien de conforter une « ville mixte » à travers la création d'une polarité structurée autour de la station de tramway Ligne 3 Ecopole. Pour cela, le projet Ode acte 1 permettra de proposer les conditions favorables à une vie commerciale durable et profitable aux enseignes en articulation avec les immeubles de bureaux et le pôle sportif. Les intentions d'aménagement qui seront proposées privilégieront des espaces conviviaux et apaisés, des stationnements dédiés aux commerces, qui seront gages de transferts commerciaux réalisés dans de bonnes conditions.*

## - Dépenses afférentes aux aménagements publics

Des contributions manifestent une opposition à la dépense d'argent public pour les aménagements envisagés autour du stade (transports publics, espaces publics, éclairages, voiries...) et préféreraient que cet argent soit utilisé à des fins de renaturation.

*L'opération Ode à la Mer a été inscrite au SCoT de 2006 et au SCoT de 2019. Elle porte une vraie ambition urbaine : celle d'engager la mutation de ce secteur monofonctionnel vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense. Aussi, les investissements consentis par la Collectivité, qu'il s'agisse des aménagements routiers, du doublement de la capacité de la ligne 3 de tram, des travaux d'éclairage et d'espaces publics étaient d'ores et déjà programmés dans le cadre de cette opération de réinvestissement urbain innovante, ambitieuse et vertueuse sur le plan environnemental.*

*Dans ce cadre, les travaux de viabilisation ou de modernisation des réseaux seront réalisés par la SA3M au titre de la concession d'aménagement. Certaines voiries seront requalifiées, afin de permettre une meilleure répartition des usages, notamment en faveur des modes actifs. La production de logements nécessite également une optimisation de la fréquence de tramway ligne 3, dont les aménagements ont été anticipés lors de la réalisation de cette ligne.*

## Bilan de la concertation

A l'issue de la concertation préalable au titre des dispositions du Code de l'urbanisme, le bilan doit être arrêté par délibération du Conseil de Métropole avant d'engager la participation du public au titre des dispositions du Code de l'environnement.

Les préoccupations exprimées lors de la présente concertation rejoignent celles qui ont été exprimées lors de la concertation liée au projet du stade. Beaucoup sont à analyser à l'échelle globale de l'opération Ode à la Mer. Des réponses sont apportées dans ce document. D'autres réponses seront apportées postérieurement, dans le cadre des études qui se poursuivent, et notamment dans l'étude d'impact.

Cette étude d'impact, l'avis donné par l'autorité environnementale et ce bilan de concertation, seront soumis à consultation du public dans le cadre de la participation du public par voie électronique dont les modalités sont définies ci-après.

## Modalités de participation du public par voie électronique

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale doit être sollicité sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC. Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la présente concertation, incluant l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de la présente concertation sont soumis à la participation du public par voie électronique.

Il est proposé de retenir les modalités suivantes pour cette procédure spécifique :

- Publication, 15 jours avant le démarrage d'un avis :
  - Dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
  - Sur le site internet de la Métropole ;
  - Par affichage au siège de la Métropole, à la Mairie de Pérols et de Lattes et sur le site du projet.

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, dont le déroulement sera le suivant :

- Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Métropole, pendant une durée de 30 jours ;
- Mise en place d'une adresse électronique destinée à recueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours ;
- Si une personne en fait la demande, le dossier sera consultable sur support papier à l'hôtel de Métropole aux jours et heures habituelles d'ouverture au public.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de concertation préalable à la modification de la Zone d'Aménagement Concerté Ode Acte 1 sur la Commune de Pérols ;
- D'engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci-avant conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 13 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184255A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols - Dispense d'évaluation environnementale**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2020-181, le Conseil de Métropole a approuvé les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols. Ce projet vise à corriger une erreur matérielle relative à l'emplacement réservé n°17 et à actualiser sa destination en vue de l'élargissement de la rue Marie-Martin.

Conformément aux dispositions des articles R.104-33 et 34 du Code de l'urbanisme, la personne publique responsable, Montpellier Méditerranée Métropole, a transmis à l'autorité environnementale, la mission régionale d'autorité environnementale (MRae) du conseil général de l'environnement et du développement durable, un dossier dit de « *cas par cas* ».

Par décision n°2022DK037 du 3 février 2022, la MRae a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et, en conséquence, a dispensé la modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols d'évaluation environnementale.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de Pérols, conformément à la décision de la mission régionale d'autorité environnementale n°2022DK037 du 3 février 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182731-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## **Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château des Evêques de Montpellier et de son parc - Commune de Lavérune - Avis**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Lavérune dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont le Château des Evêques, son parc, salon de musique et porte fortifiée, classés au titre des monuments historiques par arrêté du 6 décembre 2000.

Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France.

Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés.

Conformément aux dispositions prévues par le Code du Patrimoine (articles L621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords *« s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui »*.

Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole, par courrier en date du 11 janvier 2019, une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) autour du Château des Evêques et de ses éléments classés.

Cette proposition de périmètre s'accompagne d'une note justificative précisant qu'une approche plus fine du contexte architectural, urbain, et paysager a conduit à exclure, du périmètre de protection, des secteurs récents de lotissements de type pavillonnaire et à y intégrer un secteur à enjeu en raison de sa position centrale dans la trame urbaine et sa proximité immédiate avec le château.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la commune de Lavérune, par délibération en date du 20 janvier 2022, s'est prononcée favorablement quant au projet de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après avoir reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Château des Evêques et de ses éléments classés ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182466-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 134\_LAVERUNE\_chateau des eveques-PDA7000.pdf
- Notice.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Réalisation d'un giratoire sur la RM5 - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Pignan - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

L'augmentation du trafic pendulaire entre Pignan et Montpellier rend difficile les insertions des voitures sur la Route Métropolitaine (RM) n°5 de Pignan à Laverune depuis l'avenue du Général-Grolier (RM5E13), et ne permet pas une traversée sécurisée pour les piétons et les cycles. Le nombre d'accidents sur le carrefour actuel, en particulier liés aux usages sur les « *tourne-à-gauche* », s'est accru aux cours des dernières années. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer un giratoire à quatre branches le long de la RM n°5 sur la commune de Pignan, afin d'assurer la sécurité des usagers.

En vue de réaliser l'opération, les négociations foncières amiables ont abouti à des acquisitions foncières à l'exception de quatre propriétaires. Les biens concernés sont des terrains nus. Par conséquent, il est proposé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser la maîtrise foncière indispensable à l'aboutissement de ce projet.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver le dossier d'enquête publique conjointe d'utilité publique et de cessibilité de l'assiette foncière de l'opération en vue de saisir Monsieur le Préfet pour le lancement des procédures, sachant que l'autorité environnementale a prononcé une dispense d'étude d'impact vu l'absence d'enjeux nécessitant une telle étude sur ce secteur limité, le 8 mars 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les terrains non maîtrisés pour la réalisation du giratoire le long de la RM 5 sur la commune de Pignan ;
- D'approuver le dossier destiné à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité du foncier, conformément notamment aux articles R.112-1 à R.112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R.131-14 du même Code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
  - l'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
  - la désignation d'un commissaire-enquêteur ;
  - la déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
  - la délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182317-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Dossier DUP
- Avis du domaine estimation sommaire et globale
- DECISION\_2021\_009905\_Accord DREAL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Objectifs et modalités de concertation préalable au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme dans le cadre de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et halle de sports - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m<sup>2</sup>. Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la Commune, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Les terrains d'assiette de ces différents travaux représentant une superficie d'environ 12 hectares, l'opération est assujettie à évaluation environnementale et entre donc dans le champ d'application de la concertation préalable au titre du Code de l'environnement.

La Région, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Cournonterral sont convenues de confier à la Région le soin de coordonner les différentes concertations requises pour la réalisation du projet.

La Région a délibéré, le 23 juillet 2021, sur sa déclaration d'intention de réaliser le projet de construction d'un lycée sur la commune de Cournonterral et les modalités de la concertation au titre de Code de l'environnement qu'elle entend organiser. Montpellier méditerranée Métropole a également délibéré sur sa déclaration d'intention de réaliser les travaux de desserte du futur lycée nécessaires à l'opération et les modalités de concertation qu'elle entend organiser. La Commune de Cournonterral a aussi décidé de délibérer sur sa déclaration d'intention de réaliser le gymnase et les modalités de concertation qu'elle entend organiser.

### **Les objectifs du projet :**

Montpellier Méditerranée Métropole prépare le choc des mobilités attendu à l'horizon des premières années d'ouverture du lycée en offrant à tous à la fois un cadre de vie apaisé et respirable et des alternatives à l'autosolisme.

Pour assurer la desserte de ces nouveaux équipements dans une démarche s'inscrivant dans la stratégie mobilité 2025-2030, la Métropole accompagne le programme de construction de la Région et de la Commune par la requalification de la RM5 au voisinage du futur complexe éducatif et sportif et l'intégration de toutes les fonctionnalités intermodales utiles pour permettre ce choc des mobilités. Cela se traduit concrètement par :

- La requalification de la section de la RM5 entre les carrefours avec la route de Fabrègues (RM185) et l'avenue de la gare du Midi (RM114) afin d'y créer une zone de circulation apaisée où les circulations piétonnes, cyclables et les transports en commun seront priorités par rapport à la circulation automobile ;
- L'aménagement d'une zone de dépose/repose pour les transports scolaires et d'une station de la future ligne 4 de Bus-Tram (Bus à Haut Niveau de Service - BHNS) au droit de la Piscine Poséïdon qui permettront une redistribution des parts modales pour un accès facilité des élèves au lycée en transport en commun ;
- L'aménagement d'un carrefour giratoire entre les RM5 et RM185 qui permettra de sécuriser cette intersection ;
- L'aménagement d'un accès secondaire logistique spécifique au lycée assurant également la desserte du stationnement du personnel et des logements de fonction ;
- La réaffectation des stationnements existants du complexe sportif intégrant de nouvelles fonctionnalités intermodales (autopartage, covoiturage, possibilité de parking relais pour le futur Bus à Haut Niveau de Service, etc.).

Par ailleurs, dans le cadre du déploiement du Schéma Directeur des Mobilités Actives voté par Montpellier Méditerranée Métropole en 2018, l'aménagement d'une liaison dédiée aux modes actifs entre Fabrègues et Cournonterral via le futur lycée sera aménagée.

Le projet, qui répond à ces objectifs, présente un caractère d'intérêt général.

**Sur le principe de l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique :**

La maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération n'étant pas acquise, des démarches d'acquisitions amiables auprès des propriétaires privés ont été engagées. Elles n'ont cependant pas abouti et une acquisition par voie d'expropriation doit être envisagée pour la réalisation du lycée et des travaux de desserte. Il convient donc de délibérer pour acter le principe de l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique pour la réalisation des travaux de desserte du futur lycée.

S'agissant du gymnase, la Commune étant propriétaire du terrain d'assiette, elle devra se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général du projet.

La Région, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Cournonterral ont convenues de confier à la Région le soin de coordonner le montage des dossiers de déclaration d'utilité publique et de déclaration de projet préalables à l'enquête publique. Il convient donc de délibérer pour confier cette coordination à la Région.

**Sur le principe de l'engagement d'une procédure de mise en compatibilité du PLU de la commune de Cournonterral :**

Par ailleurs, le site d'implantation envisagé étant classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune en zones Nn, Nnsl et An, une procédure de mise en compatibilité du PLU doit en outre être mise en œuvre en application de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme. L'objectif est de modifier les dispositions du PLU afin de permettre la réalisation de l'opération.

**Sur la concertation préalable du public au titre de la mise en compatibilité du plan :**

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, la mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation préalable. Il convient donc de délibérer, en application de l'article L.103-3 du Code de l'urbanisme, sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation des travaux relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune de Cournonterral et la Région devant également organiser une concertation au titre de la mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation des travaux relevant de leur compétence, il est envisagé de confier à Montpellier Méditerranée Métropole le soin d'assurer la coordination de ces différentes concertations. Il convient donc de délibérer pour que Montpellier Méditerranée Métropole assure cette coordination.

Les modalités de la concertation doivent permettre pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. Une concertation préalable d'une durée d'un mois minimum sera organisée selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral et sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier en mairie de Cournonterral et d'un registre dématérialisé sur le site internet de la métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- Parution dans le journal d'information de la métropole d'un article d'information.

Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la Commune, par la Région, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune.

La présente délibération fera l'objet d'un avis dans la presse locale et sur le site internet de la Métropole.



A l'issue de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation des travaux relevant de sa compétence, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan.

**Sur le principe de l'engagement d'une procédure d'évaluation environnementale commune :**

Enfin, la procédure de mise en compatibilité du PLU ayant pour effet de réduire une zone agricole et naturelle et permettant la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, cette procédure est soumise à évaluation environnementale en application de l'article R. 104-13 du Code de l'urbanisme. Par ailleurs, le terrain d'assiette du projet étant supérieur à 10 ha, le projet est également soumis à évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

En vertu de l'article L. 122-14 du Code de l'environnement, l'évaluation environnementale du plan et l'étude d'impact du projet peuvent donner lieu à une procédure commune mise en œuvre à l'initiative du maître d'ouvrage concerné. Il convient donc de délibérer pour acter le principe de l'engagement d'une procédure commune d'évaluation environnementale.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'arrêter les objectifs du projet de desserte du futur lycée de Cournonterral ;
- D'acter le principe de l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique pour le projet de desserte du futur lycée de Cournonterral ;
- De confier à la Région le soin de coordonner le montage des dossiers de déclaration d'utilité publique et de déclaration de projet nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'organiser une concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral selon les modalités exposées ci-dessus ;
- De confier à Montpellier Méditerranée Métropole la coordination des concertations préalables à la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral nécessaire à la réalisation de l'ensemble de l'opération ;
- D'acter le principe de l'engagement d'une procédure commune d'évaluation environnementale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184152-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Commune de Pignan - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan - Déclaration d'intérêt général, objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le Schéma Départemental pour l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage 2018-2024 définit les équipements à la charge des intercommunalités compétentes, pour répondre aux besoins d'accueil de la communauté gens du voyage.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la compétence relative à l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage et, à ce titre, doit répondre aux objectifs fixés dans le cadre du Schéma Départemental pour l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage.

La transformation des terrains familiaux de Pignan en habitat adapté pour les gens du voyage figure parmi les objectifs souscrits par Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, une mission de Maitrise d'Œuvre Urbaine et Sociale co-financée par l'Etat a été engagée dernièrement afin d'accompagner le projet de requalification du lieu de vie des 15 familles y vivant actuellement et d'organiser la meilleure adéquation possible entre les besoins des nomades et l'opération de logements à concevoir.

### **La transformation des terrains familiaux en habitat adapté : un projet d'intérêt général**

Montpellier Méditerranée Métropole entend développer un projet exemplaire de transformation des terrains familiaux en logements sociaux adaptés et relancer une dynamique positive sur ce site, en tenant compte des modes de vie évolutifs des familles concernées et des normes actuelles de constructibilité.

Ces familles sont en voie de sédentarisation et disposent d'un fort ancrage à Pignan, mais gardent une attache à leur mode de vie nomade historique. L'habitat adapté dont il est question comprend plusieurs pièces dont généralement une pièce au moins dédiée au sommeil et un espace extérieur pour accueillir la résidence mobile, permettant d'accompagner le parcours des familles vers le logement ordinaire. Il peut être financé au titre du Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) attribué par la Métropole par délégation de l'Etat et répond ce faisant aux obligations de la commune de création de logements sociaux publics au titre de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans cette démarche conformément aux dispositions du schéma départemental, seule à même de permettre une gestion cohérente et apaisée du site dont elle a la charge dans la durée.

Cependant, la mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

### **Mise en compatibilité du PLU de Pignan**

Lorsque les dispositions du PLU ne permettent pas la réalisation du projet d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité est prévue par les articles L. 153-54 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Pignan applicables au site ne sont pas aujourd'hui compatibles avec le programme général de l'opération. En effet, le site du projet se situe dans une zone agricole du PLU (Ap) qui n'admet pas la création de logements.

Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet peut être engagée.

La procédure débute par une délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la procédure, décrivant le projet, motivant son intérêt général, et annonçant les intentions de Montpellier Méditerranée Métropole en terme de concertation avec le public.

La Commune de Pignan étant concernée par une zone Natura 2000, une évaluation environnementale portant sur les incidences sur l'environnement des évolutions du PLU nécessaires doit être réalisée et soumise à l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat.

Le projet de mise en compatibilité du PLU fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées.

La déclaration de projet est soumise à enquête publique qui porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU. Elle est ensuite approuvée par délibération du Conseil de Métropole.

### **Modalités de concertation publique**

La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) modifie le régime d'Evaluation Environnementale (EE) des PLU et étend le champ d'application de la concertation obligatoire à toutes les procédures d'évolution de PLU soumises à évaluation environnementale.

La mise en compatibilité du PLU de Pignan étant soumise à évaluation environnementale, elle doit, à ce titre, faire l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme.

Un avis informant le public sera publié au moins 15 jours avant le début de la concertation préalable par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Pignan, par voie d'affichage au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, en Mairie de Pignan et sur le lieu du projet.

Une publicité dans le journal *Midi Libre* est aussi prévue. Cet avis, précisant les dates de début et de fin de la concertation, rappellera également l'objet de la concertation, et les modalités de participation du public.

Le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU au format papier et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public seront mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de Pignan. Ils pourront être consultés par le public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux. Le dossier sera également disponible pendant toute la durée de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Pignan.

Une adresse mail sera créée pour recevoir les observations et contributions du public par voie électronique.

Chacun pourra également adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2

Les courriers adressés après la date de clôture de la période de concertation préalable ne pourront être pris en compte, le cachet de la poste faisant foi.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan qui sera joint au dossier d'enquête publique.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs et les modalités de la concertation telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-172907-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et le ministère de l'Intérieur - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'observatoire métropolitain de l'accidentalité révèle un nombre important d'accidents mortels avec un taux moyen de tués par million d'habitants supérieur à la moyenne nationale. En effet, entre 2016 et 2020 :

- 1895 accidents sont survenus dont 4 % ont été mortels ;
- 79 personnes sont mortes sur les routes de la métropole ;
- 2423 personnes ont été blessées dans un accident corporel de la circulation.

De surcroît, le coût de l'insécurité routière sur le territoire Montpellier Méditerranée Métropole est estimé à 676 000 000 € sur cette période soit 135 millions d'euros par an.

Compte tenu des chiffres élevés de l'accidentalité sur le territoire, l'État a proposé à Montpellier Méditerranée Métropole un partenariat dans le cadre du déploiement des radars automatiques sur l'ensemble de son territoire, désigné comme site expérimental. L'État a sollicité un partenariat avec la collectivité afin de construire cette expérimentation qui a pour objectif de protéger un périmètre. En effet, l'expérimentation porte sur le matériel, la technique, le déploiement massif en zone urbaine et la décentralisation du choix des sites qui sont proposés par les services décentralisés de l'État et la Métropole.

Cette expérimentation consiste à déployer une cinquantaine de nouveaux sites de contrôles sur l'ensemble de la Métropole, avec un principe de radars leurres. L'implantation de cabines pour accueillir les radars rendra le contrôle effectif pour 1 cabine sur 5 avec l'organisation d'un roulement.

Ces radars expérimentaux par leur technologie verbaliseront dans un premier temps les infractions de franchissement de feux et de vitesses excessives. A terme, ils pourraient évoluer et sanctionner l'usage du téléphone au volant, le franchissement de lignes blanches ou de sas vélo par exemple. Ces radars seront signalés par des panneaux en amont. Une phase test prévoit d'éprouver ces dispositifs avant qu'ils ne soient homologués pour verbaliser les contrevenants. Pour assurer une répartition sur l'ensemble du territoire de la Métropole, il a été proposé l'implantation d'au moins un radar par commune, les autres dispositifs devant être répartis sur la Commune de Montpellier.

Les critères d'implantation de ces radars sont issus de l'observatoire de l'accidentalité routière de la Métropole, qui met en avant un palmarès des axes et des carrefours les plus accidentogènes. Le niveau d'insécurité de ces axes est corrélé aux résultats de mesures de vitesses enregistrées. Aussi, l'accidentalité peut être croisée avec les enjeux de concentration de déplacements d'usagers et notamment vulnérables (piéton, vélos et deux roues motorisés). Dans un premier temps, certains sites ont été écartés comme les voies limitées à 30 km/h, les zones inscrites dans des programmes lourds de réaménagement ainsi que les carrefours à feux accueillant un tramway.

En collaboration avec les Pôles Territoriaux, l'ensemble des communes membres de la Métropole a été concerté pour déterminer la localisation des points de contrôle. L'ensemble du dispositif a été présenté en 2019 en Conférence des Maires et en réunion des Directeurs Généraux des Services (DGS). La localisation de 110 points potentiels a ainsi été validée afin d'engager les études techniques de faisabilité pour chaque site, lancées par les services de l'État avec la collaboration des services de la Métropole.

Néanmoins, les retards induits par la crise sanitaire, et des contraintes techniques fortes ont retardé cette expérimentation. Puis l'État a souhaité focaliser l'expérimentation sur l'utilisation du mobilier urbain existant et certains sites ont été écartés pour des raisons de sécurité, de problématique d'intervention, ou encore de nouvelle limitation à 30 km/h.

A ce jour, le programme de cette expérimentation pour 2022 prévoit l'implantation de 15 radars : 8 sur la Commune de Montpellier, 1 à Castries, 1 à Lattes, 2 à Lavérune, 2 à Saint Jean de Védas, 1 à Villeneuve-lès-Maguelone.



Il est donc proposé une convention définissant les modalités relatives à la mise en place des équipements de type radars urbains sur du mobilier urbain appartenant à la Métropole par la Délégation à la Sécurité Routière (DSR) du ministère de l'Intérieur et de déterminer les obligations de chacune des parties. Les mobiliers urbains concernés sont les suivants : candélabres, poteaux, et tout matériel, relevant de la propriété et de la gestion de la Métropole éligible, si les études techniques préliminaires valident cette option (positionnement, intégration dans l'environnement, qualité du support, visibilité, ...).

Ainsi, la signature de la convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radar sur le mobilier urbain permettra de valider la mise en œuvre des radars sur le territoire de la Métropole. L'installation de ces équipements serait effective avant la rentrée de septembre.

Enfin, une évaluation de l'expérimentation a été définie. Elle portera sur des indicateurs de mesure de l'effet sensible du dispositif sur la sécurité routière : apaisement des vitesses, baisse de l'accidentalité, respect du Code de la route notamment pour les priorités piétonnes, la vitesse et les franchissements de feux. Cette évaluation permettra de valider l'objectif de sécurisation du périmètre. En parallèle, les évaluations techniques du matériel permettront de réglementer le dispositif et de verbaliser les contrevenants au Code de la route.

La DSR prendra à sa charge tous les coûts directs et indirects liés à cette opération, comme ceux liés à des dégradations éventuelles (refacturation des coûts des travaux pris en charge par la Métropole). L'ensemble des travaux et prestations réalisés seront sous la responsabilité de la DSR, sauf prescriptions contraires et éventuels travaux préalables à l'installation du radar gérés par la Métropole.

L'État rétrocèdera une partie du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en proportion des amendes dressées sur son territoire (L.2334-24 du Code général des collectivités territoriales). Aussi réglementairement, ces recettes seront réaffectées au financement d'opérations de transport en commun (sécurité des usagers, aménagement de voirie, équipement d'information, etc.) et de circulation routière (étude et mise en œuvre de plans de circulation, parc de stationnement, aménagements de carrefours, et autres aménagements de sécurité routière).

La convention est conclue pour une durée de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée, sous réserve d'une dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la convention, sauf accord exprès des parties.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre la délégation à la sécurité routière et Montpellier méditerranée Métropole pour l'implantation de radars urbains sur le mobilier urbain métropolitain ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-178468-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Convention entre SNCF Réseau, l'État, la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole relative au financement complémentaire de l'étude préliminaire à la création d'un ouvrage et à la suppression du passage à niveau n°39 à Castelnau-le-Lez - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commune de Castelnau-le-Lez est traversée d'est en ouest par deux infrastructures de transport très proches l'une de l'autre, l'avenue de l'Europe et la ligne ferroviaire Tarascon-Sète. Les trafics élevés supportés par ces deux infrastructures rendent leurs intersections à niveau avec d'autres voiries particulièrement délicates.

C'est notamment le cas du Passage à Niveau n°39 (PN 39), lieu de croisement de la ligne ferroviaire Tarascon-Sète et de l'avenue Marcel-Dassault. La densité de la circulation sur cette avenue étant importante (de 10 à 11 000 véhicules par jour), elle peut entraîner un remplissage rapide du sas entre le passage à niveau et l'avenue de l'Europe, au nord et l'immobilisation de véhicules routiers sur des voies ferrées qui supportent en moyenne près de 130 trains par jour à ce point précis du réseau ferré national. Cette situation a conduit à un certain nombre d'accidents, dont quatre collisions depuis 1991 (un mort en 2011 et un blessé en 2013), et de nombreux bris de barrière.

Le « *moment* » du PN 39 (= le produit du nombre de véhicules routiers et ferroviaires qui le franchissent tous les jours) est supérieur au million. Ce moment étant élevé, le PN 39 a été répertorié par le ministère de la Transition Ecologique comme étant un passage à niveau préoccupant dont la suppression est prioritaire. Par conséquent, le PN 39 est inscrit au programme de sécurisation national. Un diagnostic réunissant la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole (gestionnaire de voirie routière) et SNCF Réseau (Gestionnaire d'infrastructure ferroviaire) a eu lieu le 08 décembre 2020, confirmant ces éléments.

A ce titre, une étude préliminaire de suppression de ce PM 39 a été réalisée en 2008. La solution retenue consistait en la création d'un passage souterrain à gabarit réduit avec une hauteur limitée à 2,80 m, un raccordement des voiries adjacentes complexe, et une prise en compte des modes doux. En raison du coût de cette solution, notamment dû aux emprises foncières importantes nécessaires à sa réalisation, les parties ont souhaité engager une étude préliminaire complémentaire visant à approfondir les réflexions de l'étude préliminaire d'origine, et à identifier des pistes d'économies par rapport à la solution initiale retenue.

À la suite de la présentation de cette étude, les parties ont donné leur accord sur la solution optimisée proposée et évaluée à 10,24 M € Hors Taxes (HT) aux conditions économiques de mars 2011 (correspondant à 11,14 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2018).

En janvier 2018, les parties ont acté, vu la densification de l'urbanisation qu'il y a eu dans l'aire concernée par le projet depuis 2011, qu'une revue de la solution optimisée était nécessaire. Cette revue a eu lieu pendant le premier semestre 2019. Elle a donné lieu à une nette réévaluation du coût complet d'ouvrage, directement causée par des conditions de réalisation plus difficiles qu'escompté en 2011. A présent, l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à 22,1 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2018.

Etant entendu que toutes les parties prenantes au projet à savoir, l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Castelnau-le-Lez, et SNCF Réseau ont réaffirmé leur volonté de supprimer le PN 39, il a été décidé de relancer une optimisation du coût d'ouvrage de niveau étude préliminaire en se basant sur la nouvelle réalité foncière de la zone des travaux.

Le besoin de financement nécessaire à la réalisation de cette étude est estimé par SNCF Réseau à 96 000 €, financement intégrant les rétablissements des modes actifs le long de la voie ferrée en cohérence avec le schéma directeur des mobilités actives et la préfiguration du réseau express vélo.

Une première convention de financement à hauteur de 50 000 € a déjà été signée à cet effet entre l'Etat et SNCF Réseau à parts égales, le 14 janvier 2022. La présente convention proposée a pour objectif de financer le complément nécessaire à l'étude de niveau étude préliminaire, à savoir 46 000 € répartis à parts égales entre la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole, soit 23 000 € par collectivité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le programme de l'opération ;
- D'approuver les termes de la convention relative au financement complémentaire de l'étude préliminaire de création d'un ouvrage afin de supprimer le passage à niveau n°39 à Castelnau-le-Lez ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182386-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Programme de l'opération
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

# **Aménagement durable - Concession d'Aménagement - Pignan - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint-Estève - Avis du Conseil de Métropole sur la modification du programme d'équipements publics de la ZAC - Convention de participation de l'aménageur - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 09 février 2012, la Commune de Pignan a décidé de confier à la Société en Nom Collectif (SNC) Saint-Estève, via une concession d'aménagement signée le 28 septembre 2012, le projet d'aménagement de la ZAC Saint-Estève.

Dans la phase de réalisation de la ZAC, le Conseil départemental de l'Hérault a été amené à se prononcer sur l'approbation du Programme des Equipements Publics (PEP) concernant les travaux sur la Route de Saint Georges d'Orques. La transformation de la Communauté d'agglomération de Montpellier en métropole a conduit au transfert de compétences du Conseil départemental de l'Hérault vers Montpellier Méditerranée Métropole concernant cette voirie.

Le PEP prévoit notamment la réalisation de travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire sur la Route de Saint Georges d'Orques. Le prix de ces travaux est évalué à 372 000 € HT, en augmentation vis-à-vis de l'avant-projet sur la base duquel a été réalisé le PEP initial. La plus-value est issue d'une part de l'inflation et d'autre part de l'évolution du programme (quai-bus qui servira aux habitants de la ZAC Saint-Estève et, dans une moindre mesure, aux habitations existantes à proximité de la ZAC). Aussi, il convient de redéfinir la clé de répartition du financement de ces aménagements : la participation de l'aménageur s'élèvera à 314 566,39 €, le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole venant compléter le financement.

Un projet de convention de reversement, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Pignan et l'aménageur est nécessaire pour préciser les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole de la participation financière liée aux travaux d'aménagement du carrefour giratoire sur la Route de Saint Georges d'Orques.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la modification du programme des équipements publics prévus pour la ZAC Saint-Estève à Pignan ;
- D'approuver le montant de participation de la ZAC aux d'aménagement du carrefour giratoire sur la Route de Saint Georges d'Orques, soit 314 566,39 € ;
- D'approuver les termes de la convention de reversement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Pignan et l'aménageur ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182874-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention
- Dossier de réalisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Tramway Ligne 3 - Doublement de la voie unique actuelle entre Boirargues et le Parc des expositions - Création de deux nouvelles stations de desserte des secteurs du chemin du Mas Rouge et des Hauts de Lattes - Aménagement d'une communication sur la Place Ernest Granier vers le futur dépôt de Grammont - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La ligne 3 du tramway de Montpellier a été mise en service en avril 2012. Le tracé actuel est en voies doubles de la station Mosson jusqu'à celle de Boirargues. En aval de cette station, vers Pérols, un débranchement permet d'orienter les rames sur deux tronçons en voie unique. Le premier dessert la Commune de Pérols et le second orienté vers le Sud-Ouest dessert la Commune de Lattes.

La politique volontariste de Montpellier Méditerranée Métropole autour des mobilités (gratuité, ligne 5, extension ligne 1, BusTrams...) a fait et continuera de faire augmenter la fréquentation du réseau de tramway de façon très sensible. Par ailleurs, les perspectives de développement urbain sur les secteurs du chemin du Mas Rouge, de celui du Soriech ou de celui du projet « Ode à la mer » vont renforcer la demande de transports en commun à court et moyen terme dans ce secteur. Plus particulièrement la desserte du quartier Boirargues, la future opération sur l'avenue des Platanes, ainsi que l'opération d'aménagement des Hauts de Lattes vont engendrer des besoins supplémentaires. À terme, le programme prévisionnel de construction envisage 900 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher avec environ 8 000 logements.

L'infrastructure tramway de la ligne 3, et plus particulièrement sa voie unique entre les stations « Boirargues » et « Parc des expositions », est donc limitante pour absorber cette demande.

Aussi, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole engage le programme suivant :

- **Un doublement de la voie ferrée de la ligne 3 entre les stations « Boirargues » et « Parc des expositions ».** Ainsi, les rames de tramway pourront circuler en toute sécurité à une vitesse commerciale de 70 km/h avec une fréquence nominale de 5 min pouvant être ponctuellement augmentée à 2 min aux heures de pointe. Cet aménagement améliorera la desserte du parc des expositions et de l'Aréna notamment lors des grands événements. Il contribuera par la même à l'accessibilité du futur stade Louis-Nicollin ;
- **La création d'une station voyageurs dite « Mas Rouge »,** située au droit du chemin du Mas Rouge avec ses équipements, à l'identique de la station Boirargues ;
- **La création d'une station voyageurs dite « Hauts de Lattes »** au niveau de la zone de croisement des rames située au droit du chemin de Soriech sur la voie unique en direction de Lattes ;
- **La réalisation d'un débranchement en voie double Place Ernest-Granier** permettant une circulation des rames vers l'Est de la ligne 1 afin de pouvoir accéder au futur centre d'exploitation et de maintenance de Grammont.

Le calendrier envisagé est le suivant :

- Réalisation des deux stations pour la rentrée scolaire 2024 ;
- Doublement de la ligne 3 et débranchement Place Ernest-Granier pour fin-2024.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la réalisation du programme décrit ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183595-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention de financement et de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat et TaM pour les travaux des résidences ACM Habitat Val de Croze 7 & 8 à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'un des grands enjeux affichés par la Métropole dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway est de participer au désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la Ville. Le quartier prioritaire de Val de Croze, situé dans la périphérie Ouest de Montpellier, sera prochainement desservi par la ligne 5 de tramway. Une nouvelle station sera créée au droit de la Place de Chine et permettra de desservir les résidences ACM Val de Croze 6, 7 et 8.

Ces résidences vont faire l'objet d'opérations de démolition et de réhabilitation rendues nécessaires pour le passage du tramway. Deux arches de ces résidences se situant sur le tracé du projet devront être démolies, soit 18 logements sur Val de Croze 7, dont 8 démolis partiellement et 8 logements sur Val de Croze 8. Par ailleurs, ACM Habitat doit engager un projet de réhabilitation d'ensemble des résidences Val de Croze 6, 7 & 8, visant notamment à réduire la consommation énergétique et à requalifier les rez-de-chaussée des immeubles.

Dans la perspective d'une gestion optimale des deniers publics, il est proposé que la démolition des deux arches ainsi que le traitement des pignons des bâtiments et la reconfiguration des appartements concernés soient portés par le gestionnaire du patrimoine, à savoir ACM Habitat. Cela permettra d'assurer la cohérence d'ensemble avec le projet global de réhabilitation du quartier porté par ACM Habitat.

La démolition des arches, le traitement des pignons et la reconfiguration des appartements concernés par la démolition étant rendus nécessaires par le passage de la ligne 5, il est proposé que la prise en charge financière soit portée par Montpellier Méditerranée Métropole. TaM en sa qualité de mandataire et tiers payeur de la Métropole pour le projet de la ligne 5 se chargera de la coordination technique, financière et temporelle du projet.

Le coût indicatif prévisionnel de cette opération est estimé à 3,6 M€ TTC :

- 1,8 M€ HT, soit 2,1 M € TTC pour les études et travaux concernant la démolition des arches, les travaux de reprise des façades des pignons et le surcoût des menuiseries des façades des pignons et de la place de Chine ;
- 1,5 M€ TTC correspondant à la valeur des appartements démolis et les frais liés à la libération des logements.

Pour cela, une convention sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, TaM et ACM Habitat, afin d'établir les termes financiers de cette opération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la TaM et ACM Habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183560-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de financement et de maîtrise d'ouvrage 3M - TaM - ACM dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

# **Aménagement durable - Programme Savoir Rouler à Vélo auprès d'élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Modification de la Délibération n°M2021-617 - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La délibération n°M2021-617 votée en Conseil de Métropole le 14 décembre 2021 présentait en annexe un tableau déterminant le montant plafond des subventions allouées aux communes. Ce tableau comportant des erreurs matérielles, il convient de le corriger par la présente délibération.

La modification porte sur la réaffectation des montants de subvention pour cinq communes dont le nom (commençant par « Saint ») n'était pas classé correctement. Cette modification n'a cependant pas d'impact sur le montant global qui reste de 118 896 € pour 2022.

Le tableau corrigé figure en annexe de la présente délibération.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement amendé des subventions aux communes dans le cadre du programme Savoir Rouler à Vélo, conformément au tableau annexé à la présente délibération et sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184284-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

## **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau subvention communes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement au bénéfice de l'Association de Promotion de la Pratique Pédagogique de la Moto de l'Hérault - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Entre 2016 et 2020, ce ne sont pas moins de 734 accidents impliquant des deux-roues motorisés qui sont recensés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces derniers ont généré 35 décès, 352 blessés hospitalisés et 494 blessés légers. La part de la mortalité parmi les deux-roues motorisés est très importante avec 45 % des tués. La Métropole est en 4<sup>ème</sup> place après celle de Nice, Sophia Antipolis et Cannes. Sur le territoire de la Métropole :

- le ratio des accidents en deux-roues motorisés (40%) est très élevé, notamment au regard de leur part modale qui représente 1,5 % des déplacements ;
- l'indice de gravité est élevé avec 41 et 57% des accidents graves ou mortels ;
- 128 accidents, soit 17 %, impliquent un deux-roues motorisés seul.

La prévention de ces accidents passe par la reconnaissance des deux-roues motorisés comme des usagers « *vulnérables* » mais aussi par la formation des plus jeunes à la pratique de ce mode de mobilité et de transport.

L'Association de Promotion de la Pratique Pédagogique de la Moto de l'Hérault (A3PM34), s'engage à :

- l'initiation des jeunes à la pratique du deux et trois-roues motorisés ;
- la promotion, animation et gestion des espaces pédagogiques et de formation ;
- l'achat de matériel de sécurité pour encadrer les initiations des jeunes liées à la pratique du deux et trois-roues motorisés (thermique et électriques).

A ce titre A3PM34 contribue au développement de la politique de la Métropole en matière de sécurité routière et présente ainsi un intérêt local.

Il est ainsi proposé une convention entre la Métropole et A3PM34 afin de leur verser une subvention de fonctionnement de 15 000 €. La présente convention prendra effet le jour de sa signature par les parties et durera un an.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association de Promotion de la Pratique Pédagogique de la Moto de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-181205-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention fonctionnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Nouveaux Statuts - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) est composé de Montpellier Méditerranée Métropole, de Béziers-Méditerranée Agglomération, de Sète Agglopôle Méditerranée, de Hérault-Méditerranée Agglomération et de Pays de l'Or Agglomération, qui lui ont transféré leur compétence d'organisation du transport scolaire. Le SMTCH est également composé de la Région Occitanie, qui s'est substitué au Département de l'Hérault en 2017 en application de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et qui lui a transféré ses compétences d'organisation du transport scolaire et des transports interurbains routiers de voyageurs réguliers et à la demande.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2021, en application de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), la Région Occitanie est devenue Autorité Organisatrice de la Mobilité Locale (AOML) sur le territoire des communautés de communes qui n'ont pas souhaité prendre la compétence des mobilités, à l'exclusion de l'Hérault où cette compétence est déjà exercée par le SMTCH.

Dans le cadre de sa politique régionale, la Région Occitanie apporte un soutien économique aux communautés de communes qui souhaitent organiser un service de Transport à la Demande (TAD) et leur délègue sa compétence d'organisation du TAD. Ce dispositif ne peut être appliqué dans l'Hérault puisque c'est le SMTCH qui exerce cette compétence. Ainsi, dans le but d'une harmonisation régionale de sa politique de mobilité, la Région a sollicité une modification des statuts du SMTCH visant à exclure la compétence d'organisation du TAD des compétences exercées par le SMTCH. Cette délibération de modification des statuts a été prise le 10 novembre 2021 en Comité syndical.

En application de l'article n°24 des statuts du SMTCH, *« les délibérations du Comité syndical qui adopteront les projets de modification statutaires sont soumis à l'approbation, dans les termes concordants, de tous les organes délibérants des membres du syndicat mixte. »*

La présente délibération vise à l'approbation par le Conseil de Métropole du projet de modifications statutaires du SMTCH.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les nouveaux statuts du SMTCH ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182508-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Nouveaux statuts du SMTCH

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **ANIMATION DU TERRITOIRE**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## **Animation du territoire - Appel à projets auprès des opérateurs artistiques et culturels dans le cadre de la Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle - Lancement - Règlement - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque enfant et jeune se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaires d'une part, et des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'enfant et le jeune ont acquises, des pratiques qu'ils ont expérimentées, et des rencontres qu'ils ont faites dans les domaines des arts et de la culture.

L'éducation artistique et culturelle doit mettre en complémentarité trois axes d'action complémentaires :

- Offrir à tous les enfants et jeunes l'opportunité de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours de vie ;
- Développer et renforcer leur pratique artistique ;
- Favoriser la rencontre des artistes, des œuvres, et la fréquentation de lieux culturels.

Montpellier Méditerranée Métropole, de par sa compétence culture, joue un rôle majeur dans cette dynamique de démocratisation culturelle. L'ensemble de ses ressources culturelles doit être associé et mobilisé à cette fin.

En application de la délibération n°M2019-342 du 25 juin 2019, une Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle (CGEAC) associe désormais tous les partenaires d'une éducation artistique et culturelle complète et intégrée : la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, la rectrice académique, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) (maintenant Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES)). Celle-ci a été étendue à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault par avenant du 30 décembre 2021.

En déclinaisons locales, des conventions sont signées de gré à gré entre plusieurs communes et Montpellier Méditerranée Métropole. À ce jour, les communes suivantes ont souhaité s'inscrire dans la dynamique de la CGEAC : Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas, Saint Génès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone. Chaque commune partenaire s'est ainsi engagée à développer les conditions d'un accès à la culture, d'une appropriation des lieux culturels, le développement des pratiques artistiques et culturelles et l'autonomie permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole lance un appel à projets destiné à soutenir les initiatives des opérateurs artistiques et culturels dans le développements d'offres Education Artistique et Culturelle (EAC) en direction de ces communes partenaires. Cet appel à projets est strictement réservé à des acteurs privés (associations, compagnies...).

La CGEAC vise une approche des territoires par le prisme de l'enfance et de la jeunesse en priorité. L'enjeu de la CGEAC est d'appréhender ces publics dans leurs globalités et leurs diversités en associant l'Etat, les collectivités et les établissements publics. Cet appel à projets constitue donc une base d'instruction partagée pour l'ensemble des partenaires institutionnels.

A ce titre, les demandes de financements devront faire apparaître les co-financeurs sollicités en fonction de la spécificité des projets, à savoir :

- La DRAC Occitanie ;

- La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault au titre du temps scolaire ;
- Le SDJES 34 de la DSDEN de l'Hérault au titre des temps péri et extrascolaire ;
- La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) 34 ;
- La CAF de l'Hérault au titre des politiques sociales de chaque commune ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La ou les communes ciblées (cofinancement obligatoire) ;
- D'autres financeurs publics ou privés spécifiques à certains projets (CCAS, coopératives des écoles, foyers socio-éducatifs, pass culture collectif, fondations, sponsors, ...).

Après arbitrage des financements, le porteur de projets se rapprochera de chaque partenaire de la CGEAC pour formaliser les demandes respectives. Afin d'assurer la viabilité des projets, il faudra veiller à une diversité des co-financements. Les demandes seront soumises à l'examen d'une Commission Technique de la CGEAC pour être, en second temps, validées par chaque instance décisionnelle des institutions partenaires.

Pour le soutien par la Métropole, cet appel à projet est doté pour l'année 2022 d'un crédit de 35 000 €.

L'aide financière de Montpellier Méditerranée Métropole est conditionnée par la signature d'une convention de partenariat ou lettre d'engagement avec chaque porteur des projets lauréats. Cette dernière aura pour objectif de délimiter le rôle, les engagements et les responsabilités des différentes parties. Elle précisera également les modalités de versement de la subvention, la durée de la convention, le pilotage et l'évaluation du projet. Enfin, cette partie éclairera les modalités du contrôle du respect des termes de la convention.

Cet appel à projets est expérimental pour l'année 2022. Après bilan et évaluation il pourra donner lieu à tacite reconduction chaque année sur la durée de la CGEAC en cours. Les crédits dédiés pourront être évolutifs, en fonction des arbitrages budgétaires annuels.

Pour cette première année d'expérimentation, la date limite de réception des dossiers est fixée au 15 mai. Les projets devront se dérouler entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2022. Pour les années suivantes, les dates échéances seront définies en début d'année, et communiquées aux opérateurs artistiques et culturels en amont de l'appel à projets.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe du lancement d'un appel à projets pour soutenir les initiatives de développement de l'Education Artistique et Culturelle avec les communes partenaires de la CGEAC ;
- D'approuver le règlement de l'appel à projets ;
- D'approuver les termes des conventions de partenariat ou lettres d'engagement avec les porteurs de projets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ou lettres d'engagement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183180-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- appel à projets
- lettre engagement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Partir en livre 2022 - Création de deux résidences-mission - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, le Réseau des médiathèques participe à l'opération Partir en livre, portée par le Centre National du Livre (CNL) pour le compte du ministère de la Culture. Chaque été, en complément des animations réalisées par les équipes elles-mêmes, plusieurs auteurs et illustrateurs pour la jeunesse sont invités, rémunérés et hébergés sur des temps courts, afin qu'ils participent à des actions de médiation culturelle auprès du grand public.

Cette année encore, une candidature a été adressée au CNL, en vue d'une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'édition 2022 de Partir en livre.

Afin de mieux identifier la relation aux artistes au moyen de résidences dédiées, et pour renouveler le format de cette opération estivale, il est proposé de restreindre à deux le nombre des artistes invités, mais de les accueillir pour une période étendue de quatre semaines. Ce dispositif s'inspire des résidences-mission ou résidences de diffusion, qui relèvent non de la création, mais de l'éducation artistique et culturelle. Une résidence-mission est une résidence à destination des publics, qui :

- Met en œuvre une diffusion, à travers le territoire (notamment mais pas uniquement à travers les médiathèques de la Métropole) de l'œuvre disponible de l'artiste résident, ainsi qu'une valorisation des démarches et processus créatifs – cette diffusion pouvant être pensée sous l'angle de la rencontre ou du « *faire avec* » ;
- Requiert une forte disponibilité, durant cinq semaines, d'un artiste, à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les objectifs de ce projet sont de :

- Permettre aux enfants et aux jeunes du territoire de bénéficier d'un certain nombre de contacts privilégiés, d'une proximité active et dés-intimidante avec la création contemporaine, conformément aux trois piliers de l'éducation artistique et culturelle : la rencontre, la pratique, la connaissance ;
- Contribuer au développement de l'esprit critique, de la curiosité et de l'imaginaire du jeune public, conformément aux trois missions du Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole : mettre en œuvre une politique des intelligences, des compétences et des imaginaires ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture et augmenter de manière significative le nombre d'enfants et de jeunes (et, au-delà, des familles) concernés, conformément aux objectifs historiques et à l'utopie pratique de la démocratisation culturelle ;
- Contribuer au développement spécifique du goût de la lecture et de l'image de qualité, conformément à une volonté forte de Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir les acteurs de la chaîne du Livre et aux grands objectifs du CNL incarnés dans cette manifestation,

Une phase préparatoire de la résidence permettra au printemps d'identifier les partenaires mobilisées et actions réalisées entre le 22 juin et le 24 juillet.

Le montant total prévisionnel du projet de participation à Partir en livre 2022 s'élève à 18 000 €, dont environ 10 000 € pour le volet résidence-mission, incluant notamment des dépenses de rémunération, d'hébergement et transport, toutes modalités spécifiées dans une convention de résidence qui sera adoptée ultérieurement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver ce projet de résidences-mission dans le cadre de l'opération Partir en livre 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183265-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de co-organisation entre le musée Fabre, le MO.CO et Artpress de la biennale "Après l'école, biennale artpress des jeunes artistes" édition 2022 - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Artpress est à l'origine d'une biennale dédiée à la création émergente et dénommée « *Après l'école, biennale artpress des jeunes artistes* ». Cette biennale a été organisée pour la première fois en 2020 à Saint-Étienne, en partenariat avec la Cité du design et le musée d'art moderne et contemporain de Saint-Étienne Métropole.

La seconde édition de cette biennale sera organisée à Montpellier :

- Au musée Fabre du 1er octobre 2022 au 27 novembre 2022 dans l'Atrium et jusqu'au 8 janvier 2023 dans les salles voûtées et dans le parcours des collections ;
- Au Montpellier Contemporain (MO.CO.), sur le site de la Panacée, du 1er octobre 2022 au 8 janvier 2023.

Après divers échanges, les trois partenaires, le musée Fabre, le MO.CO. et Artpress, ont résolu de déterminer les modalités de leur coopération par une convention qui précise leurs engagements respectifs dans la conception, coordination et production de cette biennale.

Le musée Fabre s'engage notamment à :

- Participer au comité de sélection des artistes ;
- Choisir les espaces investis au musée, en accord avec les commissaires ;
- Organiser une partie de l'exposition et prendre en charge tous les frais relatifs à cette partie de l'exposition, et notamment : montage-démontage de l'exposition, régie d'œuvres et mise en place de la scénographie, gardiennage, médiation, pendant la durée de la biennale pour un montant estimé d'environ 50 000 € ;
- Participer au budget commun de la biennale (frais de communication, édition, honoraires artistes et frais d'organisation) pour un montant maximum de 50 000 € ;

Etant fixé que Artpress :

- Assure l'exécution budgétaire de la biennale dans le cadre du budget imparti ;
- Porte les demandes de subventions ou autres concours financiers ;
- Perçoit les subventions, ou autres contributions, dédiées à la biennale ;
- Règle toutes les factures relatives aux dépenses prévues au budget commun de la biennale, approuvé par les trois partenaires à la convention ;
- S'engage à faire un suivi régulier de l'avancée des dépenses auprès des deux partenaires et de les alerter immédiatement en cas de dépassement ;

Le musée versera à Artpress une avance financière de 15 000 €, en deux versements : 7 500 € à la signature de la présente convention et 7 500 € avant le 31 mai 2022. Ces avances en trésorerie sont sans impact sur le résultat ni sur ses modalités d'affectation. Elles seront remboursées par compensation sur le résultat revenant à chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le musée Fabre, le MO.CO et Artpress ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183857-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de partenariat
- annexe 1 budget prévisionnel
- annexe 2 calendrier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Gratuité d'accès au musée Fabre - 12 et 13 mars 2022 - Collections permanentes et exposition "La Beauté en partage" - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, créé en 1828 par le peintre François-Xavier FABRE et entièrement réhabilité en 2007, est un monument culturel incontournable dans notre région, s'inscrivant dans la liste des musées les plus importants d'Europe. Le musée compte parmi les plus belles collections publiques françaises, sans cesse enrichies grâce à des dons de collectionneurs et artistes avisés : FABRE, VALEDAU, BRUYAS, BONNET-MEL, CABANEL, BAZILLE... jusqu'à Pierre SOULAGES qui a offert, en 2002, 19 toiles représentatives de son œuvre de 1952 à nos jours.

Du 15 décembre 2021 au 6 mars 2022, le musée Fabre a proposé une exposition consacrée à l'ambitieuse politique d'enrichissement de ses collections, menée depuis plus de quinze ans : *La beauté en partage – 15 ans d'acquisitions au Musée Fabre*.

Le musée Fabre a eu l'honneur d'accueillir la journée des 27 ministres du Développement dans le cadre de la Présidence française de l'Union Européenne le lundi 7 mars. Cet événement sans précédent qui a mis le musée Fabre au cœur de l'actualité a nécessité, pour raison logistique, une fermeture exceptionnelle du musée au public 6 jours consécutifs, du jeudi 3 au mardi 8 mars 2022 inclus. Ce calendrier a eu pour conséquence de fermer le musée au public le dernier week-end d'ouverture de cette exposition temporaire, concordant avec le dimanche de gratuité du 6 mars et la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars.

Pour compenser cette fermeture au public, une première depuis la réouverture du musée en 2007, le musée Fabre a prolongé l'exposition *La beauté en partage – 15 ans d'acquisitions au Musée Fabre* d'une semaine afin de ne pas priver les derniers visiteurs désireux de voir l'exposition. Dans cette même optique, le musée a souhaité accorder exceptionnellement l'accès gratuit à son exposition temporaire et ses collections permanentes le dernier week-end avant la fermeture de l'exposition, soit les samedi 12 et le dimanche 13 mars 2022. Cette proposition a été motivée également par la démarche engagée par la direction du musée de relancer la fréquentation, mise à mal par la crise sanitaire et les diverses périodes de fermeture.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser, de façon rétroactive, la gratuité de l'entrée à l'exposition *La beauté en partage – 15 ans d'acquisitions au Musée Fabre* les samedi 12 mars et dimanche 13 mars 2022 de 10 h à 18 h à l'occasion des deux derniers jours de l'exposition ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182839-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Gratuité d'accès à l'exposition temporaire "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" à l'occasion de la Nuit européenne des Musées - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Du 7 mai au 4 septembre 2022, le musée Fabre proposera de découvrir la carrière du peintre Louis GAUFFIER à travers la première rétrospective dédiée à cet artiste. L'exposition « *Le voyage en Italie de Louis Gauffier* » proposera ainsi un voyage dans cette période passionnante du Grand Tour, qui attirera l'Europe à la découverte des beautés de l'Italie, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le ministère de la Culture a décerné à cette exposition le label « *Exposition d'intérêt national* » qui récompense les musées de France qui mettent en œuvre des expositions remarquables tant par leur qualité scientifique que par le caractère innovant des actions de médiation culturelle. D'autre part, dans le cadre du projet d'éducation artistique et culturelle mis en place par le ministère de l'Éducation Nationale en partenariat avec le ministère de la Culture et de la Communication, le musée a travaillé avec des classes de maternelles, de seconde et de première sur le projet « *La classe, l'œuvre* » autour de l'artiste Louis GAUFFIER. L'objectif principal de « *La classe, l'œuvre* » est de permettre aux élèves de s'approprier le patrimoine commun et de participer à sa transmission dans la forme d'expression de leur choix. Le projet sera présenté au public le soir de la Nuit européenne des musées 2022, le samedi 14 mai 2022.

Après plusieurs mois de fermeture en 2021 et pour favoriser le retour du public, le musée Fabre ouvrira les portes de l'exposition aux visiteurs jusqu'à 21h les 4 vendredis de juin. En complément de ces nocturnes et pour permettre l'accès à un public nombreux au travail mené par les élèves dans le cadre du projet « *La classe, l'œuvre* », le musée Fabre souhaite étendre la gratuité des collections permanentes (prévue à la délibération tarifaire annuelle) pour la Nuit européenne des musées à son exposition temporaire.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la gratuité des entrées à l'exposition *Le voyage en Italie de Louis Gauffier* le samedi 14 mai 2022 de 18 h 30 à 22 h 30, à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183583-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## **Animation du territoire - Adhésions aux associations TRIPLANCAR, OCCITANIE MUSEES et BOUCLIER BLEU FRANCE - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier souhaite adhérer à deux associations pour l'année 2022 dans le but de promouvoir et valoriser ses collections permanentes et expositions temporaires ainsi que ses événements culturels auprès de professionnels du tourisme et de tout public via des réseaux numériques spécialisés. Par ailleurs, dans la continuité du travail sur le plan de sauvegarde des œuvres du musée et du travail coordonné avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 34), le musée Fabre désire adhérer à une association institutionnelle œuvrant pour la protection et la sauvegarde du patrimoine en temps de crise.

### Association TRIPLANCAR

L'association TRIPLANCAR est une plateforme de référencement multilingue spécialisée dans le tourisme de groupe et des voyageurs internationaux, elle permet de valoriser les lieux touristiques, activités, événements, visites guidées et circuits types partout en France auprès de la clientèle groupe internationale mais aussi auprès de personnes souhaitant organiser une sortie, un week-end ou leurs vacances car elle est libre d'accès.

L'objectif visé est la promotion de l'établissement et la communication sur ses événements et nouveautés en temps réel auprès de plus de 2100 voyageurs internationaux (dont plus de 700 français). Cela permet de cibler une clientèle de groupe tout en bénéficiant du marketing viral grâce au partage des informations sur les réseaux sociaux. Cette cible groupe a été fortement impactée et diminuée avec le contexte sanitaire récent, il s'agirait donc de redynamiser et développer la visibilité des activités du musée Fabre en captant de nouveaux clients.

Le musée Fabre a opté pour la cotisation annuelle de l'option confort comprenant :

- un accès pour la création de la maquette complète du musée Fabre sur le site TRIPLANCAR (coordonnées, présentation, prestations, photos, vidéo, brochures PDF, informations pratiques, etc.) ;
- 4 envois de la maquette du musée Fabre par e-mailing directement depuis le site TRIPLANCAR vers plus de 2100 voyageurs internationaux (avec possibilité de sélectionner les voyageurs par départements ou par pays, France ou étranger parmi 17 pays) ;
- la traduction de la maquette du musée Fabre en anglais par les équipes de l'association pour capter l'attention des voyageurs étrangers ;
- un appui sur la réalisation de la maquette du musée Fabre ou de ses prestations pour être en phase avec la demande.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association TRIPLANCAR s'élève à 358,80 € par an.

### Association OCCITANIE MUSEES

L'association OCCITANIE MUSEES a pour projet la réalisation du site internet du réseau des musées présentant les musées d'Occitanie (plus de 130 musées dans les 13 départements d'Occitanie). Les objectifs de la création de ce site internet sont les suivants :

- favoriser la connaissance du patrimoine muséographique d'Occitanie auprès du grand public, des scolaires et des élus ;
- promouvoir les musées et valoriser leurs collections ;
- créer un réseau actif, porteur de collaborations entre les musées ;
- faciliter l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- favoriser la numérisation régulière des collections des musées de France ;
- renforcer la cohésion du réseau muséal de la région Occitanie et confirmer le rôle de ces établissements en tant que pôles culturels structurants du territoire.

Ce projet fédérateur contribue à améliorer l'image cohérente et positive des collectivités propriétaires des collections dans le secteur de la gestion du patrimoine.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association OCCITANIE MUSÉES s'élève à 500 € par an.

## Association BOUCLIER BLEU FRANCE

L'association BOUCLIER BLEU FRANCE a été créée en 2001, afin de soutenir en France l'application de la convention de La Haye sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954). Si la mission première de l'association est liée à un contexte de guerre, son rôle s'est étendu à la protection du patrimoine en cas de catastrophes, qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle.

Cette association est le relais en France du Blue Shield International, développe l'interconnexion 'risques et patrimoine culturel'; et suscite, encourage, accompagne et promeut des actions de prévention et d'intervention d'urgence pour la protection du patrimoine culturel lors de sinistres ou de catastrophes naturelles (incendies, inondations notamment).

Les objectifs de cette adhésion institutionnelle sont les suivants :

- montrer que le musée Fabre est un établissement pilote dans la sauvegarde du Patrimoine en temps de crise ;
- contribuer à une mutualisation des forces et des compétences ;
- sensibiliser le personnel du musée à cette culture du risque ;
- favoriser la coopération transversale entre professionnels du patrimoine ;
- favoriser les échanges avec les personnels de secours.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association BOUCLIER BLEU FRANCE s'élève à 175 € par an.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les adhésions du musée Fabre aux associations TRIPLANCAR, OCCITANIE MUSEES et BOUCLIER BLEU FRANCE pour un montant annuel global prévisionnel de 1 033,80 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-180377-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Délégation de Service Public relatif à la gestion et l'exploitation de Planet Ocean - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14278 en date du 24 novembre 2016, le Conseil de Métropole a décidé de confier, sous contrat de Délégation de Service Public (DSP), la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée à la société PlanetOceanWorld Montpellier. Le contrat de DSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et le planétarium Galilée est entré en vigueur au 2 janvier 2017 pour une durée de 10 ans et 2 mois, soit jusqu'au 28 février 2027.

Par délibération n°15094 en date du 20 décembre 2017, un avenant n°1 a approuvé les travaux du hall du planétarium, subventionné à hauteur de 600 K€ HT par le délégant, ainsi qu'une adaptation de la grille tarifaire avec une offre unique pour une visite entre ciel et mer.

La nouvelle dénomination de l'établissement sous l'appellation « *Planet Ocean Montpellier* » a été approuvée dans le cadre d'un avenant n°2 par délibération n°M2018-157 en date du 26 avril 2018.

Considérant que, dans le cadre des activités exercées par le délégataire au titre du contrat de délégation de service public susmentionné depuis son entrée en vigueur, s'est fait jour la nécessité de modifier, ajuster et préciser certains points de ce contrat, conformément aux articles L.3135-1 et R.3135-8 du Code de la commande publique :

### Evolution tarifaire

La grille tarifaire a évolué en 2018, dans le cadre de l'avenant n°1 afin de proposer une adaptation des tarifs pour une offre plus claire avec un seul ticket d'entrée pour une visite « entre ciel et mer » regroupant dans un parcours cohérent les espaces aquarium et planétarium qui forment dorénavant l'équipement unique « *Planet Ocean Montpellier* ».

Les tarifs ont ensuite suivi une évolution normale à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2021 avec une hausse conforme aux conditions contractuelles.

Il est proposé d'élargir les tranches d'âges afin de faire bénéficier au plus grand nombre de tarifs avantageux. La modification de la grille tarifaire concerne principalement les critères d'âge : tarif adulte à partir de 13 ans au lieu de 11 ans, tarif junior de 5 à 12 ans, tarif mini de 3 à 4 ans décliné pour chaque typologie de tarifs : plein tarif, pass métro, promo, handicapé, abonnement.

Les contraintes de service public, la tarification scolaire et les créneaux planétarium dédiés à un public spécifique sont respectés.

### Mise à jour de périmètre délégué

A la suite de la réalisation de travaux (zone de déchets « Galilée ») dans la cour extérieure par la société Klepierre gérante de l'espace d'Odysseum, l'annexe du périmètre délégué doit être revue.

### Mise à jour de la date de réception du Rapport Annuel du Délégataire (RAD)

L'article 47 précise que le rapport annuel du délégataire doit être remis avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Le délai nécessaire à la validation du groupe ainsi que la date réglementaire fixée au 1<sup>er</sup> juin, permettent de décaler la date de réception du RAD au 1<sup>er</sup> mai de chaque année.

### Mise à jour des indices de calcul du coefficient C

A la suite de l'arrêt de séries d'indices permettant de calculer le coefficient C applicable à l'évolution de la grille tarifaire comme à celle de la redevance fixe, l'article 36 nécessite une mise à jour.

### Mise à jour du contrat de concession suite à la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal officiel le 25 août 2021

A la suite de la publication au Journal officiel le 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose au titulaire d'un contrat de la commande publique, pour autant que ce contrat lui confie l'exécution d'un service public, d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

La loi impose également que les clauses des contrats de concession ayant pour objet de confier l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent en outre les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

Il convient de modifier le contrat de concession pour se conformer à ces nouvelles obligations.

### Mise à jour du contrat avec intégration des engagements du délégataire en termes de lutte contre la pollution lumineuse

Conformément à l'arrêté du 27 décembre 2018, la lutte contre la pollution lumineuse constitue un enjeu porté par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de son Plan Lumière intégré au Plan Climat Air Energie Territorial.

La Métropole porte une politique ambitieuse autour de l'optimisation de l'éclairage public pour une lumière plus juste, mieux adaptée, avec pour objectif de permettre, d'une part de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement ; et d'autre part de maîtriser la consommation énergétique de l'éclairage public et de ses nuisances lumineuses.

En effet les conséquences de l'excès d'éclairage artificiel ne se limitent pas à la privation de l'observation du ciel étoilé. La pollution lumineuse a des impacts sur la biodiversité, l'économie, le coût énergétique et la santé humaine.

Planet Ocean Montpellier respecte par ailleurs d'ores et déjà les engagements suivants qu'il convient de retranscrire dans le présent avenant afin d'afficher la politique volontariste du délégant Montpellier Méditerranée Métropole : pas d'allumage avant 7 heures du matin ; extinction des éclairages intérieurs, extérieurs et façades vers 23 heures.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation de Planet Ocean Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182966-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 3 - DSP POM.pdf
- Annexe 1 - Perimetre
- Annexe 14 - Grille Tarifaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ATTRACTIVITE**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Nicole MARIN-KHOURY, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Mylène FOURCADE, Coralie MANTION, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, François VASQUEZ



## **Attractivité - Soutien au peuple ukrainien - Versement d'une aide d'urgence au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Trente ans après la dissolution de l'Union soviétique et l'indépendance des anciennes républiques populaires, l'acte de guerre commis par Vladimir POUTINE a fait voler en éclat la paix et la relative stabilité de l'Europe de l'Est. Alors que la mobilisation s'organise autour du gouvernement ukrainien, des centaines de milliers de personnes ont défilé en Europe pour dénoncer l'invasion russe. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, soutenue par l'ensemble des maires des communes membres, dans un réel élan de solidarité internationale, souhaitent participer aux actions tendant à promouvoir et défendre l'amitié entre les peuples et la paix internationale.

Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a activé le Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) afin de fédérer les initiatives et l'élan de solidarité exceptionnel avec le peuple ukrainien dans les territoires. Face à l'urgence de la situation et afin de financer des opérations humanitaires d'urgence répondant aux besoins prioritaires des victimes du conflit, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, souhaitent, toutes deux, contribuer à verser une aide d'urgence au FACECO, à hauteur de 50 000 €, chacune.

Montpellier Méditerranée Métropole et ses 31 communes ont participé au formidable élan de solidarité envers le peuple ukrainien qui s'est exprimé par des collectes de dons des habitants, l'accueil des populations réfugiées, et des offres de logement.

En partenariat avec la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CHU de Montpellier, et l'association SOS Montpellier Ukraine, ont acheminé par convoi humanitaire les dons récoltés au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, ainsi que dans l'ensemble des communes de la Métropole. 6 agents de la Ville, 2 agents volontaires de la Métropole, 1 agent du CHU et 1 membre de l'association SOS Montpellier Ukraine ont participé au convoi humanitaire, qui a acheminé les dons de première nécessité. Ce convoi parti de Toulouse, s'est arrêté le samedi 12 mars devant l'Hôtel de Ville de Montpellier, avant de rejoindre la Pologne pour la remise des dons collectés auprès de la Croix Rouge, et des organisations non gouvernementales s'occupant de l'accueil et l'accompagnement des réfugiés, au plus près de la frontière avec l'Ukraine.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'accorder une aide d'urgence de 50 000 € au Fonds d'Action Extérieure des Collectivités territoriales (FACECO), fonds de concours géré par le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) ;
- D'accorder des mandats spéciaux pour le déplacement de 2 agents de la Métropole pour la remise des dons en Pologne à la frontière ukrainienne ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185753-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Attractivité - Accord de consortium Agence Spatiale Européenne (ESA) Business Incubation Center (BIC) Sud France - Renouvellement - Autorisation de signature**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Dans une volonté de favoriser la création d'entreprises autour du spatial en Europe et de dupliquer l'utilisation de technologies du spatial sur d'autres domaines d'application, l'Agence Spatiale Européenne (ESA) a mis en place dans toute l'Europe un dispositif d'incubation « ESA BIC (Business Incubation Center) » en s'appuyant sur les structures d'accompagnement existantes dans chaque pays (BIC, incubateurs académiques, pôles de compétitivité, technopoles, etc.).

L'ESA BIC Sud France a été créé en 2013. Il couvre les régions Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est coordonné par le pôle de compétitivité Aerospace Valley, en partenariat avec le Centre National d'Etudes Spatiales, le pôle de compétitivité SAFE, Bordeaux Technowest, Nubbo, Estia Entreprendre, Incubateur PACA Est, Incubateur Savoie-Technolac et Gate 1 Accélération. En 2015, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a rejoint ce dispositif. En 2018 une structure similaire, l'ESA BIC Nord France, est venue compléter l'offre française.

La participation du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ESA BIC Sud France permet à la Métropole d'être identifiée au niveau national comme une métropole active et innovante dans le domaine du spatial au même titre que Toulouse et Bordeaux. Elle renforce la structuration d'une filière à fort potentiel de croissance autour des technologies du spatial, impliquant le Centre Spatial Universitaire de l'Université de Montpellier, et la fondation Van Allen ; permet la montée en compétence des entreprises du territoire dans les applications spatiales, le numérique et l'internet des objets en facilitant l'accès à la formation et l'expertise du réseau des partenaires et renforce la compétitivité des jeunes pousses. A ce jour, 21 start-up du territoire ont été labellisées ESA BIC sur un nombre total de 111 entreprises soutenues par le dispositif depuis sa création. Ces entreprises ont ainsi pu accéder à un financement de 25 000 € en subvention, du support des experts du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) et des partenaires ESA BIC (en particulier AIRBUS), des relais de communication et de l'image de très haute technologie véhiculée par l'Agence Spatiale Européenne.

Pour rejoindre ce dispositif, le BIC a signé un accord de partenariat qui couvrait la période juin 2013-juin 2018. A l'échéance de cet accord, concomitante avec la création de l'ESA BIC Nord France, l'ESA a souhaité harmoniser les aspects juridiques des deux ESA BIC français et a opté pour l'élaboration d'un contrat de consortium pour remplacer le contrat de partenariat. Ceci a nécessité un très long travail juridique, qui n'aboutit que maintenant.

Un nouvel accord de consortium qui définit les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de leur coopération au titre de l'ESA BIC Sud France est proposé. Il prend effet rétroactivement à compter du 28/06/2018 pour une durée de 4 ans (soit jusqu'au 28/06/2022), et inclut une tacite reconduction pour une durée de 4 ans supplémentaires soit jusqu'au 28/06/2026, à défaut de dénonciation expresse par l'une des parties. Les renouvellements suivants se feront, le cas échéant, par voie d'avenant signé par l'ensemble des parties.

La signature de ce document permettra au BIC de Montpellier Méditerranée Métropole de continuer son action d'accompagnement aux start-up du territoire utilisant les technologies et données issues du spatial, et ainsi de leur faire bénéficier des financements spécifiques associés et du soutien des partenaires de l'ESA BIC Sud France.

Ce contrat de consortium est sans incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'accord de consortium ESA BIC Sud France ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'accord de consortium ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182856A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Accord de consortium ESA BIC SUD FRANCE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## Attractivité - Actualisation du document type "Contrat d'Accompagnement" du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Le service de la Direction du Développement Economique et de l'Innovation de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé Business and Innovation Centre (BIC), permet aux créateurs d'entreprises innovantes de bénéficier de conseils appropriés et le cas échéant, d'une solution immobilière adaptée. L'objectif du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole est d'accompagner les porteurs de projets dans les premières années de la création de leur entreprise en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques. Cet accompagnement favorise l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses. Il permet ainsi l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Métropole.

A l'issue d'un processus de sélection opéré par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, les candidats retenus se voient proposer de signer des documents contractuels définissant les droits et les obligations de chacun : une charte, approuvée par la délibération n°8988 du 3 juillet 2009, et un contrat d'accompagnement, approuvé par la délibération n° 10305 du 28 juillet 2011.

Compte tenu de l'évolution de l'offre de services du BIC de Montpellier Métropole, et dans un souci de clarification et de simplification, une actualisation de ces documents est nécessaire :

- Le contrat d'accompagnement et la charte sont fusionnés et actualisés en un seul et même document ;
- Différents articles ont été mis à jour afin de mettre en exacte conformité avec les pratiques actuelles du BIC ;
- L'engagement du porteur de projet est renforcé, en particulier en termes d'assiduité aux actions individuelles et collectives auxquelles il s'inscrit ;
- Des informations concernant le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ont été ajoutées, afin de se conformer à la réglementation en vigueur ;
- L'article « rémunération » a été modifié :
  - Les mentions faisant spécifiquement référence au numéro de la délibération tarifaire de l'année en vigueur ont été enlevées afin de limiter le travail d'actualisation ; en lieu et place, les tarifs seront annexés ;
  - La tarification des frais de dossier a été supprimée ;
  - La rémunération des prestations intellectuelles du BIC a été étendue aux entreprises hébergées en pépinière ; elle est désormais due annuellement par toutes les entreprises sous contrat d'accompagnement au 1er janvier de l'année ;
- Les informations relatives à l'installation de l'entreprise sur le territoire restent inchangées mais elles sont reportées dans l'article « *obligations du porteur de projet* » et dans l'article « *résiliation et sanction* » en cas de non-respect ;
- La durée du contrat qui est de 3 ans pour une entreprise non hébergée en pépinière, pourra exceptionnellement être prolongée pour une période de 12 mois supplémentaires sur décision du BIC ;
- Des solutions amiables sont rajoutées dans l'article « *contestations litiges* ».

Aucune disposition ne vient augmenter la responsabilité Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du nouveaux contrat d'accompagnement du BIC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182919A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat d'Accompagnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## Attractivité - Contrat-type d'incubation "French Tech Tremplin" - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Mission French Tech a lancé en novembre 2021 un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) national « *French Tech Tremplin* » qui visait à sélectionner des incubateurs pour accompagner des jeunes entreprises dont les dirigeants sont issus de populations jusqu'ici sous-représentées dans le milieu des startups, notamment des entreprises de moins de trois ans, fondées par des entrepreneurs habitants les Quartiers Politique de la Ville (QPV), bénéficiaires des minimas sociaux, étudiants boursiers, ou réfugiés.

Le Business & Innovation Centre de Montpellier (BIC) a été retenu comme incubateur partenaire de ce dispositif opéré par Bpifrance. Cette distinction permet à Montpellier Méditerranée Métropole de renforcer son positionnement de Métropole active en matière de politique d'insertion et d'égalité des chances, et contribue à son engagement pour la diversité et l'inclusion des entrepreneurs issus de milieux éloignés de l'écosystème Tech français. Le dispositif étant national, il contribue à inciter les lauréats à choisir Montpellier comme lieu d'incubation quel que soit leur lieu de résidence actuelle.

En tant qu'incubateur partenaire dispositif, il incombe au BIC de Montpellier d'accompagner trois entreprises lauréates de l'appel à candidatures. Les trois lauréates signataires des conventions, sous réserve d'approbation finale par Bpifrance, sont :

- PeroVision, représentée par Yunus Emre LEVENT : le projet porte sur le développement d'un dispositif de santé connecté permettant de mesurer le périmètre et le volume des membres inférieurs ou supérieurs, notamment dans le cadre du diagnostic et du suivi du traitement des lymphœdèmes chroniques ;
- Climby, représentée par Colin BARDOT : Climby est une application mobile dédiée à la pratique sportive permettant aux sportifs professionnels et amateurs pratiquant du sport et aux non pratiquants de pouvoir interagir, progresser, et s'encourager en communauté ;
- Vasy, représentée par Dhia Eddine SOUEI : la société vise à développer de nouveaux algorithmes de déplacements urbains.

Chaque startup sélectionnée doit signer un contrat d'incubation « French Tech Tremplin » d'un an impliquant que les porteurs du projet bénéficient de l'accompagnement et des services fournis par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole notamment :

- Le suivi personnalisé par un chargé d'affaires ;
- L'accès aux activités, animations et formations collectives organisées par le BIC ;
- La mise en relation avec les services de Montpellier Méditerranée Métropole ou de la Ville de Montpellier susceptibles de contribuer par leur expérience métier à la conception du produit ou du service ;
- L'hébergement de l'équipe projet dans une des pépinières du BIC.

Les redevances d'incubation et d'hébergement dues par les lauréats sont fixées dans le contrat, au regard des tarifs annexés à la délibération « Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole » n°M2021-657 du 14 décembre 2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat type d'incubation « French Tech Tremplin » ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182853A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat d'incubation "French Tech Tremplin"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## **Attractivité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement du territoire. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces structures participent au dynamisme du territoire et permettent de mener des actions concertées dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale pour optimiser la promotion et la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagement.

Le Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) qui se déroulera du 15 au 18 mars 2022 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché international réunissant près de 25 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 100 pays. Il s'agit donc pour Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe SERM-SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation des équipes de la Métropole (responsables, techniciens et élus) et des cadres du groupe SERM-SA3M pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière d'aménagement et développement économique, notamment concernant :

- Les actions développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel ;
- La participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la stratégie de commercialisation et de communication ;
- Les missions et le rôle des élus et des cadres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par le groupe SERM-SA3M est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 € HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe SERM-SA3M relative à leur participation au MIPIM du 15 au 18 mars 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182301-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION\_MIPIM 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## **Attractivité - Réinvestissement du Parc d'Activités Économiques "Lauze-Marcel Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération des études réalisées - Poursuite de la démarche de réinvestissement - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Comme le parc d'activités économiques du Salaison à l'est, le pôle industriel « Lauze-Marcel Dassault » est l'un des parcs d'activités les plus importants de la Métropole tant en termes d'emprise, qu'en termes de poids économiques avec environ 170 entreprises et plus de 2000 emplois. Il constitue un des cœurs de l'économie productive de Montpellier Méditerranée Métropole et est affecté au négoce, à l'industrie et à la logistique urbaine. Mais ce parc d'activités est aujourd'hui vieillissant et demande à être réinvesti pour le rendre plus attractif, pour l'adapter aux besoins actuels de mobilité, d'infrastructures numériques, etc. et lui permettre d'accueillir de nouvelles activités tout en optimisant le foncier. Aussi, un projet de réinvestissement économique est en cours d'étude.

Après une phase de constat sur les atouts et faiblesses de ce parc, les réflexions se sont poursuivies de manière concertée avec la Commune de Saint Jean de Védas et les entreprises présentes par le biais d'enquêtes, de diagnostic en marchant et d'échanges individualisés. La richesse de ces échanges ont permis d'esquisser des invariants à l'échelle du parc d'activités et des principes d'aménagement sur des secteurs particuliers (façade RM 612 par exemple).

Ainsi en réponse aux enjeux identifiés, des esquisses d'aménagement ont été formulées en termes :

- De mobilité avec la définition de profil de voirie intégrant des aménagements dédiés aux modes alternatifs à la voiture, l'organisation du stationnement, l'adaptation de l'offre de transport en commun, ... ;
- De préservation de la trame verte et de valorisation de l'ambiance urbaine, paysagère et architecturale ;
- Fonctionnels avec l'identification d'actions visant à améliorer la fonctionnalité du secteur (réhabilitation des réseaux existants, développement de la fibre optique, amélioration de l'offre de services à destination des entreprises et de leurs salariés, ...).

Par ailleurs, sur des secteurs particuliers présentant des enjeux majeurs pour le devenir de ce parc (traitement de la façade le long de la RM612 ou barreau de liaison entre la rue Farman et le giratoire de l'A709), des principes d'aménagement précis ont déjà été formulés et des fiches de lot produites.

Enfin, pour se prémunir de tout projet venant compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement, le Conseil de Métropole avait délibéré le 18 avril 2019, en application de l'article L.424-1 3° du Code de l'urbanisme, pour prendre en considération le projet lié au réinvestissement du secteur « Lauze-Marcel Dassault » et en avait délimité le périmètre.

Il s'agit aujourd'hui d'acter de l'avancement des études, de les poursuivre avant de s'inscrire une phase plus opérationnelle.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des études menées depuis 2018 ;
- D'approuver la poursuite de la démarche de réinvestissement urbain du parc d'activités économiques « Lauze-Marcel Dassault » sur la Commune de Saint Jean de Védas ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183153-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **CYCLES DE L'EAU**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, François RIO

## Cycles de l'eau - Vœu relatif à la création d'un Forum de l'eau

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La crise climatique est aussi une crise de l'eau. L'eau, élément indispensable à la vie, aux activités humaines, au maintien de la biodiversité et à la régulation du climat, voit son cycle de plus en plus impacté par les effets déjà visibles du changement climatique.

Les modélisations des experts montrent que les phénomènes extrêmes (inondations, sécheresses) devraient être plus fréquents au cours des prochaines décennies et que leur intensité irait en s'accroissant. Les études scientifiques démontrent que la gestion actuelle de la ressource en eau ne serait pas à même de relever les défis d'anticipation et d'adaptation à ces phénomènes.

Dans le cadre de ces défis, Montpellier Méditerranée Métropole et sa Régie des eaux travaillent à la mise en place d'une stratégie globale d'adaptation pour assurer la pérennité et la qualité de la ressource en eau souterraine et superficielle sur son périmètre.

Afin de s'assurer de l'efficacité de l'action publique dans le domaine de l'eau qui est portée par la Métropole, sa Régie mais aussi par différents maîtres d'ouvrage du territoire, dans le cadre d'une stratégie globale répondant aux besoins et aux urgences climatiques, il est proposé de créer un forum de l'Eau à triple finalité :

- Partager de la donnée ;
- Faire participer et associer les citoyens : donner des avis, sensibiliser, communiquer, expérimenter des actions ;
- Elargir le débat aux institutions, chercheurs, associations, ... parties prenantes des sujets sur l'eau.

Ce forum de l'eau, porté et piloté par la Métropole, pourrait assumer pleinement la dimension partenariale de cette politique publique qui réunirait tous les acteurs et parties prenantes de l'eau (élus et agents des collectivités et de leurs établissements, experts et représentants du monde universitaire, représentants des services de l'Etat et des agences gouvernementales, représentants des usagers et du monde associatif, ...).

Ce projet de forum de l'eau pourrait s'appuyer sur 2 piliers :

- Un site internet (observatoire) pour rendre visible les données, les échanges, etc. ;
- Des rencontres et débats sur des thèmes choisis, des ateliers citoyens et enquêtes sociologiques ou d'opinion tournées vers la population.

Dans cette optique de coordination de l'action publique et d'échange sur l'actualité de la gestion de l'eau, les thèmes abordés pourraient être les suivants :

- Thème 1 - Economie d'eau et réutilisation des eaux usées traitées (REUTE)
- Thème 2 - La décarbonation des eaux potables
- Thème 3 - Les baignades urbaines
- Thème 4 - Lutte contre la pollution des eaux des cours d'eau

Ces thèmes, donnés à titre d'exemple, reflètent les préoccupations de maîtres d'ouvrages de l'eau au quotidien et nécessitent une compréhension et une appropriation par la population afin de faire progresser aussi bien les actions individuelles que collectives.

Des partenaires co-financeurs du projet de forum pourraient être associés, comme par exemple :

- Sète Agglopolie ;
- Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) ;
- Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (POA) ;
- Syndicat du Bas Languedoc (SBL) ;
- Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Pourraient également être associés les institutions, associations et centres de recherches suivants reflétant les acteurs principaux des questions de l'eau :

- Institutions : Agence de l'eau, Services de l'Etat, SYBLE, SYMBO, ... ;
- Associations et collèges usagers : Mosson coulée verte, ALEC, APIEU, Eau secours 34, FNE, AQUAVALLEE, CEN LR, chaire UNESCO, Conseil de Développement, ... ;
- Centres de recherche : INRAE, IFREMER, CNRS, labo HYDRO SCIENCES, IRD, ... ;
- Les collectivités locales, et particulièrement les 31 communes de la Métropole ;
- Les citoyens de la Métropole.

L'objectif de ce forum de l'eau serait de fonctionner sur un rythme cyclique annuel. Chaque année, un à deux thèmes seraient choisis et développés sur l'année au travers des outils et instances mises en place.

Ce projet de forum a été proposé dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et peut bénéficier d'aides financières sur 2022/2023. L'objectif serait de préparer sa réalisation sur 2022 afin de le créer en mars 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver ce vœu et de se prononcer en faveur de la création du forum de l'eau ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185895-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Cyril MEUNIER, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN

## **Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise de la compétence de distribution d'eau potable de la commune de Murviel-lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80 % des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substituée en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier à la Société d'Economie Mixte à Opération Unique (SEMOP) Eau du Bas Languedoc. Le SBL est un syndicat mixte fermé à la carte avec une compétence obligatoire de production et d'adduction d'eau potable et une compétence optionnelle de distribution d'eau potable.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable. Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 29 mars 2021 a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude la reprise de la compétence de distribution d'eau potable pour le service de Murviel-lès-Montpellier en vue d'en confier l'exploitation à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Après étude juridique, technique et financière avec le SBL et les services de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît réalisable de solliciter auprès du syndicat la reprise de la compétence de distribution d'eau potable.

Pour le service de Murviel-lès-Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole restera membre du syndicat au titre de la compétence obligatoire. Le syndicat assurera donc une livraison d'eau potable en gros pour ce service. A compter de la reprise de compétence, les usagers du service de Murviel-lès-Montpellier seront assujettis, pour le service public de l'eau potable, à la même tarification que les autres usagers de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient d'adopter une délibération sollicitant la reprise de la compétence et de la notifier au Président du syndicat. Ce dernier en informe alors son conseil syndical et les membres qui devront dans un délai de trois mois se prononcer sur cette reprise de compétence.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De solliciter la reprise, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, de la compétence de distribution d'eau potable sur le service de Murviel-lès-Montpellier en vue d'en confier l'exploitation à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De notifier cette délibération au Syndicat du Bas Languedoc afin qu'il délibère dans les meilleurs délais pour recueillir l'avis de ses membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183843-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - Ressources en eau - Convention de Recherche et Développement partagé relative à l'observation quantitative et qualitative de la ressource karstique du Lez, associant le laboratoire Hydrosiences, la Métropole et la Régie des Eaux - Année 2022 - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La surveillance de la ressource karstique du Lez est un enjeu vital pour l'alimentation en eau potable de la Métropole. Elle relève à la fois des mesures préconisées par la Déclaration d'utilité Publique (DUP) du 5 juin 1981 et des enjeux stratégiques de préservation de la ressource dans un contexte d'adaptation aux changements globaux, climatique et anthropique (action 7.1 du Plan Climat Energie Territorial).

De 2009 à 2014, le programme de recherche « *Gestion multi-usages de l'aquifère karstique du Lez* » piloté par Montpellier Agglomération et le Bureau de Recherche Géologique et Minier (BRGM), avait grandement contribué à l'amélioration des connaissances sur cet hydro système.

Dans le prolongement de ce projet, l'Unité Mixte de Recherche HydroSciences de Montpellier (HSM), la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochés en vue de :

- Promouvoir le suivi opérationnel de la ressource karstique du Lez en recourant notamment à des process de recherche et développement innovants ;
- Favoriser l'échange des données en temps réel, le transfert de connaissances scientifiques et l'appropriation des avancées en la matière.

Des modalités de partenariats ont été définis au travers d'une convention annuelle de Recherche et Développement partagés. Celle-ci permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier des résultats des suivis opérationnels de l'Observatoire Multi-Échelle de la DYNAMIQUE des Crues et de l'hydrodynamique Souterraine en milieu karstiques (MEDYCYSS) appliqué au bassin versant du Lez (Mesures de pluies, de niveaux d'eaux de surface et souterrains, de paramètres physico-chimiques, de bactériologie, ...) et d'un rapport d'interprétation scientifique de ces résultats.

La participation financière de la Métropole, détaillée dans l'article 5 de la convention, porte sur un montant total de 35 040 € pour l'exercice 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de Recherche et Développement partagés entre l'Unité Mixte de Recherche HydroSciences de Montpellier (HSM), la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 35 040 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183342-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT PARTAGES RELATIVE A L'OBSERVATION QUANTITATIF ET QUALITATIF DE LA RESSOURCE KARSTIQUE DU LEZ 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - Plan de Gestion de la Ressource en Eau Lez-Mosson - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Syble et la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) du Salet sur la restitution d'un débit supplémentaire à la source du Lez pour assurer la pérennité des usages aval existants - Période 2022-2024 - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) Lez-Mosson, adopté le 20 décembre 2018, a pour objectif de rétablir l'équilibre quantitatif sur le bassin versant amont du Lez, déficitaire durant la période estivale de juin à septembre à hauteur d'un volume estimé à 38 500 m<sup>3</sup>.

Dans le cadre de cette démarche, Montpellier Méditerranée Métropole a d'ores et déjà mis en œuvre deux mesures structurelles en faveur d'une meilleure alimentation en eau du Lez :

- Augmentation du débit restitué au droit de la source du Lez à hauteur de 230 l/s depuis le 10 août 2018, avec régime dérogatoire jusqu'à mise en service de la nouvelle usine de production d'eau VALEDEAU ;
- Arrêt des prélèvements pour l'alimentation en eau potable et abandon des forages de Pidoule et de Fescou à Montferrier-sur-Lez.

Une action complémentaire du PGRE préconise la restitution d'un débit supplémentaire moyen de 10 l/s durant les mois de juin, juillet et août pour satisfaire les besoins existants en aval de la source. Ils proviennent en majorité du besoin historique en eau pour l'irrigation des cultures de l'exploitation agricole « Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) du Salet », sise à Saint-Clément de Rivière.

Les services de l'Établissement public territorial de bassin (EPTB) Lez (SYBLE), de la Chambre d'agriculture, de la Régie des Eaux et de Montpellier Méditerranée Métropole ont échangé à plusieurs reprises sur les modalités techniques et réglementaires de l'application de cette mesure, pouvant impacter de manière non négligeable le service public d'eau potable en période d'étiage et de fort rabattement de la nappe karstique. Ces modalités ont été fixées dans la cadre d'une convention quadri-partite entre l'EPTB Lez, Régie des eaux, Montpellier Méditerranée Métropole et la SCEA du Salet, conclue à titre gratuit pour les années 2022-2023-2024.

Dans un souci de transparence des pratiques agricoles et pour assurer des déclenchements et arrêts coordonnés de la restitution supplémentaire, l'exploitant agricole s'engagera à :

- Communiquer les dates de démarrage et d'arrêt de son irrigation estivale ;
- Mettre à disposition ses registres de volumes mensuels prélevés dans le Lez ;
- Travailler à l'optimisation de son débit de pointe de prélèvement.

Outre l'organisation des échanges d'information et de données entre les parties, la convention prévoit la suspension temporaire de la restitution en cas de difficultés à assurer la satisfaction des besoins en eau potable.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de restitution d'un débit supplémentaire à la source du Lez établie pour la période 2022-2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183341-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention quadri partite restitution supplémentaire dans le lez

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - Convention opérationnelle de gestion environnementale des mesures compensatoires liées la Création de l'Usine de Production d'Eau Potable (UPEP) Valedeau entre la Régie des Eaux, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie - Approbation**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé en mai 2013, prévoit un programme d'aménagement pour le renforcement et la sécurisation des infrastructures sur le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Il comprend notamment la création d'une nouvelle usine de production d'eau potable sur le site de Valedeau, situé sur la Commune de Montpellier. Cette usine a pour but de sécuriser l'alimentation en eau potable du système Lez (produite par l'Usine Arago) qui dessert actuellement 9 communes de la Métropole, dont Montpellier, ainsi qu'une partie de l'Agglomération du Pays de l'Or et le Syndicat Mixte d'Eau Potable du Pic Saint Loup ; soit à échéance 2040 une population de 415 000 habitants. Cette sécurisation vise à disposer d'un deuxième site de production d'eau potable avec une ressource autre que le Lez (ressource Bas Rhône Languedoc) et ce en quantité suffisante.

Dans le cadre de la mise en application de la démarche « Eviter, Réduire, Compenser » (ERC), une demande de dérogation au titre des espèces protégées a été déposée auprès des services de l'Etat et pour laquelle un « *avis favorable sous conditions* » a été délivré par arrêté préfectoral n°DREAL-DBMC-2021-295-002. Conformément à l'arrêté préfectoral, et compte tenu des impacts résiduels sur des espèces protégées, il a été convenu de la mise en œuvre de mesures compensatoires sur une superficie de 3,05 hectares, et pour une durée de 30 ans.

La Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie ont engagé une coopération depuis 2019, par le biais d'une convention de partenariat, afin de planifier une stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire de la Métropole. Dans ce cadre, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie déclinent conjointement une politique ambitieuse de gestion et de pérennisation du patrimoine naturel et des actions de compensations environnementales potentielles, liées aux projets d'aménagements, d'infrastructures ou d'équipements. A ce titre, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie peuvent engager des collaborations pour réaliser un plan de gestion et mettre en œuvre les mesures compensatoires associées.

A cette fin, il est proposé la conclusion d'une convention de coopération opérationnelle tripartite (Métropole, Régie et CEN) en vue de réaliser le plan de gestion et de mettre en œuvre les mesures compensatoires prévues à l'arrêté de la nouvelle usine d'eau potable de Valedeau.

Le Domaine de la Condamine, propriété de la Métropole, située sur la Commune de Montpellier a été retenu pour la mise en œuvre de ce projet compensatoire. D'une superficie de 5,02 hectares, il est composé de parcelles en maraîchage conduites en agriculture biologique et fait l'objet d'un Bail Rural a clauses Environnementales (BRE), conclu avec « *Terracoopa* » pour le compte des membres du « *Collectif de la Ferme de la Condamine* ». Sur ce domaine, trois parcelles et un ensemble de murets, totalisant une superficie de 2,75 hectares, ont été identifiés pour accueillir les mesures compensatoires (créations de gîtes à reptiles, plantation de haies, réhabilitation de bandes enherbées, création de mare, *etc.*). Ainsi, dans le cadre de la présente convention, la réalisation du plan de gestion et la mise en œuvre des mesures compensatoires concerneront ces espaces.

En parallèle, une surface complémentaire de 0,4 hectare sera également mobilisée sous 14 mois et intégrée dans la gestion environnementale afin de respecter la superficie compensatoire imposée par l'arrêté préfectoral (3,05 hectares). Une action foncière est actuellement engagée. A cette issue, un avenant à la présente convention viendra préciser le périmètre complémentaire et les modalités de sa mise en gestion.



Dans le cadre de la convention, la coopération entre la Régie des Eaux, la Métropole et le CEN Occitanie s'organise ainsi :

- Réalisation d'un état initial naturaliste (flore, faune, habitats naturels) du site de compensation ;
- Réalisation et mise à jour du plan de gestion environnementale tous les 5 ans ;
- Mise en application du plan de gestion environnementale sur 30 ans, selon les modalités identifiées dans son élaboration ;
- Coordination avec les différents partenaires impliqués ;
- Suivi administratif et budgétaire.

Cette convention est effective à compter de sa date de signature par les parties et pour une durée de 30 ans. Les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 98% par la Régie des Eaux et 2% par le CEN Occitanie.

Le montant prévisionnel total des frais inhérents à la mise en œuvre de la présente convention jusqu'au terme des mesures compensatoires (30 ans) ne peut pas être arrêté à ce stade. Il est estimé à 495 550 € HT. Ce montant sera affiné à l'issue de l'élaboration du premier plan de gestion. Il sera révisé, *a minima*, tous les 5 ans à l'issue du renouvellement des plans de gestion. Eu égard à la durée de la coopération entre les parties, ce montant prévisionnel sera décliné sur la durée totale de la coopération selon un programme pluriannuel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention opérationnelle tripartite de gestion environnementale des mesures compensatoires liées la création de l'usine de production d'eau potable Valedau entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183385-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention opérationnelle 3M-CEN-RE3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au projet de Chaire Eau et Agriculture - Attribution d'une subvention correspondant à la deuxième année d'exécution de la convention - Approbation**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La Chaire Eau et Agriculture portée par SupAgro Fondation avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAE) et l'institut Agro se donne pour ambition d'innover en matière de gestion de l'eau pour accompagner la transition de l'agriculture face aux défis de demain. Par les thématiques sur lesquelles elle travaille, la Chaire se positionne sur de nombreuses politiques publiques et compétences portées par Méditerranée Montpellier Métropole :

- La politique de l'eau :

- Sur l'aspect protection de la ressource en eau avec l'accompagnement de modèles agricoles plus résilients moins dépendants des ressources naturelles ;
- Sur l'aspect quantitatif avec l'optimisation de l'irrigation pour réduire la consommation d'eau ou encore la réutilisation des eaux usées ;

- La politique agro écologique et alimentaire :

- Sur l'accompagnement à la transition agricole avec le développement de solutions agro écologiques innovantes visant une sobriété en eau et en intrants chimiques.

Enfin, par son essence même, la Chaire permet de répondre à la politique de soutien du monde de l'entreprise et de la recherche sur des thématiques fortes, dont Montpellier Méditerranée Métropole s'est fait l'étendard : l'eau et l'agriculture.

Le financement de la Chaire est constitué de dons collectés auprès de ses membres. L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole a été approuvée en 2021 par délibération n°M2021-348 et formalisée dans le cadre d'une convention conclue pour une durée de quatre ans, avec un montant de participation fixé à 10 000 € par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation d'une subvention de 10 000 € en 2022 pour la Chaire Eau et Agriculture à destination de la fondation SupAgro, dans le cadre de la deuxième année d'exécution de la convention partenariale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183343-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Montpellier œuvre depuis 2007 sur son territoire d'action pour mettre en place des actions de sensibilisation, de conseils et d'accompagnement sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Un appel à projets lancé en 2015 par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a créé l'opportunité de proposer un programme plus complet sur le volet « économies d'eau ». Ce programme, baptisé AquaMetro, concourant à la préservation quantitative des masses d'eaux souterraines utilisées pour l'alimentation en eau de la population de la Métropole, comporte deux grands axes d'actions pour 2022 :

L'axe d'action « Conseil en Energie Partagé Eau » vise à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et de la Métropole, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions. Cela comprend l'analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts, la comparaison à des indicateurs locaux et nationaux, la définition d'un plan d'actions par commune et la création d'une base de données et d'indicateurs. Un label « communes économes en eau » a officiellement été lancé en 2021 pour valoriser les actions d'économies d'eau des communes et sensibiliser le grand public. La labellisation s'appuiera sur une grille d'évaluation comportant des indicateurs qui permettront de déterminer la progression de la collectivité au regard des objectifs à atteindre. Le label sera attribué en mars 2022 par un comité d'agrément et donnera lieu à une remise des prix dans les communes qui se verront décerner le label.

L'accompagnement des communes par l'ALEC restera donc sensiblement similaire mais avec un rôle supplémentaire d'animation dans le cadre de la labellisation. L'ALEC prévoira du temps d'analyse supplémentaire dans le cadre du déploiement de compteurs communicants sur les bâtiments communaux des 13 communes gérée par la Régie des Eaux.

Concernant l'équipement en matériel hydro-économe, un financement de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse permet de proposer des diagnostics gratuits d'installations dans les bâtiments scolaires et sportifs. Sur cette base, des aides financières pourront être sollicitées pour réaliser des travaux de rénovation de ces installations.

L'ALEC organisera également deux événements (visites, conférences...) au cours de l'année 2022 pour valoriser et diffuser les retours d'expériences et bonnes pratiques.

L'axe d'action « Grand Public Eau » concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau qui est le pendant du Conseil Energie actuel : conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques... Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie des Eaux avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet mutuels. A cette occasion, l'ALEC diffuse un kit économie d'eau de « premier niveau » qui permet aux personnes venues pour leur projet de rénovation énergétique de ne pas oublier la question des économies d'eau.

Egalement, cette action permet de mettre en œuvre des ateliers pratiques économie d'eau, pour des petits groupes (copropriétaires, adhérents d'une association, citoyens d'une même commune...). Les ateliers sont appréciés, ils permettent de répondre aux demandes sur la question des économies d'eau auprès de différents partenaires du territoire et de valoriser l'outil ALEC « module eau » sur le terrain. Enfin, l'ALEC appuiera la diffusion de matériel hydro-économe sur trois résidences ciblées d'ACM Habitat et aidera à la mobilisation des locataires, à la sensibilisation de ces derniers via un ou des ateliers économies d'eau et au suivi des consommations suite à l'appropriation de ces matériels.

Ces actions concourent à la préservation quantitative des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. Ainsi, les actions Aquaméto ont été reprises dans le cadre des actions proposés pour l'atteinte du bon état quantitatif des eaux au sein des Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) approuvés du bassin du Lez – Mosson – Etangs Palavasiens, dont l'animation est portée par le SYBLE et de l'aquifère Molassique de Castries (entité 556B2), dont l'animation est assurée conjointement par le Syndicat Garrigues-Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient donc d'approuver pour l'année 2022, et pour la septième année, la signature d'une convention d'attribution d'une subvention de 35 000 € à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat pour la réalisation du projet AquaMetro.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 35 000 € à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC) sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention 2022 à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183802-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention d'attribution

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Cycles de l'eau - Adhésion à la démarche "Territoires bio pilotes" de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'extension de ses compétences relatives à la lutte contre la pollution et la protection des ressources en eau souterraines et superficielles, Montpellier Méditerranée Métropole porte et développe une politique publique de transition agro écologique pour accompagner le monde agricole vers des pratiques vertueuses, protectrices de la qualité de l'eau. Cette action publique est menée de façon transversale avec la politique agro écologique et alimentaire et en lien avec les nouvelles orientations de celle-ci, adoptées le 25 janvier 2022 par délibération.

C'est ainsi que depuis 2014, elle met en œuvre des actions visant le développement de l'agriculture biologique sur les aires d'alimentation de captages prioritaires. L'agriculture biologique est une des voies explorées pour protéger les ressources en eau. Elle garantit une non utilisation de produits phytosanitaires qui représentent une potentielle menace pour l'exploitation des ressources potables.

Afin d'amplifier les actions avec le monde agricole sur l'agriculture biologique, la Métropole souhaite s'engager sur un projet plus ambitieux. Au-delà de l'exonération de la taxe foncière non bâties pour les parcelles cultivées en Agriculture biologique, il est proposé l'adhésion au réseau « Territoires bio pilotes ». Ce réseau est animé par la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB) et on y retrouve les collectivités locales particulièrement engagées en faveur du développement de l'agriculture biologique.

L'adhésion nécessite l'adoption de la charte des valeurs du réseau « Territoires bio pilotes » et l'engagement à participer aux réunions et groupes de travail du réseau. L'adhésion est gratuite mais la Métropole s'engage à participer aux frais de déplacements lors des réunions de réseau. En termes de fonctionnement, le réseau « Territoires bio pilotes » repose sur cinq ambitions :

- Favoriser les échanges et le partage de connaissance entre sites (réunions nationales trimestrielles, séminaires, voyages d'études, outils de suivi et de partage des dynamiques territoriales) ;
- Apporter des informations sur les expériences hors réseau (France, international) et sur des leviers d'actions innovants (réunions nationales trimestrielles, veille et capitalisation, sollicitation d'experts thématiques) ;
- Faire connaître le réseau et les démarches engagés par les Territoires bio pilotes qui le composent ;
- Construire collectivement des analyses thématiques et identifier des problématiques à approfondir ;
- Faire émerger et accompagner des expérimentations sur tout ou partie des sites : connaissance des flux de polluants, structuration des filières longues, démarche de dialogue territoriale, accompagnement des agriculteurs, etc.

Ce réseau permettra à la Métropole de :

- Bénéficier de l'expérience de collectivités en matière de politique d'agriculture biologique ;
- Mieux cerner les outils existants pour développer l'agriculture biologique ;
- D'acquérir des références sur des travaux de recherche dans le domaine concerné ;
- D'être au courant de l'actualité de l'agriculture biologique en France (réglementation, dynamiques des filières, ....).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'adhésion au réseau « Territoires bio pilotes » de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique ;
- D'approuver les termes de la Charte d'adhésion ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183889-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Charte adhésion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - GEMAPI - Étude de la contribution des eaux souterraines aux crues de la Mosson - Convention de recherche et développement avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

L'étude sur le fonctionnement de l'hydro système karstique du Lez a permis de mettre en place un abaque de vigilance des crues du Lez. Cet abaque définit la relation entre le niveau de remplissage du système karstique, mesuré en temps réel à la source du Lez, et la réponse du bassin versant à une sollicitation pluvieuse. Il est notamment utilisé par le Service de Prévision des Crues Méditerranée Ouest (SPCMO) pour la vigilance crue du Lez.

Le bassin versant de la Mosson présente un fonctionnement comparable à celui du Lez. L'étude hydraulique globale du bassin versant de la Mosson réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole entre 2010 et 2012 a mis en évidence l'influence du niveau de remplissage du karst sur la formation des crues. On constate que, pour un même épisode pluvieux, le débit de pointe de la crue peut varier du simple au double en amont du bassin versant et être multiplié jusqu'à 1,7 fois sur les secteurs aval en fonction de l'état de saturation des sols.

L'action 2.3, intitulée « Développement du réseau de capteurs piézométriques », est inscrite au PAPI2 Lez, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. À travers cette action, il est proposé d'améliorer la prévision des crues sur le sous bassin versant de la Mosson par l'implantation de piézomètres complémentaires et la définition d'un abaque déterminant la relation entre la formation des crues de la Mosson et le niveau de saturation des sols. Par délibération n°M2019-351 en date du 25 juin 2019, le Conseil de Métropole a sollicité les aides financières correspondantes à travers le plan de financement inscrit au PAPI2 Lez.

Par délibération n°M2020-175 en date du 15 septembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de recherche et développement (R&D) avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) relative à contribution des eaux souterraines pour la formation des crues de la Mosson et du Coulazou. La durée prévisionnelle de ce programme est de 36 mois. La participation de la Métropole s'élève à 168 000 € HT.

Depuis le démarrage du projet de R&D en janvier 2021, les données collectées ne sont pas suffisantes pour poursuivre les études car il n'a pas été observé de pluies intenses, ni de crues significatives sur le bassin versant de la Mosson et du Coulazou. Les données ne permettent pas à ce jour d'étalonner les outils de modélisation du fonctionnement du karst Mosson-Coulazou. Il est donc proposé de modifier par avenant à la convention initiale, pour prolonger la durée de ce projet de recherche d'une année supplémentaire.

Il est également proposé de co-financer l'encadrement d'un stage de Master 2 à hauteur de 19 960 € HT avec le BRGM et Hydrosience Montpellier afin de poursuivre les acquisitions de données sur l'année 2022. La participation totale de la Métropole s'élèvera ainsi à un montant total de 183 968 € HT pour ce projet, soit une augmentation de 15 968 € par rapport à la convention initiale.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de recherche et développement avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) relative à contribution des eaux souterraines pour la formation des crues de la Mosson et du Coulazou ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183212-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant\_Conv Mosson3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - GEMAPI - Forum d'Information sur les Risques Majeurs 'IRISES' - Convention de partenariat entre Idéal Connaissances et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le contexte littoral, la forte densité de population, la géologie et le changement climatique rendent le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et plus largement le Département de l'Hérault spécialement vulnérable aux risques d'inondation, de submersion marine, de pénuries d'eau, de mouvements de terrain, etc. Certains d'entre eux sont intégrés dans les aménagements urbains notamment à travers le futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) et d'importants travaux de protection sont réalisés contre les inondations pour rendre le territoire communautaire le plus résilient possible face aux risques majeurs naturels. La culture du risque est également développée à tous les niveaux, chacun ayant un rôle à jouer en adoptant les bons comportements en cas d'épisode climatique majeur.

Aussi, afin de poursuivre ce « Tour de France des risques », Montpellier Méditerranée Métropole, après avoir été partenaire des Assises Nationales des Risques Naturels en mars 2019, a co-organisé avec Idéal Connaissances la 14<sup>ème</sup> édition du Forum d'Information Risques Majeurs - Les IRISES, les 9 et 10 février 2022 à Montpellier. Ce Forum est le rendez-vous incontournable des élus et des professionnels, notamment des agents de collectivités territoriales concernés par les problématiques gestion des risques majeurs. Cet événement s'est déroulé à l'Hôtel du Département autour d'un programme riche alternant tables rondes et ateliers réunissant des spécialistes et des experts, comme ceux du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), du Haut Comité Français pour la Résilience Nationale ou encore des journalistes.

Lors de cette édition 2022, Véronique NEGRET, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au Littoral, à la Prévention des risques majeurs et à la GEMAPI a reçu pour Montpellier Méditerranée Métropole le trophée IRISES sur le thème « *Faire face à l'augmentation des phénomènes extrême* » pour son outil Ville en Alerte. Cet outil innovant et performant pour la surveillance, l'anticipation et la gestion en temps réel du risque hydrologique, permet d'améliorer l'anticipation puis la gestion opérationnelle d'un événement pluvieux fréquent à extrême. Cet outil opérationnel est déployé auprès des 31 communes de la Métropole, des services de la Métropole, des services de l'Etat (Préfecture de l'Hérault, ...) et du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) 34. Cet outil est aussi innovant par son caractère évolutif. D'abord, il peut être élargi aux autres risques majeurs. Ensuite, capable d'intégrer les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) des communes, il sera un support précieux pour la construction d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde, dispositif imposé à la Métropole par la loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels (dite loi MATRAS). Enfin, duplicable à tous les territoires, il permettra une gestion de crise collaborative entre la Métropole et les autres EPCI.

Ce trophée représente une reconnaissance importante à l'échelle nationale pour le territoire, où les élus et les techniciens s'investissent depuis plus de 20 ans sur les risques majeurs notamment l'inondation, dans un contexte de changement climatique. Cette édition à portée nationale a réuni 360 participants avec la remise de 5 trophées IRISES.

Plus largement, la Métropole a été citée comme exemplaire pour la prise en compte du risque dans l'aménagement urbain, les outils de gestion de crise comme Ville en Alerte et comme le plus important gestionnaire de système d'endiguement de la Région Occitanie, avec la protection de Lattes comme référence nationale.

La Métropole a contribué à l'organisation générale de la manifestation et à sa communication. La Métropole apporte aussi un appui financier à hauteur de 12 000 € TTC, versé à Idéal Connaissances, pour la co-organisation l'événement. Pour ce faire, il est proposé une convention de partenariat.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Idéal Connaissances et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la participation financière de 12 000 € TTC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183227-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Foruem IRISES - convention de partenariat avec Idéal Co

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **ENVIRONNEMENT**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Cyril MEUNIER, Clothilde OLLIER

# Environnement - Stratégie de collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchet - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

## I – CONTEXTE

Montpellier Méditerranée Métropole exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, à la fois la compétence « *collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés* » (déjà exercée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004) et la compétence « *Propreté des espaces publics* ».

- **S'agissant de la prévention**, l'Agglomération de Montpellier a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA est actuellement en cours d'élaboration, avec pour objectif son adoption à la mi-2022 ;
- **S'agissant de la collecte**, elle est effectuée en régie ou dans le cadre de marchés de prestations de service selon les communes :
  - o La régie collecte 14 communes, soit plus de 80 000 habitants à partir de deux centres d'exploitation situés à Pignan à l'Ouest et à Vendargues à l'Est ;
  - o Les 17 autres communes (représentant un peu plus de 410 000 habitants) sont collectées par des sociétés privées dans le cadre de contrats de prestations de service ;
  - o La Métropole dispose également de **20 déchèteries** (ou Points Propreté) mises à disposition des habitants sur le territoire ;
- **S'agissant du traitement**, la filière de traitement des déchets ménagers et assimilés s'appuie aujourd'hui sur le centre de tri DEMETER, dont la capacité a été portée à 35 000 Tonnes (T), et sur l'unité de méthanisation AMÉTYST d'une capacité technique de 140 000 T d'OMR et 33 000 T de biodéchets ;
- **S'agissant de l'élimination des refus**, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Amétyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public.

### Contexte financier :

En 2020, les dépenses réalisées du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD) s'élevaient à 85,7 M€ en fonctionnement (dont 7,7 M€ liés à la masse salariale) et 12,1 M€ en investissement, soit un total de dépenses de 97,8 M€ pour une recette globale réalisée (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) + Redevance Spéciale + Co-financements) de 88,6 M€, ce qui a généré un déficit 11,2 M€ du SPGD, et donc conduit à décider de revaloriser le montant de la TEOM dès 2021 en le passant de 11,25% à 12,35%.

En conséquence, pour l'année 2021, les dépenses prévisionnelles consacrées au SPGD ont été limitées et fixées à 85 M€ (dont 7,7 M€ de masse salariale) et 11 M€ en investissement, soit un total de 96 M€, tandis que les recettes globales étaient désormais budgétées à 95,5 M€ (en lien avec la progression du taux de TEOM) permettant de revenir à un équilibre prévisionnel budgétaire en 2021 concernant le SPGD.

Pour l'année 2022, il est inscrit au budget général de la Métropole, un montant prévisionnel de dépenses de 90,1 M€ en fonctionnement (dont 8 M€ liés à la masse salariale) et de 10,7 M€ en investissement, soit un total de dépenses de 100,8 M€, en cohérence avec la poursuite des missions existante du SPGD et aussi la montée en puissance de la stratégie Zéro Déchet. Les recettes prévisionnelles sont estimées à 98,4 M€.

Le coût global de gestion des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole représentait en 2020 un coût aidé (= coût technique moins les soutiens apportés par les éco-organismes) évalué à 188 € TTC/habitant selon les dernières études menées (pour une moyenne nationale à 106 € TTC/habitant, selon les données 2018 des SPDG des collectivités de la Métropole compilées par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Sans évolution majeure de la politique de gestion des déchets, Montpellier Méditerranée Métropole devrait faire face à une forte augmentation du coût du service d'ici la fin du mandat, en tenant compte de l'évolution des coûts des contrats de collecte, de la séparation des flux, de l'extension des filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP), de l'évolution du coût de traitement des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR), des tonnages à éliminer du fait du « *Socle Commun* », de l'augmentation de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) et aussi de la progression de la population de la Métropole. Un nouvel effet ciseau entre dépenses et recettes est donc à prévoir. Si l'on veut éviter de recourir à nouveau au levier fiscal, la mise en place d'une stratégie Zéro déchet est donc une nécessité absolue, tant d'ailleurs pour des raisons environnementales que financières. Le plan d'actions développé ci-après est la traduction de cette nouvelle stratégie.

### Contexte réglementaire :

- **La loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte (TECV) du 18 août 2015** encourage la lutte contre les gaspillages, la réduction des déchets à la source, leur tri et leur valorisation et prévoit, pour ce qui concerne le volet déchets, de réduire de 50 % la quantité de déchets mis en décharge à l'horizon 2025 et découpler progressivement la croissance économique et la consommation matières premières ;
- Dans le prolongement de cette loi, **le décret n° 2016-288 du 10 mars 2016, dit décret 5 flux**, fait obligation aux producteurs et détenteurs de déchets (entreprises, commerces, administrations...) de trier à la source 5 flux de déchets : papier/carton, métal, plastique, verre, bois, afin de favoriser la valorisation de ces matières. Un point spécifique est porté aux déchets de papiers de bureau ;
- **Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets**, approuvé en novembre 2019, retranscrit les objectifs nationaux de la loi TECV à l'échelle du territoire de la Région Occitanie, dans le cadre de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Au regard de ces objectifs, le plan conclut ainsi pour les installations de traitement que :
  - La Région est en situation d'excédent de capacités de stockage et autorise les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) qui le souhaitent à couvrir leur département d'implantation et les départements voisins ;
  - La capacité régionale actuelle d'incinération est suffisante et ne pourra pas augmenter ;
- **La Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC)** transpose au niveau national le paquet économie circulaire de l'Union Européenne adopté au printemps 2018, qui demande aux pays de l'UE de mettre en place le tri à la source des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023 ;
- Complémentairement, la loi AGEC précitée ainsi que **le projet de « socle commun » relatif aux Matières Fertilisantes et Supports de Culture**, actuellement en cours de discussion entre les pouvoirs publics et les parties prenantes, impacteront fortement la filière de valorisation organique des déchets de la Métropole en prohibant, au regard du processus actuel de l'unité Ametyst, la production de compost à partir des OMR dans un délai compris entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026 au plus tard.

## II – ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le défi que représente la gestion des déchets au niveau national sur le plan écologique et climatique, et particulièrement pour le territoire de la Métropole, dans un contexte réglementaire et financier contraint, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés, et en corrélation avec le plan climat air énergie territorial (PCAET).

L'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Complémentairement, les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie, particulièrement proactive et à la mesure de l'importance du sujet, vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Amétyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) devront intégrer les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

En développant cette feuille de route Zéro Déchet, Montpellier Méditerranée Métropole se saisit d'un sujet impactant directement les comportements et le quotidien de chaque usager, et s'oriente vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets, seule soutenable à court, moyen et long terme.

Cette stratégie repose ainsi sur quatre objectifs politiques forts, sans hiérarchie et qui se complètent les uns les autres ; ils se déclinent ensuite en cent objectifs opérationnels :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

#### **OBJECTIF POLITIQUE 1 :**

##### **Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables**

La stratégie Zéro Déchet de la Métropole recouvre tous les aspects du SPGD, de la collecte de ceux-ci à leur valorisation finale. Il apparaît ainsi primordial, dans le cadre de cette nouvelle orientation de la gestion de déchets et face aux contraintes réglementaires et financières, de rechercher les pistes de rationalisation des coûts au travers de l'optimisation de la collecte et d'une captation des flux valorisables plus efficiente (tri sélectif, biodéchets, verre, textiles...). Cette rationalisation pourra éventuellement permettre de réorienter, en une boucle vertueuse, une partie des dépenses vers la prévention et l'économie circulaire, les pendants de cette stratégie Zéro Déchet.

Cela passe, de prime abord, par la redéfinition du périmètre réglementaire et opérationnel du SPGD, puis par l'accroissement de la collecte des flux valorisables, ainsi que par l'impulsion d'une véritable stratégie biodéchets, soutenus par une amélioration des outils métiers.

### **1.1. Définir le périmètre du service public et le coût maximal supportable par la collectivité**

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la collectivité a compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages. Le SPGD peut prendre en charge, sans qu'il s'agisse pour autant d'une obligation réglementaire, d'autres déchets qui n'entraînent pas de « *sujétions particulières* » (article L.2224-14 CGCT), à savoir :

- Les déchets générés par les services de la collectivité ;
- Les déchets des activités économiques, à condition que la collectivité les juge « *assimilables aux ordures ménagères* ».

Dès lors, il apparaît nécessaire de clarifier les limites d'intervention du SPGD au regard du durcissement de la réglementation pour les collectivités en matière de prévention et de gestion des déchets. S'agissant notamment des Déchets d'Activités Economiques (DAE), la filière de traitement de la Métropole ne permet pas aux entreprises et acteurs économiques producteurs de déchets de répondre aux objectifs réglementaires qui s'imposent à eux, tel que le décret 5 flux. Il convient dès lors qu'ils puissent s'orienter vers des opérateurs privés disposant de filières externalisées et proposant des offres commerciales financièrement attractives.

De plus, la redéfinition du périmètre du service public et la maîtrise des coûts liée impliquent une redéfinition des fréquences et des modes de collectes : malgré un premier rapprochement des niveaux de service dans le cadre des contrats en cours, il subsiste encore des disparités sur le territoire de la Métropole, qu'il conviendra de rationaliser encore en vue d'une meilleure efficience.

Il est ainsi proposé de :

- o Réexaminer le périmètre réglementaire de l'intervention de la Métropole ;
- o Réexaminer les modalités de la collecte des Déchets d'Activités Economiques (DAE) hors champ des déchets ménagers assimilés dans toutes les zones, y compris les centres commerciaux (avec maintien de la collecte des déchets des ménages résidant dans ces zones) ;
- o Rationaliser la collecte des Déchets d'Activités Economiques (DAE) hors des zones (commerces de proximité, commerces de centre-ville) selon les mêmes critères de définition des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) et dans le respect du décret 5 flux ;
- o Etudier les conditions de déploiement de la Redevance Spéciale aux producteurs de déchets ménagers assimilés sur la base de l'application du seuil à 1 100 litres par semaine ;
- o Faire évoluer dans les centres anciens des communes les fréquences de collecte OMR et les pratiques qui ne répondent plus aux exigences d'hygiène et de sécurité au travail pour les agents de collecte, au profit d'une généralisation du déploiement des Points d'Apport Volontaire (PAV) à l'horizon 2024 ;
- o Faire évoluer les fréquences et les modalités de collecte des différents flux de déchets sur la ville centre en les adaptant aux typologies d'habitat ;
- o Etudier l'évolution de la collecte des encombrants par une harmonisation des systèmes actuels et par le développement de nouveaux systèmes de proximité permettant d'assurer la collecte préservante des encombrants ;
- o Prendre en compte la mise en place de la Zone à Faible Emission (ZFE) dans le renouvellement des différents marchés de prestations (collecte, gestion des déchèteries, évacuation et transport des flux...), dans les investissements propres à la Métropole, en intégrant son impact sur le coût global du service.

### **1.2. Accroître de manière substantielle la collecte sélective des flux valorisables**

A la suite de la mise en place de l'Extension des Consignes de Tri (ECT) en 2019 dans le cadre de la modernisation du centre de tri DEMETER, la captation et la valorisation des déchets recyclables est un point essentiel de la politique de réduction des déchets de la Métropole.

La simplification du geste de tri ayant étendu les consignes de tri à de nouveaux emballages qui n'étaient pas recyclés jusqu'alors (films alimentaires, pots, barquettes...) a entraîné, auprès des usagers, un brouillage de sa bonne compréhension, se caractérisant par une augmentation sensible des erreurs et refus de tri au sein de DEMETER.

Il convient donc de mettre en œuvre toutes les actions visant à assurer la meilleure valorisation possible des flux de déchets recyclables pour tendre vers un objectif de zéro refus. Il s'avère nécessaire de repenser une stratégie de communication qui devra être déclinée de manière opérationnelle auprès de tous les usagers (cf. infra 3.2.), et de faciliter l'accès aux équipements de collecte, par un maillage territorial plus adapté des outils de collecte, favorable à une meilleure captation de ces flux.

Pour augmenter significativement la collecte de ces flux et encourager le geste de tri dans le respect des réglementations, tout en garantissant l'efficacité et l'efficacite de la collecte, il est ainsi propose de :

- o Augmenter l'implantation de nouveaux Points d'Apport Volontaire plus attractifs et mieux pensés et optimiser les fréquences de collecte pour favoriser les performances du tri sélectif, du verre, des biodéchets et des textiles ;
- o Améliorer la qualité du service en confiant les prestations de collecte des PAV à des opérateurs privés, en leur attribuant également les prestations de nettoyage ;
- o Faire assurer par les titulaires des contrats l'ensemble de prestations de gestion des PAV, sur tout le territoire de la Métropole, y compris le nettoyage des abords après chaque collecte (balayage des épissures, petits dépôts sauvages) ;
- o Questionner l'esthétique (forme/couleur/messages) et la localisation (répartition/emplacements) des PAV existants ;
- o Supprimer les sacs jaunes subsistants dans les centres anciens et les faubourgs, puis les remplacer par des bacs jaunes ou des PAV ;
- o Intensifier dans les secteurs d'habitat dense et collectif, dans lesquels encore aujourd'hui, les équipements mis à disposition des usagers sont insuffisants, les fréquences de collecte du tri sélectif afin de favoriser les bonnes pratiques ;
- o Accompagner les professionnels (commerces, restaurants...) à la bonne appréhension de leurs obligations réglementaires issues du décret 5 flux et à la mise en place, en lien avec les opérateurs privés, de solutions techniques appropriées de collecte séparative (OMR, tri sélectif, verre, biodéchets...) ;
- o Améliorer les procédures de contrôles systématiques de la qualité du tri sélectif pour améliorer et encourager un meilleur tri, et former en continu les agents de collecte (Métropole et prestataires) à ces pratiques.

### **1.3. Impulser une véritable stratégie biodéchets et en fixer la temporalité**

Tel que précédemment annoncé, la captation et la valorisation des biodéchets constituent un enjeu majeur et prioritaire de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole. Actuellement, ces biodéchets alimentaires (définis comme tout déchet biodégradable de cuisine ou de table), et petit déchet de jardin, issu notamment des ménages, des établissements de restauration collective, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail restent encore trop souvent mélangés aux déchets résiduels non triés (poubelle « grise ») et constitue un coût supplémentaire de transport, de traitement et d'élimination. Sur le territoire de la Métropole, la fraction maximale de ces biodéchets captables est actuellement évaluée entre 40 et 60kg/hab/an en fonction des typologies d'habitat et des moyens déployés (collecte en porte à porte, points d'apport volontaire, compostage individuel ou de proximité...).

Afin de détourner ces biodéchets de la poubelle grise, et d'anticiper l'obligation réglementaire de la généralisation du tri à la source des biodéchets en 2025, la Métropole va développer une politique de rupture et proactive, en vue de la captation et de la valorisation de ces biodéchets, en développant une pluralité de moyens de collecte à disposition des usagers, et en privilégiant le recours massif au compostage sur des zones plus rurales de la Métropole.

Il convient en effet de tout mettre en œuvre pour favoriser le retour au sol des biodéchets, sous forme de compost et autres matières organiques tel que les broyats de déchets verts (cf. infra 2.3. et 2.4.), qui contribuent au maintien de la fertilité des sols sans utilisation d'intrants chimiques, de lutte contre l'érosion et permettent de répondre aux problématiques de préservation des terres et d'accompagnement à la transition agro-écologique, en cohérence avec les démarches relatives au PCAET et au PAT.

Il convient donc d'impulser un nouvel élan décisif à cette stratégie biodéchet, et de réconcilier la Métropole avec la collecte du biodéchet en mettant en œuvre les moyens suivants :

- o Redynamiser la collecte en porte à porte des biodéchets en lien avec la stratégie de communication, accompagnée par des évolutions opérationnelles : changement de bacs - format, couleur ;
- o Pérenniser la collecte des biodéchets en favorisant les bonnes pratiques par une adaptation des fréquences de collecte à la saisonnalité (fréquences estivales bi-hebdomadaires) ;
- o Compléter l'offre de service en déployant de manière complémentaire la collecte du biodéchet partout où cela sera nécessaire, notamment sur les centres anciens ou l'habitat collectif, par la mise en place de Points d'Apport Volontaire et/ou bacs ;
- o Optimiser les coûts de collecte en privilégiant une collecte en PAV sur les zones d'habitat pavillonnaire et/ou rural et en développant le recours massif au compostage sous toutes ses formes ;



- o De façon complémentaire, et toujours dans le souci d'offrir une pluralité d'outils à disposition des usagers, promouvoir et développer sur l'ensemble du territoire le compostage de proximité sous toutes ses formes (individuels, résidences, quartiers, établissements, entreprises) ;
- o Développer la distribution et l'usage des bio-seaux ajourés avec utilisation de sachets krafts ;
- o Rappeler et contrôler la consigne de non-mélange des déchets verts avec le biodéchet alimentaire (de cuisine et de table) ;
- o Augmenter la captation des biodéchets en favorisant leur collecte dans la restauration collective (restaurants scolaires, restaurants universitaires, hôpitaux, maisons de retraite, prisons, etc.) en proposant une collecte en C2 ;
- o Accompagner les professionnels (restaurants, commerçants...) dans la connaissance de leurs obligations réglementaires en rappelant et contrôlant l'obligation de la présentation des biodéchets (en cas de mise en place de service public Métropole) et du tri à la source ;
- o Porter un objectif Zéro Déchet sur les marchés alimentaires et privilégier le développement d'une collecte en bacs des biodéchets.

#### **1.4. Valoriser la remontée des informations et des données métier, pour l'amélioration de l'efficacité du service**

Afin de mieux analyser la gestion des déchets et d'apporter une aide réelle à la décision publique, il est essentiel de mettre en place une stratégie de valorisation de la donnée au profit de technologies innovantes et performantes, particulièrement au sein du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole « *Métropole French Tech* » et acteur majeur de l'innovation et des nouvelles technologies.

En effet, la mutualisation des outils et données métiers est essentielle afin d'accroître la performance du service, d'analyser l'efficacité du maillage de notre parc de contenants et d'améliorer la planification des tournées afin de rationaliser les coûts opérationnels.

Il s'agit ainsi tout particulièrement pour la Métropole de :

- o Développer et valoriser les acquisitions des objets connectés aujourd'hui disponibles dans le secteur des déchets (PAV, GPS, composteurs) ... ;
- o Signaler et enregistrer les erreurs de tri sur les tournées grâce à la localisation GPS et à des outils adaptés ;
- o Rendre les outils métier interopérables en terme de gestion (tournées, équipements, patrimoine, doléances, ...) ;
- o Structurer et analyser les données métier afin qu'elles deviennent des outils d'aide à la décision pour les choix stratégiques et opérationnels (smart data).

#### **OBJECTIF POLITIQUE 2 :**

**Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement**

Dans la perspective de réduction des tonnages de refus, dont l'élimination grève fortement le coût du SPGD et dans le cadre de la montée en puissance de la collecte des biodéchets, du renforcement de la collecte sélective et de l'intégration d'un objectif d'économie circulaire et de réemploi à l'échelle du territoire métropolitain, l'amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement constitue un enjeu majeur.

L'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi de proposer des solutions adaptées à chaque flux de déchet, en préconisant le réemploi ou la valorisation et/ou en déterminant des exutoires locaux appropriés. Cette démarche doit utilement être menée en collaboration avec les collectivités limitrophes dans l'objectif d'optimiser les solidarités locales pour une gestion vertueuse des déchets.

## **2.1. Poursuite de la réhabilitation des déchèteries (Points Propreté) en les adaptant à la nouvelle stratégie déchets**

Le parc des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole est composé de 20 installations, qui constitue l'un des réseaux les plus denses du territoire national au regard du nombre d'habitants. Nombre des équipements datent de plus de vingt ans et offrent un niveau de qualité dégradé. Un programme pluriannuel de modernisation des installations a été adopté en février 2016 ayant pour objectif principal d'assurer la conformité technique réglementaire, d'améliorer la sécurité des usagers lors des opérations de vidage et d'améliorer la signalétique. Fin 2022, 10 installations auront ainsi été réhabilitées.

Face aux récentes évolutions réglementaires issues notamment de la loi AGEC, il convient de réinterroger le fonctionnement du service en recherchant l'optimisation de la valorisation et la recherche d'économie. Il s'agit dans ce cadre d'analyser le dimensionnement du service des déchèteries, en intégrant les espaces de réemploi et le développement des filières de Responsabilité Elargie des Producteurs (REP), dans le but d'optimiser la captation des flux des marchandises et de matières réutilisables ou recyclables. Un audit externe est en cours de préparation en ce sens et devra permettre d'établir pour les années à venir, une nouvelle planification des installations prenant en compte l'évolution de leur environnement, leur répartition géographique en fonction des bassins de population et de la fréquentation des usagers.

Complémentairement, il convient d'envisager l'évolution des conditions d'accès et mettre en œuvre des dispositifs opérants de contrôle au bénéfice des seuls ayant-droit du territoire. Parallèlement, de nouvelles conditions d'admission tarifées des professionnels dans les déchèteries seront étudiées. Enfin, la formation des agents d'accueil sera améliorée en vue de favoriser le réemploi/recyclage et le déploiement des nouvelles filières REP afin de mieux accompagner l'utilisateur dans son « *parcours déchèteries* ».

La Métropole souhaite ainsi :

- o Arbitrer l'évolution des équipements en lien avec le maillage du territoire (réhabilitations, déplacements, mutualisations) ;
- o Mettre en œuvre des dispositifs opérants de contrôle d'accès aux installations aux ayant-droit (barrières, badges, contrôles automatisés par vidéo) ;
- o Etudier de nouvelles conditions d'admission (techniques et tarifaires) des professionnels dans les déchèteries ;
- o Mettre en place de nouveaux agencements et équipements, et former les agents d'accueil en vue de favoriser le réemploi/recyclage et les nouvelles filières REP, en parallèle du développement du réseau de ressourceries ;
- o Accompagner l'utilisateur dans son parcours déchèteries, en proposant un itinéraire valorisant le réemployable dès l'entrée des sites (encombrants, électroménager...).

## **2.2. Amélioration de la qualité des collectes sélectives des déchets ménagers recyclables secs hors verre**

Au terme de deux premières années, le bilan tiré de l'extension des consignes de tri montre toutefois un déficit dans l'atteinte des performances attendues et une augmentation sensible du taux des refus qui est passé de 25% à 30%, dépassant même régulièrement cette valeur. Ce taux de refus des collectes obère fortement la capacité d'accueil du centre de tri Déméter, dimensionné à hauteur de 35 000 tonnes par an. Il convient donc de diminuer les refus afin d'optimiser l'installation existante.

Toutefois, compte tenu de la croissance démographique du territoire et de la stratégie affichée d'augmentation de la captation des flux, ainsi que des délais d'instruction et de réalisation de tels équipements, il convient d'envisager à court terme le lancement des études préalables à la création future d'un second centre de tri en lien et avec les intercommunalités mitoyennes.

Il est ainsi envisagé :

- o D'optimiser la capacité du centre de tri Déméter en diminuant fortement le taux de refus ;
- o D'étudier la faisabilité de la séparation du flux de papier/journaux à collecter en Point d'Apport Volontaire et à associer à une filière de préparation appropriée ;
- o D'étudier la création d'un second centre de tri en lien avec l'augmentation de la captation des flux, après analyse des opportunités de mutualisation avec d'autres intercommunalités.

### **2.3. Définition du nouveau mode d'exploitation de l'unité Amétyst en tenant compte de sa mutation**

De façon complémentaire à l'intensification de la démarche de sensibilisation pour mieux valoriser le compostage des biodéchets ainsi que leur collecte, il convient de poursuivre la transformation de l'unité Amétyst. Celle-ci demeure une étape importante dans le choix de Montpellier Méditerranée Métropole de pratiquer une économie circulaire afin de limiter le gaspillage des ressources et l'impact environnemental.

La « *ligne verte* » de production dédiée de compost de biodéchets a été créée au sein de l'usine en 2021, afin de produire un compost de qualité, conforme à l'évolution en cours de la réglementation. Cette ligne pourra être optimisée par la phase de méthanisation de ces biodéchets, dès lors que ceux-ci représenteront entre 6 000 et 8 000 tonnes à leur arrivée à Amétyst, permettant de les valoriser en sus par la production d'énergie.

Le renouvellement du contrat d'exploitation au 1<sup>er</sup> janvier 2025 devra ainsi prendre en compte l'augmentation des tonnages des biodéchets et la diminution de la quantité des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) traitées dans la perspective de la mise en œuvre de la loi AGECE et du « *socle commun* » qui, compte tenu de process actuel de l'installation, proscrivent à court terme la production de compost à partir d'OMR, entraînant des coûts supplémentaires d'élimination.

Il convient ainsi pour la Métropole de :

- o Ligne OMR : diminuer significativement la quantité des OMR traitées pour assurer la gestion de l'élimination des matières organiques selon les prescriptions de la loi AGECE et du « *socle commun* » (interdiction des composts issus du tri mécano-biologique des déchets) ;
- o Ligne Biodéchets purs : développer la « *ligne verte* » biodéchets de compostage dans la perspective du retour au sol en proximité et du démarrage de la ligne de méthanisation des biodéchets pour la production d'énergie ;
- o Prendre en compte les contraintes de renouvellement des équipements existants ;
- o Définir le mode de valorisation de l'énergie.

### **2.4. Définition d'une stratégie locale de valorisation des déchets verts et biodéchets**

Dans la continuité d'un cycle vertueux de captation des biodéchets, la valorisation ultime des déchets verts et biodéchets est un enjeu clé de la M2tropole. La filière de traitement des déchets verts de Montpellier Méditerranée Métropole est aujourd'hui structurée autour de deux exutoires, à l'Ouest du territoire, à Pignan (géré dans le cadre d'un marché public de prestations de service) ; et à l'Est du territoire, la plateforme de Grammont dont l'exploitation est désormais confiée à un opérateur privé dans le cadre d'un nouveau marché de prestations de services.

L'utilisation des composts contribue, outre ses fonctions d'amendement des sols, à la captation du carbone (initiative « *4 pour 1000* ») : il convient d'engager des coopérations avec le monde agricole et de déterminer des exutoires locaux, y compris sur l'espace public, pour la récupération des déchets verts et la valorisation des composts, et limiter le tourisme des déchets.

Afin de parfaire le maillage des installations, il s'agit également de porter la création de plateformes de compostage sur un territoire élargi aux intercommunalités mitoyennes qui permettra de développer les possibilités de synergies de récupération et valorisation des biodéchets.

Complémentairement, l'usage d'un broyeur mobile favorisera le développement d'un service de proximité pour la valorisation des déchets verts des particuliers.

Il s'agit ainsi pour la Métropole de :

- o Optimiser la gestion de la plateforme de broyage de déchets verts de Grammont dans le cadre du nouveau marché d'exploitation et développer l'usage d'un broyeur mobile ;
- o Porter la création d'un maillage de plusieurs plateformes de compostage, sur le territoire ou éventuellement en mutualisation avec d'autres collectivités ;
- o Engager des coopérations avec le monde agricole pour la récupération des déchets verts et autres matières organiques ;
- o Limiter le tourisme des déchets en déterminant des exutoires locaux (Métropole et territoires limitrophes) en vue de la valorisation du compost et autres matières organiques.

## **2.5. Faire évoluer et adapter la filière permettant d'assurer la continuité de la gestion des déchets ultimes**

Les marchés conclus en 2019 pour le transport et l'élimination des refus issus des unités de traitement, répartis selon quatre lots, arrivent à échéance au 30 juin 2023 pour l'un (lot n°3) et au 30 novembre 2023 pour les 3 autres (lots n°1, n°2 et n°4). Ils constituent par ailleurs l'une des principales charges du service de gestion et d'élimination des déchets. Afin d'assurer la continuité du service, il convient de préparer l'attribution des futurs contrats et lancer une nouvelle consultation d'entreprises.

Le Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets adopté en novembre 2019, intégrant les objectifs nationaux de réduction des déchets fixés par la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte de réduction de 30% les quantités de déchets enfouis en 2020 et 50 % en 2025, considère que les capacités de stockage à l'horizon 2030 sont excédentaires et que les capacités de valorisation énergétique sont suffisantes.

C'est dans ce cadre contraint qu'il convient de définir le périmètre des nouveaux contrats à renouveler en 2023 en intégrant les principes vertueux de proximité et de hiérarchisation des modes de traitement priorisant les possibilités de valorisation, afin d'éviter le plus possible le tourisme des déchets et leur charroi vers des centres de stockage éloignés au profit d'installations de valorisation énergétique plus proches.

Il s'agit ainsi de :

- o Définir le périmètre des contrats de gestion des marchés de transport et d'élimination des déchets ultimes dans le cadre du renouvellement des contrats à horizon 2023 (notamment éviter l'envoi de déchets sur des centres éloignés) ;
- o Etudier toutes les possibilités de synergies avec d'autres EPCI (notamment récupération de biodéchets sur certaines intercommunalités voisines en contrepartie de la prise en charge de refus de la Métropole) qui constitueraient la seule possibilité de réduire les coûts pour lesquels le contexte général laisse présager une nouvelle hausse significative.

### **OBJECTIF POLITIQUE 3 :**

**Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement**

L'urgence écologique et climatique, ainsi que l'augmentation importante et régulière des coûts de traitement des déchets ultimes, nécessitent aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets.

Les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et régionale (Plan Régional de prévention et de gestion des déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse de prévention, de sensibilisation et d'incitation qui s'insère parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements.

## **3.1. Définir et mettre en œuvre la nouvelle stratégie d'information et de communication Plan Zéro Déchet**

Afin de promouvoir la politique Zéro Déchet, Montpellier Méditerranée Métropole doit repenser sa façon de communiquer sur la thématique de la prévention et de la gestion des déchets.

Il est donc nécessaire de définir et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de communication, d'information et de sensibilisation auprès de tous les usagers, pour donner aux citoyens et acteurs du territoire l'accès à une information claire, lisible et hiérarchisée, mettant la prévention et l'économie circulaire au cœur de la communication sur les déchets.

Il s'agit ainsi de :

- o Mettre en place une stratégie pluriannuelle de communication et sensibilisation autour de la réduction des déchets et de la responsabilisation citoyenne ;
- o Valoriser les actions portées dans le cadre des différents plans et schémas établis et politiques publiques menées ;

- o Rendre visible et médiatiser la politique Zéro Déchet dans tous les médias, évènements, manifestations, festivals..., et vérifier l'application de la charte environnementale ;
- o Rendre accessible de manière opérationnelle l'information auprès des usagers (onglet dédié sur le site internet, tuto en ligne, QR code sur les PAV, promotion des outils existants) ;
- o Communiquer par tous les moyens auprès des usagers sur la politique métropolitaine du Zéro Déchet (site internet, applications, réseaux sociaux, flyers, panneaux, ...).

### **3.2 Poursuivre le développement de la politique de tri et de prévention des déchets**

La politique de tri et de prévention des déchets de la Métropole souhaite cibler largement la société civile (habitants, scolaires, consommateurs, commerçants, entreprises, associations, etc...).

Un nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés est en cours d'élaboration (2022- 2025) avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire. Il permettra de planifier des actions opérationnelles pour réduire les déchets à la source. En parallèle, le développement des actions de tri sera poursuivi auprès de l'ensemble des cibles.

Il convient donc de :

- o Poursuivre l'élaboration, puis mettre en œuvre et animer le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) ;
- o Orienter le comportement des habitants vers la prévention par tous les moyens (actions en porte-à-porte, animations, ateliers grand public, stands...) et le tri à la source des flux recyclables et valorisables (verre, tri sélectif, biodéchets) ;
- o Accompagner les actions de tri et de prévention dans l'habitat collectif (en lien avec les bailleurs et les syndics) ;
- o Développer massivement les interventions auprès des publics scolaires et jeunes (partenariats DASEN, Rectorat, Université, Grandes Ecoles...) ;
- o Développer des parcours pédagogiques diversifiés pour les habitants dans les différents lieux accueillant du public, en lien avec l'Ecolothèque (DEMETER, ressourceries, ...) ;
- o Accompagner les consommateurs et les commerces vers un changement de mode de consommation plus responsable (consigne, vrac, emballages réutilisables, textiles, hygiène durable...), en vue du zéro plastique et du zéro jetable ;
- o Sensibiliser au tri et à la collecte séparative dans les commerces et les restaurants (biodéchets, verre, cartons) ;
- o Travailler à la continuité du geste de tri hors foyer dans les entreprises, les établissements, les associations et dans l'espace public en cohérence avec les évolutions réglementaires ;
- o Travailler les synergies concernant le gaspillage alimentaire avec le Pôle Biodiversité, Paysages, Agroécologie et Alimentation.

### **3.3. Etre un territoire exemplaire**

A l'échelle de la collectivité, l'éco-exemplarité est devenue indispensable pour gagner en légitimité auprès de l'ensemble des acteurs à impliquer. L'administration et les bâtiments publics de la Métropole, de par leur fonctionnement, produisent une quantité de déchets non négligeables. Il est de la responsabilité de la collectivité d'être exemplaire dans le tri et la réduction de ses propres déchets. De la sensibilisation des agents et des élus à la continuité du geste de tri hors foyer, en passant par les achats durables et la commande publique responsable, les 31 communes doivent se mobiliser sur ces actions.

Il s'agit ainsi pour l'ensemble des collectivités de :

- o Être exemplaire au sein de l'administration et des bâtiments publics dans le tri et la réduction des déchets en appliquant le zéro plastique/zéro jetable pour les agents et le public ;
- o Diffuser et appliquer au sein des institutions et des administrations la charte de l'évènementiel écoresponsable (y compris pour les manifestations et évènements protocolaires) ;
- o Soutenir l'achat responsable concernant les objets promotionnels de la Métropole et dans les communes ;
- o Contribuer à mettre en œuvre une commande publique responsable et durable (SPASER) dans la passation des marchés publics, en lien avec le pôle en charge de la commande publique ;
- o Former les agents publics métropolitains et municipaux au Zéro Déchet ;
- o Assurer la mise en œuvre du geste de tri hors foyer (espaces publics, bâtiments publics...) ;
- o Développer des partenariats avec de grands clubs sportifs, vecteurs d'image auprès du public, sur le tri et l'éco-consommation (gobelets réutilisables, zéro plastique/zéro jetable...) ;

- o Mettre en place une politique d'éco-exemplarité dans les établissements culturels, les événements artistiques et les festivals.

### **3.4. Responsabiliser l'usager en instaurant une tarification incitative des déchets**

Dans le cadre d'une politique proactive de gestion des déchets, et dans un contexte financier et réglementaire de plus en plus contraint, la mise en œuvre d'une tarification incitative des déchets est un levier majeur de responsabilisation des usagers et de changement de comportement vertueux en incitant à limiter la production de déchets, et à mieux trier.

Actuellement, la TEOM est calculée notamment sur la base de la valeur locative des logements. La Tarification Incitative permettra de rendre le financement du service plus équitable en facturant l'usager en fonction de sa production de déchets.

Le déploiement d'une tarification incitative des déchets a fait l'objet d'une étude prospective lancée fin 2020, analysant les scénarios pour Montpellier Méditerranée Métropole de mise en place d'une Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative (TEOMI) ou d'une Redevance Incitative (RI).

Il s'agit ainsi de :

- o Arbitrer le mode de Tarification Incitative à mettre en œuvre (TEOMI ou REOMI) en tenant compte des enjeux économiques, sociaux et techniques, et fixer, suivant l'arbitrage donné, le calendrier de déploiement de la TI avec les moyens réglementaires, techniques adéquats et les ressources humaines appropriées ;
- o Etablir la base de données usager indispensable à la mise en place d'une tarification incitative puis en assurer la gestion ;
- o Equiper les bacs et les bennes à ordures ménagères de moyens d'identification et de géolocalisation constituant un « *compteur à déchets* » afin de permettre la facturation des usagers concernés ;
- o Expérimenter la tarification incitative selon le mode retenu avant de la déployer à toute la Métropole (zone test, année de facturation à blanc ...) ;
- o Bâtir un plan de communication proactif autour de la maîtrise des coûts collectifs et individuels et de la responsabilisation de chacun, corollaire indispensable afin de fédérer et d'impliquer les usagers dans le processus de tarification incitative.

### **3.5. Contribuer à l'application de la réglementation et à la verbalisation**

Pour contribuer à l'efficacité de la politique de prévention, de communication et de sensibilisation au geste de tri, au terme d'une phase d'information et de communication préalable, il convient d'envisager l'accompagnement de la prévention par des dispositifs coercitifs adaptés.

Il s'agit ainsi pour la Métropole de :

- o Développer des outils juridiques dissuasifs contre les incivilités (non-respect des règles de collecte, dépôts sauvages qui seront qualifiés de délinquance environnementale, incivilités, ...) qui entachent l'image de l'espace public et nuisent aux performances de valorisation des flux de déchets ;
- o Accentuer le constat et la verbalisation des dépôts sauvages et en facturer les frais d'enlèvement ;
- o Développer l'usage de la vidéosurveillance pour traquer la délinquance environnementale, notamment pour les dépôts illicites d'encombrants sur l'espace public et les intrusions dans les déchèteries ;
- o Etudier la création d'une police de l'environnement métropolitaine en lien avec les communes et/ou favoriser un élargissement des missions de la Brigade Propreté Incivilités (BPI) déjà instaurée par la ville de Montpellier ;
- o Initier avec la Chambre du Commerce et de l'Industrie une dynamique en vue de l'information des professionnels sur leurs obligations réglementaires (et notamment le décret 5 flux), afin d'assurer la meilleure valorisation possible des déchets d'activités économiques.

## OBJECTIF POLITIQUE 4

### Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer

Le développement de l'économie circulaire est le corollaire incontournable d'une politique Zéro Déchet. Inspirée des écosystèmes naturels, l'économie circulaire est définie par l'ADEME comme « *un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits, vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement, tout en développant le bien-être des individus* ».

Il s'agit de passer d'une économie linéaire de prélèvement des ressources et de production des déchets à une économie circulaire préservant la consommation des ressources, limitant la production de déchets par le biais du réemploi et de la réutilisation, et générant des emplois non délocalisables.

Déployer une politique Zéro Déchet sur le territoire métropolitain suppose de développer des alternatives locales en termes de réemploi, de promouvoir l'écoconception et d'encourager l'écoconsommation.

#### **4.1. Définir la stratégie globale de la politique d'économie circulaire dans la Métropole et bâtir des coopérations intercommunales**

Pour se saisir des opportunités de transition vers l'économie circulaire, Montpellier Méditerranée Métropole doit se doter d'une stratégie globale et d'outils de pilotage adaptés au territoire. Il s'agit de constituer une déclinaison opérationnelle du triptyque « *environnement, économie, social* » du développement durable.

Sur le principe de l'amélioration continue, la Métropole souhaite ainsi s'engager dans une démarche de structuration de ses actions en faveur de l'économie circulaire.

Il convient donc de :

- o Développer et coordonner dans tous les domaines d'intervention de la Métropole une démarche transversale d'économie circulaire, en intégrant l'ensemble des politiques publiques ;
- o Etablir un document de planification pour localiser les sites dédiés aux projets vertueux d'écoconsommation, de réemploi, de réutilisation et identifier les montages juridiques intégrant la problématique bâtementaire et foncière ;
- o Définir une offre de service commune (Métropole, ADEME, Région...) pour les porteurs de projets d'économie circulaire ;
- o Coordonner, animer, et évaluer le déploiement de la politique d'économie circulaire en termes de développement du territoire et son impact sur le Service Public de Gestion des Déchets.

#### **4.2. Identifier et développer les filières à enjeux 5R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner)**

L'économie circulaire qui vise à passer d'une société du tout jetable, basé sur une économie linéaire (extraire, fabriquer, consommer, jeter) vers un modèle économique circulaire, permet de réduire la consommation de ressources et la production de déchets.

La Métropole accueille un vivier important d'entreprises, d'associations ou encore de porteurs de projets économiques et de recherches qui proposent des solutions en faveur de l'économie circulaire.

Il s'agit donc de :

- o Contribuer à la définition et l'émergence de nouveaux projets, accompagner les structures existantes et développer un maillage de nouvelles ressourceries généralistes et de recycleries thématiques ;
- o Déployer des zones de réemploi dans les déchèteries en complément des ressourceries ;
- o Développer les collectes solidaires via le tissu associatif et soutenir les initiatives favorisant le réemploi et la revalorisation ;
- o Soutenir et promouvoir les Repair' café (ateliers citoyens de réparation) ;
- o Structurer une politique de réemploi et de recyclage dans les bâtiments et les chantiers de travaux publics de la Métropole, des Communes, de la SERM/ACM, etc. ;
- o Identifier les flux matières disponibles pour les porteurs de projets Fabcity en lien avec le Pôle Attractivité, Développement économique et Emploi.

### **4.3. Réaliser des achats responsables en vue de limiter la production de matières et de déchets**

Véritable levier d'action pour adapter la stratégie d'achats de la Métropole et ses pratiques quotidiennes, le Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) fixe des objectifs forts en favorisant la diminution de ses impacts climatiques et environnementaux et la prise en compte du cycle de vie complet de l'achat dans une optique de sobriété (réduction des émissions de gaz à effet de serre et des déchets, économe en ressources, respectueux de la biodiversité, etc.) et d'amélioration continue.

La Métropole souhaite ainsi :

- o Promouvoir et accompagner le déploiement de la charte des événements écoresponsables sur toutes les manifestations publiques ou privées du territoire, proscrivant l'usage unique et le tout jetable ;
- o Accompagner une politique publique d'achats responsables et durables avec le pôle en charge de la commande publique (SPASER) ainsi qu'avec le pôle communication (objets publicitaires).

### **4.4. Soutenir et accompagner la consommation responsable et la sobriété environnementale des acteurs du territoire**

La consommation responsable correspond à un engagement civique actif en vue de la qualité de vie des citoyens au sein de la Métropole et en vue de la rationalisation de la production des déchets sur le territoire.

Elle concerne aussi bien le citoyen consommateur que l'acheteur professionnel, et consiste à se questionner sur la pertinence des besoins dans une logique de sobriété et comment les satisfaire en limitant l'impact négatif sur l'environnement et sur la société. Elle conduit à faire évoluer les modes de production et de consommation et plus globalement les modes de vie, à l'échelle individuelle et collective.

Il s'agit donc de :

- o Développer les actions d'économie sociale et solidaire autour de la réutilisation, du réemploi et des pratiques Zéro Déchet en lien avec le Pôle Attractivité, Développement économique et Emploi ;
- o Appliquer le zéro plastique, sortir du tout jetable à usage unique et favoriser d'autres usages (gourde en métal, fontaines à boire...) ;
- o Accompagner le développement et l'usage des consignes et des emballages réutilisables (verre, contenants alimentaires...) ;
- o Développer une politique d'éco-consommation autour du textile et de l'hygiène durable.

### **4.5. Soutenir et accompagner les projets d'économie de la fonctionnalité et du partage**

L'économie de la fonctionnalité établit une nouvelle relation entre l'offre et la demande, qui n'est plus uniquement basée sur la simple vente de biens ou de services. La contractualisation repose alors sur les effets utiles et l'offre s'adapte aux besoins réels des personnes, des entreprises et de la collectivité.

Ce modèle économique induit plus largement des transformations profondes dans les modes de production et de consommation, qui se doivent d'être soutenues par la Métropole. Les solutions doivent permettre une moindre consommation des ressources naturelles dans une perspective d'économie circulaire, un accroissement du bien-être des personnes et un développement économique. A titre d'exemple, il s'agit de promouvoir la location ou le partage de biens plutôt que l'acquisition.

Pour ce faire, la Métropole souhaite donc :

- o Soutenir le milieu associatif déjà engagé dans une démarche de réduction des déchets autour du prêt, du partage et de la mutualisation de matériels et de biens ;
- o Recenser et mettre en valeur des entreprises innovantes dans le domaine de l'économie de la fonctionnalité en lien avec le Pôle Attractivité, Développement économique et Emploi.

### **4.6. Soutenir et accompagner la recherche, l'innovation et les expérimentations**

La Métropole soutient déjà des projets innovants afin de promouvoir la réduction des déchets et les pratiques de l'économie circulaire (éco-conception, Ecologie Industrielle Territoriale, EIT) sur son territoire.



Dans le cadre de sa stratégie Zéro Déchet, il s'agit donc de :

- o Créer un club innovation : tiers lieu réunissant la recherche, les entreprises, les associations et les citoyens ;
- o Mettre en œuvre et financer des appels à projets promouvant la réduction des déchets et l'économie circulaire ;
- o Soutenir et accompagner (via ADEME, CCI, Région) l'écoconception des produits transformés et des services ;
- o Accompagner les projets d'Ecologie Industrielle Territoriale.

### **III – PERSPECTIVES**

En conclusion, au travers de 100 objectifs opérationnels, l'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants. Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « *circulaire* ». La Métropole de Montpellier, en se lançant dans cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets. La programmation pluriannuelle des investissements avec 151 M€ pour mieux préserver son environnement, dont 45 M€ pour la stratégie Zéro déchet, traduit déjà cette ambition en fléchant les crédits nécessaires.

Montpellier Méditerranée Métropole porte ainsi et encourage toutes les initiatives citoyennes contribuant à l'essor de l'économie circulaire, permettant de réaliser la boucle vertueuse d'une meilleure gestion et valorisation des déchets. Le calendrier du déploiement et le chiffrage de ces objectifs seront arrêtés dans les prochains mois et pourront alors donner lieu à des réajustements.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les orientations de la stratégie Zéro déchet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185923-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER

## **Environnement - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Arrêt du bilan de la concertation - Arrêt du projet de PCAET Solidaire 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-270 du 20 juin 2018, le Conseil de Métropole a engagé la révision de son Plan Climat Energie Territorial en Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAET solidaire), sur le fondement des 3 axes suivants :

- adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets ;
- accompagner le territoire dans la transition énergétique ;
- poursuivre la trajectoire énergie-climat et inscrire le territoire dans les politiques post-carbone.

Le PCAET, s'inscrit comme instrument de mise en œuvre des objectifs de transition écologique et solidaire, conjointement et en complémentarité de l'ensemble des démarches de planification engagées, notamment :

- le Plan de mobilité (PDM), poursuivant deux caps pour offrir à la fois un cadre de vie apaisé et respirable, ainsi que des alternatives à l'autosolisme ;
- le Plan local d'urbanisme intercommunal – climat (PLUi-climat), offrant au PCAET solidaire et au PDM un support d'application opposable et qui ambitionne de répondre aux besoins essentiels de la population : manger, respirer, se loger, travailler, se déplacer, se détendre...

### **Le Bilan de la Concertation**

La Révision du PCAET solidaire a fait l'objet d'une concertation durant toute la durée de sa tenue, auprès des acteurs socio-économiques, des partenaires, de la population. Le bilan de la concertation expose les modalités effectivement mises en œuvre et les moyens mobilisés, la teneur des observations et les enseignements qui en résultent, ainsi que la manière dont elles sont prises en compte dans le projet de PCAET solidaire.

#### Le dispositif de concertation

L'information et la concertation autour du projet de PCAET solidaire ont été menées de manière continue depuis la délibération de lancement de sa révision, lors du Conseil de Métropole du 20 juin 2018, jusqu'à l'arrêt du projet, proposé lors de la présente délibération. Ce dispositif permanent a permis aux élus, au public et aux acteurs socio-économiques du territoire de s'informer, mais aussi de s'exprimer, sur le contenu et la forme du projet.

Par délibération du 20 juin 2018 prescrivant la révision du PCAET, le Conseil de Métropole a fixé les modalités de collaboration avec les Communes membres ainsi que, conformément à l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement, les modalités de concertation préalable. Cette dernière a été l'occasion de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du PCAET solidaire, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Les concertations ont été menées selon les modalités suivantes :

#### Collaboration avec les Communes

Les différentes étapes de la révision du PCAET solidaire ont été présentées, débattues et validées lors de réunions de Bureau de Métropole/Conférence des Maires, mais également lors d'ateliers de secteurs avec les communes membres.

Bureau de la Métropole/Conférence des Maires :

- 01/04/2019 : présentation du Diagnostic et partage des enjeux ;
- 16/09/2019 : information sur la tenue d'ateliers de secteurs et d'ateliers partenariaux auxquels ont été conviés les services des 31 communes ;
- 21/10/2019 : présentation d'une première version de la stratégie ;
- 16/12/2019 : présentation du pré-programme d'actions à construire ;

Ateliers de secteurs :

- Du 4 au 15/04/2019 : partage du diagnostic de vulnérabilité, du profil énergie-climat du territoire et des enjeux associés ;
- Du 20/09 au 18/10/2019 : présentation d'une première version de la stratégie et du pré-programme d'actions à construire ;
- Du 21/09 au 7/10/2021 : présentation de la stratégie, du programmes d'action et des modalités de contributions communales.

### Concertation préalable

Cette concertation a été ponctuée par les événements identifiés lors de la délibération de juin 2018 :

- 27/03/2019 : ***Forum du Plan Climat pour lancer la concertation***

Cet événement de lancement de la révision du PCAET solidaire s'est tenu sur une journée au Corum et a rassemblé plus de 240 participants, acteurs du territoire et de la société civile. Cette journée a également été l'occasion de lancer la concertation grand public, par la mise à disposition d'une adresse mail recueillant les avis et propositions tout au long de la démarche. Les enjeux du territoire ont été partagés au travers de la présentation du diagnostic, et la stratégie locale à mettre en œuvre pour répondre à ces enjeux, a été esquissée avec une ambition de territoire neutre en carbone en 2050. Cet événement a également permis de mettre en avant les propositions des enfants du Conseil municipal des enfants de la Ville de Montpellier et d'un groupe d'enfants de l'Ecolothèque sur les enjeux de la lutte face aux changements climatiques et le PCAET solidaire.

- du 7 au 18/10/2019 : ***9 ateliers partenariaux avec les services de la Métropole, les services des Communes et les acteurs du territoire pour construire le Plan Climat***

- 1 – La place de l'eau et de l'arbre sur le territoire
- 2 – La prévention des déchets et l'économie de la Ressource
- 3 – Vers la décarbonation des mobilités
- 4 – La rénovation énergétique des bâtiments d'habitation et tertiaires
- 5 – Les énergies renouvelables et de récupération
- 6 – L'évolution des comportements et des pratiques : comment sensibiliser ?
- 7 – Les démarches d'écoresponsabilité en interne
- 8 – La neutralité carbone des opérations d'aménagement et de renouvellement urbain
- 9 – La transition écologique au cœur de la croissance future : les startups pour le climat.

La mobilisation et les contributions des acteurs institutionnels et socio-économiques du territoire lors de ces ateliers ont permis d'alimenter et d'enrichir le programme d'actions du projet de PCAET solidaire 2021-2026, les thèmes de ces ateliers faisant tous l'objet d'actions ou de sous-actions du programme présenté au travers de la présente délibération.

- ***Publication de plusieurs articles dans le journal d'information et sur le site Internet de la Métropole***

Le magazine de la Métropole, distribué à 244 000 exemplaires notamment dans les boîtes aux lettres de la population des 31 communes et disponible en libre-service dans la plupart des équipements publics de la Métropole, ainsi que le site internet de la Métropole, ont relayé à plusieurs reprises le contenu du projet révisé de PCAET solidaire et le dispositif de concertation mis en place.

- ***Mise à disposition d'une adresse mail/d'un espace dédié aux contributions durant toute la durée de l'élaboration et mise à disposition du public des documents du PCAET solidaire***

Entre le 01/04/2019 et le 10/03/2022, la possibilité a été offerte au public d'apporter ses remarques et contributions sur la démarche et les différents documents mis à sa disposition. Cette consultation a fait l'objet d'un espace dédié aux contributions en ligne durant la période de révision du PCAET solidaire. Le public a également eu la possibilité, à tout moment, d'envoyer ses observations par courrier.

Deux moments ont séquencé particulièrement la période de consultation et ont fait l'objet d'information dans les journaux locaux :

- entre le 3 et le 20/01/2020 : mise à disposition sur le site internet de la Métropole de documents minute (diagnostic, stratégie et pré-programme stratégique) et ouverture d'un registre au siège de la Métropole, cette mise à disposition ayant fait l'objet d'une publication dans 2 journaux locaux → la tenue du registre n'a fait l'objet d'aucune contribution, mais deux contributions écrites ont été déposées à cette occasion au siège de la Métropole ;
- entre le 10/02/2022 et le 10/03/2022 : mise à disposition sur le site internet de la Métropole de l'ensemble du projet révisé de PCAET solidaire, annoncée par voie de presse dans deux journaux locaux.

Entre le 01/04/2019 et le 09/02/2022, Le PCAET a fait l'objet de 70 contributions (dont 68 en ligne et 2 en format papier) apportées à 87% par des particuliers et à 13% par des entreprises.

La mise à disposition du public du projet complet, entre le 10/02/2022 et le 10/03/2022, a fait l'objet de 24 contributions en ligne et de 2 contributions écrites. Ces contributions concernent des sujets liés à la mobilité, mais également des observations relatives à l'urbanisme, ou encore à la pollution lumineuse.

Enfin, la révision du PCAET solidaire de la Métropole a fait l'objet de 2 contributions écrites de la part de partenaires, dans le cadre de la concertation. Il s'agit de GRTgaz et de GRDF.

### Enrichissement du projet grâce à la concertation

L'ensemble des sujets abordés lors de la concertation par le public, les partenaires et les acteurs socio-économiques du territoire est traité dans le bilan annexé à la présente délibération. Celui-ci remet en perspective la façon dont les contributions ont enrichi le projet de PCAET solidaire. La concertation ayant été conduite en continu tout au long de l'élaboration du document, le public et les acteurs ont eu l'occasion de s'exprimer sur le projet à différents stades de son avancement, donnant lieu à des contributions de nature différente.

Au regard des contributions recensées, il apparaît que les moyens mis en place lors de la concertation préalable ont permis au public et aux acteurs du territoire d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le bilan de la concertation ci-annexé recense et analyse les observations de manière à informer le public et les acteurs du territoire du traitement de celles-ci.

### **Le projet arrêté de PCAET solidaire**

Depuis une dizaine d'années, les accords internationaux et européens, transcrits en droit français au travers de nombreux textes législatifs, régissent l'élaboration de la planification énergie-climat et font porter la mise en œuvre de ces politiques aux collectivités et à leurs groupements. Conformément aux dispositions des lois « Grenelle I et II » du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010, un premier Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018 a été approuvé par délibération en 2014.

Ce premier PCET a été révisé pour tenir compte de plusieurs lois promulguées depuis. Ainsi, la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, intègre les enjeux de qualité de l'air au PCAET et norme son contenu. La loi énergie-climat du 8 novembre 2019 traduit en droit français l'Accord international de Paris de décembre 2015, d'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050, spécifiée par la Stratégie nationale bas carbone. Enfin, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, impose au PCAET, s'agissant d'un territoire couvert par un plan de protection de l'atmosphère, l'intégration d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, en vue d'atteindre les objectifs fixés nationalement. S'ajoutent d'autres objectifs relatifs à la préservation et la valorisation des déchets, à la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'élaboration, et la mise en œuvre des programmes d'actions successifs du PCAET doivent s'inscrire dans une démarche plus large, à travers laquelle il s'agit :

- d'intégrer les engagements internationaux et nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de prendre en compte la stratégie nationale bas carbone, et, localement, d'être compatible avec les objectifs fixés pour chaque polluant dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA), dont la révision est conduite par le Préfet courant 2021-2022 ;
- de prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), et d'être compatible avec les règles de son fascicule ;
- de prendre en compte le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2019 ;
- de s'assurer de la compatibilité entre le PDM et le PCAET (ces deux documents étant établis sur un même périmètre) ; le PLUi en cours d'élaboration, devra prendre en compte le PCAET.

La première phase de l'élaboration du PCAET solidaire a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national : la facture énergétique du territoire représente plus de 715 millions d'euros chaque année dont 500 millions payés par les ménages ;
- un taux de couverture par les énergies renouvelables locales plutôt faible même s'il a été multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- des émissions de gaz à effet de serre liées à plus de 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met également en lumière les enjeux du territoire, en termes :

- de risques : incendie, inondation, sécheresse et effet « *îlot de chaleur urbain* », représentent les risques majeurs du territoire ;
- d'atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;
- de production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

### L'ambition et les objectifs poursuivis

Le PCAET solidaire poursuit deux objectifs : d'une part **l'atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, **l'adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

Le PCAET solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole doit apporter des réponses aux enjeux globaux par la mise en place de stratégies d'atténuation et d'adaptation pour faire face à l'urgence climatique, ainsi que de lutte contre la pollution atmosphérique pour préserver la santé des habitants de la Métropole.

Il répond également et plus spécifiquement aux enjeux de son territoire, méditerranéen, urbain et péri-urbain, au regard des défis socio-économiques, à savoir :

- Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire
- Protéger les ressources du territoire
- Garantir la souveraineté alimentaire
- Assurer la souveraineté énergétique

La Métropole recherche au travers de son PCAET à faire de l'action climatique un facteur d'inclusion sociale et de solidarité entre les habitants de la Métropole, en luttant contre toutes les précarités : précarité énergétique liée au logement et à la mobilité, précarité alimentaire, accès équitable à l'eau...

L'ambition pour le territoire, affichée dans le PCAET solidaire, nécessite d'assurer la cohérence de l'action territoriale et sa gouvernance au travers d'un engagement de tous les acteurs socioéconomiques, qui pourra prendre la forme d'une convention territoriale.

La même cohérence sera recherchée avec les territoires voisins en développant les coopérations interterritoriales, dans le cadre de la pérennisation d'un espace de dialogue de type comité des partenaires, créé à l'occasion de l'élaboration du présent PCAET solidaire.

Enfin, la Métropole veut afficher son exemplarité et celle des 31 communes au travers de la sensibilisation, l'information et la formation des services publics à tous les niveaux en inscrivant leurs actions au quotidien dans une démarche d'écoresponsabilité.

### Les orientations portant la stratégie à 2050 et le programme d'actions 2021 - 2026

Comme précisé dans le bilan de la concertation, annexé à la présente délibération, depuis la délibération d'engagement de la révision du PCAET solidaire, les enjeux, les objectifs poursuivis et le diagnostic territorial ont fait l'objet de présentations, d'échanges, de discussions, d'accords dans le cadre d'un forum, d'ateliers d'experts thématiques, de mise à disposition du public de documents, de contributions techniques ou citoyennes. Ces réflexions ont depuis été approfondies dans le cadre d'échanges entre Vice-Président(e)s, et avec les communes, pour aboutir à une proposition de stratégie et d'orientations actualisées pour le territoire métropolitain.

C'est ainsi que se présente l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement ferme sur la durée du mandat, dans le but de mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050.

En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la loi Energie-Climat, qui reprend les engagements de l'Accord de Paris lors de la COP 21, la Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050 et opte pour une diffusion, une ramification de ses engagements au sein de l'ensemble de ses politiques publiques et décline sa stratégie en 10 orientations et 28 actions.

Chaque action vient préciser les bénéfices attendus en termes d'amélioration de la qualité de l'air, de réduction des polluants atmosphériques, de conditions sanitaires atmosphériques pour la population et d'impact sur les normes de qualité de l'air.

Ainsi, pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du bâtiment (considéré avec le secteur des transports comme principal émetteur de gaz à effet de serre), mais également pour lutter contre la précarité énergétique liée au logement, la Métropole ambitionne la rénovation de 13 500 logements en 6 ans, en créant un guichet unique de la rénovation énergétique du bâtiment. Elle organisera également l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique afin de sortir 13 000 ménages de cette situation. Les petits locaux tertiaires, et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique. La mise en œuvre de cette politique de rénovation du bâti doit permettre l'atteinte en 2050 de 90 % du parc résidentiel et 80 % du parc tertiaire rénovés, ainsi que de passer en dessous de la barre de 5 % de ménages en situation de précarité.

Afin de lutter contre le changement climatique et préserver la santé des habitants de la Métropole, en offrant une alternative à tous pour se déplacer autrement, la Métropole s'engage pour une mobilité décarbonée. Au travers de la gratuité totale des transports en commun pour les habitants de son territoire en 2023, la Métropole affiche sa volonté de redonner du pouvoir d'achat et de permettre l'accès aux transports en commun à tous les habitants. Cette mesure est complétée par l'amélioration de l'offre de transport : ligne 5 et prolongement ligne 1 du tramway, création de 5 lignes de BusTram à haut niveau de service, mise en place de parkings relais, afin que 70% des habitants de la Métropole soient desservis par le réseau structurant de transports en commun fin 2025. Le déploiement du système vélo permettra d'augmenter considérablement la part modale du vélo, dont l'objectif est d'atteindre 10 % à la fin du mandat. La mise en place progressive de la Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) contribuera à la réduction des niveaux de concentration dans l'air des polluants atmosphériques afin de rester en dessous des seuils critique et de l'encombrement de l'espace public et plus généralement des nuisances liées aux grands transporteurs. La marche, le covoiturage, l'autopartage, les plans de mobilité d'entreprises seront favorisés pour stopper l'autosolisme, de même que les quartiers apaisés seront généralisés sur le territoire. La Métropole vise la disparition des véhicules individuels carbonés en 2050 grâce à une offre de mobilité alternative.



Poursuivant le double objectif de contribution à la souveraineté énergétique et de développement des énergies renouvelables, la Métropole s'engage pour la sobriété énergétique et le développement de productions locales d'énergie renouvelable. Le Schéma Directeur des Energies (SDE), en cours de finalisation, a pour objectif la planification énergétique du territoire, en prenant en compte tous les réseaux d'énergie, afin que ceux-ci intègrent parfaitement les nouvelles formes d'aménagements, les réseaux intelligents, l'autoconsommation d'électricité renouvelable et particulièrement les productions locales d'énergie renouvelables. En effet le potentiel identifié d'énergie renouvelable de la Métropole concerne avant tout des énergies de réseaux : l'électricité photovoltaïque, le biogaz et la chaleur et le froid des réseaux urbains. Le développement des filières locales d'énergie renouvelable et de récupération sera favorisé par une meilleure identification des potentiels, ainsi que par l'évolution de la SA3M en outil de la transition énergétique qui permettra de démultiplier les projets, visant l'objectif du doublement de la part d'énergie renouvelable locale durant le mandat, et à 44% la part d'énergie renouvelable locale dans la consommation du territoire en 2050. Enfin, il s'agit de développer les réseaux de chaleur et froid renouvelables à la maille des 31 communes et porter ainsi à plus de 30 000 équivalents logements alimentés. Ces réseaux seront à 100% en énergie renouvelable en 2050.

La Métropole ambitionne de tendre vers l'objectif « *zéro artificialisation nette* » à 2040 et de rendre neutre en carbone de toute opération d'aménagement ou de renouvellement urbain. Dans un objectif de sobriété foncière, la Métropole élabore un PLUi-climat qui intègre cette trajectoire « *zéro artificialisation nette* » et favorise le réinvestissement urbain pour offrir une alternative à la maison individuelle isolée. Des expérimentations sont à conduire avec les professionnels de l'acte de bâtir pour réussir des opérations d'aménagements neutres en carbone, l'objectif du mandat étant de systématiser le recours à l'évaluation carbone des projets. Enfin, est amorcée la mise en œuvre opérationnelle de projets de renaturation d'envergure. En 2050, cette orientation aura pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone du quartier.

La Métropole s'engage aussi à rendre le territoire résilient aux risques présents et à venir, assurer la protection des populations et réduire le coût des dommages. Tous les risques naturels (inondation, ruissellement et submersion marine / incendie / canicule, sécheresse / ...) sont intégrés dans l'aménagement du territoire, au PLUi-climat. Le risque inondation en particulier fait l'objet d'actions spécifiques : la gestion des eaux pluviales, mais également des milieux aquatiques et de leurs fonctionnalités afin d'améliorer leur résilience face aux effets du changement climatique. Le rôle de ces milieux est en effet majeur dans l'écroulement des crues mais aussi pour leur fonction épuratoire, leurs multiples fonctionnalités écologiques et la préservation d'une biodiversité particulièrement remarquable. Par ailleurs, la protection du littoral est engagée pour le préserver du risque submersion marine et érosion côtière au travers d'actions de gestion du trait de côte et de restauration fonctionnelle et pérenne des milieux aquatiques concernés. Ainsi, le dispositif « Ville en alerte » sera déployé à l'échelle du territoire. Les objectifs poursuivis en 2050 sont la renaturation des cours d'eau partout où cela est possible et avoir mise en œuvre le plan « résilience » du littoral et des milieux lagunaires.

A travers le SCoT, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à préserver les 2/3 de son territoire en espaces naturels et agricoles. Au-delà de l'intégration au PLUi de cette exigence, la Métropole basera son action sur la mise en œuvre d'une stratégie biodiversité qui s'appuie notamment sur l'amélioration de la connaissance, l'observation, l'élaboration d'Atlas de la biodiversité mais également sur les opportunités que présentent les obligations réglementaires en matière de compensations environnementales. La végétalisation des espaces publics et privés en zone urbaine contribuera à la préservation de la biodiversité tout en rafraîchissant la ville et luttant contre l'effet îlot de chaleur. De même, des réflexions sur le lien végétal-qualité de l'air ainsi que les moyens de promouvoir la séquestration carbone sur et hors territoire sont à engager pour que l'objectif de neutralité carbone à 2050 soit réalisable. La Métropole se donne les objectifs en 2050, de la totale fonctionnalité des trames, aucun effet « *îlot de chaleur urbain* » et au moins 50 % des émissions de carbone nécessaires à l'atteinte des objectifs séquestrées sur le territoire.

Assurer la pérennité de la ressource en eau en promouvant la sobriété pour un accès équitable à tous, pour tous les usages, telle est également l'ambition de la Métropole. Les actions déjà engagées, de protection de la qualité de l'eau à l'échelle de la Métropole ainsi que la diversification des ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable seront poursuivies. La Métropole a également la volonté d'offrir aux ménages une tarification écologique et solidaire. Le rendement du réseau d'eau potable sur le périmètre d'intervention de la Régie sera encore amélioré à plus de 85 %. L'assainissement, pour une gestion publique du petit cycle de l'eau, sera intégrée à la Régie d'eau potable. Concernant l'eau brute, c'est la préservation et la diversification des ressources, ainsi que la rationalisation de leur utilisation pour des projets agroécologiques et des filières à bas niveaux d'impacts qui seront privilégiées. L'ensemble de ces mesures vise à atteindre en 2030, 100 % des ressources locales stratégiques durablement protégées.

La nouvelle feuille de route « zéro déchet » élaborée par la Métropole s'articule autour de la prévention pour éviter la production de déchets, l'amélioration quantitative et qualitative des collectes sélectives de déchets recyclables et le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des ordures ménagères résiduelles (OMR). La sensibilisation des habitants à la prévention et au tri à la source, la mise en place de la tarification incitative, le plan « zéro jetable », l'accompagnement de tous les professionnels vers la prévention et le tri, ainsi que le développement de l'économie circulaire sont autant de mesures qui contribueront à l'atteinte des objectifs. L'objectif poursuivi d'ici à 2050 est le zéro déchet non valorisé ou recyclé.

En matière d'agroécologie et d'alimentation, la Métropole ambitionne de construire un système alimentaire durable et équitable. Il s'agit d'abord de développer un territoire nourricier, qui préserve ses ressources naturelles, grâce aux effets vertueux d'une agroécologie qui respecte le milieu et favorise le développement de la biodiversité, en poursuivant l'objectif de 1 000 hectares mobilisés pour l'agroécologie et le pastoralisme à la fin du mandat. Conformément à son Projet Alimentaire de Territoire, labellisé par le Ministère, la Métropole s'est, entre autres, engagée à offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre, en structurant un approvisionnement durable et résilient, à l'image de l'objectif de 80% de bio ou local dans l'approvisionnement des restaurants scolaires d'ici fin 2025. Enfin, la Métropole se fixe pour objectif, d'ici la fin du mandat, de doter le territoire d'une stratégie intégrée de résorption de la précarité alimentaire. En 2050, la Métropole ambitionne 100 % des parcelles agricoles du territoire en agroécologie, et la reconquête de la totalité des friches agricoles.

Enfin, la Métropole souhaite s'engager aux côtés des acteurs socio-économiques du territoire pour les accompagner dans leur transition écologique. Qu'il s'agisse de s'appuyer sur la dynamique Med Vallée pour produire une ville et un territoire démonstratifs, exemplaires en matière de santé globale (définition de l'OMS : « one health »), de sensibiliser et accompagner l'engagement sociétal des entreprises et des acteurs socio-économiques, de favoriser la création d'entreprises à impact sociétal positif et des nouveaux modèles économiques plus responsables, d'animer le pacte d'engagement 2030 avec les professionnels du BTP et les Maîtres d'ouvrages publics, l'objectif affiché par la Métropole est que 100 % d'entre elles aient réussi leur transition écologique en 2050.

### L'organisation, les modalités de suivi et de mise en œuvre

#### 1- Une Métropole ecoresponsable

Les services et équipements de la Métropole, par la transformation de leur fonctionnement au quotidien, contribuent fortement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques du territoire, que ce soit en termes de mobilité, de déchets, de consommations d'eau, d'énergie ou encore achats durables. Ainsi le programme d'actions du PCAET solidaire est enrichi d'actions à mener entre 2021 et 2026 pour être exemplaire dans son fonctionnement, sur son patrimoine et son plan Lumière.

#### 2- Une Programmation pluriannuelle d'investissement qui engage durablement l'action de la Métropole dans la transition écologique et solidaire

Volontariste et irriguant toutes les politiques publiques de la Métropole et, en particulier, les actions inscrites au PCAET (cf. Programme d'actions), la programmation pluriannuelle d'investissement 2021-2026 établit ainsi un cadre de mise en œuvre du PCAET pour les prochains exercices budgétaires.

#### 3- Un outil de suivi et d'évaluation du PCAET solidaire : Citergie

#### 4- Une Métropole qui mobilise ses habitants et son territoire

Le changement de comportement de la population et des usagers du territoire est un facteur de réussite de la politique énergie-climat de la Métropole : les actions de sensibilisation aux éco-gestes et à l'adaptation aux risques dans un contexte de changement climatique sont à poursuivre et à amplifier. Les acteurs socio-économiques en particulier seront sollicités pour qu'ils s'associent aux engagements de la Métropole.

Le projet de plan arrêté sera transmis pour avis au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional. Ces avis sont réputés favorables au terme d'un délai de deux mois suivant la transmission de la demande. Egalement, le projet de plan et son évaluation environnementale seront soumis pour avis à l'autorité environnementale (Missions Régionales d'Autorité environnementale - MRAe). L'ensemble de ces avis, le bilan de la concertation préalable et le projet de plan arrêté feront l'objet d'une participation du public par voie électronique, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement. Le projet de plan, modifié le cas échéant pour tenir compte de ces avis, sera adopté par délibération.

Le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole sera consulté sur le projet de PCAET révisé, conformément aux dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'arrêter le bilan de la concertation préalable menée dans le cadre de la révision du PCAET, en application de l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement ;
- D'arrêter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire ;
- De dire que la présente délibération ainsi que le projet de PCAET solidaire seront transmis pour avis aux personnes devant être consultées sur le projet, en application de l'article R. 229-55 du Code de l'environnement ;
- De dire que le projet de PCAET Solidaire sera transmis à l'autorité environnementale ;
- De dire qu'à l'issue de ces consultations, ce projet fera l'objet d'une participation du public par voie électronique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à saisir le Conseil de Développement sur le Plan Climat Air Energie Territorial arrêté ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185421-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 1\_PCAET\_DIAGNOSTIC\_Varret2.pdf
- 2\_PCAET\_STRATEGIE\_Varret2.pdf
- 3\_PCAET\_FICHES\_ACTIONS\_Varret2.pdf
- 4\_PCAET\_EVAL\_ENVIRO\_Varret2.pdf
- 5\_PCAET\_RNT\_Varret2.pdf
- 6\_PCAET\_BILAN\_CONCERTATION\_Varret2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan de relance annoncé par le Gouvernement, le 3 septembre 2020, cible trois grands objectifs concernant le secteur agricole et alimentaire :

- Reconquérir la souveraineté alimentaire ;
- Accélérer la transition agroécologique au service d'une alimentation saine, durable et locale pour tous les Français ;
- Accompagner l'agriculture et la forêt françaises dans l'adaptation au changement climatique.

Les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont des instruments clefs pour développer la résilience alimentaire des territoires. Aussi, le plan France Relance prévoit de renforcer les actions territoriales en faveur d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous, par le soutien au développement des PAT.

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre depuis 2015 une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A). La P2A se donne pour objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire, par la relocalisation d'une production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi que le déploiement de réseaux de distribution permettant de nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...).

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu en 2021, pour la deuxième fois, la reconnaissance ministérielle de PAT pour la P2A. En tant qu'animateur de PAT, elle a ainsi coordonné la préparation d'une candidature partenariale au Plan de Relance pour accélérer la mise en œuvre de la P2A sur le territoire. Lauréat du Plan de Relance, le programme dont le montant prévisionnel total s'élève à 1 532 000 € a obtenu une aide de l'Etat de 729 000 € répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi le porteur du programme d'actions global et de certaines actions en propre, tandis que d'autres actions sont mises en œuvre directement par les partenaires. De manière synthétique, dans le dossier approuvé par la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) :

- 4 projets et 3 recrutements portés par la Métropole dont le montant s'élève à 761 000 € sont financés dans le cadre du plan de relance, et reçoivent une subvention de la DRAAF de 359 000 €, le reste étant à la charge de la Métropole. La Métropole s'est également engagée à recruter un poste administratif à mi-temps pendant 2 ans pour la gestion administrative du plan de relance ;
- 21 actions portées par les communes et partenaires dont le montant s'élève à 771 000 € sont financées dans le cadre du plan de relance, et reçoivent une subvention de la DRAAF de 370 000 €, le reste étant autofinancé par les porteurs de projets ou cofinancé.

Montpellier Méditerranée Métropole reçoit l'ensemble de la subvention de l'Etat et reverse aux partenaires bénéficiaires les montants qui leur ont été alloués. Le versement de la subvention de l'Etat à la Métropole fait l'objet d'une convention d'attribution de subvention par l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole. Le reversement aux partenaires bénéficiaires sera tributaire de la signature d'une convention de reversement par la Métropole de la subvention de l'Etat aux partenaires, dont il est proposé un modèle type.

En plus du plan de relance, la Métropole souhaite fournir un appui supplémentaire à la mise en œuvre de certains projets particulièrement stratégiques pour le territoire, en leur attribuant une subvention spécifique à hauteur de 84 000 € prévus sur 2 ans, dont 42 000 € sur 2022. L'attribution des subventions correspondantes fait l'objet de conventions d'attribution.

Des ajustements des actions et des montages financiers pourront être réalisés à la marge, et feront alors l'objet d'avenants aux conventions.

Un Comité de Suivi du plan de Relance (COSUR) sera mis en place et se réunira deux fois par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention par l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention type de reversement par la Métropole de la subvention de l'Etat aux partenaires ;
- De décider de l'affectation des subventions supplémentaires, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183331-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Liste\_actions
- Convention relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique de l'« offre alimentaire »
- Convention de reversement de l'aide de l'Etat (générique), en vue du financement de l'action ou des actions portées par le partenaire dans le cadre du Plan de Relance
- Convention d'attribution de la subvention complémentaire par la Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - Programme d'Agriculture Urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson soutenu par le dispositif Quartiers Fertiles de l'ANRU - Convention cadre de partenariat entre ACM Habitat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ACM Habitat, premier bailleur social de la Métropole, se sont coordonnés pour proposer la candidature du programme « *Agriculture Urbaine et Préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson* » dans le cadre de l'appel à projets Quartiers Fertiles piloté par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). L'objectif, clairement affirmé, est de proposer un schéma d'agriculture urbaine à l'échelle d'un quartier politique de la ville (QPV) ayant vocation préfiguratrice, dans un premier temps, tout en démontrant, dans un second temps, ses capacités de répliquabilité dans le patrimoine d'ACM Habitat mais aussi sur le territoire de la Métropole.

En profitant de l'ambition locale affirmée de co-construire un programme d'agriculture urbaine, ce laboratoire urbain vient proposer le déploiement d'un programme d'agriculture urbaine aux enjeux multiples :

- Enjeu urbain : inscrire de nouvelles solutions d'agriculture urbaine dans le cadre de projets de renouvellement urbain et de quartier ;
- Enjeu productif et marchand : proposer des productions et valorisations en circuit courts privilégiant le bassin de consommation locale ;
- Enjeu de développement économique, d'innovation et d'emploi : développer de nouvelles activités au sein des quartiers prioritaires et favoriser l'employabilité des habitants par le développement de compétences autour de ces nouveaux métiers ;
- Enjeu social et sociétal pour renforcer le « *mieux-vivre ensemble* » et le bien-être des habitants dans une démarche de co-construction avec les habitants ;
- Enjeu environnemental : privilégier des modes de production à faible impact correspondant aux objectifs de développement durable définis par l'ONU ;
- Enjeu pédagogique, éducatif : accompagner le changement et l'acculturation des populations à des nouvelles méthodes de production et de consommation en s'adressant notamment au jeune public.

Il viendra mobiliser et faire participer, les institutionnels, les habitants, les jeunes entreprises, les associations locales. Le projet, géographiquement situé sur le territoire QPV de la Mosson, s'inscrit pleinement dans les objectifs du contrat de ville. Dans la mesure où ce projet s'inscrit dans une approche pédagogique et de découverte de nouveaux métiers, il sera une voie supplémentaire pour contribuer à la réussite éducative et à l'insertion professionnelle, objectifs affirmés du contrat de ville.

La mise en œuvre du programme passera par le lancement d'un appel à projets au printemps 2022 destinés à identifier et sélectionner des projets relevant de 4 orientations :

- Production marchande en milieu urbain contraint ;
- Démarche pédagogique et éducative ;
- Recherche scientifique et développement ;
- Démarche sociale et sociétale.

Le coût total du projet est de 1 359 500 € sur la période 2021 à 2025.

L'ANRU cofinance le projet à hauteur de 362 500 €, la Ville de Montpellier et la Métropole participeront chacune à hauteur de 149 175 €.

Une convention de groupement de commandes est mise en œuvre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et ACM Habitat afin de piloter les marchés afférents au programme.



Une convention de partenariat vient compléter le cadre de collaboration entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et ACM Habitat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ACM Habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184271-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - Projet régional associatif Filières Légumineuses à Graines d'Occitanie (FILEG) visant à développer une filière légumineuse en Occitanie - Adhésion - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

L'Orientation 2 de la politique agroécologique et alimentaire, adoptée le 25 janvier 2022 par le Conseil de Métropole, vise à structurer un approvisionnement durable et résilient en accompagnant de l'amont à l'aval la structuration et le développement de filières de produits. Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de l'élargissement de ses compétences relatives à la lutte contre la pollution et la protection des ressources en eau souterraines et superficielles définit dans l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2018, porte le projet Filières à Bas Niveaux d'Impacts (FIBANI), un projet de structuration de filière agricole ayant un faible impact environnemental sur la ressource en eau.

Au regard de ces deux politiques et de leurs ambitions il est nécessaire de mettre les systèmes alimentaires au service de la qualité de l'eau. Cela représente une opportunité de concilier l'enjeu de maintien d'une activité agricole génératrice d'économie tout en préservant les ressources en eau. Ainsi les objectifs de FIBANI répondent aux enjeux de différentes politiques publiques :

- Reconquérir et préserver la qualité de l'eau ;
- Accompagner le développement agricole et alimentaire en cohérence avec la stratégie de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Faire face aux changements climatiques et ses conséquences sur les exploitations.

A l'issue du dernier Comité de Pilotage du projet FIBANI, il a été décidé d'accompagner la structuration locale, de la production à la consommation, en passant par la transformation, de deux filières de produits : les légumes secs (lentilles, pois chiches...) et les céréales rustiques.

La culture des légumineuses est ainsi une réponse aux grands enjeux de la Métropole, enjeux nutritionnels, agro-environnementaux ou encore économiques.

Pour accompagner l'ambition de développer les projets de productions de légumineuses sur le territoire, il paraît opportun de s'inscrire dans la démarche régionale de l'association Filières Légumineuses à Graines d'Occitanie (FILEG).

FILEG est une association loi 1901 et un projet d'initiative d'acteurs en région Occitanie soutenue par l'INRAE qui vise à développer une filière légumineuse à graines structurée et durable. Elle réunit différents acteurs de la filière : producteurs, collecteurs, transformateurs.

En adhérant à l'association FILEG, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera du travail collectif de cette association : retours d'expériences, savoirs de la communauté, références produites. L'adhésion se traduit par la signature d'une lettre d'engagement afin d'acter la volonté de s'engager en participant régulièrement aux différentes actions organisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet collectif FILEG. Financièrement, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pour une durée de 3 années à hauteur de 2 000 € par année.

L'émergence d'une filière légumineuses ultra localisée sur le territoire dans le cadre du projet FIBANI de la Métropole nécessite une attention particulière concernant les besoins en accompagnement : expertises, références, accompagnement de pairs, ressources. L'adhésion à l'association régionale FILEG constitue un appui technico politique fort permettant entre autres de participer aux actions engagées par l'association et d'avoir accès aux différents résultats des actions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'adhérer à l'association FILEG à hauteur de 2 000 € par an pendant 3 ans ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la lettre d'engagement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185835-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Lettre individuelle engagement association FILEG.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Environnement - Qualité de l'air - Adhésion à l'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Créée en 2017 puis constituée en association en 2018, l'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air est issue de la dynamique initiée par l'appel à projets « *villes respirables* ». L'objectif de ce groupement était de mutualiser les expériences des collectivités concernées par l'appel à projets. Aujourd'hui, ce réseau est ouvert « *à toute collectivité qui souhaite s'engager dans la lutte contre la pollution atmosphérique* » et regroupe depuis les 4 coins du territoire national de nombreuses communes (Paris, Reims...) et intercommunalités (Grand Lyon, Rennes Métropole, Grenoble Métropole...).

Montpellier Méditerranée Métropole, fortement engagée dans l'amélioration de la qualité de l'air sur son territoire, trouvera au sein de cette Alliance :

- Un réseau d'échanges d'expériences mêlant élus et techniciens ;
- Un porte-parole des collectivités auprès des instances nationales et européennes ;
- Un outil ressource pour aider les membres dans leur démarche à travers par exemple des études sur les pratiques et stratégies des collectivités en matière de qualité de l'air, des publications de livrets thématiques (qualité de l'air & transport, qualité de l'air et agriculture, etc...) ;
- Des événements au format varié : formations, rencontres en séminaire ou rendez-vous en petit comité sur des sujets précis.

Au regard de la fourchette de population, le montant de l'adhésion s'élève à 1 200 € pour l'année 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184237-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## Environnement - Adhésion à la charte d'engagement EcoWatt - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Dispositif développé par Réseau de Transport de l'Electricité (RTE) en partenariat avec l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), EcoWatt existe depuis plus de dix ans dans les Régions Bretagne et Provence-Alpes-Côte d'Azur, historiquement concernées par la sécurité d'alimentation en électricité. Il est désormais étendu à l'ensemble du territoire national pour permettre aux Français d'agir sur leur consommation d'électricité et contribuer à la réduction des risques de coupure lors de périodes hivernales de forte consommation.

Le site [www.monecowatt.fr](http://www.monecowatt.fr) permet d'agir sur la consommation d'électricité, aux moments les plus pertinents : à chaque instant, des signaux clairs (de vert à rouge) guident le consommateur pour adopter les bons gestes à domicile ou sur le lieu de travail. Lorsque la consommation des Français est trop élevée, une alerte « *vigilance coupure* » est envoyée pour inciter chaque citoyen à réduire ou décaler sa consommation. Dans ce cas, le système électrique a plus particulièrement besoin que les consommateurs modèrent leur consommation d'électricité et participent ainsi à assurer l'approvisionnement de tous en électricité. EcoWatt met à disposition l'information nécessaire pour consommer mieux et moins.

En signant la charte EcoWatt, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser une série d'actions permettant de diminuer les consommations d'électricité et de sensibiliser à la sobriété énergétique, contribuant ainsi à mettre en œuvre les ambitions du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en terme d'économies d'énergie. Montpellier Méditerranée Métropole peut s'appuyer dans ce cadre sur l'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat) comme relais auprès du grand public.

Parmi ces actions détaillées dans la charte on peut noter :

- Diminuer l'impact de l'éclairage public ;
- Optimiser l'utilisation du chauffage dans les bâtiments publics ;
- Mener des actions de sensibilisation des jeunes publics pour mieux consommer l'électricité ;
- Inciter le grand public à s'impliquer en donnant de la visibilité au dispositif EcoWatt ;
- Relayer les signaux d'alerte RTE auprès de la population ;
- Mener des actions de sensibilisation aux écogestes vers des publics spécifiques ;
- Inciter les agents à adhérer à la démarche EcoWatt ;
- Sensibiliser les agents aux écogestes sur le lieu de travail.

La Métropole participe alors également à la sécurisation électrique du réseau et sera informée de ses pointes de consommations via les signaux d'alerte à 4 niveaux. Enfin elle affiche son engagement de préservation des ressources et du respect de l'environnement dans une démarche auprès des citoyens mais aussi de ses propres agents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la charte d'engagement EcoWatt portée par RTE et l'ADEME ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182950-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- charte

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Classement du Réseau - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, complétée par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite Climat et Résilience, prévoit un classement automatique des réseaux de chaleur et de froid publics à compter du 1er janvier 2022 dès lors que le réseau considéré respecte les trois conditions suivantes :

- Le réseau doit être alimenté par au moins 50 % d'énergies renouvelables ou récupérables ;
- Un comptage des quantités d'énergie livrées par point de livraison, soit par sous-station, est assuré ;
- L'équilibre financier de l'opération pendant la période d'amortissement des installations est assuré.

Le réseau RMCF respecte ces trois conditions avec une alimentation en énergie renouvelable et de récupération à hauteur de 67 % pour la production de chaleur (dont plus de 80 % de bois).

Prenant appui sur cette disposition législative, la Métropole a décidé, conformément aux objectifs définis dans son Plan Climat Air Énergie Territorial Solidaire et à la réflexion engagée dans le cadre de la construction de son schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid, de s'engager dans la démarche de classement de ce réseau de chaleur.

Il est précisé que le classement du réseau de chaleur permet de définir des périmètres de développement prioritaire à l'intérieur desquels toute installation d'un bâtiment neuf ou faisant l'objet de travaux de rénovation importants, qu'il s'agisse d'installations industrielles, d'installations de chauffage de locaux ou de production d'eau chaude, doit être raccordée au réseau concerné. Ainsi, le périmètre de développement prioritaire du RMCF est décrit dans le dossier de classement qui a été établi conformément aux dispositions de l'article R.712-3 du Code de l'énergie. Ces périmètres de développement prioritaire sont compatibles avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme applicable.

De plus, l'article R.712-9 du Code de l'énergie précise les conditions dérogatoires qui peuvent, le cas échéant, être prises en compte dans le cadre de projets. Celles-ci peuvent être complétées afin de s'adapter au contexte local, tel que prévu au sens de l'article L.712-3 du Code de l'énergie. La Métropole retient en conséquence les clauses dérogatoires suivantes à l'obligation de raccordement au réseau de chaleur RMCF dans les périmètres définis dans le dossier de classement :

- La puissance nécessaire est inférieure à 50 kW ;
- L'installation présente un besoin de chaleur dont les caractéristiques techniques sont incompatibles avec celles offertes par le réseau : spécificités techniques de la chaleur non conformes aux possibilités du réseau de chaleur (exemple : besoin justifié d'une température plus élevée que celle du réseau de chaleur), quantité de chaleur nécessaire ou puissance appelée qui excède les capacités des infrastructures du réseau ou impossibilité technique de créer une branche réseau pour alimenter le bâtiment ;
- La densité thermique de la branche de réseau complémentaire à réaliser (entre le réseau existant et le ou les bâtiments à raccorder) est inférieure à 1,5 MWh par mètre (rapport entre la consommation annuelle estimée du/des bâtiments et la longueur de la branche réseau supplémentaire à réaliser) ;
- L'installation ne peut être alimentée en énergie par le réseau dans les délais nécessaires à la satisfaction des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire de l'utilisateur, sauf si l'exploitant du réseau met en place une solution transitoire de nature à permettre l'alimentation des usagers en chaleur ;

- Le cumul de des deux conditions suivantes :

- La production de chaleur (pour le chauffage ET l'eau chaude sanitaire) du ou des bâtiments est ou sera assurée à au moins 65% par des sources de chaleur renouvelables ;
- La dépense annuelle, pour les besoins de chauffage et eau chaude sanitaire, s'avère supérieure de 10% si le bâtiment est raccordé au réseau de chaleur, comparativement à la solution alternative présente ou imaginée par le maître d'ouvrage, la comparaison étant faite selon le cadre suivant :
  - Mêmes besoins de chauffage et eau chaude sanitaire annuels pris pour les deux analyses, et cohérents avec la performance thermique du bâtiment ;
  - Calcul du coût global annuel de la solution « réseau de chaleur » en utilisant les tarifs R1 (consommation) et R2 (abonnement, tarif MC3) en cours, avec prise en charge de l'amortissement sur 30 ans des frais de raccordement ;
  - Calcul du coût global annuel de la solution alternative effectué en intégrant l'achat d'énergie P1, les charges d'entretien maintenance P2 et de gros renouvellement P3 ainsi que l'amortissement P4 de l'investissement de la production de chaleur (après subvention éventuelle) sur un nombre d'année correspondant à la durée d'amortissement de la solution retenue (Electricité 12 ans, Fioul 15 ans, PAC et gaz individuel 17ans, Bois et Gaz collectif 22ans) ;

La durée de classement proposée est basée sur la durée de la délégation de service public soit jusqu'à la fin de la concession, le 31 décembre 2030.

Enfin, ce projet de classement du réseau public de distribution de chaleur a été présenté préalablement en commission de délégation de service public (CDSP) le 25 novembre 2021, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le classement du réseau de chaleur « RMCF » jusqu'au terme du contrat de délégation de service public soit le 31 décembre 2030 ;
- D'approuver les périmètres de développement prioritaire du réseau de chaleur « RMCF » ;
- D'approuver les conditions pour lesquelles une dérogation de raccordement peut être accordée ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183235-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Dossier de classement
- Carte Zone de Développement Prioritaire
- Listes Parcelles

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°7 - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Prenant appui sur l'évolution induite par les lois Energie Climat et Climat Résilience, la Métropole a décidé, conformément aux objectifs définis dans son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire et à sa réflexion engagée dans le cadre de la construction de son schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid, de classer le réseau public de chaleur. La mise en œuvre du classement conduit à l'adaptation du contrat de concession notamment sur le fondement des articles 16 et 70.

Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par l'avenant n°7, conformément à l'article L.3135-1 et aux articles R.3135-1, R.3135-2 et R.3135-5 du Code de la commande publique.

En effet, en vertu de l'article 16 de la convention de Délégation de Service Public (DSP), la procédure de classement du réseau ouvre droit à une révision des conditions de rémunération. Dans la mesure où ce classement du réseau impose une obligation de raccordement à celui-ci dans le périmètre de développement prioritaire, il est proposé que la redevance soit fixée annuellement à 3,5% du produit HT des ventes de chaleur et de froid, au lieu de 3% actuellement.

De plus, conformément à l'article 70 de la concession, il y a lieu d'adapter l'article 58 du contrat de DSP concernant les tarifs de base. En effet, alors que le réseau n'était pas classé, il existait un tarif MC0 pour les abonnés soumis à une obligation de raccordement avec un droit de raccordement nul et une prime fixe annuelle élevée durant 17 ans. Si le raccordement à un réseau d'énergie renouvelable est vertueux, une prime fixe annuelle élevée pénalise les abonnés en augmentant leurs charges d'énergie. Ainsi, pour les nouveaux abonnés, il est proposé de supprimer le tarif MC0 et de recentrer les tarifs du réseau de chaleur uniquement sur les trois options existantes MC1, MC2 et MC3.

En complément, le classement du réseau va permettre d'augmenter le nombre de raccordements par rapport aux prévisions initiales. Cela se traduit dans le plan quinquennal de travaux prévisionnels de la période 2022-2026 décrit au sein de l'avenant n° 7. L'ambition affichée de la collectivité dans le cadre de l'élaboration du PCAET Solidaire, les évolutions réglementaires, ainsi que divers aléas, dont la crise sanitaire, qui ont conduit à un report d'investissements prévus sur la période 2017-2021, conduisent au plan quinquennal de travaux 2022 – 2026 suivant :

- **Antigone/Polygone** : Finalisation de l'installation de la cogénération au gaz d'Antigone et de la pompe à chaleur du Polygone avec une mise en service en février 2022. L'investissement brut prévisionnel est de 1 006 418 € HT ;
- **Port Marianne** : Poursuite des raccordements des nouveaux programmes immobiliers et construction d'une centrale de froid prévue lors de l'avenant 5 du contrat de concession. L'investissement brut prévisionnel est de 7 115 955 € HT ;
- **Cambacérès** : Construction de la centrale de production de chaleur et froid par géothermie sur nappe pour alimenter les nouveaux programmes de la ZAC Cambacérès ; prévue initialement en 2020, elle débutera en 2022. L'investissement brut prévisionnel est de 8 157 711 € HT avec une subvention attendue de 2 764 483 € ;
- **Nouveau Saint Roch** : Achèvement des travaux de la centrale de production thermo-frigorifique avec récupération de chaleur sur la production de froid et autoconsommation d'électricité photovoltaïque et raccordement des nouveaux programmes de la ZAC. L'investissement brut prévisionnel est de 2 155 594 € HT ;



- **Beau Soleil** : Mise en service début 2022 des équipements de récupération de chaleur sur le réseau public de collecte des eaux usées suite à la mise en service en 2021 de la centrale thermo-frigorifique et poursuite du raccordement des nouveaux programmes de la ZAC. L'investissement brut prévisionnel est de 213 974 € HT ;
- **EAI-Cité Créative / Croix d'Argent** : Construction de la chaufferie bois de l'EAI/Cité créative telle que prévue dans l'avenant 5 avec un an de retard sur le début des travaux, rénovation de la chaufferie gaz de la copropriété du Mas Drevon, pose du réseau de chaleur des quartiers EAI-Cité Créative / Croix d'Argent, poursuite des raccordements, création d'un nouveau réseau de froid pour alimenter 15 000 m² de bureaux sur l'ancien musée de l'EAI. L'investissement brut prévisionnel est de 11 210 092 € HT avec une subvention attendue de 4 891 369 € ;
- **Hauts de Jausserand** : Construction d'une centrale de production de chaleur et froid par pompe à chaleur réversible sur boucle d'eau tempérée et récupération de chaleur sur les centres de données informatiques des industries du numériques de la Pompignane et raccordement des programmes de la ZAC. L'investissement brut prévisionnel est de 1 003 197 € HT avec une subvention attendue de 314 495 € ;
- **Les grisettes** : Renonciation au projet d'installation d'une cogénération prévue à l'avenant n°6 pour cause d'absence de rentabilité constatée.

Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 est évalué à 30,88 M € HT avec un montant de subventions attendue de 7,97 M €.

Conformément à l'article 70 de la convention, l'avenant n°7 prévoit également l'actualisation des tarifs d'énergie afin d'acter la fin du recours au charbon et de s'adapter au marché de l'électricité. Ainsi les indices de l'électricité qui entrent dans la composition des formules de variation des tarifs de vente de froid évoluent compte tenu des évolutions sur le volume d'Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique (ARENH). Ces évolutions d'indices n'impactent que les clients raccordés au réseau de climatisation et non pas les ménages qui sont raccordés au réseau de chaleur. Pour rappel, ces ménages bénéficient d'un taux de TVA réduit compte tenu du taux d'énergie renouvelable du réseau.

De plus, afin de permettre l'implantation de la chaufferie bois du réseau Cité Créative et la centrale géothermique du réseau Cambacérès, la Métropole doit mettre à disposition de la SERM, trois parcelles dont elle est propriétaire (les références de parcelles sont précisées dans l'avenant n°7).

Enfin, afin de se conformer à la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, il est ajouté un article au contrat de concession pour se conformer aux nouvelles obligations incombant au titulaire d'un contrat de la commande publique, à savoir, assurer l'égalité des usagers devant le service public et veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Pour information, ce projet d'avenant n°7 au contrat de concession du réseau public de distribution de chaleur et de froid a été présenté préalablement en commission de délégation de service publique (CDSP) le 8 mars 2022, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de concession ;
- D'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal 2022-2026 ;
- D'autoriser la mise à disposition de parcelles pour l'implantation des chaufferies Cité créative et Cambacérès ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183329-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RMCF\_Avenant7
- RMCF\_Avenant7\_Annexe1\_PQ17-21
- RMCF\_Avenant7\_Annexe2\_Description
- RMCF\_Avenant7\_Annexe3\_PQ22-26
- RMCF\_Avenant7\_Annexe4\_PQ\_VNC
- RMCF\_Avenant7\_CEP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUÏ, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - Concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente - Avenant de prorogation du contrat de concession de la Ville de Montpellier et des conventions afférentes - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité.

Il existe actuellement 9 contrats de concession pour la distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclus entre le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

- Sept contrats portés directement par la Métropole, en tant qu'AODE, avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols, les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnant du 3 juin 2022 à février 2028.

La société EDF, initialement gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, et la Ville de Montpellier, initialement autorité concédante de la distribution d'électricité, ont signé une convention de concession et un cahier des charges pour la distribution publique d'énergie électrique et la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente, exécutoire le 3 août 2006, pour une durée de quinze ans. Cette convention de concession a été prorogée jusqu'au 3 juin 2022.

En vertu de l'article 23 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF, devenue Enedis en 2016. La société EDF est le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine. La Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base du modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux.

Afin de défendre au mieux les intérêts de la Collectivité, il y a lieu de poursuivre les négociations en cours. Cela nécessite de prolonger le contrat actuel sur le territoire de la Ville de Montpellier jusqu'au 3 septembre 2022. Si l'ensemble des parties parviennent à conclure un nouveau contrat dans ce délai, alors il se substituera au contrat en cours dès sa notification et sa prolongation jusqu'au 3 septembre 2022 ne serait plus nécessaire. En revanche, si les parties ne parviennent pas à conclure un nouveau contrat dans ce délai, alors la prolongation du contrat en cours jusqu'au 3 septembre 2022 demeurera nécessaire.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales, la commission de délégation de service publique réunie le 8 mars 2022, a émis un avis favorable.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant de prorogation jusqu'au 3 septembre 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182962-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant concession electricité.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Environnement - Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Attribution de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC) intervient auprès de nombreux publics et mène des actions en cohérence avec les objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial en cours d'élaboration par la Métropole :

- Sobriété et efficacité énergétiques ;
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bois-énergie, géothermie...) ;
- Lutte contre le dérèglement climatique ;
- Utilisation rationnelle de l'eau.

Son rôle est notamment d'accompagner les communes et les professionnels dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie et d'eau, et de développement des énergies renouvelables. Son action peut prendre plusieurs formes : information, conseil, formation, accompagnement et expertise technique, veille juridique et technologique, etc.

La Métropole a par ailleurs confié à l'ALEC l'organisation du guichet unique de la rénovation énergétique, qui consiste à apporter un conseil personnalisé aux particuliers qui souhaitent engager des travaux de rénovation thermique de leur logement et à les accompagner à toutes les étapes de leur projet. Ce dispositif cible particulièrement les copropriétés, notamment les passoires thermiques, et doit contribuer à réduire la précarité énergétique en agissant auprès des publics les plus fragiles.

Par délibération n°MD2022-51 du 14 février 2022, le Conseil de Métropole avait alloué une première attribution de subventions afin de permettre à l'ALEC de fonctionner dès le début de l'année. A la suite du vote du budget 2022, il y a lieu de modifier, par avenant, les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Titre	Montant affecté au conseil du 25 janvier 2022	Nouvelle attribution
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Fonctionnement		72 500 €	72 500 €
		Projet	RENOV'ENERGIE & GUICHET UNIQUE	150 000 €	615 364 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des avenants aux conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des avenants aux convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183214-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant fonctionnement
- Avenant subv projet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Environnement - Extension des consignes de tri - Plan Boost ECT des éco-organismes Citeo/Adelphe - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'août 2015 a fixé des objectifs ambitieux en matière de recyclage matière, en imposant notamment une généralisation de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée résolument dans l'amélioration des performances de tri, en particulier des emballages ménagers en procédant à l'agrandissement et à la modernisation de son centre de tri DEMETER. Cette opération a également été l'occasion de prendre en compte l'extension des consignes de tri à tous les emballages, avec deux années d'anticipation sur l'obligation réglementaire. Au terme de ces travaux, l'installation a été remise en service début janvier 2020.

Simultanément, les habitants de la Métropole se sont donc vus proposés une simplification de leur geste de tri selon deux phases consécutives, d'abord en septembre 2019, concernant 17 communes, puis en janvier 2020, pour les 14 communes restantes. Depuis, sont ainsi à déposer dans les bacs (ou sacs) jaunes, en plus des papiers et des emballages ménagers déjà autorisés (cartons, briques, métal, aluminium, bouteilles et flacons en plastique), tous les autres emballages plastiques, vidés, non lavés (barquettes, pots, blisters, films, ...). Ces apports complémentaires dans le bac de tri sont estimés à 2 kg de résines plastiques supplémentaires triés par habitant et par an, avec en outre un effet d'entraînement sur les autres matériaux.

L'extension des consignes de tri a fait l'objet d'un vaste plan d'accompagnement et de sensibilisation des usagers comprenant :

- Un état des lieux du tri des déchets recyclables secs en bacs ou sacs jaunes ;
- Une stratégie pour l'amélioration des moyens de pré-collecte, afin de permettre au plus grand nombre d'accéder dans les meilleures conditions possibles au geste de tri dans un contexte de simplification des consignes ;
- Un plan de communication et de sensibilisation permettant de mobiliser les habitants déjà trieurs vers le nouveau geste, mais aussi d'engager de nouveaux habitants au geste de tri du fait de la simplification du message (« *tous les emballages se trient* »).

Au terme de ces deux premières années, le bilan tiré de l'extension des consignes de tri montre toutefois un déficit dans l'atteinte des performances attendues et une augmentation sensible du taux des refus qui est passé de 25 % à 30 %, dépassant même régulièrement cette valeur.

Ce phénomène n'est toutefois pas propre à Montpellier Méditerranée Métropole, conduisant les éco-organismes CITEO/ADELPHE à engager un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation. Afin d'améliorer la situation dans ces territoires, et conformément à leur cahier des charges d'agrément 2018-2022, CITEO/ADELPHE souhaitent proposer aux collectivités volontaires un accompagnement renforcé dédié à l'Extension des Consignes de Tri au travers d'un projet d'amélioration.

Celui-ci intégrera notamment une phase d'assistance à la définition d'un plan d'action et une phase de mise en œuvre opérationnelle. Cet accompagnement dénommé « Plan Boost ECT » prévoit d'accompagner les collectivités à l'amélioration des performances de recyclage, *a minima* sur le flux contenant les plastiques, à travers des actions simples et efficaces, un plan de communication et des actions correctives sur le dispositif technique. Les actions éligibles aux financements de CITEO/ADELPHE devront consister à relancer *a minima* l'information auprès de l'ensemble des usagers au travers d'un panel d'indispensables de communication. Le plan d'action pourra également inclure des actions correctives sur le dispositif de pré-collecte, destinées exclusivement aux emballages légers, et justifiées au regard de l'objectif d'amélioration des performances de recyclage des plastiques, en lien avec des actions de communication.

Pour ce faire, Montpellier Méditerranée Métropole sera accompagnée par un tiers dédié désigné et entièrement financé par CITEO/ADELPHE et les interlocuteurs régionaux habituels CITEO/ADELPHE. Il réalisera un état des lieux et un diagnostic précis de son dispositif technique et de ce qui a été réalisé en matière de communication à l'habitant. Montpellier Méditerranée Métropole se basera ensuite sur cet état des lieux et ce diagnostic pour élaborer le plan d'action qu'elle présentera à CITEO/ADELPHE. Les actions rattachées aux objectifs seront assorties d'un calendrier de mise en œuvre et d'une liste prévisionnelle des dépenses correspondantes, assortie d'un courrier d'engagement de la Collectivité à disposer des budgets et des moyens correspondants. Ces actions devront être mises en œuvre et achevées dans un délai global de 17 mois maximum à compter de la réunion de lancement.

CITEO/ADELPHE financera l'opération sur la base d'un taux de financement de 60 % des dépenses éligibles validées par Citeo, dans la limite d'un plafond correspondant à 1 € par habitant (sur la base de la population – INSEE 2017).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au « Plan Boost ECT » lancé par CITEO/ADELPHE tel qu'exposé ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183132-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Environnement - MRBC Montpellier ReBuilding Center - Convention d'attribution de subvention d'investissement 2021 - Avenant - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

L'association MRBC Montpellier ReBuilding Center a été créée le 1<sup>er</sup> juillet 2019. Elle œuvre en faveur de la prévention des déchets et de la promotion de l'économie circulaire, dans le domaine du bâtiment, par le réemploi et la réutilisation des produits et matériaux du bâtiment et la mise en relation et en réseau des acteurs de la filière. Cette association, agréée Entreprise d'Insertion, a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle de personnes en recherche d'emploi en proposant la mise en place d'actions d'insertion professionnelle relevant de l'Insertion par l'Activité Economique.

Ce projet s'inscrit à la fois dans la stratégie zéro déchet impulsée par la Métropole et dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, d'emploi et de politique de la ville. Par ailleurs, il s'inscrit dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi co-signée par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier et l'Etat.

La Métropole a attribué une subvention d'investissement de 20 000 € à l'association lors du Conseil de Métropole du 23 novembre 2021 (délibération n° M2021-515). La nature des achats prévus ayant évolué pour s'adapter au local occupé notamment, il est proposé un avenant à la convention d'attribution de subvention pour permettre à l'association d'acheter le matériel utile aux besoins actuels du projet. La subvention d'investissement proposée (dont le montant reste identique) permettra à l'association MRBC d'acquérir tout type de matériel concourant à la mise en œuvre de son activité.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'attribution de subvention d'investissement 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association MRBC Montpellier ReBuilding Center ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant convention MRBC 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## RESSOURCES



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Clothilde OLLIER



## **Ressources - Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se substitue à la plupart des primes et indemnités existantes dans la Fonction Publique d'Etat, lesquelles constituent le fondement du régime indemnitaire actuel.

Selon le principe de parité et d'équivalence entre les corps de la Fonction Publique d'Etat et des cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale doivent mettre en œuvre ce nouveau régime indemnitaire qui se substitue de droit au régime indemnitaire existant.

Le RIFSEEP est constitué de deux parts cumulables :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : elle est fonction d'une part, du poste occupé et du groupe de fonctions auquel ce poste est rattaché, et d'autre part, du grade de l'agent. Elle est versée mensuellement ;
- Le complément indemnitaire annuel (CIA) : il repose sur l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent et est lié à l'entretien professionnel. Il peut être versé en une ou plusieurs fois.

Dans le cadre de ce nouveau régime indemnitaire, les collectivités territoriales demeurent libres de fixer les plafonds applicables à chacune de ces deux parts, sous la seule réserve que leur somme ne dépasse pas le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Elles sont également libres de déterminer les critères d'attribution des primes correspondants à chacune de ces parts.

Ce régime indemnitaire constitue l'un des principaux piliers du pacte social du mandat qui reste à finaliser. Traduction d'un engagement réciproque de l'ensemble des acteurs de nos collectivités, ce pacte concilie l'exigence d'un service public de qualité et la nécessaire reconnaissance et valorisation des agents qui y contribuent.

La crise sanitaire a révélé au grand public l'importance vitale du service public : de santé en premier lieu, mais de manière plus large de tous les acteurs publics et en particulier les collectivités locales.

Les agents de nos collectivités ont poursuivi, durant cette crise, de manière exemplaire leur engagement au service du territoire et de nos habitants. C'est cet engagement, déjà reconnu, qu'il faut reconnaître et encourager afin de le pérenniser, voire de le renforcer encore.

Pour ce faire, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS ont fait le choix fort et assumé d'investir sur le capital humain que constituent leurs 8000 agents. Durant tout le mandat et selon un agenda qui reste à finaliser, la politique de gestion des ressources humaines porte les objectifs suivants :

- La mise en place d'une rémunération plus sociale, plus équitable et plus juste ;
- Une amélioration de conditions de travail ;
- Un accompagnement des agents tout au long de leur carrière afin de renforcer leur employabilité ;
- Le développement des compétences et des savoir-faire ;
- Un dialogue permanent tant avec les Organisations syndicales qu'avec les agents ;
- Une politique managériale humaine et responsabilisante.

Sur le premier point, la Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS assument un agenda social qui prend la forme suivante :

- ✓ La mise en œuvre d'une prime « spéciale COVID » en 2020 ;
- ✓ La création de la prime d'intéressement collectif en 2021 ;
- ✓ L'adoption du RIFSEEP en Mars 2022 pour une application à mi- année ;
- ✓ La seconde partie du RIFSEEP en 2023 ;
- ✓ L'évolution de la participation de l'employeur sur les prestations sociales en 2023 et 2024.

Cette politique volontariste s'accompagne de la création régulière de nouveaux moyens humains afin de déprécariser et renforcer les pôles qui structurent dorénavant l'organisation administrative.

Cet investissement affirmé pour soutenir et reconnaître l'action des agents de nos collectivités s'inscrit dans le cadre d'une refonte globale de notre politique RH au service des objectifs ambitieux que nous portons pour notre territoire et des politiques publiques que nous souhaitons déployer.

C'est dans cet esprit que la Ville, le CCAS et la Métropole ont décidé de faire de la contrainte réglementaire qui s'impose à elles, une véritable opportunité pour rebâtir une politique de rémunération plus juste, plus équitable, et plus sociale, garante d'une plus grande attractivité de nos collectivités.

C'est donc un engagement politique et financier fort des deux collectivités qui verront leurs budgets consacrés à la masse salariale progresser de manière significative.

Avec la valorisation des différents niveaux de régime indemnitaires proposés, et notamment à l'égard de nos agents les plus précaires et de ceux qui sont au plus près de nos concitoyens, nous faisons le choix d'une politique sociale renforcée et solidaire.

En cohérence avec la nouvelle organisation des services, ce régime indemnitaire se donne aussi les leviers pour mieux reconnaître et valoriser les prises de responsabilités et l'engagement professionnel de nos agents.

Il doit permettre, dans un souci d'équité renforcée, à tendre vers l'harmonisation des régimes indemnitaires entre collectivité, mais aussi vers un rapprochement des écarts indemnitaires entre filière à même niveau de responsabilité.

C'est un enjeu d'autant plus important dans un contexte de mutualisation renforcée des services, qui doit favoriser les passerelles et les mobilités des agents entre collectivités. Cette dynamique de rapprochement et de convergence se prolongera sur la durée du mandat.

La présente délibération qui institue le RIFSEEP abroge, pour les agents compris dans son champ d'application, les délibérations existantes relatives aux primes pouvant être attribuées aux personnels.

Le présent dispositif s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

### **Article 1 - Champ d'application du RIFSEEP**

Bénéficient du régime indemnitaire, l'ensemble des fonctionnaires, titulaires et stagiaires, et des agents contractuels mensualisés de droit public.

En sont exclus les agents de droit privé, les agents vacataires, ainsi que les agents saisonniers, à l'exception des emplois nécessitant une qualification particulière, les contrats pris en référence aux articles 110, 110-1 (collaborateur de Cabinet ou de groupe d'élus)

Par exception, les agents contractuels percevant au moment de l'adoption du RIFSEEP, un régime indemnitaire plus favorable, conserveront le bénéfice de ce dernier jusqu'à la fin de leur contrat en cours.

Les montants des différentes composantes de ce régime indemnitaire sont attribués dans la limite des montants maximums du régime indemnitaire prévus par les textes de référence pour chaque grade ou cadre d'emplois.

### **Article 2 - Les cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP**

Au vu de la parution des arrêtés ministériels de référence des corps de la Fonction Publique d'Etat, seule la filière police municipale et les cadres d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et assistants territoriaux d'enseignement artistique ne rentrent pas dans le champ d'application du RIFSEEP.

Pour ces cadres d'emplois, les délibérations actuellement en vigueur sont maintenues ; les modalités et niveaux d'attributions actuels sont inchangés.

Les montants des différentes composantes de ces régimes indemnitaires sont attribués dans la limite des montants maximums du régime indemnitaire prévus par les textes de référence pour chaque grade ou cadre d'emplois.

En cohérence avec les dispositions de la présente délibération,

- En cas de mobilité conduisant à une baisse de régime indemnitaire, l'agent peut se voir maintenir sur une période de 12 mois maximum le régime indemnitaire correspondant au poste occupé antérieurement ;
- Lors d'une décharge d'activité à titre syndical, l'agent conserve le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées précédemment à la décharge totale d'activité.

Enfin, pour ces cadres d'emplois, il sera fait application de l'article 3.1.6 de la présente délibération, ainsi que des dispositifs de sujétions et bonifications décrits aux annexes 2 et 3, et des dispositions de l'annexe 4 relative aux autres primes et indemnités.

### **Article 3 - Architecture du RIFSEEP**

Le RIFSEEP est constitué de deux parts cumulables :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) ;
- Le complément indemnitaire annuel (CIA).

#### **3.1 L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)**

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Il tient compte des critères professionnels suivants (décret n° 2014-513 du 20 mai 2014) :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

##### **3.1.1 Principes de l'IFSE**

L'IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

L'IFSE est versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué. Pour l'application de l'IFSE, des montants maximaux d'attribution sont déterminés selon le groupe de fonctions, ils sont arrêtés par la délibération instituant le RIFSEEP.

Ces montants ne peuvent dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat. Conformément au principe de libre administration, il est précisé que l'appréciation du plafond pour chacun des groupes de fonctions est le résultat de la limite du plafond global des deux parts (IFSE et CIA).

Un montant mensuel minimum d'IFSE par grade et par groupe de fonctions est également défini. Ce montant est fixé pour un temps complet sur la totalité d'un mois. Ainsi en application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les montants sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

Le montant individuel de l'IFSE est fixé, dans le respect des plafonds réglementaires, en fonction du grade de l'agent et du groupe de fonctions auquel est rattaché son poste.

Par ailleurs, en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité, l'IFSE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par l'arrêté du 27 août 2015 pris pour application de cet article du décret notamment, dès lors que l'agent en remplit les conditions et modalités de versement. Les primes et indemnités cumulables et instituées figurent en annexe 4.

Pour chaque agent, l'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler cette attribution.

Dans le cas particulier d'un agent logé pour nécessité absolue de service, l'IFSE part fonctions qui lui est attribué au regard de son groupe fonctions et de son grade, est appréciée au regard des plafonds réglementaires spécifiques applicables aux agents logés.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté. Cet arrêté précisera également si l'agent est susceptible, après service fait, de percevoir l'une ou plusieurs composantes de l'IFSE liées aux sujétions particulières telles que décrites dans l'annexe 2.

### 3.1.2 Composantes de l'IFSE

L'IFSE attribuée individuellement à chaque agent résulte de l'addition de différentes composantes, dans le respect des principes précédemment énoncés.

L'IFSE est ainsi constituée de 3 parts, dont seule la première est obligatoire :

- **Une IFSE Part fonctions**, part principale attribuée à chaque agent, qui valorise les fonctions d'encadrement, de coordination technique et administrative transversale, d'expertise et de technicité (annexe 1) ;
- **Une IFSE Part sujétions**, attribuée sur certains postes en fonction des situations de sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste retenues (annexe 2).  
L'indemnisation de contraintes particulières associées à l'exercice de certains postes donne ainsi droit à la perception d'une IFSE sujétions qui s'ajoute à l'IFSE part fonctions ;
- **Une IFSE Part bonifications** peut également être versée au regard des certaines missions complémentaires propres à l'agent, indépendamment du poste occupé, et telles que décrites à l'annexe 3. Elle s'ajoute à l'IFSE part fonctions, et, le cas échéant, à l'IFSE part sujétions identifiée sur le poste occupé par l'agent.

L'IFSE sera donc attribuée, en fonction du grade détenu, d'une part au regard des fonctions occupées (IFSE Part Fonctions) et d'autre part au regard des sujétions et bonifications associées.

#### 3.1.2.1 IFSE part fonctions

##### Critères liés à l'occupation des fonctions

La mise en œuvre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposera sur la notion de groupes de fonctions dont le nombre est défini pour chaque cadre d'emplois, conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

Il est proposé d'arrêter les groupes de fonctions suivants et de répartir les emplois en leur sein, comme suit :

POSTE CAT.	GROUPE	EMPLOI
A	AG1	Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle
	AG2	Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1
	AG3	Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	AG4	Tout autre emploi - Fonctions de grade
B	BG1	Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	BG2	Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe
	BG3	Tout autre emploi - Fonctions de grade
C	CG1	Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois de référent - coordonnateur
	CG2	Tout autre emploi - Fonctions de grade

L'attribution de l'IFSE part fonctions est ainsi déterminée en fonction du groupe auquel l'emploi occupé est rattaché.

#### 3.1.2.2 IFSE part sujétions

Le mécanisme de la part sujétions est engagé :

- Soit au regard des conditions récurrentes de travail de l'agent : la part sujétions est alors forfaitaire et mensualisée ;
- Soit après service fait : il est lié dans ce cas à un évènement particulier et la part sujétions versée est calculée chaque mois en fonction du service effectué.

Un agent peut cumuler ces deux mécanismes au titre de la part sujétions.

Pour tous ces cas, il sera fait application des plafonds d'IFSE tels que définis à l'annexe 1.

Il est précisé que lorsqu'un agent n'exerce plus les fonctions justifiant l'attribution d'une IFSE Part sujétions (à l'occasion d'un changement de poste, ou bien lorsque les conditions d'exercice des fonctions ne justifient plus l'attribution d'une IFSE Sujétions), celle-ci est retirée.

### **Part sujétions liée aux conditions récurrentes de travail.**

Une IFSE Part sujétions peut être versée en fonction des situations retenues de sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste. En effet, l'indemnisation de contraintes particulières associées à l'exercice de certains postes donne droit à la perception d'une IFSE Sujétions. Les postes et emplois seront définis dans un règlement d'application visant à traiter les situations concrètes et individuelles dans les limites des plafonds définies par la présente délibération.

Cette part sujétions est réduite au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet selon les règles de paie en vigueur.

Cette part sujétions mensualisée ne pourra excéder 50% du montant minimal de l'IFSE part fonctions versée à l'agent.

### **Part sujétions après service fait lié à un évènement particulier**

Certaines situations de sujétions, telles que décrites dans l'annexe 2 jointe, sont conditionnées à la réalisation d'un service fait pour enclencher la part sujétions correspondante.

#### **3.1.3 Réexamen de l'IFSE**

Le montant de l'IFSE Part fonctions fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de mobilité vers un poste relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les 4 ans, en l'absence de changement de poste ;
- En cas de changement de grade suite à une promotion.

Il est rappelé que le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique.

#### **3.1.4 Mobilité**

Lors d'une mobilité conduisant à une baisse de l'IFSE part fonctions, l'agent peut se voir maintenir sur une période de 12 mois maximum l'IFSE part fonctions correspondante au poste occupé antérieurement.

#### **3.1.5 Dispositif métiers en tension**

A titre exceptionnel et si aucune compétence interne n'a pu être identifiée, l'IFSE part fonctions peut être modulée sur décision de l'autorité territoriale, dans la limite des plafonds instaurés, afin de permettre le recrutement de profils expérimentés dans des secteurs où les compétences évoluent rapidement et/ou sont rares. Ces dispositions doivent permettre de renforcer l'attractivité de la collectivité dans des secteurs identifiés en tension.

Cette modulation se fondera notamment sur les éléments suivants :

- Le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste ;
- L'approfondissement des savoirs techniques, des pratiques ;
- Les qualifications et diplômes obtenus ;
- La maîtrise d'une compétence présentant un avantage significatif pour la collectivité.

En vue de veiller à l'équité salariale, une attention particulière sera accordée à la cohérence de l'IFSE Part fonctions servie au titre de cet article avec les emplois similaires présents au sein de notre collectivité.

### 3.1.6 Modalités de maintien en cas d'absence

En application des dispositions du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congé, les agents publics relevant de la fonction publique de l'État conservent le bénéfice de l'IFSE dans les mêmes proportions que leur traitement en cas de :

- Congés annuels ;
- Congés de maladie ordinaire ;
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service ;
- Congé pour maternité ;
- Congé pour adoption ;
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Ainsi l'ensemble des primes et indemnités définies dans le cadre du présent régime indemnitaire sera maintenu dans les mêmes proportions que la rémunération principale en cas de congés pour raison de santé définis par la loi du 26 janvier 1984 et notamment son article 57 et par le Décret n°88-145 du 15 février 1988 et notamment ses articles 7 et 8, ainsi qu'au cours de la période de préparation au reclassement (PPR) prévue par l'article 85-1 de la loi du 26 janvier 1984, dans le respect des dispositions du décret n°2010-997 du 26 août 2010 susvisé et du principe de parité tel que défini à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

En conséquence, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

En outre, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise sur une période de référence. Les modalités pratiques d'application seront précisées dans le cadre d'une prochaine délibération, en vue d'une mise en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### 3.1.7 Situation spécifique

Les agents bénéficiant d'une décharge totale d'activité au titre du droit syndical sont classés dans le groupe de fonctions correspondant aux fonctions exercées précédemment à la décharge totale d'activité.

### 3.1.8 Situation des agents pour lesquels la mise en place de l'IFSE induirait une diminution de régime indemnitaire

Conformément à l'article 6 du décret 2014-513 du 20 mai 2014, un maintien individuel du montant de régime indemnitaire détenu précédemment est garanti aux agents dans le cas où le nouveau montant indemnitaire issu de la mise en place de l'IFSE qui leur est attribué serait inférieur au montant versé au titre de leur régime indemnitaire antérieur et ce, jusqu'au premier changement de fonction.

Cette compensation au titre du maintien du régime indemnitaire pourra être diminuée à due concurrence de la progression de la rémunération induite par le déroulement de carrière jusqu'à sa neutralisation.

## 3.2 Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

A titre liminaire, le caractère d'avantage collectif n'ayant pas été reconnu à la « prime semestrielle » historiquement versée, il est proposé d'en affecter le montant dans le CIA pour les cadres d'emplois relevant du RIFSEEP.

A contrario, pour les cadres d'emplois non encore concernés par le RIFSEEP, la « prime semestrielle » sera appliquée selon les montants et modalités de versement actuellement en vigueur.

De même la « Part complémentaire du régime indemnitaire » (PCI) actuellement applicable aux professeurs et assistants d'enseignement artistique au sein de la Métropole de Montpellier sera maintenue, selon les montants et modalités de versement actuellement en vigueur, n'étant toujours pas concernés par le RIFSEEP.

### **3.2.1 Les principes**

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1.

En application du principe de parité fixé à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et en vertu du principe de libre administration des collectivités territoriales, le montant du CIA attribué s'articulera autour d'un montant de 1 230 euros, susceptible d'être majoré à titre individuel jusqu'à 1 830 euros annuels en fonction de l'évaluation professionnelle et de la satisfaction des objectifs fixés, et selon des critères qui seront précisés dans un règlement d'application.

En conséquence, la part des plafonds du RIFSEEP consacrée au CIA pour chaque groupe de fonctions est fixée à 1 830 euros annuel.

### **3.2.2 Les conditions de versement**

Le CIA est proratisé suivant le temps de travail et versé annuellement en 2 fractions en mai et en novembre.

Le CIA est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet selon les règles de paie en vigueur.

Le CIA fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le régime indemnitaire applicable aux agents selon les modalités ci-dessus définies et les annexes jointes à la présente délibération ;
- D'abroger la délibération n°1351 du 16 décembre 2015 instaurant le RIFSEEP pour les administrateurs territoriaux à compter de la mise en œuvre du RIFSEEP ;
- De préciser que ce régime indemnitaire sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De prendre acte qu'un règlement d'attribution sera rédigé dans le cadre de l'application concrète et individuelle des principes ici définis en faveur des agents ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185446-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXE\_1\_\_MONTANT\_MENSUEL\_DE\_L\_IFSE1647443760756.docx

- ANNEXE 2 - PART IFSE SUJETIONS.docx

- ANNEXE\_3\_\_PART\_IFSE\_BONIFICATION1647427865342.docx

- ANNEXE 4 - AUTRES\_PRIMES\_ET\_INDEMNITES.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD

## **Ressources - Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

En application du décret n° 2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, et afin de reconnaître l'investissement collectif des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé pour l'exercice 2022 la reconduction au sein des services de la Métropole de la prime d'intéressement à la performance collective.

### **Bénéficiaires**

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

### **Montant**

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n° 2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

### **Conditions de versement**

En application de l'article 5 du décret n° 2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, une présence effective au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ou de la Ville de Montpellier d'au moins six mois pendant la période de référence, soit entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre 2022.

Pour la comptabilisation de la durée de présence effective, sont considérées comme de la présence effective les périodes :

- De congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- De congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- De congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- De congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- De formation professionnelle, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

Pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. Un agent peut être exclu du bénéfice de la prime au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir. Cette exclusion est formalisée par un rapport joint à l'entretien professionnel de l'agent.

### **Objectifs pris en compte**

A cet effet, chacun des pôles et missions de la collectivité a pour double objectif :

- De mobiliser l'ensemble des agents dans les projets de réorganisation découlant de la nouvelle organisation des services, et dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement interne, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques ;
- De respecter le cap financier pour répondre à un projet de mandat ambitieux notamment la gratuité des transports.

## **Versement de la prime**

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé, pour chaque service à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints. Le caractère forfaitaire de la prime permet en effet de répondre aux objectifs de mobilisation des agents autour d'un objectif commun au service ou au groupe de services.

Conformément aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° INTB1234383C du 22 octobre 2017, la prime d'intéressement à la performance collective suit les mêmes règles que le traitement de l'agent (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire. Elle sera versée à chaque agent au terme de l'évaluation des résultats collectivement atteints.

Les modalités de création de la prime d'intéressement à la performance collective ont fait l'objet d'un avis du comité technique.

Le montant total de cette prime est estimé à 700 000 € en année pleine.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-180701-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable. La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
<b>Cournonterral</b>	Construction d'une Halle des sports	<b>400 000</b>
<b>Vendargues</b>	Restructuration et extension des locaux de l'espace Jeunes	<b>200 000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>600 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes des conventions de versement entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185465-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention d'attribution de fonds d'équipement aux communes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL



## Ressources - Fonds de concours de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour le programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations liées à l'aménagement des espaces publics en vue d'une ville apaisée. Ces opérations contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite encourager et soutenir les opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, menées par la Métropole sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit, par sa Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), d'investir 983 M € sur les mobilités douces et alternatives.

La Ville souhaite s'engager par l'attribution d'un fonds de concours global de 100 M € pour la ville apaisée. Ce fonds de concours sera affecté annuellement sur la base du programme d'investissement prévu au budget de la Métropole.

Pour 2022, la Ville souhaite contribuer à hauteur de 25 M € au programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, mené par la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), un fonds de concours peut être versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2022, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations (poursuite de la réalisation du réseau de tramway, aménagements des espaces publics et réseaux afférents, acquisition de matériel roulant et création d'un nouveau dépôt pour les rames) telles que défini dans la convention de fonds de concours, s'élève à 25 000 000 €. Il se décompose comme suit :

Opérations	BUDGET 2022	Montant HT	Taux	Montant du fonds de concours
L5 de tramway	80 298 838,00€	66 915 698,33€	37,36%	25 000 000,00€

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:**

- D'approuver la perception d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 25 000 000 € pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- D'approuver les termes de la convention de fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention FDC 2022 Tramway ligne 5 V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Ressources - Taux d'imposition des taxes directes pour 2022 - Adoption

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante). Depuis la réforme de la taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti, et cotisation foncière des entreprises.

L'année 2021 a marqué la première année d'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales. Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Métropole : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste mais son taux d'imposition est figé jusqu'en 2022 inclus, et ne peut donc être modifié. Le produit perdu est compensé par le reversement d'une part de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) nationale. Ce mécanisme a garanti une stricte neutralité pour les EPCI en 2021 sur la base du produit perçu en 2020 (mais sans revalorisation pour l'année 2021) mais sans pouvoir de modulation pour l'avenir.

Ainsi, en 2022, seuls les taux d'imposition de taxe foncière bâtie, de taxe foncière non bâtie et de cotisation foncière des entreprises peuvent être votés par le Conseil de Métropole. Il est proposé de maintenir les taux à leur niveau de 2021.

Taxes	Taux d'imposition 2022	Pourcentage d'évolution des taux en 2022
Cotisation Foncière des entreprises	36,58 %	0 %
Taxe sur le Foncier Bâti	0,167 %	0 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti	5,69 %	0 %
Taxe d'Habitation	12,08 %	(taux gelé au taux 2019)

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De maintenir les taux d'imposition 2022 à leur niveau de 2021 :
  - Taux de Cotisation Foncière des entreprises : 36,58 % ;
  - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167 % ;
  - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69 % ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184278-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Etat de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Ressources - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2022 - Adoption**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les bases nettes de TEOM n'ont pas été notifiées par la Direction Départementale des Finances Publiques à la date de production de la délibération, ce qui ne permet pas de partager cette information.

Il est proposé à de fixer une évolution du taux d'imposition de TEOM de +0% pour 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 12,35 % ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184279-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

### **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Etat de notification des bases d'imposition provisionnelles à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## **Ressources - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2022 - Adoption**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 et à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018. Cette compétence est venue compléter et renforcer ce périmètre d'actions de la Métropole, d'un point de vue géographique et thématique.

La GEMAPI recouvre des missions variées tels que l'aménagement de bassin hydrographique (études globales de connaissance du fonctionnement d'un bassin – préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau...), l'entretien des cours d'eau (en cas de défaillance des propriétaires riverains), la défense contre les eaux et submersion marine (construire, entretenir et surveiller des ouvrages hydrauliques constitués en système d'endiguement), la restauration des écosystèmes et zones humides (restauration de la continuité écologique, gestion des zones humides, restauration hydro-morphologique des cours d'eau).

Par délibération n°14855 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a institué la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Son produit est défini annuellement. Il est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence

Suivant la programmation pluriannuelle de financement de cette compétence, il est proposé de maintenir le produit attendu à 5M€ en 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De maintenir le produit de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations à 5 M€ pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184280-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Ressources - Concession Cambacérès à Montpellier - Garantie de deux emprunts contractés par la SA3M - Approbation

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) mises en service en 2017. Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la gare Montpellier-Sud de France - Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) - mise en service en juillet 2018. De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et créé une ZAC sur 60 hectares.

La zone d'aménagement concerté ZAC 1 Cambacérès vise à assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du PEM autour de la gare Montpellier - Sud de France et son intégration au sein d'un pôle tertiaire et d'enseignement supérieur bénéficiant de sa forte valeur de localisation pour les grands comptes régionaux et nationaux grâce à l'effet vitrine le long des grands axes de déplacement et son excellente desserte. Aussi, c'est le lieu d'implantation de l'écosystème innovant French Tech engagé par la Métropole autour de la Halle de l'Innovation, qui doit irriguer le site et profiter plus largement au développement économique de la Métropole. La ZAC est opérationnelle depuis 2015. Elle s'étend sur 60 hectares, dont 25 hectares d'urbanisation nouvelle. La programmation prévoit environ 400 000 m<sup>2</sup> de bureaux et d'établissements d'enseignement supérieur, constitutifs du pôle tertiaire supérieur, ainsi que des commerces de proximité, services et équipements publics à destination des usagers et des habitants.

La concession d'aménagement inclut, pour le compte de la Métropole, la construction sur ce site de la Halle de l'innovation destinée à accueillir des start-up et entreprises innovantes. Ce bâtiment doit être livré fin 2022. En outre, plusieurs îlots tertiaires et d'enseignement supérieur sont engagés. Ainsi, les travaux de viabilisation se poursuivent notamment avec le paysagement des bassins de rétention du parc de la Mogère, et, prochainement, la viabilisation du quartier à l'est du cours de Gare et l'aménagement de la place Françoise-Héritier devant la Halle de l'innovation. La rive ouest du cours de Gare, qui doit accueillir l'extension de la ligne 1 de tramway en 2024, doit encore être réalisée.

La concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par le concédant au service des intérêts et tous frais y afférents ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération. Cette garantie peut en outre être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de la SA3M. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au profit de la collectivité concédante. Aussi, la SA3M, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts :

Le premier, d'un montant de 2 400 000 €, est à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon :

- Montant : 2 400 000 € ;
- Périodicité trimestrielle ;
- Phase de mobilisation : 12 mois maximum ;
- Phase d'amortissement : 7 ans ;
- Taux fixe : 0,55% ;
- Echéances constantes ;
- Commission d'engagement : 0,1% ;
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Le second, d'un montant de 2 400 000 €, est à contracter auprès du Crédit Agricole Languedoc :

- Montant : 2 400 000 € ;
- Echéance annuelles ;
- Premier tirage dans les 4 mois suivants la signature du contrat ;
- Phase de mobilisation maximum : 24 mois ;
- Taux fixe : 0,47 % ;
- Echéances constantes ;
- Frais de dossier : 3 000 € ;
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SA3M, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la garantie d'emprunt à la SA3M, conformément au Code général des collectivités territoriales et aux termes de la concession d'aménagement ;
- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 400 000 € sollicité par la SA3M auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 1 920 000 € ;
- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 400 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole Languedoc, soit 1 920 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 25 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-181780-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CA offre retenue 2,4 M€ signée DG.pdf

- CELR offre retenue 2,4 M€ signée DG.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Ressources - Tarifs du Montpellier International Business Incubator (MIBI) - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La délibération ci-dessous vient modifier la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 de la politique publique « économie, innovation et attractivité » concernant les services liés au MIBI.

### ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE

#### 1. BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PEPINIERES D'ENTREPRISES (CAP ALPHA ET CAP OMEGA) ET MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI)

### BATIMENTS DU BUSINESS INNOVATION CENTRE – SERVICES

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

#### c. Bâtiment MIBI

	Tarif
<b>ENERGIE</b>	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,23 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	1,72 €
<b>SERVICE REPROGRAPHIE</b>	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,78 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,60 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,42 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,30 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,98 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,42 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,77 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,30 €
Reliure assemblage la page	0,12 €
<b>SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES</b>	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	22,00 €
<b>DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES</b>	
Abonnement mensuel	36,00 €
<b>EXPEDITION COURRIERS/COLIS</b>	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
<b>TELEPHONE</b>	
Consommation	Réel opérateur
<b>Abonnement mensuel :</b>	
Ligne téléphonique	5,00 €
Poste analogique	3,00 €
Poste numérique	6,00 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	10,00 €



<b>INTERNET</b>	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	42,50 €
<b>HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS</b>	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	10,00 €
<b>SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION</b>	
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	26,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	38,00 €
<b>CONFERENCE MULTIMEDIA</b>	
Consommation communication multi media	Réel opérateur
<b>BADGE D'ACCES PEPINIERE</b>	
L'unité	14,00 €
<b>ACCES PARKING SOUS SOL</b>	
Abonnement annuel	150,00 €
<b>SIGNALETIQUE</b>	
Extérieure/intérieure (forfait)	64,07 €
<b>REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL</b>	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,50 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	12,00 €
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>	
Remplacement néons (l'unité)	7,00 €
Remplacement clé (l'unité)	43,00 €
Remplacement store (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Remplacement bloc néons (fourniture et pose comprises)	Réel fournisseur 3M
Pénalités gestion des déchets	30,00 €
<b>INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)</b>	
L'intervention	38,00 €
<b>DIVERS</b>	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne)	14,00 €
<b>INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance) Comprend :</b>	
Domiciliation (service abonnement courrier mensuel X 12)	264,00 €
Frais de réexpédition du courrier (forfait à renouveler si épuisé)	215,00 €
Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait à renouveler si épuisé	321,00 €
Frais de gestion forfait annuel (HT)	107,00 €
<b>PRIX TOTAL :</b>	
<b>PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS</b>	
Participation rencontres thématiques (par personne)	27,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	128,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la modification de la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 et la modification tarifaire proposée ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-180714-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Ressources - Tarifs du musée Henri Prades - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades invite le public à la découverte de l'antique cité de Lattara, occupée du VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère jusqu'au III<sup>e</sup> siècle de notre ère. La boutique du musée présente aux visiteurs un large choix de livres tout public, de bijoux, de cartes postales et de produits dérivés. Il convient d'ajouter de nouvelles références afin de renouveler et d'élargir la gamme d'ouvrages et d'articles proposés à la vente. Par ailleurs, il convient de procéder à une correction concernant un tarif spécifique concernant la carte d'abonnement. L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point 4 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021.

### 4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

#### ▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes **
Tarif réduit / Pass Métropole	2,50 €	3,00 €
Plein tarif	4,00 €	5,00 €
Audioguide	1,00 €	1,00 €

\* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

\*\* durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

#### ▪ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif réduit / Pass Métropole	4,50 €	5,50 €
Plein tarif	6,00 €	7,00 €

#### ▪ Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif par personne	5,00 €	6,00 €

# ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

## ▪ Carte individuelle nominative \*

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

## ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Ateliers	Etablissements de la métropole / Pass Métropole	2,30 €
	Plein tarif	3,00 €

\* Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Anniversaire au musée	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €
ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)		
Atelier + répétition générale + spectacle	Plein tarif	50,00 €

# (1) CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X	X						
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture	X	X						
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans Hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux * sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches.	X			X				
Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif			X	X				
Abonnement annuel carte individuelle nominative	X	X					X	
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

## LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches. Il convient désormais de modifier les prix de vente des produits suivants :

# Les ouvrages

Auteurs	Titres	Prix de vente
Villanova, Thibaud	Les banquets d'Astérix : 40 recettes inspirées par les voyages d'Astérix et Obélix	24,95€
Boyer, Blandine, Chemin, Aimery	Banquet gaulois : 70 recettes venues directement de nos ancêtres... ou presque !	17,95€
Leprêtre, Brigitte	La cuisine gauloise : 35 recettes pour aujourd'hui	10,00€
Flouest, Anne, Romac, Jean-Paul	La cuisine gauloise continue	20,00€
Demoule, Jean-Paul	La révolution néolithique en France	23,00€
Dieulafait, Christine, Dieulafait Francis	Les Encyclopes, Rome et l'empire romain	15,50€
Philippon, A.	Statues-menhirs, des énigmes de pierre venues du fond des âges	29,50€
Lehoërff, Anne	Le Néolithique, Que sais-je ?	9,00€
Marc, Bruno	Statues-menhirs et dolmens des Causses et du Haut-Languedoc	29,00€
Perrier, Pascale	La véritable histoire de Carantos, le jeune Gaulois qui survécut à Alésia	6,50€
Savignac, Jean-Paul	Dictionnaire de gaulois illustré : plus de 1.000 termes : plus de 80 visuels	8,50€
Lallemand, Orianne	Le loup qui voyageait dans le temps	5,95€
Lallemand, Orianne	Le loup qui enquêtait au musée	5,95€
Badoux, F.	La fibule en or	8,50€

# Bijoux

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
Enarro	Boucles d'oreilles Florales	28,00€

# Jeux et gadgets

Fournisseur	Titres	Prix de vente
L'Emporte Pièce	Kit mosaïques	7,00€

▪ **Denrées**

<b>Fournisseur</b>	<b>Objets</b>	<b>Prix de vente</b>
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Pâté Gaulois chou/fenouil, 130g	3,09€
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Pâté Gaulois aux quatre épices, 130g	3,09€
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Pâté Gaulois pieds de cochon, 130 g	3,09€
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Pâté Gaulois au gland, 130g	3,09€
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Jarret de porc Gaulois lentilles/orges, 600g	9,12€
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Lentilles/orge gauloises, 400g	1,89€
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Quatre épices gauloise, 32g	1,89€

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modifications de la délibération n°M2021-657 et les modifications tarifaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183194-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Ressources - Tarifs du Parking Le Vicarello - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La délibération ci-dessous vient compléter la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 de la politique publique « Transport et mobilité » concernant le parking souterrain « Le Vicarello ».

### 3. PARKING SOUTERRAIN « LE VICARELLO »

Ce parking, situé sur la Commune de Castelnau-le-Lez, comprend sur un seul niveau 64 places. Aucune présence de personnel n'est assurée de façon permanente. Il est donc géré par télégestion, via un système déporté et une astreinte 24H/24H, 7Jours/7.

Abonnement mensuel	Durée	Tarif
Abonnement mensuel travail*	5 jours sur 7 du Lundi au Vendredi Ou du Mardi au Samedi	55,00 €
Abonnement mensuel résident**	7 jours sur 7	55,00 €

\* *destiné principalement aux personnes qui travaillent sur Castelnau-le-Lez (commerçants, salariés).*

\*\* *sur production d'un justificatif de domicile.*

Parking	Tarif
Première heure de chaque demi-journée	Gratuit
Plage horaire de 12h00 à 14h00	Gratuit
Dimanche de 7h00 à 13h00	Gratuit
Dimanche après 20h00*	Gratuit
A compter de la 2ème heure de stationnement	1,20€/heure supplémentaire
Droit d'occupation pour une durée de 15 ans	9 000 €

\* *lors d'ouvertures ponctuelles pour les manifestations et les spectacles.*

Le montant annuel des charges lié au droit d'usage d'une place de stationnement durant 15 ans est fixé à 240 € TTC pour la première année.

Ce montant pourra être révisé annuellement au même titre et dans les mêmes proportions que les autres tarifs du parking.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la modification de la délibération n°M2021-657 et la modification tarifaire proposée ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-181564-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Numérique et Données**, qui s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes et les métiers du numérique afin de répondre aux enjeux de la transformation numérique des collectivités et de faciliter l'usage du numérique pour les agents.

Le service commun **Pôle Finances et Conseil en gestion** qui en tant que prestataire de services fournira un appui stratégique et tactique permettant aux autres Pôles de trouver dans la trajectoire de gestion du mandat les moyens d'un déploiement fluide et efficient du projet politique.

Le service commun **Pôle Développement Urbain**, afin de constituer un Pôle cohérent, à l'échelle de la Métropole, rassemblant les équipes autour des métiers de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la politique de l'habitat.

Le service commun **Pôle Proximité Espaces Publics** dont la réorganisation permet de répondre aux enjeux suivants :

- Une gestion réactive de l'espace public au quotidien et en proximité avec les communes, enjeu renforcé au regard du pacte de gouvernance ;
- La mise en œuvre d'une gestion patrimoniale rationnelle sur les plans technique et financier qui contraste avec la superposition de 33 modes de gestion différents qui ont permis lors du précédent mandat d'assurer la continuité ;
- La construction d'une politique métropolitaine de l'espace public adaptée à chaque territoire, avec en particulier une politique volontariste de transformation de l'espace public au bénéfice des modes actifs, qui s'inscrit dans le cadre de la révision du pacte financier et fiscal.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs. Ces mutualisations font l'objet d'avis des comités techniques en date des 10 et 18 mars pour la Métropole et 17 et 25 mars pour la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Numérique et Données, Pôle Finances et Conseil en Gestion, Pôle Développement Urbain, Pôle Proximité Espaces Publics ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184708-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention DRIEV.pdf
- Convention PDU.pdf
- Convention PEPs.pdf
- Convention PFCG.pdf
- Convention PND.pdf
- Convention SAF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent notamment de la nouvelle organisation des pôles Finances et contrôle de gestion, Proximité espaces publics, Développement urbain, Numérique et données, ainsi que de celle du Cabinet. Par ailleurs, cette nouvelle organisation comprend de nouveaux services communs Ville et Métropole qui nécessitent la création de postes au sein de la Métropole.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, réajustés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### **I- Créations de postes :**

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

### **III- Transformations de postes**

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, après avis des Comités Techniques du 10 et 18 mars 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

### **IV- Suppressions de postes**

Les emplois supprimés, après avis du Comités Techniques du 10 et 18 mars 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

### **V- Confirmations de postes :**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations de postes, des mises en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183174-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Créations
- Annexe 2 MEC
- Annexe 3 Transformations
- Annexe 4 suppressions
- Annexe 5 Confirmations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## Ressources - Rémunération et compensation des astreintes - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La délibération n°14812 du 26 juillet 2017 définit le régime des astreintes applicable aux agents de la direction de la Communication.

En effet, conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale *« l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés »*.

Le service numérique de la direction mutualisée de la Communication a en charge la gestion des réseaux sociaux et des sites internet de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Depuis juillet 2020, plusieurs réseaux sociaux et plusieurs plateformes ont été créés, ce qui augmente la charge de travail et les éventuels risques de dysfonctionnement.

Dans ce contexte, il est proposé d'augmenter le régime des astreintes, qui est actuellement d'un agent sur une semaine complète, à deux agents sur une semaine complète et d'élargir en conséquence la liste des emplois concernés par les astreintes.

Le Comité technique a été saisi pour avis le 10 mars 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modalités d'attribution des indemnités d'astreintes telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185561-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## **Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents, sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset, à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.

Le programme de l'opération prévoit notamment les éléments suivants : un auditorium de 400 places, des salles d'enseignement individuel et collectif, tant pour la musique que pour la danse, des studios de travail, des bureaux pour l'administration, des espaces de convivialité, ainsi qu'un centre de ressources. Ces travaux comprennent également, à l'échelle de la parcelle, la réhabilitation du bâtiment principal du site donnant sur l'avenue du Professeur Grasset, la démolition des autres bâtiments du site et la création d'une place et d'un jardin publics.

Les travaux de démolition, déconstruction et désamiantage se sont déroulés du juin à août 2018. Le permis de construire a été obtenu en mai 2018 et les travaux de construction du bâtiment ont débuté fin 2018. Ils ont pu se dérouler tout au long de l'année 2019, dans l'objectif initial d'une livraison du bâtiment dans le courant de l'année 2020.

La tenue de cet objectif a néanmoins dû être remise en cause à la suite de la survenue de la pandémie de Covid-19, entraînant un décalage de la réception des travaux à mai 2021 et impliquant une augmentation du bilan supérieure à l'intégration des coûts contractuels d'actualisation pour les honoraires et les marchés de travaux.

Le bilan financier de l'opération apparaît par conséquent en hausse par rapport à l'exercice précédent, afin de tenir compte de l'évolution des indices constatée au 31 décembre 2020, de l'intégration des demandes complémentaires de la maîtrise d'ouvrage, ainsi que de l'impact de la pandémie de Covid-19. Son montant total s'élève à la somme de 46 115 000 € TTC, soit en augmentation de 1 376 000 € TTC.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- D'approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 46 115 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182711-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2020
- détail
- synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD



## Ressources - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Médiathèque Federico Fellini a été aménagée en 1995 avec la vocation originelle d'être une vitrine dans le domaine de la vidéo et des images animées, antérieurement à la création de la médiathèque centrale Emile Zola en 2000. Une étude de programmation générale et de faisabilité a été menée en 2016 par le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage ABCD afin d'examiner l'évolution envisageable de cet équipement culturel.

Le scénario du transfert de l'offre de la médiathèque Federico Fellini sur le site de la médiathèque Emile Zola a été retenu en comité de pilotage du 19 juillet 2016. Par délibération n°16645 en date du 17 mai 2017, le Conseil a approuvé le lancement de cette opération et autorisé les demandes de subventions afférentes.

Par décision en date du 4 juillet 2017, conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, il a été décidé de confier à la SA3M la réalisation de ce projet dans le cadre d'une convention de mandat et ce afin de gérer au mieux ce projet techniquement complexe nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé. Cette disposition présentait également l'avantage de permettre une bonne coordination avec le projet de transfert des archives municipales, conduit par la Ville de Montpellier et confié en mandat à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) (actuellement suspendu).

Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé le 28 juillet 2017, transmis en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2017, et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M le 17 août 2017.

Afin d'ordonnancer les différentes facettes du projet, le programme a été décomposé en plusieurs phases :

- Phase 1 : Rénovation de l'auditorium – RDC bas : transformation en véritable salle de cinéma et de rencontres.
- Phase 2.1 : Espace Jeux vidéo – RDC haut : création d'un espace en adéquation avec les pratiques actuelles (jeu individuel ou à plusieurs, réalité virtuelle...) et permettant également des activités de médiation et de formation ainsi que la tenue d'événements ponctuels.
- Phase 2.2 : Forum de l'actualité – RDC bas : aménagement d'un espace dédié à l'actualité audiovisuelle et numérique.
- Phase 3 : Espace Cinéma – Médiation numérique – Jeux – R+1 bas et haut : création d'une mezzanine dans le prolongement de l'île aux contes afin d'accueillir notamment une vidéothèque de consultation et une salle de projection pour une jauge de 49 personnes. Le prolongement du palier du R+1 haut ainsi que la mise en place d'une passerelle vers les services internes sont rendus nécessaires. Au R+1 bas, sont prévus un espace de médiation numérique / coworking, la mise en place d'un véritable espace jeux avec une ludothèque et le réaménagement des collections.
- Phase 4 : Services internes – R+3 bas : Conçu en 2000 pour un réseau communal dépourvu de navette documentaire, il est apparu nécessaire de réorganiser le service centralisé de la réception et d'agrandir l'espace dédié à la navette.
- Phase 5 : Exposition – R+3 bas : Cette phase est conditionnée par la libération des emprises par le service des archives. Elle prévoyait la création d'un espace d'exposition qui, en raison du l'arrêt du projet des Archives, ne pourra être réalisée dans le cadre de ce mandat.

Les travaux de la première phase dans l'auditorium ont débuté en juillet 2019 afin d'assurer une livraison en fin d'année. L'auditorium a été transformé en salle de cinéma et de conférences, doté de 189 places (dont 5 PMR), d'un nouvel écran et d'un nouveau système de sonorisation. Des escaliers moins bruyants ont été réaménagés pour le public. Pour permettre l'accès à la régie de façon indépendante et sans avoir à repasser par la salle, de nouveaux escaliers ont été créés dès l'entrée. Le calendrier des travaux a été tenu et le nouvel auditorium a été réceptionné le 17 décembre 2019. Les travaux des phases 2 à 4 ont débuté en 2020 mais ont subi un retard et un allongement du planning du fait de l'épidémie de Covid-19. Le chantier a été confronté à des difficultés d'approvisionnement, en particulier du mobilier du fait des fermetures des usines pour Covid-19 qui ont compliqué la mise au point du mobilier spécifique et allongé fortement les délais de livraison. Les travaux au rez-de-chaussée haut dans l'espace jeux vidéo et au R+1 se sont poursuivis au premier semestre 2021.

Le bilan hors taxes du CRAC 2020 est constant par rapport au CRAC 2019 et en légère évolution compte tenu du calcul de TVA.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- D'approuver le bilan financier arrêté à la somme de 6 708 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182713-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2020
- détail
- synthèse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **SOLIDARITES**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Tasnime AKBARALY, Boris BELLANGER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Jean-Luc SAVY**

## **Solidarités - Plan "France Relance" - Contrat de relance du logement 20202 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole concernées - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre du plan « France Relance », un dispositif d'aide à la relance de la construction durable d'une durée de deux ans (2021-2022) a été mis en place par l'Etat afin de soutenir la production de logements neufs tout en favorisant le principe de sobriété de la consommation foncière. Ce dispositif a pour objectif de soutenir les communes qui autorisent des opérations de logements neufs denses entre le 1<sup>er</sup> septembre 2020 et le 31 août 2022.

Pour 2022, le Gouvernement a souhaité modifier les modalités de versement de cette aide en proposant la mise en place d'une contractualisation tripartite entre l'Etat, les EPCI et les communes où les besoins en logements sont les plus tendus. Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes classées en zone A et B1 sont ainsi éligibles, sous conditions, notamment de ne pas être carencées au titre des obligations prévues par la loi SRU.

Le contrat, dénommé « contrat de relance du logement » fixe, pour chacune des communes signataires, un objectif global de production de logements en cohérence *a minima* avec les objectifs du PLH. Le contrat mentionne en outre, à titre indicatif, l'objectif annuel de production de logements locatifs sociaux notifié par Monsieur le Préfet pour la période triennale actuelle ou prévu au PLH, pour chacune des communes concernées.

Cet objectif par commune tient compte de l'ensemble des logements à produire faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée entre le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et le 31 août 2022. Le versement de tout ou partie de l'aide est conditionné par l'atteinte de cet objectif de production de logements.

Seules sont éligibles à l'aide les opérations comportant au moins 2 logements et répondant à une densité supérieure ou égale à 0,8 (la densité se définit comme la surface de plancher divisée par la surface de terrain). Cependant, les logements individuels et les opérations présentant une densité inférieure à 0,8, bien que n'ouvrant pas droit à l'aide, participent à l'atteinte de l'objectif global fixé. Le montant de l'aide est de 1 500 € par logement éligible. Pour les logements provenant de la transformation de surfaces de bureaux et d'activités en surfaces d'habitation, l'aide est complétée par un bonus de 500 € par logement.

Dans ce cadre, à l'échelle de la Métropole, l'objectif global de production des communes concernées par le contrat est compris entre 4 300 et 4 400 logements, dont près de 4 200 pourraient ouvrir droit à une aide pour les communes concernées, soit un montant prévisionnel de l'aide de l'ordre de 6 200 000 €. Il est en effet bien précisé que l'aide susceptible d'être versée par l'Etat en fonction des logements qui seront autorisés le sera au bénéfice de la commune concernée, et non de Montpellier Méditerranée Métropole.

La signature du contrat définitif entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes éligibles qui le souhaitent, doit intervenir au plus tard le 30 avril 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du projet de « contrat de relance du logement » à intervenir pour 2022 avec l'Etat et les communes de la Métropole concernées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182835-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat France Relance

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL

## Solidarités - Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2022 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Attributions de subventions à diverses associations en charge de la réalisation des actions 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental « Logement d'abord » 2018-2022 a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. La Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée suite à la réponse de la collectivité à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par le ministère de la Cohésion des territoires.

Le plan Logement d'abord s'appuie sur le principe d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et de la collectivité porteuse localement. Une nouvelle convention d'objectifs 2022 à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole a été établie. Elle vise à définir les modalités de mise en œuvre et de financement du plan pour l'année en cours.

Dans ce cadre, l'Etat délègue à la Métropole une enveloppe d'un montant global de 503 500 € au titre de sa contribution pour l'année 2022 à la mise en œuvre des actions du plan. En complément, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 389 000 €, dont 292 500 € sur le budget du Fonds de Solidarité Logement (FSL) (géré par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF)), dont la vocation est de financer des mesures d'accompagnement social et la gestion de logements d'insertion au bénéfice de ménages en difficulté, et 96 500 € hors FSL, inscrits au budget primitif de la Métropole.

Il est proposé au Conseil d'approuver la convention d'objectifs 2022 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, et d'affecter les subventions convenues aux organismes opérateurs des différentes actions du plan Logement d'abord en 2022, selon la répartition proposée dans le tableau ci-après :

<b>OPERATEURS / Associations</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ETAT crédits Ld'A par 3M supports attribués</b>	<b>3M Crédits propres</b>	<b>TOTAL</b>
CNRS – UNIV P.Valéry –Labo Art-Dev MSH SUD	Nuit de la solidarité	25 000 €	15 000 €	40 000 €
MSH SUD	Observatoire du sans-abrisme	30 000€		30 000 €
GESTARE	Action de prévention pour le maintien dans le logement	140 000 €		140 000 €
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Plateforme d'Accès aux droits liés à l'habitat ADLH (FAP, ADAGES, ATU, GESTARE)	40 000 €	25 000 €	65 000 €
ADAGES/REGAIN	Plateforme métropolitaine Logement d'abord (coordination du Bail d'abord)	90 000 €		90 000 €
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Mobilisation de logements abordables dans le parc privé	20 000 €	20 000 €	40 000 €
URIOPSS	formation au Logement D'abord	20 000 €	16 500 €	36 500 €



CARRUD "REDUIRE LES RISQUES"	Action d'insertion professionnelle pour les jeunes de moins de 25 ans en situation de rue	25 000 €	20 000 €	45 000 €
S.I.A.O.	Poste de médecin coordinateur à mi-temps	50 000 €		50 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>440 000 €</b>	<b>96 500 €</b>	<b>536 500 €</b>

En outre, le poste de chef de projet du plan Logement d'abord, porté directement par la Métropole, est financé pour moitié par les crédits d'ingénierie de l'Etat, et pour moitié par la Métropole sur son fonctionnement courant pour un total de 60 000 €.

Au regard des contributions 2022 de l'Etat et de la Métropole (hors FSL) à la réalisation du plan Logement d'abord mentionnées plus haut, un montant de 33 500 € restera à affecter lors d'un prochain Conseil pour 2 autres actions à mettre en œuvre tel que convenu par les deux partenaires : l'évaluation du plan logement d'abord, le fonds de secours pour un 6<sup>ème</sup> opérateur du dispositif « Bail d'abord » à définir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'objectifs 2022 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 536 500 €, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183189-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DDETS 3M convention 2022.docx

- Convention d'attribution type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Laurent JAOUL, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL

## Solidarités - Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2022 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022, puis prorogé jusqu'en 2023 par le projet de Loi de finances pour 2022, voté le 10 décembre 2021. Le contrat de ville a été renouvelé sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives. Les fiches opérationnelles du contrat de ville ont ainsi été ajustées pour mieux répondre aux besoins des habitants.

Pour l'année 2022, un appel à projets partenarial a été lancé à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la co-éducation ;
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours ;
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Comme en 2021, la programmation 2022 se veut ambitieuse afin de faire face à la crise sanitaire et sociale que traverse le pays, et dont les conséquences sont particulièrement prégnantes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En ce sens, les actions innovantes autour de la lutte contre la fracture numérique ou de la continuité éducative qui apparaissent primordiales dans ce contexte, mais également en termes d'aide à l'insertion des jeunes, de lien social et d'accès à la culture ont été particulièrement ciblées.

La prise en compte de l'égalité femmes/hommes a été favorisée, notamment en matière d'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes), d'accès aux droits et à la lutte contre les violences faites aux femmes, d'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse, d'accès aux soins et d'accès à des pratiques sportives.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets.

474 dossiers ont été déposés par 196 associations lors de l'appel à projets 2022. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien financier à 159 projets déposés par 99 associations pour un montant total de 580 700 €, dont :

- 282 000 € pour l'axe développement économique - emploi - insertion ;
- 102 700 € pour l'axe culture ;
- 40 000 € pour l'axe accès aux droits - inclusion numérique ;
- 6 000 € pour la politique alimentaire ;
- 150 000 € pour les autres axes du contrat de ville.

Ces projets sont financés sur des crédits du Service Politique de la ville, de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi, de la Direction de la Culture, de la Mission Cité intelligente – inclusion numérique et de la Mission de coordination de la Politique Agroécologique et Alimentaire. Un projet est également proposé au titre du plan pauvreté.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

<b>Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi</b> Direction du Développement Économique et de l'Emploi		
<b>Organisme</b>	<b>Intitulé projet</b>	<b>Subvention proposée 2022</b>
<b>ADIE</b> (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	Le microcrédit au coeur des quartiers prioritaires	<b>10 500 €</b>
<b>ALIFE CONSEIL</b>	Dispositif Achats Quartiers	<b>7 000 €</b>
<b>APIJE</b> (Association pour l'insertion par l'économique)	Expérience Souhaitée	<b>4 000 €</b>
<b>APIJE</b> (Association pour l'insertion par l'économique)	Femmes VIP : Vers L'Insertion Professionnelle	<b>4 500 €</b>
<b>APIJE</b> (Association pour l'insertion par l'économique)	La fibre solidaire	<b>2 000 €</b>
<b>AVEC</b> (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	Permanence d'insertion professionnelle	<b>3 000 €</b>
<b>BGE</b> (Sud-Ouest - établissement de Montpellier)	CitésLab	<b>48 000 €</b>
<b>Cap au Large</b>	Découverte de la navigation et des métiers de la mer	<b>1 000 €</b>
<b>Centre APAJ</b> (Centre d' Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	WEBACTIONS	<b>4 000 €</b>
<b>CIDFF</b> (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Femmes Egalité Emploi (FEE)	<b>7 000 €</b>
<b>CONTEXT ART</b>	Couveuse d'entreprises culturelles et créatives Mosson	<b>5 000 €</b>
<b>CORALINE</b>	C'fait Pour Vous <i>Inscrite dans le plan pauvreté</i>	<b>12 000 €</b>
<b>DéFI</b> (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Passerelles vers l'emploi	<b>4 000 €</b>
<b>FACE Hérault</b> (La Fondation Agir Contre l'Exclusion)	Charte Entreprise et Quartier	<b>17 000 €</b>
<b>FACE Hérault</b> (La Fondation Agir Contre l'Exclusion)	Cite éducative	<b>3 000 €</b>

<b>FACE Hérault</b> (La Fondation Agir Contre l'Exclusion)	Emploi : Face energie sport / Spo / Permanence Emploi	<b>7 000 €</b>
<b>FFAO</b> (France Active AIRDIE Occitanie)	Entrepreneuriat dans les QPV de Montpellier	<b>7 000 €</b>
<b>FFAO</b> (France Active AIRDIE Occitanie)	Entrepreneuriat féminin dans les QPV de Montpellier	<b>15 000 €</b>
<b>IMEIF</b> (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	ASL à visée professionnelle "Mots d'emploi"	<b>3 000 €</b>
<b>IMEIF</b> (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Métier à créer	<b>4 500 €</b>
<b>IMEIF</b> (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Tremplin vers les Métiers du Sanitaire et Social <i>Inscrite dans le plan pauvreté</i>	<b>20 000 €</b>
<b>IMEIF</b> (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Tiers lieu Culinaire Shake mama <i>Inscrite dans le plan pauvreté</i>	<b>30 000 €</b>
<b>IMPSL</b> (Initiative Montpellier Pic Saint Loup)	Bus entrepreneuriat pour tous	<b>10 000 €</b>
<b>INSTEP Occitanie</b> (INSTitut d'Education Permanente Occitanie)	Le Club	<b>5 000 €</b>
<b>KAINA TV</b>	Reporters Citoyens Numériques	<b>10 000 €</b>
<b>KALISI</b>	Facilité l'accès à l'emploi et la professionnalisation	<b>2 000 €</b>
<b>Octopus Expression</b>	Chantiers d'Expression	<b>3 000 €</b>
<b>Octopus Expression</b>	Valoriser Son Projet d'Entreprise	<b>2 000 €</b>
<b>PSL34</b> (Profession Sport et Loisirs 34)	Quartassos Montpellier 2022	<b>1 000 €</b>
<b>Résurgences 34</b>	Sas Diagnostic Projet	<b>2 000 €</b>
<b>Table de Cana</b> (Association Nationale La Table de Cana)	Des Etoiles et des Femmes	<b>10 000 €</b>
<b>UCRM</b> (Union Cépière Robert Monnier)	Intermédiation active sur le marché du travail en QPV <i>Inscrite dans le plan pauvreté</i>	<b>10 000 €</b>
<b>UNI'ONS</b>	Coulisses Solidaires	<b>5 000 €</b>
<b>Via Voltaire</b>	Interface	<b>3 500 €</b>
<b>Total financements Développement Économique et Emploi - Chapitre 936</b>		<b>282 000 €</b>

<b>Actions relatives au pilier cohésion sociale</b> Cité intelligente - Inclusion numérique		
<b>Organisme</b>	<b>Intitulé projet</b>	<b>Subvention proposée 2022</b>
<b>Accorderie</b> (Accorderie de Montpellier)	Développer l'implantation QPV, lien et confiance en soi	<b>3 000 €</b>
<b>ADAGES</b> (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés - CENTRE SOCIAL ESPACE FAMILLE)	Parcours Coordonné pour un Accès aux Droits Durable	<b>3 000 €</b>
<b>ANIM'AIDANTS 34</b> (Clos de la Fontaine)	Apprendre et Comprendre le Numérique	<b>2 000 €</b>
<b>APDOC</b> (Association Les Petits Débrouillards Occitanie)	Engage-toi! Médiation numérique 2022	<b>2 000 €</b>
<b>AVEC</b> (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	Accès aux Droits /Médiation Sociale /Espace Numérique	<b>3 000 €</b>
<b>BVA</b> (Bien vivre à Aiguelongue)	Atelier numérique et accompagnement à l'accès au droit	<b>1 000 €</b>
<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	E-administration et Accès aux droits	<b>3 000 €</b>
<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Médirum	<b>4 500 €</b>
<b>Cité Citoyenne</b>	Illectronisme et Dématérialisation de l'Accès aux Droits	<b>2 000 €</b>
<b>CLCV de Montpellier</b> (Association Locale de la Consommation, du Logement et Cadre de Vie : Montpellier et environs)	Accès aux droits par l'outil numérique	<b>1 000 €</b>
<b>FACE Hérault</b> (La Fondation Agir Contre l'Exclusion)	Accès aux droits	<b>5 000 €</b>
<b>Jasmin d'Orient</b> (Association Féminine Jasmin d'Orient)	Accès aux droits et services	<b>2 500 €</b>
<b>Solidarité Dom-Tom</b> (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Accès aux droits (AAD)	<b>4 000 €</b>
<b>Tin Hinan</b>	Renforcer l'accès aux droits	<b>4 000 €</b>
<b>Total financements Mission Cité intelligente - Inclusion numérique</b> Chapitre 936		<b>40 000 €</b>

<b>Actions relatives au pilier cohésion sociale</b> Mission Coordination de la Politique Agroécologique et Alimentaire		
<b>Organisme</b>	<b>Intitulé projet</b>	<b>Subvention proposée 2022</b>
<b>5ème (La)</b> (La Cinquième Saison)	Champ d'actions	<b>2 000 €</b>
<b>Cantina (La)</b>	La Cantina - Restaurant d'insertion anti-gaspi	<b>1 000 €</b>
<b>Solidarité Dom-Tom</b> (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Bien manger c'est mieux Vivre/épicerie	<b>2 000 €</b>
<b>VRAC &amp; Cocinas</b> (Coopérations Citoyennes pour l'alimentation et la solidarité)	Animation, action collective et cuisine de rue	<b>1 000 €</b>
<b>Total financements de la Politique Agroécologique et Alimentaire</b> Chapitre 936		<b>6 000 €</b>

<b>Actions relatives au pilier Culture</b> Direction de la Culture		
<b>Organisme</b>	<b>Intitulé projet</b>	<b>Subvention proposée 2022</b>
<b>ADEMASS</b> (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	Espaces de création partagée : Résidences et ateliers	<b>700 €</b>
<b>Allons'z'enfants</b> (Cie Didier Théron)	Projet avec La Danse et l'Art	<b>5 000 €</b>
<b>Allons'z'enfants</b> (Cie Didier Théron)	Un été artistique à la Mosson [Quartier d'été]	<b>4 000 €</b>
<b>APAAAV</b> (Association pour la Promotion de l'Architecture, des Arts Appliqués et Visuels (La Fenêtre))	Cartographie participative du quartier Près D'Arènes	<b>2 000 €</b>
<b>ART MERCATOR</b>	Musée Mobile Jacques BIVOUAC (MMJB)	<b>700 €</b>
<b>ATELLINE</b> (L'Atelline - Lieu d'activation art et espace public)	Murmurations	<b>4 000 €</b>
<b>ATTITUDE</b>	Stages VVV Culture Hip Hop	<b>4 200 €</b>
<b>BALTHAZAR</b> (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque à Figuerolles	<b>1 300 €</b>
<b>BALTHAZAR</b> (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque aux Hauts de Massane	<b>4 000 €</b>
<b>BE &amp; Co</b> (La Boutique d'écriture & Co)	Parcours artistiques et culturels	<b>2 000 €</b>



<b>BE &amp; Co</b> (La Boutique d'écriture & Co)	Sucre de pastèque [Quartier d'été]	<b>6 000 €</b>
<b>Brand à part</b>	Le Cinéma Pour Tous	<b>2 000 €</b>
<b>Brand à part</b>	Les ateliers cinéma	<b>1 500 €</b>
<b>CARTHAGE</b>	Atelier-Musique	<b>500 €</b>
<b>CCI-MSF</b> (Centre Culturel International Musique Sans Frontières)	Solidarité-Education-Pédagogie	<b>6 000 €</b>
<b>CEMEA Occitanie</b> (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active Occitanie)	6ème édition du DBDA	<b>700 €</b>
<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accompagnement à la culture	<b>1 200 €</b>
<b>Cie DORÉ</b>	Au bord du temps, à la rencontre des publics	<b>3 000 €</b>
<b>Cie INTERMEZZO</b>	La parole aux enfants du Petit-Bard	<b>1 000 €</b>
<b>Cie INTERMEZZO</b>	Les jeunes du Petit Bard en scène	<b>1 000 €</b>
<b>Cie INTERMEZZO</b>	QUARTIER D'ETE 2022 - Les jeunes du Petit Bard en scène	<b>1 500 €</b>
<b>Cie INTERMEZZO</b>	QUARTIER ETE 2022 La parole aux enfants du Petit Bard	<b>1 000 €</b>
<b>Cie INTERMEZZO</b>	Stages de Théâtre à la Pompignane	<b>1 000 €</b>
<b>Cie La Chouette Blanche</b> (L'Usine à rêves)	Pink - Chez soi	<b>3 000 €</b>
<b>Cie Mouvements perpétuels</b>	Combattants singuliers	<b>1 500 €</b>
<b>Cie Satellite</b>	Le Bal Populaire	<b>700 €</b>
<b>Confluences</b>	Les Internationales de la Guitare à la Paillade	<b>2 000 €</b>
<b>ESSOR</b> (Savoirs et partage)	Les Arts au Petit Bard : ateliers et événements	<b>1 500 €</b>
<b>Etre en scène</b> (Cie Yann LHEUREUX)	EN DEVENIR - Parcours de vie, parcours de ville	<b>5 000 €</b>
<b>Etre en scène</b> (Cie Yann LHEUREUX)	Les Insolistes	<b>3 000 €</b>
<b>i.PEICC - Peuple &amp; Culture</b> (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu Culturel et Artistique	<b>2 500 €</b>

<b>ME</b> (Motifs d'évasion)	Traversée, ballades sonores [Quartier d'été]	<b>2 000 €</b>
<b>Mot'Son</b>	Creative Motson	<b>2 000 €</b>
<b>PULX</b>	District Danse	<b>3 000 €</b>
<b>Radio Clapas</b> (association Montpellier Contacts)	Mots Croisés Montpellier 2022	<b>1 000 €</b>
<b>SPF 34</b> (Secours Populaire Français)	Les chemins de la culture et lutte contre l' exclusion	<b>2 000 €</b>
<b>Théâtre La Vista</b> (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Actions culturelles en QPV	<b>2 000 €</b>
<b>Théâtre La Vista</b> (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Parcours d'éducation artistique en QPV	<b>1 000 €</b>
<b>Théâtre La Vista</b> (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	PASS VISTA	<b>1 000 €</b>
<b>Tropisme</b> (Société Coopérative d'Intérêt Collectif à responsabilité limitée à capital variable Tropisme)	Vacances créatives	<b>1 000 €</b>
<b>TVD</b> (Association THEAVIDA)	Valorisation du patrimoine du quartier Prés d'Arènes	<b>1 000 €</b>
<b>TVD</b> (Association THEAVIDA)	Voyage vers la citoyenneté	<b>2 000 €</b>
<b>UNI'SONS</b>	Ateliers Hip-Hop	<b>2 200 €</b>
<b>UNI'SONS</b>	L'Ete à UNI'SONS [Quartier d'été]	<b>7 000 €</b>
<b>UNI'SONS</b>	Renc'Art	<b>1 500 €</b>
<b>Ziconofages (Les)</b>	Rêves d'ici et de là : week-ends familles en zone rural	<b>500 €</b>
<b>Total financements de la Culture - Chapitre 933</b>		<b>102 700 €</b>

<b>Actions relatives aux autres axes du contrat de ville</b> Service Politique de la ville		
<b>Organisme</b>	<b>Intitulé projet</b>	<b>Subvention proposée 2022</b>
<b>3MTKD</b> (3MTKD Sport Culture Social)	Centre Sportif été 11 - 17 ans	<b>2 000 €</b>
<b>3MTKD</b> (3MTKD Sport Culture Social)	Stages sportifs Dimanche 11 - 17 ans	<b>2 000 €</b>
<b>ACTEURS</b>	SC Combiné - MLDS MONNET / ACTEURS / UNISCITE BOOSTER	<b>1 000 €</b>

<b>ADAGES</b> (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés - CENTRE SOCIAL ESPACE FAMILLE)	Le Français au quotidien : autonomisation et insertion	<b>4 000 €</b>
<b>ADEMASS</b> (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	La grande Parade Métèque 2022 : Saison et festival	<b>2 000 €</b>
<b>AD'OC CONSEIL</b>	Plateforme de positionnement linguistique	<b>1 000 €</b>
<b>AFEV</b> (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville)	ADL/Lecture en famille à la MOSSON 2022 [Cité Éducative]	<b>1 000 €</b>
<b>AFEV</b> (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville)	ADL/Lectures en famille Aiguelongue Pompignane 2022	<b>6 000 €</b>
<b>AJPPN</b> (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Accès aux droits et médiation sociale	<b>3 000 €</b>
<b>AJPPN</b> (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des actions éducatives	<b>1 500 €</b>
<b>ANIM'AIDANTS 34</b> (Clos de la Fontaine)	Apprendre c'est Savoir et Être autonome	<b>1 000 €</b>
<b>ANIM'AIDANTS 34</b> (Clos de la Fontaine)	Ateliers répit parentalité familial	<b>1 000 €</b>
<b>APIEU - Territoires de Montpellier</b> (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier)	Faire T'Ile	<b>1 000 €</b>
<b>ARDI</b> (Association Renaissance Développement et Insertion)	Accompagnement socio-éducatif	<b>6 000 €</b>
<b>AVEC</b> (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	Maîtrise de la langue	<b>2 500 €</b>
<b>BE &amp; Co</b> (La Boutique d'écriture & Co)	Citoyenneté et apprentissage du français	<b>4 000 €</b>
<b>BE &amp; Co</b> (La Boutique d'écriture & Co)	Education Parentalité	<b>4 000 €</b>
<b>BVA</b> (Bien vivre à Aiguelongue)	Stage réussi	<b>1 000 €</b>
<b>CBO</b> (Association Compagnons Bâisseurs Occitanie)	Atelier de Quartier de Montpellier	<b>5 000 €</b>
<b>CBO</b>	Espace Ressource Habitat Mosson	<b>2 500 €</b>

(Association Compagnons Bâisseurs Occitanie)		
<b>CDD</b> (Chant Dessus Dessous)	Comptines, Ecoles, Familles et Partage	<b>1 000 €</b>
<b>Cie Satellite</b>	Le Bal Populaire	<b>1 000 €</b>
<b>CODES 34</b> (Comité d'éducation pour la santé de l'Hérault)	Equipe mobile addictologie	<b>1 000 €</b>
<b>Costumotek (La)</b>	Le Grand Défilé (Le Défilé des Oubliés)	<b>2 000 €</b>
<b>Costumotek (La)</b>	Mon rêve en costume	<b>2 000 €</b>
<b>CTF</b> (Compagnie Théâtrale Francophone)	La parole comme outil de cohésion sociale	<b>1 000 €</b>
<b>DéFI</b> (Développement de la Formation et de l'Insertion)	ASL -Ateliers socio linguistique	<b>10 000 €</b>
<b>EJMA</b> (Ecole de Judo de Montpellier Académie)	Judo à L'École : Identification d'un Parcours de Réussite	<b>1 000 €</b>
<b>ESSOR</b> (Savoirs et partage)	Les Arts au Petit Bard : ateliers et événements	<b>1 000 €</b>
<b>ESSOR</b> (Savoirs et partage)	Maîtrise de la langue française	<b>1 000 €</b>
<b>FCPB</b> (Football Club Petit-Bard Montpellier)	Inclusion sociale par le sport	<b>1 500 €</b>
<b>Gammes</b>	Action Socio-Linguistique et cohésion sociale	<b>3 000 €</b>
<b>Gammes</b>	Appui administratif au Réseau Rapsol3M	<b>3 500 €</b>
<b>GFEN Languedoc</b> (Groupe Français d'Éducation Nouvelle Languedoc)	Atelier Alpha socio linguistique : Aasl	<b>2 000 €</b>
<b>GSC</b> (Génération Solidaires et Citoyennes)	Objectif Stage réussi	<b>2 000 €</b>
<b>Hérault Sport</b> (Office Départemental des Sports)	Sport pour Elles !	<b>1 000 €</b>
<b>HS</b> (Human Santé)	Programme de prévention et de médiation en santé	<b>1 500 €</b>
<b>Jasmin d'Orient</b> (Association Féminine Jasmin d'Orient)	Apprentissage et maîtrise de la langue Française	<b>7 500 €</b>
<b>JPA 34</b> (Comité Départemental de La Jeunesse au Plein Air de l'Hérault)	D'une coordination à un projet fédérateur	<b>2 000 €</b>

<b>KAINA TV</b>	Reporters Citoyens Numériques	<b>5 000 €</b>
<b>MCo</b> (La Menuiserie Collaborative)	Découverte des métiers artisanaux et ateliers bois	<b>2 000 €</b>
<b>ME</b> (Motifs d'évasion)	Cours dehors	<b>1 000 €</b>
<b>Mot'Son</b>	Numérisons	<b>1 000 €</b>
<b>MTP Accordéon</b> (Association Montpellier Accordéon)	Accordéon pluriel à Celleneuve	<b>2 000 €</b>
<b>OAQADI</b> (On a quelque chose à dire)	Ma voix, ma radio, mon quartier	<b>1 500 €</b>
<b>PACIM</b> (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Cheminer à la Mosson	<b>2 000 €</b>
<b>Passe Muraille (Le)</b>	Nature en ville et jardins au coeur de Vert Bois	<b>2 000 €</b>
<b>Quartier Santé</b> (Centres de santé de proximité)	Quartier Santé Lemasson - Centre de santé participatif	<b>1 500 €</b>
<b>RAIPONCE</b>	Alphabétisation	<b>1 000 €</b>
<b>RAIPONCE</b>	Raiponce CIL (Citoyenneté, Intégration, Langue)	<b>500 €</b>
<b>Rebonds!</b>	Essai au Féminin	<b>1 000 €</b>
<b>Rebonds!</b>	Rugby Éducation Insertion [Cité éducative]	<b>1 000 €</b>
<b>SEVE</b> (Association Savoir Etre et Vivre Ensemble)	Ateliers philo [Cité Éducative Mosson]	<b>2 000 €</b>
<b>SEVE</b> (Association Savoir Etre et Vivre Ensemble)	Ateliers philosophiques Pas du Loup Val-de-Croze	<b>1 000 €</b>
<b>SEVE</b> (Association Savoir Etre et Vivre Ensemble)	Essaimage ateliers philosophiques	<b>1 000 €</b>
<b>Solidarité Dom-Tom</b> (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Pratique Orale du Français (POF)	<b>5 000 €</b>
<b>Tin Hinan</b>	Le collège de mon ado : mode d'emploi [Cité éducative]	<b>1 000 €</b>
<b>Tin Hinan</b>	Vers une intégration socio-linguistique réussie	<b>5 000 €</b>
<b>UFOLEP 34</b> (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Accueil jeunes Mosson	<b>5 500 €</b>

<b>UFOLEP 34</b> (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Café social [Cité Educative]	<b>2 000 €</b>
<b>UFOLEP 34</b> (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Intermédiation services civiques	<b>5 000 €</b>
<b>UFOLEP 34</b> (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Sport Citoyen 12/17 Ans	<b>1 500 €</b>
<b>Unis-Cité</b>	Kiosque d'information et d'orientation Service Civique	<b>1 000 €</b>
<b>Unis-Cité</b>	Missions inclusives au service des QPV de Montpellier	<b>1 000 €</b>
<b>UNI'SONS</b>	L'Art est public	<b>1 000 €</b>
<b>Total financements Service Politique de la ville - Chapitre 935</b>		<b>150 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution des subventions, telles que décrites dans les tableaux détaillés ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attributions à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185328-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention-type AP Cdv 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## **Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2021 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qu'une convention d'appui entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022). Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Un avenant a été signé en date du 25 juillet 2021 entérinant la programmation proposée pour 2021. Au titre de l'année 2021, l'Etat a apporté un soutien financier à la Métropole, la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier à hauteur de 500 000 €, identique à l'année 2020.

Les actions prévues à la convention ont été réalisées ou ont connu un démarrage. Certaines ont nécessité des adaptations pour tenir compte de décisions telles la résorption des bidonvilles.

Les actions qui ont été engagées sont les suivantes :

### **Pour casser la reproduction de la pauvreté et un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :**

- Création d'un accueil de jour "Maison des familles" ;
- Création d'un lieu de vie modulable pour grands marginaux ;
- Développement d'actions pour un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité : distribution de kits hygiène – amélioration de l'accès aux douches – soutien à la bulle douche nomade – développement du logiciel Pratik ;
- Extension des maraudes du Samu social sur la Métropole.

### **Au titre de l'aide alimentaire :**

- Consolidation du marché solidaire géré par le secours populaire.

**Dans le domaine de l'insertion professionnelle et la mobilisation des entreprises :**

- Soutien à des expérimentations de parcours innovants portées par le CCAS, l'APIJ, APSH34, Passerelles synergies, France active AIRDIE, CREER - Maison des chômeurs et citoyens solidaires ;
- Développement de dispositifs d'insertion par l'activité économique :
  - Soutien à des chantiers d'insertion portés par IMEIF, Recycl&Vs, les jardins de Cocagne ;
  - Création de postes pour la mise en place du dispositif Territoires zéro chômeurs et le développement de la clause sociale (les postes seront pourvus en 2022) ;
  - Aide au démarrage d'associations de préfiguration d'entreprises d'insertion (MRBC 20, ENVIE) ;
- La mobilisation des entreprises en faveur des publics en précarité :
  - Soutien à des associations innovantes en termes de méthodes : UCRM (IOD) Coraline / MosaïqueRH.

**Pour l'accompagnement et l'accès aux droits des personnes en situation de précarité :**

- La prise en compte des besoins essentiels des personnes vivant en bidonvilles : les actions prévues initialement ont dû être adaptées pour tenir compte de la décision prise en cours d'année 2021 de résorber les bidonvilles et les squats et mises en œuvre. Les actions ajustées ont été engagées fin 2021 mais feront l'objet d'un paiement en 2022 (report financier) ;
- Le développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en précarité et d'expérimentations visant à réduire l'habitat illicite : mise en place d'une ingénierie adaptée, soutien au projet d'habitat intercalaire Luttopia, prospection et développement de projets d'habitat intercalaire ;
- La mise en place d'un accompagnement global des habitants Marels-Montauberou prenant en compte les besoins sociaux, éducatifs et de santé.

**Pour faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés des dispositifs :**

- L'étude de faisabilité d'une mutuelle communale, réalisée.

**Le rapport d'exécution 2021**, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des crédits versés en 2021 au titre de la convention d'appui. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus, les écarts éventuellement observés et les ajustements réalisés. Enfin, ce document contient un bilan financier global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution qui est soumis à votre approbation, conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2022, à l'occasion de la prise d'un nouvel avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée aux Conseils de Métropole et municipal de juin 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le rapport d'exécution 2021 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185349-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 01-03 Rapport d'exécution 2021.docx

- Tableau de suivi financier global 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan 2021

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine. Le FAJ3M a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. L'attribution de ces aides repose sur le principe de subsidiarité. Le fonds n'est activé que si le jeune ne peut bénéficier d'aucune autre aide existante ou en complémentarité d'autres dispositifs de droit commun préalablement mobilisés. Ces aides sont proposées par le référent des organismes instructeurs, après étude détaillée de chaque situation et validées en comité d'attribution. Par ailleurs, le FAJ3M finance des actions collectives d'accompagnement social, menées par des structures associatives conventionnées. Les actions collectives sont destinées aux jeunes en difficulté, en amont ou en soutien des dispositifs ordinaires d'insertion et leur permettant notamment de prendre la mesure de leurs capacités et d'acquérir des savoir-faire.

En 2021, **947 jeunes de la Métropole** ont fait des demandes de FAJ3M auprès de la Métropole (contre 997 jeunes en 2020) et **874 jeunes** ont bénéficié d'une aide financière (contre 867 en 2020). Les aides individuelles attribuées au titre du FAJ3M peuvent être renouvelées 2 fois dans l'année et sont plafonnées à 1 500 € par jeune. En 2021, **7%** des jeunes ont fait une demande de renouvellement traduisant ainsi le caractère ponctuel du recours au FAJ3M.

La grande majorité des demandeurs, soit près de 90% des jeunes, résident à Montpellier. 108 jeunes vivant dans les communes de la Métropole ont pu bénéficier d'une aide (cf. tableau ci-dessous). Comme les années précédentes, 63 % des demandeurs ont entre 21 et 23 ans, répartis équitablement pour moitié entre les jeunes femmes et les jeunes hommes.

**51% des aides attribuées sont des aides à la subsistance** (contre 62% en 2020 en raison de contexte de crise sanitaire et du confinement). Les aides au logement représentent 16,5% des aides octroyées (contre 18% en 2020). Les aides à la formation sont stables s'élevant à 4% des dépenses. A noter que le FAJ3M intervient fortement pour soutenir les jeunes en attente du versement de la Garantie Jeunes et/ou du Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) soit 14% des aides de FAJ3M versées.

**Le montant total des dépenses du FAJ3M individuel s'élève à 273 066 € en 2021 et le montant moyen de l'aide individuelle est de 312 € contre 297 € en 2020.**

Près de la moitié des jeunes bénéficiaires (45%) ne dispose d'aucune ressource au moment de la demande de FAJ3M. 16% sont allocataires de la Garantie Jeune (ce qui leur assure un revenu de 497 € mensuel). Et 16% n'ont pour seule ressource que l'allocation logement.

44% des jeunes demandeurs sont sans activité et 26% bénéficient de l'accompagnement renforcé de la Mission Locale des Jeunes dans le cadre de la Garantie Jeunes. 6% sont en formation et 6% occupent un emploi à temps partiel.

Si 42% des jeunes sont en logement autonome, l'autre moitié vit dans des conditions souvent instables et précaires. Près de 20% des bénéficiaires vivent en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), en foyer, à l'hôtel ou sont sans domicile fixe.

Les jeunes demandeurs de FAJ3M sont diplômés : près de 56 % des demandeurs ont un niveau de diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, attestant de la précarité financière des jeunes diplômés et de leur difficulté d'insertion professionnelle.

Concernant les actions collectives du FAJ3M, la Métropole a renouvelé son appel à projets en 2021. 10 associations intervenant dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle, la santé physique et mentale, la lutte contre la prostitution des jeunes ont bénéficié de **91 352 €** au total.

**Répartition des demandes de FAJ3M par communes :**

<b>Communes</b>	<b>Nombre d'aides accordées</b>	<b>Montant en euros</b>
Castelnau-le-lez	31	9 590
Villeneuve-lès-Maguelone	10	2 690
Lattes	9	3 830
Pérols	12	3 655
Juvignac	4	1 450
Baillargues	9	2 600
Saint Jean de Védas	4	930
Montaud	4	1 400
Grabels	3	600
Cournonterral	1	200
Juvignac	4	1 450
Jacou	1	100
Fabrègues	2	400
Murviel-lès-Montpellier	1	1 000
Lavérune	2	400
Vendargues	5	910
Clapiers	1	190
Saint-Drézéry	1	300
Castries	1	300
Montferrier-sur-Lez	1	300
Le Crès	2	770
<b>TOTAL</b>	<b>108</b>	<b>33 065</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de la présentation du bilan 2021 du FAJ3M ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183195-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## Solidarités - Délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Conventions 2022-2027 - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2006, en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, est délégataire de la compétence d'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés, dont elle assure également directement l'instruction depuis 2012. Les conventions de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Etat et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ayant pris fin au 31 décembre 2021, la Métropole a sollicité auprès de l'Etat la reconduction de la délégation pour une durée de 6 ans (2022-2027), sur la base du Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté le 18 novembre 2019.

Pour rappel, les aides publiques déléguées concernent :

- La construction, l'acquisition, l'amélioration, la démolition, la reconstruction de logements locatifs sociaux et places d'hébergement, en dehors des secteurs d'intervention de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) ;
- L'agrément des opérations de location-accession ;
- L'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- Le conventionnement à loyers maîtrisés des logements privés non subventionnés sur crédits délégués de l'ANAH (« conventionnement sans travaux ») ;
- Les prestations d'études et d'ingénierie associées.

Ce dispositif de délégation de compétence constitue un levier déterminant pour orienter quantitativement et qualitativement la production de logements selon les orientations du PLH. De 2016 à 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi financé près de 10 800 logements locatifs sociaux et agréé 510 logements en accession sociale à la propriété. La délégation a également permis la réhabilitation de près de 5 000 logements dans le parc privé ancien, dont 2 100 sur leurs parties privatives et 2900 sur leurs parties communes (projets à l'immeuble). Le montant des dotations déléguées et attribuées pour ce faire s'élève au global à plus de 58 millions d'euros, dont environ la moitié pour la production neuve de logements locatifs sociaux et l'autre moitié pour la rénovation des logements privés. Montpellier Méditerranée Métropole a apporté en complément près de 25 M€ pour la réalisation de ces opérations.

La mise en œuvre de la délégation de compétence 2022-2027 s'organise contractuellement dans le cadre de deux conventions qui définissent notamment les objectifs de production et les engagements financiers souscrits entre les parties :

- Une convention principale de délégation à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- Une convention de gestion des aides à l'habitat privé à conclure avec l'ANAH.

La convention principale fixe un objectif total de 9 960 logements locatifs sociaux à réaliser en construction neuve ou acquisition amélioration d'ici 2027, dont 3 555 logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), 4 182 en prêts locatifs à usage social (PLUS) et 2 223 en prêts locatifs sociaux (PLS). Ces objectifs sont à apprécier en vis-à-vis de ceux spécifiques au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain du quartier Mosson à Montpellier, relatifs à la reconstruction hors site de logements locatifs sociaux démolis, financés par l'ANRU. Ainsi, le nombre prévisionnel des logements locatifs sociaux à agréer sur le territoire Métropolitain entre 2022-2027 s'élève au global à 10 775.

La convention prévoit également la réalisation de 1 500 logements en location-accession financés par un prêt social de location accession (PSLA), soit 250 en moyenne annuelle.

Pour le parc privé, les conventions prévoient la réhabilitation de près de 6 375 logements privés entre 2022 et 2027, dont 4 115 correspondant à des travaux sur les parties communes des immeubles. Près de la moitié de ces logements seront rénovés dans le cadre des actions de requalification des copropriétés en difficulté des quartiers Mosson et Cévennes, inscrites dans le plan national « *Initiative copropriétés* » et le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain.

S'agissant des projets réalisés à l'échelle du logement et portés par des propriétaires aux revenus modestes, 1200 logements seront concernés par une rénovation thermique ambitieuse (35% de gain énergétique a minima). Près de 75 logements seront entièrement réhabilités dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, et 750 seront adaptés aux besoins spécifiques de la perte d'autonomie ou du handicap.

Enfin, environ 240 logements privés locatifs seront conventionnés à loyer maîtrisé après travaux, et loués à des ménages éligibles au logement social ou intermédiaire.

Le montant total des crédits alloués à Montpellier Méditerranée Métropole pour atteindre les objectifs ainsi définis est fixé à environ 122 M € pour 6 ans, dont 35 M€ d'aides à la pierre au titre du logement social public et 87 M€ au titre de la rénovation des logements anciens (dont 53 M€ dans le cadre du Plan « Initiatives Copropriétés »).

Sur ces bases, la Métropole s'engage quant à elle à poursuivre son effort au moins au niveau actuel de 2,5 M€ par an pour le parc public et de près de 4 M€ par an en moyenne lissée pour le parc privé (financement de l'ingénierie des programmes inclus), soit sur une période de 6 ans près de 39 M€, dont 15 M€ pour le parc public et 24 M€ pour le parc privé.

### **Objectifs et dotations pour l'année 2022 :**

#### Les aides à la réalisation de logements sociaux

La convention principale de délégation de compétence à intervenir avec l'Etat, fixe pour 2022 un objectif de 1 950 logements locatifs sociaux à financer.

Les objectifs PLUS/PLAI s'élèvent à 1 343, dont 646 PLAI se décomposant en 449 logements familiaux et 197 logements d'insertion réalisés en structures collectives de type résidence sociale jeunes actifs ou structure d'hébergement.

L'Etat délègue par ailleurs à Montpellier Méditerranée Métropole un contingent de 607 agréments PLS, dont 117 « familiaux » et 490 « spécifiques » permettant de financer la création de deux résidences étudiantes.

La convention principale de délégation de compétence prévoit enfin la réalisation de 146 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA) en 2022.

Pour atteindre ces objectifs, le montant global des crédits mobilisables par Montpellier Méditerranée Métropole cette année s'élève à 6 414 500 €.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser sur ses fonds propres, un budget global 2022 de 2,5 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

#### Les aides à la rénovation de l'habitat privé

La convention de gestion des aides à l'habitat privé à conclure avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2022 un objectif de 1 324 logements à réhabiliter, dont 12 locatifs et 304 occupés par des propriétaires aux ressources modestes, ainsi que la réhabilitation de 6 copropriétés représentant environ 1 000 logements.

S'agissant des propriétaires occupants modestes, les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : 7 logements ;
- Lutte contre la précarité énergétique : 177 logements ciblés par le programme national « Maprimerenov' Sérénité » (amélioration d'au moins 35% de la performance énergétique du logement) ;
- Adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 120 logements.

L'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 12 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'ANAH, pour la rénovation de l'habitat privé, est fixé à 5 996 178 €. Cette dotation ne couvre pas l'ensemble des besoins de la Métropole pour 2022, notamment en matière de financement de l'ingénierie des programmes, et devra en accord avec l'ANAH faire l'objet d'un abondement complémentaire (de l'ordre de 2,1 M€) au second semestre.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2022, sur ses fonds propres, un budget global de 2,5 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention principale de délégation de compétence à intervenir pour une durée de 6 ans entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- D'approuver les termes de la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir pour une durée de 6 ans entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence nationale de l'habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183767-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de délégation 3M 2022-2027\_GLOBAL.docx

- CONVENTION GESTION ANAH 2022 2027\_3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Solidarités - Construction de 19 logements sociaux à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Un toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 19 logements sociaux neufs, situés à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et les plans de financement prévisionnels des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

<b>Opération</b>	<b>« Savanna »</b> 57 rue du Clos des entreprises Lattes Zone 3	<b>« Art &amp; Verde »</b> 435 avenue de Mireval Villeneuve-lès-Maguelone Zone 3
<b>Caractéristiques :</b> Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	NG Promotion A.C.O ARCHITECTURE à Montpellier Collectifs 588,36 m² 9 LLS 6 PLUS / 3 PLAI 1 T2, 6 T3, 2 T4	Icade NBJ-Architecte à Montpellier Collectifs 527,10 m² 10 LLS 6 PLUS / 4 PLAI 2 T1, 4 T2, 3 T3, 1 T4

<b>Plan de financement :</b>		
Coût total de l'opération	<b>1 243 045 €</b>	<b>1 139 293 €</b>
Subvention Etat déléguée	25 800 €	32 600 €
Subvention Région	9 000 €	10 000 €
Prêt CDC Logement	604 509 €	636 351 €
Prêt CDC Foncier	419 736 €	380 342 €
Prêt Booster	135 000 €	30 000 €
Fonds propres	40 000 €	40 000 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>9 000 €</b>	<b>10 000€</b>

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Un Toit Pour Tous s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au *prorata temporis* par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'apporter une subvention de 10 000 € à la SA d'HLM Un Toit pour Tous pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Art & Verde », 435 avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'apporter une subvention de 9 000 € pour la construction de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Savanna », 57 rue du Clos des Entreprises à Lattes ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Florence AUBY, Mme Clara GIMENEZ, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-181041-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Art&Verde
- plan de localisation Art&Verde
- convention Savanna
- plan de localisation Savanna

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL



## **Solidarités - Construction de 32 logements sociaux - Résidence "Saint-Vincent" - route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez - Abrogation de la décision MD2020-529 - Attribution de subventions à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Par décision MD2020-529 du 26 juin 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué à la SA d'HLM 3F Occitanie, une subvention à hauteur de 32 000 € pour l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 32 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Saint-Vincent », route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprenait 21 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 11 logements sociaux financés par un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), la subvention de Montpellier Méditerranée Métropole ayant été accordée sur la base de 1000 € par logement PLUS/PLAI situés en zone 3 du financement du logement social.

La programmation de l'opération a évolué. Elle comprend désormais 8 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) qui ne permettent pas de mobiliser les aides de la Métropole, ainsi que 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain EXO 7, le programme développe toujours une surface habitable de 2122 m² selon la typologie suivante : 8 T2, 16 T3, 8 T4.

Aussi, il est proposé d'abroger la décision MD2020-529 et de proposer le concours de Montpellier Méditerranée Métropole sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, soit 24 000 €, selon le plan de financement suivant :

<b>- Coût total de l'opération :</b>	<b>5 279 821 €</b>
- Subvention Etat déléguée :	85 800 €
- Subvention Région :	28 500 €
- Prêt CDC Logement :	1 436 281 €
- Prêt CDC foncier :	1 799 532 €
- Prêt CDC CPLS :	249 744 €
- Prêt Booster :	480 000 €
- Prêt Action Logement :	120 000 €
- Fond Propre :	1 055 964 €
<b>- Participation Montpellier Méditerranée Métropole :</b>	<b>24 000 €</b>

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

3F Occitanie s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au *prorata temporis* par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'abroger la décision MD2020-529 du 26 juin 2020 ;
- D'attribuer à la SA d'HLM 3F Occitanie une subvention d'un montant de 24 000 € pour la réalisation de 24 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Saint-Vincent », route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Florence BRAU.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182193-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 3FOCC\_Conv\_Subv\_Saint Vincent\_Prades le Lez2.docx
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 85 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé en 2019 l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an pendant 5 ans, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire de la Métropole, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes. Il intègre le cas échéant l'aide complémentaire de 1 300 € par logement accordée par la Métropole dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), pour la réalisation de travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimum de 40%, sans conditions de ressources des propriétaires concernés.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 85 logements, dont 3 locatifs et 82 occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 300 761 €, dont 28 600 € d'aides au titre du PCAET.

Ces logements sont situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint-Brès, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans, et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers règlementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182613-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau subventions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

# Solidarités - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Toute association peut demander une subvention pour soutenir des actions qui présentent un intérêt général ou pour contribuer au financement global de leur activité si celle-ci présente en elle-même un intérêt général pour les collectivités publiques. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'action de nombreuses structures implantées sur son territoire qui participent à l'animation du territoire et à la diversité des réponses à apporter au public.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 et de sa compétence « Politique locale de l'habitat ».

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

	Nom de l'association	Action	Demande de l'association	Montant proposé 2022
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE - MONTPELLIER - CLCV	Défendre les droits des consommateurs, des locataires et copropriétaires dans tous les domaines de la vie quotidienne, énergie, logement, consommation et cadre de vie. Permanences pour l'accompagnement des consommateurs et des locataires Défendre et accompagner les consommateurs locataires ou copropriétaires. Participer aux réunions de concertation locatives et de représentation.	Fonctionnement : 12 500 € Permanence locataires : 6 900 € Sensibilisation eau et qualité de l'air : 5 000 € Action de représentation (CLAH, ...) : 1 000 €	7 900 €
3328	ADIL de l'Hérault	Information du public sur les problèmes du logement (locatif, accession, amélioration, fiscalité, copropriété...). L'ADIL offre aux particuliers, une information gratuite, neutre et complète sur tous les aspects juridiques, financiers et fiscaux touchant au logement et à l'urbanisme.	Action générale d'information des habitants de la Métropole : 33 500 € Participation au guichet unique « Rénov'Energie » : 10 000 € Actions de conseil et d'information sur l'accès à la propriété abordable avec la création de l'OFS métropolitain : 10 000 € Actions de communication, de conseil et d'information à destination des locataires et propriétaire dans le cadre de la mise en place de l'encadrement des loyers à Montpellier : 8 000 €	61 500 €

152	OCCITANIE MEDITERRANEE HABITAT	OMH gère l'inter-bailleur, notamment sur le territoire de la Métropole. La structure accompagne la Métropole dans la récupération de données auprès de ses adhérents mais aussi dans la mobilisation de ses membres pour échanger sur des sujets structurants pour la Métropole ayant attiré au logement locatif social	20 000 €	20 000 €
6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Promouvoir le droit d'habiter, qui dépasse le droit à un toit physique et intègre le droit à l'appropriation d'un habitat digne et adapté prenant en compte la culture et les modes de vie.	Atelier de quartier de Montpellier : 9 000 €	9 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT - FEDERATION DE L'HERAULT (CNL 34)	La CNL agit pour la défense d'une politique de l'habitat et la mise en œuvre d'une politique sociale assurant un droit au logement pour tous. Située quartier Pergola à Montpellier, elle assure une permanence auprès des habitants.	7 000 €	2 100 €
650	GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Gammes agit auprès des personnes et des familles fragilisées par l'âge, leur état de santé, l'exclusion, les discriminations afin qu'elles préservent ou retrouvent leur autonomie.	Action de médiation auprès des gens du voyage. Organisation, gestion et médiation des grands passages pendant la saison estivale. Contribuer à l'orientation des groupes illicites sur le dispositif concerné.	20 000 €
4151	HABITAT & HUMANISME	Favoriser l'accès au logement de personnes victimes de discriminations, particulièrement des familles monoparentales. Mener des actions de sensibilisation.	Aide pour la gestion d'un parc de 130 logements à destination des publics en difficultés	1 500 €
4904	HABITER ENFIN !	Favoriser l'accès au logement de personnes victimes de discriminations, particulièrement des familles monoparentales. Mener des actions de sensibilisation.	Fonctionnement : 2000 € lutte contre l'habitat indigne : 4000 €	1 800 €
TOTAL				123 800 €



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183121-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION ANCB 2022.docx
- CONVENTION CLCV 2022.doc
- CONVENTION CNL 2022.docx
- CONVENTION HABITAT HUMANISME 2022.doc
- CONVENTION HABITER ENFIN 2022.docx
- ACTIONS DE MEDIATION GDV 2022 - CONVENTION 3M-GAMMES.doc
- ADIL - 3M - CONVENTION 2022 - PROJET\_V2.docx
- OMH projet de convention\_2022\_V5.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **HORS COMMISSION**



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Jean-Luc SAVY

## **Hors commission - Candidature Capitale Européenne de la Culture 2028 - Création de l'association ' Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture ' - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

En 1985, l'actrice Melina MERCOURI, alors ministre grecque de la Culture, lançait l'idée « *d'une ville européenne de la culture* » renouvelée chaque année. Ce sera chose faite deux ans plus tard, avec la désignation d'Athènes, qui inaugure la longue série de ce qui deviendra, dès 1999, les « *capitales européennes de la culture* ». Un dispositif qui permet la mise en lumière de la richesse et de la diversité de la culture européenne dans le but de rapprocher les peuples européens et de cultiver une compréhension mutuelle.

C'est dans ce contexte qu'ont été définis les objectifs généraux de l'initiative : d'une part, sauvegarder et promouvoir la diversité des cultures en Europe et mettre en valeur les traits communs qu'elles partagent, tout en renforçant chez les citoyens le sentiment d'appartenance à un espace culturel commun ; d'autre part, renforcer la contribution de la culture au développement à long terme des villes, sur les plans économique, social et urbanistique, en tenant compte de leurs stratégies et de leurs priorités respectives.

Chaque année, le titre est décerné à une ville, dans deux pays de l'Union Européenne selon une liste chronologique préétablie jusqu'en 2033. Tous les trois ans, une troisième ville d'un pays candidat ou candidat potentiel à l'adhésion à l'Union Européenne, est également désignée. Pour 2028, la France et la République Tchèque sont les deux pays désignés.

Les critères de sélection sont répartis selon différentes catégories :

- La contribution de la candidature à la stratégie du territoire à long terme ;
- La dimension européenne du projet ;
- Le contenu culturel et artistique ;
- La capacité de réalisation du projet ;
- La portée du projet et sa capacité notamment à associer population et société civile ;
- La gestion (budget, gouvernance, pilotage, communication, moyens humains).

### **Un territoire artistique, culturel et patrimonial en partage**

Après l'éprouvante crise sanitaire de la Covid-19, notamment pour le secteur de la culture et du patrimoine, et au moment où le monde est confronté à des crises profondes de toutes sortes, dont une guerre en Ukraine où des artistes, journalistes et professionnels de la culture sont menacés dans leurs libertés, il est nécessaire d'affirmer l'importance et la force de la culture pour lutter contre les obscurantismes, développer les connaissances, réunir les personnes et les territoires, favoriser la création et la créativité dans tous les domaines.

Le bassin de vie élargi de Montpellier-Sète est une terre de culture, forte d'un héritage incontestable. En dialogue et en complémentarité, les deux villes et leurs aires urbaines dévoilent une richesse artistique dans de nombreux secteurs (arts visuels, spectacle vivant, industries créatives et culturelles...) sont historiquement accueillantes pour les artistes.

Une candidature commune de ce territoire artistique, culturel et patrimonial partagé, pour devenir Capitale européenne de la culture en 2028, permettra une mobilisation de la population autour des arts et de la culture, un renforcement du rayonnement international du territoire, une valorisation de son image auprès des citoyens, le renforcement des synergies au sein du secteur culturel, une sensibilisation et un accès à la culture favorisé, ainsi que la stimulation du tourisme culturel. L'occasion de faire toute sa place au nouveau souffle à l'œuvre dans les politiques culturelles de ces territoires.

## **Un nouveau souffle, un engagement et une dynamique partenariale autour de la culture et du patrimoine**

Territoire jeune, cosmopolite, curieux, où les valeurs de fraternité dominent, généreux en espace public, où le savoir occupe une place très importante, le bassin Montpellier-Sète regorge d'atouts pour porter ensemble une nouvelle énergie. Un projet commun autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes et à la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture.

C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle Méditerranée, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés s'unissent pour porter, ensemble, une candidature utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

### **Gouvernance de l'association**

Il est proposé la création d'une association dénommée « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » qui a pour objet de concevoir et organiser la candidature de Montpellier et de ses partenaires. Il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association ainsi que l'approbation de des statuts de l'association, prévoyant notamment une représentation des collectivités partenaires au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'association. Monsieur le Président doit être mandaté pour participer à l'assemblée générale constitutive.

### **Participation financière à l'association**

Le montant de la cotisation sera voté en Conseil de Métropole et imputé sur le budget 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la création et les statuts de l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » ;
- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association et le paiement de la cotisation ;
- De mandater Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour participer à l'assemblée générale constitutive ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-186268-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Statuts association

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN

## **Hors commission - Coopération interterritoriale - Contrat de Réciprocité entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

### **1. L'amorce d'un processus d'alliance des territoires accéléré et structuré**

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite promouvoir un modèle de développement partagé, durable, solidaire avec l'ensemble de ses territoires voisins ou intégrés dans l'aire urbaine montpelliéraine. Il doit à ce titre reposer sur une gouvernance partenariale formalisée et apaisée avec l'ensemble des établissements et structures de coopération intercommunale qui participent à l'organisation de cet espace. Cette volonté s'inscrit aussi dans les préconisations du dernier rapport de la Chambre Régionale des Comptes relatives à la conclusion de contrats de coopérations déclinés en objectifs opérationnels avec l'ensemble des communautés de communes et communautés d'agglomération limitrophes afin de rationaliser et d'optimiser l'action publique des territoires.

Le contrat à intervenir avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault constitue l'amorce de ce processus qui devrait être décliné, dans la continuité, avec le Pays Cœur d'Hérault et les deux autres Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui le composent : les communautés de communes du Lodévois et Larzac et du Clermontais.

La dynamique de la candidature commune de Sète et Montpellier pour la capitale européenne de la Culture 2028 favorise la concrétisation d'une coopération plus large entre Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole.

L'accord de partenariat avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup à vocation à être renouvelé au cours de cette année. Au regard des nombreuses interactions avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or plusieurs réunions de travail thématiques relatives aux mobilités, à la voirie ont permis de coordonner ces actions et de nouvelles sont en cours d'organisation pour structurer un projet d'accord-cadre. Des contacts ont aussi été établis avec la Communauté de Communes du Pays de Lunel pour formaliser la dynamique de coopération. L'ensemble de ces démarches devrait aboutir avec les territoires voisins d'ici la fin de l'année ou au premier trimestre 2023.

Au-delà de ce premier cercle, d'autres contrats de partenariat ou d'autres formes de coopération, de coordination, de planification seront développées avec les autres agglomérations qui participent à la continuité du ruban méditerranéen à l'ouest de la Région, notamment avec les communautés d'agglomération d'Alès, Nîmes et Hérault Méditerranée.

A la suite des rencontres intervenues entre les deux présidents, une nouvelle formalisation des liens indispensables entre les deux métropoles occitanes sera mise en œuvre.

Le développement de la filière bois construction et bois énergie qui participe à l'objectif de neutralité carbone fixé par le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) impose de renforcer et structurer les liens avec les deux massifs forestiers du Haut Languedoc et des Cévennes. A ce titre, avec l'appui de l'association des communes forestières d'Occitanie le contrat de réciprocité avec la Communauté de Communes des Monts Lacane et de la Montagne du Haut Languedoc sera renouvelé et celui avec la Communauté de Communes des Gorges Causses Cévennes établi.

### **2. Un accord avec la Communauté de la Vallée de l'Hérault pour formaliser une coopération nécessaire en matière de mobilité, de développement économique et touristique entre deux territoires marqués par une forte attractivité**

Porte d'entrée du Pays Cœur d'Hérault, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault regroupe les 28 communes du canton de Gignac. Sa population est d'environ 40 000 habitants et son territoire s'étend sur 481 km². Du fait de sa position stratégique au croisement de deux axes routiers structurants (A75 et A750) et de la richesse de son patrimoine (naturel et historique), la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault est un territoire attractif marqué par une forte augmentation de sa démographie (plus de 2% par an). Cette mutation démographique a progressivement modifié les structures et usages de son territoire. Si



celui-ci a su préserver les composantes essentielles de sa ruralité (agriculture, paysages, environnement), les usages du territoire (travail, services) ont quant à eux subi d'importantes évolutions notamment du fait de sa proximité avec Montpellier Méditerranée Métropole et l'agglomération de Béziers.

Les interactions et interrelations entre les deux territoires voisins se sont considérablement intensifiées depuis la mise en service des autoroutes A75 et A750. Elles nécessitent un travail commun de structuration et de mise en œuvre **de solutions de transports alternatives crédibles à l'autosolisme, répondant aux attentes, aux besoins et aux moyens du plus grand nombre.**

Les tensions du marché de l'immobilier d'entreprise sur Montpellier agissent par desserrement sur le développement économique de la vallée de l'Hérault. Outre une structuration coordonnée de l'essor de leur économie résidentielle liée à leur croissance démographique, les deux intercommunalités doivent **construire une stratégie et des institutions communes** pour développer l'innovation endogène et optimiser à l'échelle du grand bassin de vie l'implantation d'entreprises.

La Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault bénéficie d'une très forte attractivité touristique liée à la qualité nationalement reconnue de son patrimoine naturel, historique, artisanal. Montpellier Méditerranée Métropole constitue à la fois un important réservoir potentiel mais aussi une porte d'entrée pour les excursions journalières de visites de son territoire, au même titre que les stations balnéaires de la baie d'Aigues Mortes. Le renforcement des actions menées dans ce domaine doit favoriser sur les deux territoires **un tourisme plus valorisé, plus durable et plus pérenne.**

Les deux intercommunalités ont su développer chacune à leurs échelles des équipements et des réseaux denses et reconnus d'apprentissage de la musique, de développement de la lecture et de l'enseignement artistique, de soutien à la création et à la diffusion culturelle et de conservation et valorisation du patrimoine. **Favoriser les liens et des échanges entre ces institutions et développer des évènementiels partagés** participent au rapprochement et au dynamisme culturel de ce territoire commun. Cette démarche s'inscrit dans le développement **d'un écosystème en réseau associant les villes et les structures intercommunales qui ont vocation à être partenaires de la candidature commune de Sète et Montpellier pour la capitale européenne de la Culture 2028.**

Ces quatre grandes thématiques structurent ce projet de partenariat qui complète et s'intègre dans l'accord de coopération à conclure de manière concomitante avec le Syndicat Mixte de Développement Local Pays Cœur d'Hérault.

## La mobilité

Les déplacements pendulaires augmentent de façon constante entre les deux territoires (+2,5 % par an). Environ 13 000 déplacements quotidiens convergent depuis la Vallée de l'Hérault vers la Métropole, dont 8000 exclusivement vers Montpellier. Cette situation entraîne une saturation du réseau viaire à l'entrée ouest de Montpellier et un allongement des temps de parcours pour les usagers. En terme de transports en commun routiers, Hérault Transport a déployé une offre alternative à la voiture avec 8 lignes de cars qui convergent vers le pôle d'échanges situé à l'entrée de Montpellier. Cette offre a contribué à une forte progression de la fréquentation des transports en commun (+ 200 % depuis 2010), toutefois la voiture reste encore largement attractive en raison du manque d'efficacité des transports en commun face à l'augmentation constante des flux routiers en direction du pôle montpellierain.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault s'investit pleinement dans les politiques de mobilité durable. Elle s'est engagée avec la Région dans la création d'un pôle d'échanges multimodal à Gignac et participe activement au développement du covoiturage et des modes doux (itinéraires cyclables, transport à la demande...) sur son périmètre. Sa mise en service doit contribuer substantiellement à la réduction des flux de véhicules à l'entrée de la Métropole en l'accompagnant d'un service de transport à la hauteur des enjeux dont le projet de Car à Haut Niveau de Service sur l'axe Cœur d'Hérault-Montpellier constituera l'outil majeur. Il devrait aboutir à la création d'une ligne de 30 kilomètres au départ de l'infrastructure susvisée, avec l'aménagement d'une voie pour les cars en site propre à l'arrivée de l'A750 sur le bassin montpellierain jusqu'à la Mosson. Il comprendrait aussi un pôle de rabattement en modes actifs entre les communes de Montarnaud et de Saint Paul et Valmalle.

Afin de faire aboutir ce projet dans les meilleurs délais, en coordination avec l'Etat, le Département et la Région, les deux intercommunalités souhaitent notamment :

- Dynamiser les études de faisabilité
- Accélérer les études de faisabilité ;

Cette coopération concrète en matière de transports en commun et de mobilités actives portera aussi sur :

- Une coordination systématique sur les projets de rabattements ou de suppressions de lignes impactant la desserte des deux territoires ;
- La mise en place concertée d'un système de transport à la demande et de vélo à assistance électrique innervant le territoire de la Vallée de l'Hérault et desservant ces principaux pôles urbains, économiques, touristiques à partir du pôle d'échanges multimodal de Gignac ;
- La structuration d'une offre billettique et d'une communication partagée ;
- La recherche systématique du prolongement des liaisons cyclables : la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault souhaite notamment collaborer avec la Métropole pour assurer les jonctions entre les aménagements réalisés par le Conseil départemental de l'Hérault sur son territoire et les pistes métropolitaines ;
- L'accompagnement dans la mise en œuvre de la ZFE pour les habitants de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault.

## Le développement économique

La Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault demeure l'espace le plus dynamique du Pays Cœur d'Hérault. Entre 2015 et 2019, le nombre de créations d'entreprises annuel est passé de 350 à 450. Toutefois, il est important de souligner qu'une grande partie de son attractivité économique repose sur un effet de desserrement de la Métropole montpelliéraine qui connaît un marché du foncier économique relativement tendu (rareté et prix élevé). Ainsi, dans les demandes d'implantation sur les pôles d'activités économiques de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault la part d'entreprises originaires de la Métropole est passée de 25 à 38 % entre 2017 et 2020.

Au regard de cette situation, les deux partenaires souhaitent développer les axes de coopération suivants :

- Travailler les complémentarités en matière de foncier et d'immobilier d'entreprises (parcs d'activités économiques, hôtels d'entreprises...) :
  - o Connaissance réciproque des offres foncières et immobilières et positionnement des intercommunalités par rapport au type d'activités accueillies ;
  - o Instauration des relations d'échanges entre les services quant à la commercialisation de ces offres (renvoi des demandes d'implantation d'intérêt entre les territoires en fonction de leurs spécificités) ;
- Mettre en réseau les tiers-lieux et les Fablab des deux territoires ;
- Développer de manière coordonnée un réseau d'espace de télétravail et de co-working à destination des salariés des deux territoires pour réduire le nombre de déplacements domicile-travail ;
- Accompagner la création d'entreprise :
  - o Développer les partenariats entre le BIC de Montpellier et les structures d'accueil sur la Vallée de l'Hérault ;
  - o Intégrer les start-up de la Vallée de l'Hérault dans la French-Tech ;
  - o Mettre en place une gouvernance et des institutions ad hoc qui permettent de coordonner et de fédérer l'action publique en faveur du développement économique sur les deux territoires et à termes sur l'ensemble de l'aire d'attractivité montpelliéraine ;
- Accompagner les transitions agricoles :
  - o Partenariat avec le CIRAD et l'INRA sur l'adaptation des techniques de culture face au changement climatique ;
  - o Soutien aux filières pastorales ;
- Promouvoir et commercialiser les produits agricoles et agro-alimentaires de la Vallée de l'Hérault ;
- Développer et promouvoir les métiers d'art sur les deux territoires.

## Le tourisme

Montpellier Méditerranée accueille environ 5 millions de touristes par an et constitue une des principales portes d'entrée pour la découverte de son arrière-pays notamment la Vallée de l'Hérault. Elle constitue une destination facilement accessible disposant de nombreux sites remarquables classés « *Grands sites de France* » et reçoit à ce titre plus de 650 000 visiteurs par an, essentiellement dans le cadre d'excursions journalières. Sa clientèle est à 60 % régionale dont une grande part de la Métropole.

Au regard de ce constat, les deux structures intercommunales veulent :

- Poursuivre la promotion de la destination Vallée de l'Hérault auprès des habitants et des touristes en résidence sur le territoire de la Métropole ;
- Mettre en commun des outils de communication et de promotion touristique au niveau local et national ;
- Intégrer la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault dans les études de structuration touristique portées par la Métropole ;
- Etablir de manière concertée avec Sète Agglopôle Méditerranée un plan de gestion durable des collines de la Moure ;
- Développer une réflexion commune sur l'aménagement et le développement durable, notamment touristique, de l'espace naturel du Mas Dieu.

## La culture

La Vallée de l'Hérault développe une politique culturelle qui s'appuie sur l'école de musique intercommunale, dont l'objectif est d'obtenir le label Conservatoire à rayonnement intercommunal, sur le réseau des bibliothèques qu'elle anime et sur les sites historiques et architecturaux d'Argileum (la maison de la poterie à Saint-Jean-de-Fos) et le site exceptionnel de l'ancienne abbaye d'Aniane, dont elle a lancé la restauration avec le soutien de la Fondation du patrimoine.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'une des offres culturelles les plus intégrées et les plus complètes au niveau national notamment au regard de la qualité et de la renommée de ses musées, de son conservatoire à rayonnement régional et de ses structures en matière de diffusion et de création des musiques actuelles.

Les principales pistes d'actions développées au titre du présent contrat de partenariat sont donc les suivantes :

- Etablir une convention de partenariat entre le conservatoire de Montpellier et l'Ecole de musique intercommunale de la Vallée de l'Hérault ;
- Promouvoir un partenariat structurel entre le Pôle musique de la vallée de l'Hérault et les dynamiques musiques actuelles de la Métropole ;
- Mettre en place un partenariat scientifique et culturel avec les musées, archives et équipes de la Métropole ;
- Accueillir hors les murs des manifestations dans le cadre du développement de partenariats événementiels entre structures culturelles ;
- Participer à la mise en place d'un écosystème culturel en réseau dans le cadre de la candidature commune de Montpellier et Sète pour la Capitale Européenne de la Culture.

La gouvernance de ce contrat de réciprocité sera assurée par un Comité de Pilotage composé des Présidents des structures partenaires ou leurs représentants et des Vice-Présidents ou leurs représentants dont les délégations structurent cet accord.

Il se réunira une fois par an pour prendre acte du bilan établi par le Comité Technique et définir les principales évolutions des coopérations.

Celui-ci sera composé des directeurs généraux ou leurs représentants et des principaux responsables administratifs et techniques en charge de leur mise en œuvre au sein des structures partenaires.

Il assurera le suivi de la mise en œuvre et de la concrétisation des programmes d'actions définis dans le contrat de réciprocité.

Il est conclu de sa signature au 31 décembre 2026 et a vocation à être décliné de manière concrète, au cas par cas, en fonction des projets, sur la base des multiples outils conventionnels prévus notamment par le Code général des collectivités territoriales ou le Code de la commande publique.

Il pourra être modifié sur proposition du Comités de Pilotage susvisé, par avenant adopté par délibération concordantes portant notamment sur l'ajout de nouvelles thématiques, le complément ou l'amendement des programmes d'actions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les lignes directrices de mise en œuvre de la coopération interterritoriale telles que présentées ci-dessus ;
- D'approuver les termes du contrat de réciprocité à intervenir avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-180644-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat reciprocité CCVH 3M VFCCVH\_VD.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Hors commission - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Attribution de subventions - Premier semestre 2022 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant, qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Pour cette première série de l'année 2022, il est proposé d'attribuer une aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 8 compagnies suivantes pour les projets énoncés ci-dessous, selon les critères suivants, pour un montant total de 25 194 € :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de co-réalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Spectacle	Diffuseur	Compagnie	Dates	Nombre de représentations	Nature de la représentation	aide proposée
<i>Antigona</i>	La Vista	Théâtre Talhers production La Rampe Tio	12/01/22	1	Théâtre occitan	1000 €
<i>Hé Hop Pénélope, Odyssée concert</i>	Victoire 2	La Morena	20/04/22	1	Spectacle musical jeune public	820 €
<i>TumulTe</i>	Chai du Terral	Vilcanota	18/01/22	1	Danse contemporaine	3000 €

<i>Passe-muraille (dyptique)</i>	Théâtre Jean Vilar	Cie Alegria Kryptonite	11 et 12/02/22	2	Conférence spectacle	2100 €
<i>La femme de la photo</i>	Théâtre Jérôme Savary	Cie Le cri dévot	19/03/22	1	Théâtre	3000 €
<i>La femme de la photo</i>	Kiasma	Cie Le cri dévot	27/01/22	1	Théâtre	3000 €
<i>intégrale les instantanés</i>	Kiasma	Cie Le cri dévot	12/05/22	1	Théâtre	2000 €
<i>#génération</i>	Kiasma	Cie Le cri dévot	5/03/22	1	Theâtre-crédation partagée	2774 €
<i>MADAM#6 « et j'ai suivi le vent... »</i>	La Bulle Bleue	Cie Exit	10/02/22	1	Théâtre conférence	2500 €
<i>La visite de la vieille dame</i>	Salle Jacques Brel	Les têtes de bois	28/04/22	1	Théâtre jeune public	3000 €
<i>Billy la nuit</i>	Salle Jacques Brel	Les nuits claires	10/03/22	2	Théâtre jeune public	2000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant aux 8 compagnies listées ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention d'attribution

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Soutien aux manifestations" - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **Crise pandémique et pandémie de crises**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 04 mars 2022, à l'Institut de Management de Montpellier, une manifestation intitulée « *Crise pandémique et pandémie de crises* ». Cette conférence permet de croiser les regards et les expériences de complexistes sur la crise actuelle ainsi que sur les conséquences et les enjeux économiques, sociaux politiques à moyen comme à long terme.

Environ 100 participants, dont des acteurs du monde académique et professionnel sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Journées Francophones de Sexologie et Santé Sexuelle (JF3S 2022)**

L'Association Interdisciplinaire post-universitaire de Sexologie (AIUS) sous l'autorité de son Président, Monsieur Pierre BONDIL, organise du 17 au 19 mars 2022, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « *Journées Francophones de Sexologie et Santé Sexuelle* ». Cet événement est le rendez-vous annuel des professionnels de la sexologie et de la santé sexuelle et permet de se réunir, de se former et d'interagir avec les experts de la discipline afin de mettre en commun les compétences et de faire consensus sur des prises en charge relevant de leurs pratiques quotidiennes.

Environ 800 participants dont des chirurgiens, des conseillers conjugaux, des gynécologues, des psychiatres et autres professionnels de santé sont attendus.

Une subvention de 8 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Congrès International Albopictus 2022**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 09 au 11 mai 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Congrès International Albopictus 2022* ». Cet événement a pour but de favoriser les échanges entre chercheurs travaillant sur *Aedes Albopictus* (moustique tigre). De nombreuses recherches et actions sont menées au niveau mondial sur le moustique tigre, ce congrès renforcera la place de Montpellier en tant que pôle majeur de recherche reconnu sur le sujet.

Environ 120 participants dont des chercheurs reconnus et des parties prenantes concernées comme l'Organisation Mondiale de la Santé et le ministère de la Santé sont attendus.

Une subvention de 3 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Assemblée Scientifique de l'Association Internationale des Sciences Hydrologiques (AISH) 2022**

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organise du 29 mai au 03 juin 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Assemblée Scientifique de l'AISH 2022* ». Cet événement a pour but de contribuer à renforcer la position de Montpellier comme « *Capitale de l'eau* ». Ce congrès sera aussi l'occasion de rapprocher les équipes de recherche et les entreprises pour favoriser des collaborations et des projets innovants.

Environ 350 participants dont des scientifiques sont attendus.

Une subvention de 7 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **European congress and workshop on SIDS/SUDI**

L'Association Nationale des Centres Référénts de la Mort Inattendue du Nourrisson (ANCRéMIN), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Inge HARREWIJN, organise du 30 au 31 mai 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *European congress and workshop on SIDS/SUDI* ». Cet évènement a pour but de réunir les experts du monde entier autour de la Mort Subite du Nourrisson et de travailler conjointement sur la création d'un registre des morts inattendues du nourrisson en Europe.

Environ 350 participants dont des pédiatres, des médecins légistes et des anatomopathologues sont attendus.

Une subvention de 4 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Congrès statutaire CFTC Sud et antennes locales de l'Hérault**

La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean-Marie BRIDIER, organise le 17 juin 2022, au Domaine de Fangouse à Lattes, une manifestation intitulée « *Congrès statutaire CFTC Sud et antennes locales de l'Hérault* ». Cet évènement est un congrès des instances et des adhérents de la CFTC.

Environ 100 participants dont des salariés et adhérents de la CFTC sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **B2B Rocks**

L'association TECH4TOMORROW, sous l'autorité de son Président, Monsieur Colin LALOUETTE, organise du 08 au 09 juin 2022, à Sud de France Arena, une manifestation intitulée « *B2B Rocks* ». B2B Rocks regroupe une communauté internationale en ligne de 6 000 membres dans l'édition de logiciels. L'objectif de cet évènement international est de partager les meilleures pratiques au monde d'hyper croissance.

Environ 1000 participants dont fondateurs et dirigeants de l'industrie du logiciel sont attendus.

Une subvention de 15 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **International Practice Exchange**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 08 au 10 juin 2022, à l'Institut Universitaire de Technologie, une manifestation intitulée « *International Practice Exchange* ». Cet évènement permet à de nombreux acteurs de la coopération universitaire internationale d'échanger sur les bonnes pratiques et de développer de nouveaux partenariats avec les établissements universitaires.

Environ 85 participants dont des partenaires académiques d'établissements d'enseignement supérieur sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## Congrès C.U.R.I.E

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 13 au 15 juin 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Congrès C.U.R.I.E* ». Cet événement est le rendez-vous annuel des professionnels travaillant dans les domaines de la valorisation du transfert de technologie et de l'innovation par la recherche publique.

Environ 600 participants dont des professionnels des domaines de la valorisation, du transfert de technologie et de l'innovation sont attendus.

Une subvention de 5 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## MEMPRO7 : Intégration des membranes dans les procédés

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 15 au 17 juin 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « *MEMPRO7 : Intégration des membranes dans les procédés* ». Cet événement à destination des industriels a pour but de favoriser les échanges entre secteurs privé et académique sur le transfert de technologie et l'émergence de nouveaux projets.

Environ 150 participants du monde académique et des partenaires socio-économiques sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## 6th Mouse Symposium

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 21 au 23 juin 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « *6th Mouse Symposium* ». Ce colloque international réunit des chercheurs utilisant la souris sauvage comme un modèle dans les domaines comprenant la génétique, la morphométrie, la physiologie, la parasitologie, l'écologie, le comportement et la biologie évolutive.

Environ 100 participants dont des chercheurs et des doctorants sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## 10th Antibody Industrial Symposium

L'association MABDESIGN, sous l'autorité de son Directeur Général, Monsieur Nicolas GROUX, organise du 28 au 29 juin 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *10th Antibody Industrial Symposium* ». Ce congrès scientifique permet de favoriser les échanges entre experts internationaux sur les anticorps thérapeutiques.

Environ 400 participants dont des membres de laboratoires français et étrangers, des étudiants et des doctorants sont attendus.

Une subvention de 4 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## Biomarker and Therapy Days

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 28 au 29 juin 2022, à la Faculté de médecine, une manifestation intitulée « *Biomarker and Therapy Days* ». Ce congrès a pour objectif de faire naître de nouvelles collaborations entre académiques, industriels et cliniciens, d'échanger sur les dernières avancées et perspectives concernant les biomarqueurs et les thérapies innovantes. Un événement majeur qui portera cette année sur le microbiote comme futur outil de diagnostic et sur la filière nationale du diagnostic évoluant à l'ère post-covid.

Environ 150 participants dont des chercheurs et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Colloque réseau des Vice-Présidents Recherche et Valorisation**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 23 au 25 août 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « *Colloque réseau des Vice-Présidents Recherche et Valorisation* ». Ce colloque dont le thème cette année portera sur « *Un nouvel élan pour la recherche française ?* », réunit les Vice-Présidents chargés de la Recherche et de la Valorisation de l'ensemble des universités et écoles d'ingénieurs françaises.

Environ 200 participants dont des Vice-Présidents et Directeurs de la Recherche et Valorisation sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183440-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Crise pandémique - UM
- Convention JF3S - AIUS
- Convention congrès Albopictus - UM
- Convention ANCREMIN
- Convention B2B Rocks - Tech4Tomorrow
- Convention International Practice Exchange - UM
- Convention Congrès CURIE - UM
- Convention MEMPRO7 - UM
- Convention CFTC
- Convention 6th Mouse Symposium - UM
- Convention 10th Antibody Industrial Symposium - MABDESIGN
- Convention Biomarker and Therapy Days - UM
- Convention Colloque réseau VP R&D - UM
- Convention AISH

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## **Hors commission - Organisme Extérieur - Société Publique Locale (SPL) L'Or Aménagement - Création du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) LOA<sup>2</sup> - Adhésion de la SPL au GIE - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire, à hauteur de 3,571 %, de la Société Publique Locale (SPL) L'Or Aménagement, créée en 1990. Elle dispose d'un siège sur 18 au sein du Conseil d'administration de la société, représentée par Madame Coralie MANTION. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, actionnaire majoritaire à hauteur de 51% du capital est présidente de la société en la personne de Monsieur Yvon BOURREL. La SPL est par ailleurs détenue par la Commune de Mauguio-Carnon (31.54%), la Commune de La Grande Motte (7.31%), la Commune de Valergues (4.69%) et les Communes de Candillargues, Pérols, Lansargues, Mudaison, Palavas-les-Flots et Saint Aunès (1.89% chacune.)

La SPL L'Or Aménagement a pour objet d'assurer, pour le compte de de ses actionnaires, des opérations en matière d'aménagement, de développement économique et touristique, de gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général entrant dans le cadre de leurs compétences.

En raison de son statut de SPL, L'Or Aménagement exerce ses activités pour le compte exclusif de ses actionnaires, et sur leur territoire. Elle ne peut développer d'opérations propres dans des logiques de partenariats avec d'autres acteurs, ni prendre de participations dans des sociétés commerciales ou filiales.

Face aux enjeux actuels du territoire du Pays de l'Or, la nécessité de créer un nouvel outil complémentaire à la SPL, sous forme de Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML), regroupant plusieurs collectivités du territoire, s'est fait jour. Parmi celles-ci, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, les Communes de La Grande-Motte, de Mauguio-Carnon et de Palavas-les-Flots, seront rejointes par trois partenaires privés : la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Epargne et le Crédit Agricole. La SAEML « L'Or Autrement » sera ainsi dotée d'un capital de 2 250 000 € détenu à 64,44 % par le collège des collectivités, et à 35,56% par le collège des actionnaires privés. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, en sera, tout comme pour la SPL L'Or Aménagement, l'actionnaire majoritaire. Les démarches relatives à la création de cette société sont en cours, avec un objectif de constitution en amont de l'été 2022.

Si cette SAEML n'aura pas de lien juridique direct avec la SPL L'Or Aménagement, dont la Métropole est actionnaire, sa création s'inscrit dans un contexte global, puisqu'elle aura vocation à partager certains moyens et certaines compétences nécessaires à son fonctionnement avec la SPL préexistante, ce dans une logique de véritable dynamique de groupe. La structuration de cette mutualisation prendra la forme d'un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) doté de la personnalité morale, et sans capital social.

L'objet du GIE consiste à faciliter ou développer l'activité économique de ses membres afin d'en accroître les résultats, par la mise en commun de moyens. Le GIE « LOA<sup>2</sup> » regroupera la SPL L'Or Aménagement et la future SEM L'Or Autrement et aura ainsi vocation à porter et à partager les services supports entre les deux structures ainsi que certains matériels. Son financement sera assuré par le versement des cotisations de ses membres au regard d'une clé de ventilation préalablement définie.

Les Conseils d'Administration respectifs de la SAEML et de la SPL, seront amenés à se prononcer sur leur adhésion au sein du GIE et à approuver ses statuts.

En vertu de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article.* »

Si un GIE ne constitue pas une "société commerciale" au sens strict, il est toutefois recommandé, d'autoriser les représentants des collectivités au sein des organes décisionnels des deux sociétés, à voter en faveur de ces éléments.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser son représentant à approuver l'adhésion de la SPL L'Or Aménagement au GIE LOA<sup>2</sup> entre cette SPL et la SEM L'Or Autrement en cours de formation ;
- D'approuver le projet de statuts du GIE LOA<sup>2</sup> ayant pour membres la future SAEML L'Or Autrement à créer, et la SPL L'Or Aménagement, dont la Métropole est actionnaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182824-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet statuts GIE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SA3M au capital de 1 770 000 € composé de 17 700 actions. Elle détient 50,79% du capital, soit 8 990 actions et occupe 9 sièges sur 18 au sein du Conseil d'Administration de la société, dont la Présidence de la société, en la personne de Michaël DELAFOSSE.

La société est également détenue par la Ville de Montpellier à hauteur de 22,60 % du capital ; cette dernière occupant 4 sièges au sein du Conseil d'Administration, aux côtés de la Région Occitanie (10,06 % du capital), des Communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68 % chacune).

La lutte contre le changement climatique est un enjeu capital tant sur le plan international qu'au niveau des territoires. Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres ont placé la transition écologique et solidaire à la convergence de leurs politiques publiques menées en matière d'habitat et de logement, de déplacements, de qualité de l'air, d'urbanisme et d'aménagement, de préservation et de gestion économe des ressources et de l'espace, de préservation de la biodiversité, de politique de gestion des risques, d'évolution et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agroécologique et alimentaire et de développement économique.

Cet engagement s'est traduit par l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) dont la révision approuvée le 7 juin 2021 a permis de préciser les ambitions pour la transition écologique du territoire et de définir 10 orientations stratégiques des politiques publiques.

La SA3M, outil de la Métropole et de ses communes pour l'aménagement, l'urbanisme, l'environnement, et le développement économique, touristique et de loisirs, propose d'étendre ses compétences à la transition énergétique pour apporter sa contribution au PCAET et promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Forte de son expérience en énergie au sein du groupe SERM/SA3M, la Société Publique Locale (SPL) SA3M, dans le cadre de son conseil d'administration, en date du 10 février 2022, a proposé à la Métropole et à ses communes membres, de réaliser, pour leur compte, et dans le cadre de la relation *in house*, des missions d'assistance et de conseil, des études, du financement, de la construction, de la gestion et de l'exploitation directe ou indirecte des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et de récupération, comme à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la rénovation thermique des bâtiments publics.

Ce projet entraîne nécessairement la convocation d'une future Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) en vue d'approuver une modification des statuts de la société, relative à son objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social de la SA3M est actuellement le suivant :

*« La Société a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :*

- d'aménagement,*
- d'urbanisme et d'environnement,*
- de développement économique, touristique et de loisirs.*

*Dans ces domaines, la société pourra :*

- assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,*
- réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,*
- réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,*
- assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et d'équipements,*
- étudier et réaliser des équipements publics,*

*Et, plus généralement, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. »*

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SA3M tel que ci-dessus présenté, en y adjoignant les activités et prestations supplémentaires suivantes :

*« - apporter une offre globale de services de qualité en termes :*

- de production et de distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération,*
- d'efficacité énergétique,*
- de rénovation thermique du bâtiment,*

*- réaliser de nouvelles missions dans ces domaines :*

- intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie,*
- réaliser des opérations visant à améliorer l'efficacité énergétique et notamment à la rénovation thermique des bâtiments. »*

Il est précisé que le Comité Social et Economique de la SA3M du 30 novembre 2021 a dès à présent donné un avis favorable à cette modification.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modifications statutaires de la SA3M relative à l'objet social ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SA3M, Monsieur Michaël DELAFOSSE à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182738A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- STATUTS SA3M 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
  - 2° De l'approbation du compte administratif ;
  - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
  - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
  - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
  - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
  - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, de modifier ou ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- **le point 3.1** afin de simplifier le fonctionnement dans la stratégie de gestion de la dette et les outils à disposition de la collectivité ;
- **le point 3.9** pour élargir le passage en décision aux attributions de subvention des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé ancien ;
- **le point 3.11** pour ajouter les tarifs relatifs à la Cité des Arts ;
- **le point 7.9** pour y ajouter les appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

### 1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;
- 1.5** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.6** approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- 1.7** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

- 1.8 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- 1.9 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.10 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- 1.11 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- 1.12 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;
- 1.13 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
  - autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
  - autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
  - autoriser la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

## 2. Urbanisme

- 2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;
- 2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- 2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;
- 2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- 2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- 2.6 approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- 2.7 autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

## 3. Finances

- 3.1 **procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;**
- 3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- 3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
- 3.4 autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- 3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;
- 3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;



**3.7** accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

**3.8** approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;

**3.9** accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le **cadre des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé ancien** et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;

**3.10** attribuer individuellement les subventions, et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le Conseil de Métropole ;

**3.11 de fixer les tarifs relevant de la Cité des Arts.**

#### **4. Commande publique**

**4.1** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

**4.2** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.3** prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

**4.4** approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.5** autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique-;

**4.6** autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

**4.7** approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

#### **5. Personnel – élus**

**5.1** adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

**5.2** adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

**5.3** adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

**5.4** autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

**5.5** accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

5.6. Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.
- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs
- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

## 6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;*

6.5 Hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €.

## 7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

*En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel ;

7.8 établir le règlement des jeux concours organisés par la collectivité, que les lots soient de nature numéraire ou non ;

7.9 autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, **ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus.**

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:**

- D'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- De déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- De dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## **Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182243-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau des commissions 22.03.22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
IUT Montpellier Sète	Florence BRAU (titulaire) Christian ASSAF (suppléant)
Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture	Eric PENSO (titulaire) Renaud CALVAT (suppléant)  Célia SERRANO (titulaire) Clara GIMENEZ (suppléante)
Printemps des Comédiens	Michaël DELAFOSSE

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-185426-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

# Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture"- Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

## 1. Attribution de subventions

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
80	1298	LES AMIS DU MUSEE FABRE AMF	ARTS	Fonctionnement	.	5 000,00
1136	1308	MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	ARTS	Fonctionnement	.	1 000,00
2410	1280	ALDEBARAN CREATION CONTEMPORAINE	ARTS	Fonctionnement	.	9 000,00
5149	1296	BRISCARTS	ARTS	Fonctionnement	.	500,00
7444	1503	CETAVOIR	ARTS	Projet	D'OC (ex "La France vue d'Occitanie")	3 000,00
<b>Sous-total arts</b>						<b>18 500,00</b>
4974	1389	OCCITANIE FILMS	CINEMA, AUDIO-VISUEL, INDUSTRIES CREATIVES	Fonctionnement	.	10 000,00
5028	1445	L'ECRAN ET SON DOUBLE	CINEMA, AUDIO-VISUEL, INDUSTRIES CREATIVES	Projet	PAUL VA AU CINEMA 7 EME EDITION	1 500,00
5971	1488	BRAND A PART	CINEMA, AUDIO-VISUEL, INDUSTRIES CREATIVES	Projet	Les rencontres du cinéma d'animation - 2ème édition	10 000,00
<b>Sous-total cinéma</b>						<b>21 500,00</b>

6924	1497	JETEZ L'ENCRE	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	Projet	23e festival international de BD	2 000,00
7107	1405	VOIX DE L'EXTREME POESIE ET CULTURE	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	Projet	Développem ent des activités mémoires et poétiques dans des communes de M3M	1 000,00
<b>Sous-total livre</b>						<b>3 000,00</b>
500	1291	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	1 200,00
6466	1383	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	17 000,00
6466	1384	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Projet	Congrès : Rencontres de musicologie médiévale francophone	3 500,00
7146	1302	LES MUSES EN DIALOGUE	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Projet	Musiques anciennes	13 000,00
7148	1367	ACANTHE ETUDE ET VALORISATION DU PATRIMOINE	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Projet	Laissons parler Clapiers	2 000,00
7338	1269	D'AICI D'ALAI	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	500,00
7370	1348	ASSOCIATION MEMOIRE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	Projet	L'année 1942 à Montpellier	1 000,00

7503	1297	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Projet	Reconstitution 3D Cathédrale Maguelone/ Castrum Mauguio	10 000,00
<b>Sous-total patrimoine</b>						<b>48 200.00</b>
254	1319	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	PLURIDISCIPLINAIRE	Fonctionnement	fonctionnement	5 000,00
529	1373	LA FRICHE DE MIMI	PLURIDISCIPLINAIRE	Projet	L'Herbe en Friche - 2ème édition	5 000,00
529	1374	LA FRICHE DE MIMI	PLURIDISCIPLINAIRE	Projet	D-friche système	8 000,00
6448	1408	TSV	PLURIDISCIPLINAIRE	Projet	Régisseur de tournée du spectacle vivant, spécialité son, lumière ou plateau	10 000,00
<b>Sous-total pluridisciplinaire</b>						<b>28 000.00</b>
1072	1443	GROUPE INCLINE	DANSE	Fonctionnement	.	2 000,00
2973	1477	COMPAGNIE FLAMENCA TEMPERAMENTO ANDALUZ	DANSE	Projet	Figuras flamencas	2 000,00
3668	1290	COMPAGNIE COMME CA	DANSE	Fonctionnement	.	3 000,00
4991	1306	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	DANSE	Fonctionnement		3 000,00
6138	1515	Cie Concordance	DANSE	Fonctionnement		2 000,00
6359	1344	MOZAIK	DANSE	Projet	Danser nos différences	3 000,00
6411	1325	COMPAGNIE VIRGULE	DANSE	Fonctionnement	.	2 000,00
7113	1364	FUTUR IMMORAL	DANSE	Fonctionnement	.	2 000,00
7530	1289	ASSOCIATION ANAGOGIE	DANSE	Fonctionnement	.	2 000,00
7733	1317	COHUE	DANSE	Fonctionnement	.	2 000,00
<b>Sous-total danse</b>						<b>23 000.00</b>

146	1349	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	MUSIQUE	Projet	Académie d'improvisati on	1 500,00
149	1406	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	MUSIQUE	Fonctionnement		1 500,00
151	1274	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE	MUSIQUE	Fonctionnement	.	2 000,00
154	1300	JAM - JAZZ ACTION MONTPELLIER	MUSIQUE	Fonctionnement		20 000,00
565	1404	CARRE MENTHE	MUSIQUE	Projet	Des intrus dans L'Orchestre Musique mixte au cœur de L'Orchestre.	2 000,00
1666	1393	STAND'ART	MUSIQUE	Projet	Musique et Arts plastiques à l'Hôpital	3 000,00
1666	1394	STAND'ART	MUSIQUE	Projet	une parenthèse amplifiée	5 000,00
1788	1338	LES NUITS DU CHAT	MUSIQUE	Projet	15e édition du festival Les Nuits du Chat	15 000,00
2057	1286	ARS MUSICA MONTPELLIER	MUSIQUE	Fonctionnement	.	3 000,00
2737	1531	SWING GUM ENFANCE	MUSIQUE	Projet	Chœurs d'enfants	15 600.00
3745	1309	ASSOCIATION CHRETIENS ET CULTURES	MUSIQUE	Projet	22ème Festival Interreligieu x de musiques Sacrées	10 000,00
3846	1525	CONFLUENCES	MUSIQUE	Projet	International es de la guitare	40 000.00
3891	1474	ORCHESTRE SYMPHONIQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	MUSIQUE	Projet	Concerts gratuits dans la Métropole	1 000,00
4311	1339	TOUT A FOND TAF	MUSIQUE	Fonctionnement	.	20 000,00

4544	1371	CHOEUR POLYPHONIQUE OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	MUSIQUE	Fonctionnement		1 000,00
5240	1272	BOOMERANG	MUSIQUE	Projet	FESTIVAL AFRICLAP' IER	5 000,00
5268	1505	Chœur Symphonique de Montpellier	MUSIQUE	Projet	Concert Dvorak	2 000,00
5268	1504	Chœur Symphonique de Montpellier	MUSIQUE	Fonctionnement		2 000,00
5319	1366	KLUB KLAMAUK	MUSIQUE	Projet	My Joséphine, nouveau répertoire musical	3 000,00
6410	1323	JAZZ IN CLAP'COOP	MUSIQUE	Projet	Montpellier Jazz Online	2 000,00
6447	1358	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	MUSIQUE	Projet	Nouvel album de l'artiste LA PIETA: "L'INNAMO RATA"	3 000,00
6916	1460	WHAT THE FEST PRODUCTIONS	MUSIQUE	Projet	Festival EX TENEBRIS LUX	3 000,00
7278	1388	EKHO CHOEUR DE CHAMBRE	MUSIQUE	Fonctionnement	.	5 000,00
7353	1361	DARD'ART	MUSIQUE	Projet	Festival Al Andalus 6ème édition	3 000,00
7597	1363	LES AMANDISES	MUSIQUE	Projet	AMAND'	3 000,00
7766	1519	LES LOUSTICS DU PIC	MUSIQUE	Projet	LOUSTICS ET CIE	5 000,00
4724	1502	ECOLE DE MUSIQUE F NORDLAND	MUSIQUE	Projet	l'instant jazz à GRABELS	5 000,00
6557	1511	DERNIER CRI	MUSIQUE	Projet	Festival Dernier cri	20 000,00
<b>Sous-total musique</b>						<b>201 600,00</b>
227	1447	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN LA RAMPE TIO	THEATRE	Fonctionnement	.	35 000,00

432	1318	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	THEATRE	Fonctionnement	.	15 000,00
1071	1341	UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III - THEATRE LA VIGNETTE	THEATRE	Fonctionnement	.	15 000,00
1161	1322	CIA - COMPAGNIE INTERNATIONALE ALLIGATOR	THEATRE	Fonctionnement	.	5 000,00
2785	1450	ZEPETRA	THEATRE	Fonctionnement	.	3 000,00
2785	1451	ZEPETRA	THEATRE	Projet	Cabaret extra ordinaire	1 000,00
2785	1452	ZEPETRA	THEATRE	Projet	Cabaret crêpes	1 000,00
3845	1292	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	THEATRE	Fonctionnement		25 000,00
3845	1293	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	THEATRE	Projet	PEPS - Pépinière du studio de création	12 000,00
5016	1320	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	THEATRE	Projet	Atelier de Fabrique artistique hors les murs la baignoire	5 000,00
5305	1414	LA MAISON THEATRE	THEATRE	Projet	Actions# pour une rentrée citoyenne	2 000,00
5499	1305	COMPAGNIE LA HURLANTE	THEATRE	Projet	Les ailes, chroniques 2 et 3	2 000,00
5662	1418	LE BARIL	THEATRE	Projet	Un sac sur le dos	3 000,00
6930	1419	ART MIXTE	THEATRE	Fonctionnement		10 000,00
6930	1420	ART MIXTE	THEATRE	Projet	Anecdothèq ue de la cave coop – année de préfiguration N+2	2 000,00
7224	1311	LES NUITS CLAIRES	THEATRE	Projet	Made in Maguelone n°2 Adrénaline	2 000,00

7321	1376	LA COMPAGNIE CAREVELLE	THEATRE	Projet	L'eau de la vie	2 000,00
7598	1459	COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	THEATRE	Projet	L'Homme aux valises	2 000.00
<b>Sous-total théâtre</b>						<b>142 000.00</b>
<b>total</b>						<b>485 800.00</b>

## 2. Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 14 décembre 2021. Pour faire suite au vote du budget 2022 il y lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code association	Nom de la structure	Nature	Montant attribué le 14 décembre	Complément de subvention	Montant total
105	CINEMED	F	220 000	220 000	440 000
1893	ICI CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER	F	65 000	65 000	130 000
2156	MONTPELLIER DANSE	F	769 025	768 975	1 538 000
265	OONMO	F	6 372 500	6 958 000	13 330 000
980	FESTIVAL RADIO FRANCE	F	175 000	269 000	444 000
1666	STAND ART	F	100 000	100 000	200 000
1937	FOLIES LYRIQUES	F	107 500	107 500	215 000
3746	UNISONS	P	105 000	105 000	210 000
6135	ATELLINE	F	50 000	50 000	100 000
213	THEATRE DES TREIZE VENTS	F	350 000	350 000	700 000
1620	PRINTEMPS DES COMEDIENS	F	736 191	735 809	1 472 000
6919	ENSAD	F	225 000	225 000	450 000
	MONTPELLIER CONTEMPORAIN	F	1 600 000	1 600 000	3 200 000
2221	DOMAINE D'O	F	1 500 000	1 568 589	3 068 589

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 26 voix

M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182951-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- modèle fonctionnement
- modèle projet
- lettre engagement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole participe à la promotion des sports traditionnels de son territoire.

Pour faire que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise très implantée sur le territoire de la Métropole rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole. C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifient d'un lien particulier avec les communes limitrophes disposant d'arènes permettant d'accueillir des courses camarguaises de qualité comme Lansargues, Mauguio et Lunel.

Dans ce contexte Montpellier Méditerranée Métropole propose, en partenariat avec la Fédération française de course camarguaise, en 2022 de renouveler le « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole dans les arènes de villages de tradition du territoire de la Métropole ainsi que sur trois communes de culture taurine limitrophes : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio, Lansargues et Lunel.

L'ensemble des courses s'inscriront dans le calendrier annuel des trophées de l'Avenir et des As de la Fédération Française de la course camarguaise et devront respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs et associations de la Métropole une subvention de fonctionnement permettant aux clubs d'organiser les courses.

NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
ASSOCIATION PEROLIENNE POUR LE MAINTIEN DES TRADITIONS CAMARGUAISES	PROJET	3 500 €
CLUB TAURIN «LE SANGLIER» DE BAILLARGUES	PROJET	3 500 €
CLUB TAURIN «LOU TAU» DE LATTES	PROJET	3 500 €
CLUB TAURIN LE TRIDENT À CASTRIES	PROJET	3 500€
CLUB TAURIN LE TRIDENT À SAINT GEORGES D'ORQUES	PROJET	3 500 €
SECTION TAURINE PAUL RICARD À VILLENEUVE LES MAGUELONE	PROJET	3 500 €
CLUB TAURIN «LE TRIDENT» DE SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES	PROJET	3 500 €

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ses clubs pour déterminer les modalités d'organisation des courses ainsi que les conditions d'attribution de cette aide.

Par ailleurs il est proposé d'adhérer Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Française de Course Camarguaise (FFCC), dont la cotisation pour 2022 est fixée à 3 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'affectation des subventions aux clubs et associations susvisés pour l'organisation des courses du Trophée Taurin 2022, sous réserve de signature des conventions d'attribution afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- D'approuver le règlement et le cahier des charges de l'édition 2022 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver l'adhésion à la Fédération Française de Course Camarguaise (FFCC) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 8 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182604-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- REGLEMENT TT3M 2022-1.pdf
- CAHIER DES CHARGES TT3M 2022.pdf
- Convention adhésion FFCC.pdf
- TROPHEE TAURIN 3M 2022 CONVENTION CLUB TAURIN TYPE.doc
- CLUB TAURIN LOU TAU.pdf
- CLUB TRIDENT - ST GENIES DES MOURGUES.pdf
- SECTION TAURINE PAUL RICARD VILLENEUVOISE.pdf
- CLUB TAURIN LE SANGLIER.pdf
- CLUB TAURIN LE TRIDENT - CASTRIES.pdf
- CLUB TAURIN LE TRIDENT - ST GEORGES D'ORQUES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

# Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, la délibération n° M2021-658 en date du 14 décembre 2021 est venue allouer un premier acompte de subvention.

A la suite du vote au budget primitif 2022, il convient d'affecter les subventions suivant le tableau ci-dessous :

SPORTS			
Code	Structure	Type*	Montant 2ème versement
1104	SA MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	587 398,50 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	F	515 402,50 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER	F	470 000 €
1850	SA MONTPELLIER RUGBY CLUB	F	458 000 €
5368	ASSOCIATION MONTPELLIER RUGBY CLUB	F	450 000 €
128	ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL	F	315 000 €
4319	MONTPELLIER WATER-POLO	F	188 325 €
950	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION U.C	F	187 825 €
5443	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	146 250 €
3914	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	F	100 000 €
1891	MONTPELLIER GRS	F	43 750 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	F	39 000 €
4681	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	F	37 500 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOË KAYAK UC	F	30 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	F	30 000 €
1417	BARRACUDAS - MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB	F	20 650 €
4012	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE FUTSAL	F	20 000 €
5400	A.K SPORT	F	20 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	F	15 000 €

406	ECHEC CLUB MONTPELLIER - ECM	F	13 650 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	F	12 750 €
6488	MONTPELLIER SPORT DE GLACE	F	12 500 €
1928	MONTPELLIER TRIATHLON	F	10 000 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	F	10 000 €
4821	CLUB DE SUPPORTER BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	F	10 000 €
2139	ASPTT TENNIS MONTPELLIER	F	5 000 €
6902	MONTPELLIER FEMININE HORSE BALL	F	5 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN – LES HURRICANES	F	2 500 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	F	2 690 €
6141	MONTPELLIER HANDI RUGBY	F	4 000 €
5001	CLUB HISTORIQUE DES SUPPORTERS MHRC	F	4 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NAT ARTISTIQUE	F	3 750 €
1848	CENTRE EQUESTRE DE MONTPELLIER JUMPING MONTPELLIER	F	40 000 €
3604	COMITE DEPARTEMENTAL DE JEU DE BALLE AU TAMBOURIN GRAND PRIX DE LA METROPOLE	F	2 000 €
7125	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE L'HERAULT TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	F	50 000 €
1747	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE HOSPITALIERE DE MONTPELLIER - TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	F	10 000 €
1682	JITA KYOEI JUDO 34 – STAGE DE PREPARATION FONT ROMEU	P	2 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC – DEPLACEMENT EN LIEN AVEC LES JO	P	1 500 €
7734	FEDERATION FRANCAISE DES SPORTS DE GLACE CHAMPIONNATS DU MONDE DE PATINAGE ARTISTIQUE	P	350 000 €
6896	TAMBOURIN CLUB DE COUNONTERRAL MASTERS DE TAMBOURIN	P	6 500 €
3682	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MARATHON INTERNATIONAL DE MONTPELLIER	P	40 000 €

\* F = fonctionnement / P = projet

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Mohed ALTRAD, Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Serge GUISEPPIN, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182603-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention type subvention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD

## Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" et "Contrat de Ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Nature	Titre	Attribué
000739	Chambre de Commerce et d'Industrie	Projet	Convention pluriannuelle de partenariat.	72 100 €
001599	Passerelles insertion	Projet	Atelier d'insertion Mécanique et Aide à la Mobilité (MécAM)	15 000 €
001878	Comité de Montpellier d'Entraide Membres Légion d'Honneur	Projet	Prix de la SMLH aux apprentis de l'Hérault	1 500 €
006913	France Active – Airdie Occitanie	Fonctionnement	Soutien aux porteurs de projets de création/reprise d'entreprises et aux structures de l'ESS porteuses d'emploi	65 000 €
006955	Chambre Syndicale des Ateliers d'Art de France	Fonctionnement	Salon Ob'art	38 000 €
007143	Leader Montpellier	Fonctionnement	Fédérer les chefs d'entreprises leaders de la zone d'influence économique du territoire	5 000 €
007689	Les Nouvelles Grisettes	Fonctionnement	Tiers-lieu de la mode et du textile régional (Convention triennale)	2 500 €
005445	ENSAM	Projet	Concours et table ronde sur le thème du Global Compact dans le cadre de l'engagement de la Métropole - "Le grand détournement positif"	15 000 €
007405	Mouvement Impact France	Fonctionnement	Réseau des entrepreneurs sociaux et écologiques	10 000 €
007689	C DIT VIN	Fonctionnement	Mise en lumière du secteur du vin sur le territoire métropolitain	12 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>236 100 €</b>

Un appel à projets a été lancé pour l'année 2022 auprès des opérateurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cet appel à projets vise à faire émerger et à soutenir des actions s'inscrivant dans les objectifs du contrat de ville et répondant aux besoins des habitants de ces quartiers, amplifiés par la crise sanitaire et sociale.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les actions répondent parfaitement à ses caractéristiques.

Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, la Direction du Développement Economique et de l'Emploi, souhaite apporter son soutien financier à la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, selon les termes présenter dans le tableau ci-dessous :

<b>Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi</b> Direction du Développement Économique et de l'Emploi (Département Développement Economique, Emploi et Insertion)			
	<b>Organisme</b>	<b>Intitulé projet</b>	<b>Subvention proposée 2022</b>
001553	<b>MLJ3M</b> (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole)	Commissions Insertion et Accompagnement	<b>20 000 €</b>
	<b>Total Direction du Développement Économique et de l'Emploi -</b>		<b>20 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique NEGRET, M. Yvon PELLET, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, M. François RIO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Joëlle URBANI, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183306-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- LEADER
- Nouvelles Grisettes
- Ateliers Art de France
- CCI
- ENSAM
- Convention +10 000 \_MISE A JOUR FEV2022.docx
- Convention -10 000 \_MISE A JOUR FEV2022.docx
- Convention de partenariat 3M Vign'ette.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Nicole MARIN-KHOURY, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Mylène FOURCADE, Coralie MANTION, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, François VASQUEZ

## **Hors commission - Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 25 janvier 2022 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 25 janvier 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-186913-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

### **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Procès-verbal Conseil 25.01.22 et synthèse des décisions présentée en séance du 25.01.22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.